

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE SIONISME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 18 juin 1920, à 5 heures de l'après-midi

PAR

Marcel BERNFELD

Président : M. A. GEOUFFRE DE LAPRADELLE,
professeur.

Suffragants { *M. WEISS, professeur.*
M. BASDEVANT, agrégé.

PARIS

JOUVE & C^e, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1920

Thèse
Paris.
1920.

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

83776.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE SIONISME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 18 juin 1920, à 5 heures de l'après-midi

PAR

Marcel BERNFELD



Président : M. A. GEOUFFRE DE LAPRADELLE,
professeur.

Suffragants { *M. WEISS, professeur.*
M. BASDEVANT, agrégé.



PARIS

JOUVE & C^e, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1920

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Je dédie ce modeste travail à la mémoire de mon cher et unique frère, Misu, étudiant en médecine, sous-lieutenant dans l'armée roumaine, emporté le 27 novembre 1917, à l'âge de vingt et un ans, par le typhus exanthématique qu'il avait contracté au chevet de ses malades.

Je le dédie aussi

*à mes chers père, mère et
sœurs,*

à ma chère femme.

« Je n'envisage la question juive ni comme une question sociale, ni comme une question religieuse, alors même qu'elle présente les aspects de l'une et de l'autre. C'est une question nationale et pour la résoudre il nous faut avant tout la transformer en une question politique universelle qui devra être réglée au conseil des peuples civilisés. »

THÉODORE HERZL : *L'Etat juif*.

« Le problème juif est un des grands problèmes du monde, et aucun homme, qu'il soit écrivain, politique ou diplomate, ne peut être considéré comme mûr tant qu'il n'a pas essayé de l'aborder, carrément. »

WICKAM STEED

La Monarchie des Habsbourg.

LE SIONISME

AVANT-PROPOS

L'insertion par la Conférence de San Remo, dans le projet de traité avec la Turquie, le 24 avril 1920, de la clause concernant l'établissement du foyer national juif en Palestine a rempli d'une joie immense le cœur des juifs du monde entier.

A cette joie, nous désirons associer dans un même sentiment de gratitude tous ceux qui nous ont soutenu de leurs vive sympathie dans les bien modestes efforts que nous avons personnellement tentés depuis 1915 pour faire connaître le sionisme en France.

En premier lieu nous tenons à rendre grâce à la mémoire de notre savant, vénéré et regretté maître, feu Louis Renault, lequel avait agréé notre sujet de thèse et encouragé nos premiers pas.

Pareillement nous présentons le témoignage de notre plus affectueuse reconnaissance à l'éminent et distingué maître qu'est M. A. Geouffre de Lapradelle.

M. Geouffre de Lapradelle, avec la grande amabilité qui est le charme de son esprit, a bien voulu non seulement nous faire l'honneur d'être le Président de notre jury, mais aussi de nous guider de ses conseils.

C'est à lui que nous sommes redevables d'avoir approfondi davantage notre sujet et évité de publier un travail trop hâtif.

Notre pensée se reporte ensuite vers tous ceux qui nous ont aidé au printemps de l'année 1915 à mettre sur pied la Ligue Franco-sioniste (1) : M. Edmond Privat, le publiciste suisse bien connu et Mme Edmond Privat ; Mlles Blanche Picq, Jeanne Bohin, Suzanne Dietrich et H. Rosenstein, dont l'enthousiasme et le sincère dévouement nous ont permis d'étendre singulièrement l'activité de la Ligue. Nous les remercions ici de tout cœur ainsi que tous les autres membres et particulièrement les personnalités qui ont bien voulu nous accorder leur patronage et parfois donner les conférences ou présider les réunions que nous avons organisées. Le Comité de patronage de la Ligue se composait de MM. Charles Andler, professeur à la Sorbonne ; Edmond Fleg, homme de lettres ; Charles Gide, professeur à la Faculté de droit ; Ferdinand Herold, vice-président de la Ligue des droits de l'homme ; Gustave Kahn, homme de lettres ; Lévy-Wogue, professeur au lycée Janson-de-Sailly ; Adolphe Lods, professeur à la Sorbonne ; Wilfred Monod, pasteur, professeur de théologie ; Marius Moutet, député ; Paul Otlet, secrétaire général des associations internationales ; Paul Passy, ancien professeur à la Sorbonne ; Gabriel Séailles, professeur à l'Université de Paris, membre du Comité central de la Ligue des droits de l'homme ; Mlle Mirjam Schach, agrégée de l'Université ; Charles Seignobos, professeur à la Sorbonne ;

1. Voici son programme : La Ligue Franco-sioniste se propose : de favoriser en France le mouvement sioniste qui a pour but la reconstitution de la nationalité juive en Palestine ; d'éclairer l'opinion publique française sur la situation du peuple juif, ses aspirations nationales, sur les œuvres réalisées par l'organisation sioniste au point de vue pratique et moral en Palestine et ailleurs.

Nahum Slonschz, docteur ès lettres, professeur libre à la Sorbonne ; André Spire, homme de lettre : Emmanuel Weill, rabbin.

En décembre 1917, ensemble avec M. André Spire, M. le Dr Modiano et M. Aimé Pallière, nous avons créé la « Ligue des amis du Sionisme » à laquelle nous avons fait adhérer la « Ligue Franco-sioniste » (1). La plupart des membres de cette dernière, tout au moins de ceux qui constituaient le Comité de patronage donnèrent leur adhésion à la nouvelle association (2) que préside de sa haute autorité M. Maurice Vernes, Président de l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, Sciences religieuses, à la Sorbonne, et dont le secrétaire général est le poète, réputé M. André Spire (3).

1. « A la Ligue Franco-sioniste, disions-nous dans notre dernière circulaire, revient l'honneur d'avoir la première compris l'importance de la question sioniste et la nécessité de lui faire en France la place qu'elle mérite. Par nos réunions et conférences nous pensons avoir frayé le chemin à l'idée.

Aujourd'hui un mouvement sur une plus grande échelle se prépare. Une nouvelle ligue des amis du sionisme se fonde suivant de près les traces de la Ligue Franco-sioniste, mais avec des moyens plus étendus. Cette jeune association sollicite notre appui et nous demande d'unir nos efforts aux siens en entrant dans ses rangs.

Les amis du sionisme poursuivent le même but avec plus d'ampleur et des forces plus considérables. Afin d'éviter tout double emploi nuisible aux idées que nous défendons, notre Comité a décidé d'adhérer à la nouvelle Ligue. Escomptant d'avance votre approbation nous considérons désormais notre existence comme terminée et reportons sur la nouvelle entreprise notre activité. »

2. La Ligue des amis du Sionisme a pour objet : 1° De faire connaître le mouvement sioniste, son organisation et les buts qu'il poursuit ; 2° De renseigner sur les moyens employés pour le faire aboutir, notamment sur les colonies agricoles, sur les écoles d'enseignement primaire, secondaire, technique et supérieur (Université) et sur les institutions économiques et sociales, fondées ou à fonder pour les Juifs en Palestine ; 3° De travailler, d'accord avec les gouvernements de la République Française, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Italie et des autres Etats de l'Entente, à la mise en œuvre du programme énoncé par M. Balfour... et par M. Pichon...

3. M. André Spire s'est acquis de réels mérites pour ce qui concerne la diffusion du sionisme en France. Par la plume et par la parole, malgré ses

Nous devons remercier aussi la « Fédération républicaine des Etudiants de France » et les « Jeunesses républicaines du VI^e arrondissement, du chaleureux accueil qu'elles ont bien voulu nous faire à l'occasion d'une conférence sur le sionisme que nous donnâmes l'hiver dernier. La sympathie envers le sionisme de la « Fédération républicaine des Etudiants de France » que préside notre ami, M. Louis Mosnat et celle de l'Union des Jeunesses républicaines que préside M. Henri Morisot, s'est affirmée une fois de plus tout dernièrement encore. Un grandiose meeting dont le souvenir restera longtemps dans la mémoire de tous ceux qui y ont assisté fut organisé le 19 mai dernier par le « Groupe des Etudiants sionistes » dont nous avons l'honneur d'être le secrétaire, avec le concours dévoué de ces deux associations.

Il nous faut dire encore tout ce que nous devons aux bonnes grâces de M. Polh qui si complaisamment nous a permis de consulter cette bibliothèque de choix où nous avons trouvé une grande partie des documents qui nous ont été nécessaires. Et nous tenons à remercier tous ceux qui de près ou de loin et de quelque manière nous ont soutenu et nous ont aidé à mener à bien nos travaux.

Enfin nous sommes heureux de retrouver ici le nom de M. André Bourgeois qui a bien voulu relire ces pages en épreuves et y apporter la même modeste et patiente contribution qu'il réserva quinze ans à Charles Péguy, fidèle ami du peuple juif, mort pour la France le 5 septembre 1914.

occupations absorbantes, il ne cesse de contribuer de toutes ses forces à faire pénétrer l'idée sioniste dans les divers milieux français et notamment dans celui si rébarbatif des Juifs de France.

Il convient de citer aussi dans cet ordre d'idées, l'activité inlassable de notre camarade Enric F. Braunstein, dont le dévouement pour la cause sioniste est digne d'admiration. Comme nous il a eu l'idée d'intéresser des personnalités et des associations françaises à l'œuvre de la libération du peuple juif et l'on peut dire que ses efforts ont été couronnés de succès.

France pays de lumière, France pays de liberté, pays dont nous sommes l'hôte, nous te saluons.

Sur cette terre de science, de progrès et de civilisation, le sionisme, pour peu qu'on veuille le faire connaître ne doit trouver que des amis.

C'est à cette intention et pour soutenir notre effort que nous publions ce travail.

Pendant les quelques années que nous pensons rester encore en ce pays alors que notre plus vif désir serait de partir sur le champ pour la Palestine, nous nous proposons de continuer simplement notre action de propagande d'accord avec les militants sionistes et à l'aide de leur collaboration. Nous espérons que la même confiance qui nous fut témoignée dans le passé nous sera gardée pour l'avenir.

INTRODUCTION

1° 70-1870

A dix-huit siècles d'intervalle, deux grandes injustices ont été commises dans le monde. L'an 70 a vu l'anéantissement de l'Etat juif sous les coups de la puissance romaine. 1870 l'amputation sauvage de la France de deux de ses provinces par la force brutale de l'Allemagne. Jamais durant ces dix-huit siècles d'exil, le peuple juif ne renonça à l'espoir de réintégrer son antique patrie ; jamais le peuple français ne désespéra de voir rentrer ses chères provinces d'Alsace et de Lorraine dans le sein de l'unité française.

La guerre de 1914-1918 vint apporter une éclatante réparation à l'une et l'autre de ces deux injustices. Dans cette guerre de quatre ans, la France a tout donné sans compter : plus d'un million et demi de ses plus vigoureux enfants ont été cruellement fauchés par la mort ; d'autres, par suite de blessures ou de maladies rendus inaptes aux travaux de la vie paisible. Une fois de plus meurtrie en son sol ravagé, la France résista héroïquement à la poussée ennemie et, avec l'aide des alliés, brisant la force germanique, elle rentra triomphante en possession des territoires que celle-ci lui avait jadis odieusement arrachés.

L'effort juif dans la grande guerre eut sa valeur, seulement il manqua d'éclat. Des centaines de mille de soldats juifs

combattirent, mais éparpillés dans les rangs alliés. C'est pourquoi, malgré leur nombre et leur vaillance, ils n'eurent pas l'heur d'aller reconquérir la terre de leurs ancêtres. Le monde entier, publiquement et certes plus d'une fois aurait bruit de l'effort juif si celui-ci avait pu être le fait d'une nation libre, maîtresse de ses destinées.

Ces sacrifices du peuple juif demeurèrent donc généralement ignorés. Mais, pour les trois quarts des soldats juifs ce fut plus que sacrifices, ce fut un véritable martyre. C'est en subissant, eux et les leurs, les plus affreuses, les plus ignobles persécutions qu'ils durent combattre sans gloire et sans espoir d'une amélioration de leur sort.

Ainsi ces centaines de mille de baïonnettes juives, les chefs sionistes ne purent en jeter le poids dans la balance, lors des pourparlers avec les gouvernements alliés. Mais, si derrière eux ne se tenait pas une force armée, ils avaient du moins l'incomparable force morale que donne la conscience de soutenir une cause juste et nécessaire. S'appuyant sur les propres déclarations de la France, de l'Angleterre et de l'Italie proclamant que ces mêmes Etats étaient entrés en guerre pour défendre le droit des petites nations foulé aux pieds par les empires centraux, les représentants de l'Organisation sioniste réclamèrent la réparation de l'injustice dont le peuple juif ne cessait de supporter les conséquences depuis mille huit cents ans. Les gouvernements alliés n'eussent-ils pas failli à leur parole s'ils n'avaient donné suite au vœu de la nation juive concernant la Palestine.

2° Déclarations et décision des puissances de l'Entente concernant l'établissement d'un foyer national juif en Palestine.

A la suite des démarches qui furent faites auprès des gouvernements alliés, principalement par les leaders sionistes MM. Nahum Sokolow et Chaïm Weizmann une série de déclarations se produisirent en faveur du sionisme.

Voici ce qu'écrivait le 4 juin 1917, M. Jules Cambon, secrétaire général du ministère des Affaires Etrangères de France, à M. Sokolow :

« Monsieur, vous avez bien voulu m'exposer le projet auquel vous consacrez vos efforts et qui a pour objet de développer la colonisation israélite en Palestine. Vous estimez que, si les circonstances le permettent, et l'indépendance des Lieux Saints étant assurée d'autre part, ce serait faire œuvre de justice et de réparation que d'aider à la renaissance, sous la protection des puissances alliées, de la *nationalité juive* sur cette terre d'où le peuple d'Israël a été chassé il y a tant de siècles.

Le gouvernement français qui est entré dans la présente guerre pour défendre un peuple injustement attaqué et qui poursuit la lutte pour assurer le triomphe du droit sur la force, ne peut éprouver que de la sympathie pour votre cause dont le triomphe est lié à celui des alliés.

Je suis heureux de vous en donner ici l'assurance. »

Le 2 novembre 1917, M. Balfour, ministre des Affaires Etrangères d'Angleterre s'exprimait comme suit dans une lettre qu'il adressa à Lord Rothschild, vice-président de la Fédération sioniste d'Angleterre :

« J'ai le grand plaisir de vous adresser, de la part du gou-

vernement de Sa Majesté, la déclaration suivante sympathisant avec les aspirations juives sionistes, déclaration qui, soumise au cabinet, a été approuvée par lui.

Le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un *Foyer National* pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politiques dont les Juifs jouissent dans tout autre pays.

Je vous serai obligé de porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste. »

La lettre suivante fut adressée le 14 février 1918 par M. Stephen Pichon, ministre des Affaires Etrangères de la République Française, à M. Nahum Sokolow :

« Comme il avait été convenu au cours de notre entretien le samedi 9 de ce mois, le Gouvernement de la République, en vue de préparer son attitude vis-à-vis des aspirations sionistes tendant à créer pour les Juifs en Palestine un *Foyer National*, a publié un communiqué dans la presse (1).

En vous communiquant ce texte, je saisis avec empressement l'occasion de vous féliciter du généreux dévouement avec lequel vous poursuivez la réalisation des vœux de vos coreligionnaires, et de vous remercier du zèle que vous apportez à leur faire connaître les sentiments de sympathie que leurs efforts éveillent dans les pays de l'Entente et notamment en France. »

1. Le *Temps* du 10 février 1918 avait publié la note suivante :

« M. Sokolow, représentant des Organisations sionistes, a été reçu, ce matin, au Ministère des Affaires Etrangères par M. Stephen Pichon qui a été heureux de lui confirmer que l'entente est complète entre les Gouvernements français et britannique en ce qui concerne la question d'un établissement juif en Palestine. »

L'Ambassadeur d'Italie, adressait le 9 mai 1918 la lettre suivante à M. Sokolow :

« Agissant sur mandat de Son Excellence le baron Sonnino, ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement italien est heureux de confirmer les déclarations données déjà en son nom par ses représentants à Washington, à la Haye et à Salonique, à savoir qu'il est disposé à s'employer avec plaisir en vue de faciliter en Palestine l'établissement d'un *centre national* juif, tout en précisant que ceci ne portera bien entendu aucun préjudice à la situation juridique et politique, dont les Juifs jouissent déjà en tout autre pays. »

Le président Wilson envoyait le 31 août 1918 la lettre suivante au rabbin Stephen Wise, Président du Comité exécutif provisoire pour les affaires générales sionistes, à New-York :

« J'ai suivi avec un profond et sincère intérêt, le travail de reconstruction que la Commission Weizmann a fait en Palestine sur la demande du Gouvernement anglais et je me réjouis de l'occasion qui m'est donnée de vous exprimer ma satisfaction du progrès que le mouvement sioniste a fait aux Etats-Unis et dans les peuples alliés, depuis la déclaration faite par M. Balfour, au nom du Gouvernement anglais, déclaration approuvant l'établissement en Palestine d'un *Home National* pour le peuple juif et la promesse que le Gouvernement anglais fera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politiques dont les Juifs jouissent dans tout autre pays. »

Dans cet accord entre les puissances alliées nous tenons

particulièrement à faire ressortir le sentiment de réelle sympathie avec lequel le Gouvernement français avait embrassé la cause du sionisme. Nous ne saurions mieux le faire qu'en reproduisant ici l'éloquente préface que M. Stephen Pichon écrivait au début de 1919, au second volume de *History of Zionism* de M. Sokolow :

« Fidèle aux traditions de son histoire, la France vient de montrer une fois de plus, au prix du sang de tant de ses fils, comment elle entend les devoirs que lui impose son rôle séculaire d'émancipatrice des opprimés. Elle sort aujourd'hui victorieuse d'une lutte décisive soutenue au nom du Droit menacé par la brutalité d'un impérialisme sans scrupules. Champion des grandes idées qu'il a, plus que tout autre, semées à travers le monde, notre pays a puisé, dans la conscience d'être un vivant symbole de justice, la force de terrasser son adversaire. Il a du moins aujourd'hui, le droit de se dire, non sans fierté, qu'il n'est plus au monde une race ou une nation qui ne puisse faire entendre ses légitimes aspirations, et qui ne sache qu'en France, il y aura toujours un cœur pour les adopter.

Dans la paix comme dans la guerre, la France, étroitement unie à ses alliés, veut demeurer fidèle à sa parole. Elle a promis aux nationalités naguère asservies de défendre leurs intérêts et de faire respecter leurs droits. Elle ne reniera pas une promesse dont la réalisation, en inaugurant une ère nouvelle de l'histoire du monde, justifiera les sacrifices consentis à la cause commune. Elle ne laissera se commettre aucune injustice, d'où qu'elle vienne, et qu'elle qu'en soit la victime. Elle ne saurait permettre, en particulier, sans protester hautement, qu'une majorité ethnique ou confessionnelle puisse désormais abuser impunément de sa force à l'égard d'autres éléments voisins, plus faibles ou plus dispersés.

C'est dire l'écho que ne pourra manquer d'éveiller chez les Français la voix éloquente du représentant le plus autorisé du Sionisme (M. Sokolow).

.

Non seulement, en effet la race juive n'a cessé d'être, au cours des siècles, persécutée, décimée, poursuivie sans trêve par une haine incapable de désarmer ; plus malheureuse encore que tant d'autres peuples opprimés, qui ont pu conserver au moins un symbole de leur grand passé, les Juifs n'ont pu sauver ce dernier vestige. D'autres qu'eux-mêmes sont devenus maîtres de la Judée. Dispersés à travers le monde, beaucoup aspirent aujourd'hui plus que jamais à reprendre la chaîne brisée par tant de conquérants successifs, de leurs traditions ethniques et religieuses : ils pensent aussi qu'une telle restauration n'est possible qu'appuyée sur des réalités, c'est-à-dire, en l'espèce, sur un foyer moral national reconstitué au milieu des ruines de l'antique Judée. Qui donc, sans avoir perdu les plus élémentaires sentiments d'humanité et de justice, pourrait refuser aux exilés de revendiquer leur place, au même titre que les autres éléments indigènes, dans cette Palestine où un contrôle collectif des Puissances européennes assurera désormais à chacun le respect de ses droits les plus sacrés ?

Entrée en guerre pour assurer la victoire définitive du Droit sur la force, la France se félicite de l'appui que le sionisme a rencontré chez elle et chez ses Alliés. Une doctrine qui a pour elle, outre la justice, l'éloquence d'avocats tels que M. Sokolow est assurée du succès. Je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte de réitérer les vœux que le Gouvernement de la République n'a cessé de faire pour le

triomphe final d'une cause qui rallie tant de sympathies françaises » (1).

Le 27 février 1919, la Conférence de la paix de Paris entendait une délégation sioniste composée de MM. Sokolow, Weizmann, Ussischkin et André Spire. Enfin, le 24 avril 1920, la Conférence de San Remo décidait d'insérer dans le traité avec la Turquie une clause relative à l'établissement du foyer national juif en Palestine. « En application des décisions de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, est-il dit dans le résumé officiel du projet de traité avec la Turquie, l'administration de la Palestine est légalement confiée à un mandataire. Le choix du mandataire et la détermination des frontières de la Palestine seront établis par les principales Puissances alliées. La déclaration originairement faite le 2 novembre 1917 par le Gouvernement britannique et adoptée par les autres Gouvernements alliés; en faveur de la création d'un foyer national juif en Palestine, est confirmée » (2).

C'était après tant de siècles le redressement de l'immense tort commis à l'égard du peuple juif par la puissance romaine.

Le peuple juif saura être reconnaissant aux Etats alliés et particulièrement à la France et à l'Angleterre de l'appui qu'ils lui ont accordé pour voir se réaliser ses aspirations séculaires.

3° Foyer national ou concentration territoriale ?

Dans les déclarations que nous venons de reproduire, nous voyons qu'il est question d'établir un *foyer national* ou, selon l'expression anglaise, un *national home*, pour le peuple juif en Palestine. Certains seraient tentés de croire qu'il s'agit

1. *History of Zionism by Nahum Sokolow*, vol. II, pp. 7-9, Longmans, Green and Co. London, 1919.

2. Voir *Le Temps* du 12 mai 1920.

simplement de la formation en Terre Sainte d'un centre spirituel ou même politique pour les Juifs dispersés de tous les pays. Il importe d'éviter dès le début le malentendu que pourrait produire l'emploi de cette expression, laquelle dans l'esprit des sionistes signifierait une chose et dans celui des non Juifs une chose autre. Le sionisme ne vise pas à l'établissement d'un centre spirituel ou politique, mais à celui d'une *patrie* pour tous les Juifs qui ne veulent ou ne peuvent s'assimiler et qui ne veulent ou ne peuvent résider dans les pays où ils vivent actuellement. Il ne poursuit pas la création d'une métropole pour les Juifs, lesquels continueraient à demeurer dispersés, mais la concentration effective en Palestine de la grande majorité du peuple juif de façon à mettre une fin définitive à la dispersion, cause de tous ses maux. Ainsi seulement le sionisme pourra donner satisfaction au sentiment national juif et en même temps constituer la solution définitive et totale de la question juive. Et l'idée du retour en Palestine de la grande majorité du peuple juif nous guidera constamment tout au long de ce travail.

NOMBRE DES JUIFS

Voici une statistique des Juifs du monde entier dressée par le Dr Arthur Ruppin, statisticien et économiste bien connu dans les milieux sionistes et que l'on trouve dans son livre : *Die Juden der Gegenwart* (*Les Juifs d'aujourd'hui*), paru en seconde édition en 1911.

Nombre total.....	11.558.610		
Europe.....	8.854.037	—	76,6 0/0
Amérique.....	1.898.000	—	16,4 0/0
Asie	427.523	—	3,7 0/0
Afrique.....	361.857	—	3,1 0/0
Australie.....	17.106	—	0,2 0/0
Russie	5.110.548	Recensement de 1897	
Autriche.....	1.224.899		
Hongrie	851.378		
Allemagne.....	607.862		
Roumanie	266.652		1899
Grande-Bretagne sans l'Irlande.....	250.000		
Turquie d'Europe.....	188.896		
Hollande	103.988		
France	100.000		
Bulgarie avec la Rou- mélie-Orientale.....	37.653	Recensement de 1905	
Italie.....	35.617		
Belgique.....	25.000	—	1901
Suisse.....	12.551		
Bosnie-Herzégovine ...	8.213		
Grèce	6.127		

Serbie.....	5.729	
Suède.....	3.912	
Irlande.....	3.898	
Danemark.....	3.476	
Espagne.....	2.500	
Etats-Unis d'Amérique.	1.777.185	
Canada.....	60.000	
Argentine.....	40.000	
Mexique.....	8.972	
Turquie d'Asie, Pales- tine.....	85.000	Evaluat. du Dr Ruppin
Asie Mineure et Syrie.	75.000	
Mésopotamie.....	40.000 ?	
Arabie et Aden.....	40.000 ?	
Maroc.....	150.000	
Algérie.....	57.000	
Tunisie.....	62.000	
Egypte.....	38.635	
Tripolitaine.....	18.660	
Transvaal.....	15.481	
Colonie du Cap.....	19.537	

Des recensements plus récents permettent de se rendre compte de l'accroissement considérable de la population juive pendant les vingt dernières années. Voici d'après les données officielles la répartition des Juifs dans les pays de l'Europe orientale, de l'Europe centrale (moins l'Allemagne) et de la Turquie d'Asie (1) :

Russie (1917).....	6.475.759
Autriche-Hongrie (1910).....	2.246.093
Bosnie-Herzégovine (1910).....	12.160
Bulgarie (1913).....	67.650
A reporter	8.801.662

1. Nous reproduisons ce tableau d'après le recueil d'études : *Les Droits nationaux des Juifs en Europe orientale*, Paris, 1919, p. 26, annexe I, article de Leo Motzkin intitulé : *Les revendications nationales des Juifs*. Ce recueil a été édité par le Comité des délégations juives auprès de la Conférence de la paix.

	Report	8.801.662
Grèce (1913).....		88.300
Turquie d'Europe (1914).....		80.000
Turquie d'Asie.....		308.693
Roumanie (1915).....		239.967
Serbie (1913).....		13.730
Total.....		<u>9.532.352</u>

Si à ces 9.532.352 on ajoute les 3 millions de Juifs d'Amérique, les 600.000 Juifs d'Allemagne, et les centaines de mille qui habitent les autres pays, on arrive à un chiffre global qui peut varier entre 14 et 15.000.000.

La répartition des Juifs par Etats n'est plus la même que celle que nous venons d'indiquer, par suite des changements survenus les tout derniers temps dans la composition des Etats de l'Europe orientale et centrale. La Pologne en compte aujourd'hui plus de 3 millions, l'Ukraine même nombre, la Roumanie 800.000, la Tchéco-Slovaquie, 400.000, etc. (1).

Comme on le voit les deux tiers du peuple juif sont concentrés dans l'Europe orientale et centrale.

1. Voir le recueil déjà cité, annexe II, p. 27.

IDÉES ESSENTIELLES ET DÉFINITION DU SIONISME

Les idées essentielles du sionisme considéré du point de vue du droit international public, sont au nombre de quatre :

1° Les Juifs du monde entier forment une seule et même nation ;

2° La nation juive tend à s'organiser comme *personne du droit des gens* ;

3° Cette tendance doit être comprise dans le sens d'une *restauration de l'Etat juif en Palestine* ;

4° La restauration de la nation juive en tant que personne du droit des gens en Palestine ne peut avoir lieu qu'*au moyen de garanties de droit public*.

La définition du sionisme que l'on obtient par la condensation en une seule formule de ces quatre idées essentielles est la suivante :

Le sionisme tend à la restauration de la nation juive comme personne du droit des gens en Palestine, au moyen de garanties de droit international public.

La formule officielle sioniste adoptée par le premier Congrès de Bâle en 1897 est libellée comme suit :

Le sionisme tend à la création en Palestine, pour le peuple juif, d'une patrie garantie par le droit public.

Comme on le voit, cette seconde formule est une atténuation de la première ; celle-là est la quintessence d'une doctrine idéale qui se dégage de l'ensemble de la littérature sio-

niste et d'idées générales ; celle-ci est sa traduction pratique pour les besoins présents de l'action politique.

Nous diviserons notre travail en quatre parties correspondant chacune à l'une des idées essentielles du sionisme.

PREMIÈRE PARTIE

LA NATION JUIVE

CHAPITRE PREMIER

Communauté religieuse ou nation Position de la question

Pendant longtemps le véritable caractère de la collectivité juive a été méconnu en Occident. L'idée suivant laquelle les Juifs forment non pas un groupement ethnique, mais une simple communauté religieuse y était celle de presque tout le monde. Rares étaient ceux qui ayant étudié de plus près la question étaient arrivés à une conclusion différente. Les défenseurs et même les propagateurs les plus chaleureux de cette thèse étaient les Juifs émancipés et plus particulièrement les Juifs français.

Aujourd'hui un certain revirement se produit dans l'opinion publique occidentale ; on commence à reconnaître qu'on s'était complètement mépris sur la nature et de la collectivité juive et du problème juif.

Cependant ce revirement n'est qu'à son début ; nombreux sont ceux qui attachés à l'opinion traditionnelle s'obstinent à repousser dédaigneusement la nouvelle doctrine. C'est le cas notamment de la plupart des Juifs français demeurés fidèles au principe : Israël, communauté religieuse. A l'appui de ce

principe on invoque quatre arguments essentiels : 1° il manque aux Juifs un territoire ; 2° les Juifs n'ont pas une langue commune ; 3° ils obéissent à des gouvernements différents et manquent par conséquent d'unité politique ; 4° la race et la religion sont les seuls liens qui les unissent.

Ces arguments ont pour eux l'apparence. Il n'y a pas de contrée au monde qui n'ait ses Juifs ; on les trouve en France et en Russie, en Grèce et en Norvège, en Argentine et aux Etats-Unis, dans l'Afrique du Sud et dans l'Afrique du Nord, en Asie Mineure, au Caucase, en Perse et même en Chine, dans les Indes et en Australie. Il en est de même des langues dont ils usent. Ne parlent-ils pas la langue du pays qu'ils habitent, c'est-à-dire des dizaines voire même des centaines de langues et de dialectes ? Certes, il existe des nations parlant plusieurs langues, mais il n'en existe aucune les parlant toutes.

A ces Juifs dispersés il manque un centre, une autorité commune ; ils se soumettent à l'autorité de chaque Etat dont les lois sont leurs lois. Ils sont dans la plupart des Etats des citoyens libres, remplissant les devoirs et jouissant des droits attachés à cette qualité. Mais il y a plus : dans tous ces pays ils accomplissent le service militaire et versent leur sang sur les champs de bataille.

On ne conteste pas que lorsque les Juifs vivaient sur leur territoire, en Palestine, ils y eussent constitué une nation ; on prétend que ce n'est que depuis la dispersion seulement qu'ils ont cessé d'en former une. Et quand on fait remarquer que le messianisme contient l'idéal de résurrection politique de la collectivité juive, on répond que l'essentiel de l'idéal messianique c'est la liberté ; or, cette liberté a été acquise par l'émancipation. Comme dans les développements ultérieurs nous apporterons toutes les preuves qui militent en faveur de

l'idée que les Juifs encore aujourd'hui constituent une nation, nous nous bornerons pour l'instant à faire observer que cette théorie ne tient pas compte des facteurs historiques qui postérieurement à la dispersion ont maintenu la nationalité juive et qu'elle repose sur l'adoption d'un critérium erroné de l'idée de nation.

Il existe cependant une seconde théorie moins radicale ; celle-ci reconnaît le fait que même après leur dispersion les Juifs ont continué de former une nation, mais qu'ils ont cessé d'en être une du jour où ils furent émancipés et seulement dans les pays qui les ont émancipés. Le jour où ils furent élevés au rang de citoyens, ils eurent à choisir entre la nationalité juive et la nationalité de l'Etat où ils vivaient. C'est ce qui s'est passé en France au temps de la Révolution et bien plus tard en Angleterre, en Allemagne et dans quelques autres pays. « En échange de la liberté, du droit commun, Israël abandonne ses rêves de restauration politique, il cesse d'être ou de vouloir redevenir une nation pour n'être plus qu'un groupement religieux (1). » Ainsi, au fur et à mesure de son émancipation chaque groupe juif doit renoncer à tout jamais à l'idée de constituer désormais autre chose qu'une simple communauté religieuse. Cette théorie a le tort de prévoir pour les grandes masses juives de l'Europe orientale et centrale une évolution analogue à celle des petites minorités juives de l'Europe occidentale ; de souhaiter même que cette évolution se produise ; de méconnaître les circonstances historiques particulières d'après lesquelles ces masses compactes ont évolué ; enfin de méconnaître aveuglément leur volonté.

Devant ces deux théories, dont la première, absolue, ne

1. Th. Reinach, *Histoire des Israélites depuis la ruine de leur indépendance nationale jusqu'à nos jours*. Paris, 1910, préface, p. xiii.

comportant aucune de ces exceptions généralement admises et dont la seconde ne s'applique qu'à une petite partie du peuple juif, se dresse la doctrine sioniste qui revendique hautement pour la collectivité juive la qualité de nation. C'est le postulat d'où naissent tous les autres principes. Cette doctrine a pour elle les neuf dixièmes des Juifs du monde entier. La plupart même de ceux-ci s'étonneraient que cette question fût discutée ; pour eux il n'y a aucun doute quant à l'existence de la nation juive. Aucun doute non plus ne règne chez la plupart des peuples parmi lesquels ils vivent. La démonstration est nécessaire seulement en Occident peut-être moins pour les non-Juifs que pour les Juifs eux-mêmes.

CHAPITRE II

Critérium de l'idée de nation

Les définitions que l'on a données du mot nation ont été souvent établies en tenant compte seulement d'un ou de plusieurs des éléments constitutifs de l'idée que ce mot représente. Aucun des éléments comme la race, la langue, la religion, le territoire, etc., ne sont suffisants pour permettre de formuler le critérium de l'idée de nation.

Les recherches de la science moderne ont abouti à la conclusion qu'il n'existe pas de race pure ; il n'est pas de groupement ethnique qui ne soit le produit de mélanges assez divers. De l'idée de race il ne faut retenir que le sentiment d'une origine commune entretenu par la légende, un des liens les plus forts entre membres d'une même nation.

La langue aussi est un des liens les plus puissants entre les hommes ; c'est par elle que s'exprime le mieux le génie même de la nation. On voit cependant des nations différentes parler une même langue ou des fractions importantes d'une même nation se servir de langues parfois entièrement différentes l'une de l'autre. Dans la première catégorie on doit ranger les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Australie où l'on parle l'anglais, le Brésil et le Portugal où l'on parle le portugais, etc. Dans la seconde, la Suisse avec ses trois langues : l'allemand, le français et l'italien, la Belgique avec le wallon et le fla-

mand. Les Lithuaniens parlent allemand, les Irlandais parlent anglais quoique ennemis de l'Angleterre. L'emploi de la même langue n'a pas empêché les Etats espagnols de l'Amérique du Sud de devenir les ennemis de la mère-patrie. Nous ne nous arrêterons pas aux nombreux dialectes d'une même langue qui font que des gens qui se disent de la même nation ne s'entendent point.

Un territoire est indispensable à une nation pour aboutir à son développement complet.

Néanmoins certains peuples existent qui vivent dispersés : tels une grande partie des Arméniens, des Grecs, des Syriens. Les Coutzo-Valaques qui habitent les montagnes du Pinde sont des Roumains quoique les Balkans les séparent du royaume. La Macédoine présente cette particularité de contenir enchevêtrées plusieurs nations différentes : Grecs, Serbes, Bulgares, Albanais, Turcs, Coutzo-Valaques.

Pour un grand nombre de nations la religion fut un facteur important de formation comme de survie. Toutefois il n'est pas rare de constater aujourd'hui la coexistence au sein d'une même nation de plusieurs religions : deux millions de Français sont protestants ; deux tiers des Allemands sont protestants et l'autre catholique. Quelle est en outre la nation qui ne compte en ce moment de nombreux libres penseurs ?

L'autorité et les lois communes ne sont pas non plus un signe suffisant permettant d'affirmer qu'il y a nation. Si la monarchie en France s'est montrée un puissant moyen d'unification on ne peut en dire autant de celle des Habsbourg ou de l'empire des tzars. Par contre la nation italienne durant des centaines d'années a vécu fragmentaire, découpée en une multitude de petits Etats souvent en conflit les uns avec les autres. Les Grecs ont subi quatre siècles le joug turc ; pendant plus de cinq quarts de siècle les Polonais ont vécu par-

tagés entre trois puissances étrangères ; sauf un instant sous le règne de Michel le Brave, c'est pour la première fois que la nation roumaine se voit réunie sous une même autorité.

Quant aux mœurs et aux traditions nous dirons avec Fiore : « La communauté des mœurs et des habitudes est plutôt à nos yeux une conséquence qu'un principe de la communauté civile (1). »

Par histoire commune il faut entendre des ennemis communs, des guerres heureuses ou des défaites, des souffrances et des joies communes. Plus que les événements heureux unissent les malheurs, « la souffrance en commun, dit Renan ; unit plus que la joie. En fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes ; car ils imposent des devoirs ; ils commandent l'effort en commun (2) ».

Mieux peut-être que les faits, le souvenir qui en reste, contribue à fortifier le lien national.

La haine de l'ennemi et on pourrait dire la haine de l'étranger est pour beaucoup dans la formation de ce lien. Mais la résistance à l'envahisseur suppose l'existence préalable d'autres éléments ; sans un puissant ressort intérieur une résistance opiniâtre n'est pas possible.

Les intérêts et les aspirations sont des éléments dont il faut aussi tenir compte. Les intérêts ne sont-ils pas aux besoins matériels ce que les aspirations sont aux besoins moraux ? Il peut arriver que deux ou plusieurs nations aient des intérêts communs : l'ouverture au trafic d'une voie navigable, la défense commune contre le même ennemi. Parfois une nation se trouvera-t-elle divisée sur ses intérêts propres. Il semble bien que les aspirations réduites à leur expression

1. T. I^{er}, p. 107.

2. Qu'est-ce qu'une nation.

la plus simple : désir de conservation et désir de progrès, soient permanentes. Il en est d'autres et non des moindres au sujet desquelles des parts entières de la nation diffèrent d'opinion ou que des générations successives envisagent chacune d'une manière particulière. Il est cependant impossible de nier que souvent les mêmes aspirations dominent toute une nation et ont une influence durable qui se prolonge pendant des siècles. Cet élément psychologique collectif, conséquence de la vie de la nation considérée dans l'ordre de l'histoire et dans l'ordre du développement social, agit à son tour sur l'âme de chacun de ses membres.

Tous les éléments que nous venons d'énumérer aboutissent finalement à la création d'une psychologie commune à un groupement d'hommes; ceux-ci ont une tendance à voir les choses sous un même angle, à réagir identiquement à l'égard des mêmes faits, à participer en un mot d'un génie commun et particulier. Idée d'une origine commune, langue, terre, religion, même gouvernement, mœurs et traditions communes, passé commun, mêmes ennemis, intérêts identiques, aspirations communes, tous ces éléments ou plusieurs d'entre eux — l'un ou quelques-uns d'entre eux pouvant exercer une influence prépondérante — en arrivent par leur assemblage à cette fin de créer chez chaque membre de la nation ce que les Italiens ont appelé les premiers : *la coscienza nazionale*.

Cette conscience, c'est l'idée claire d'appartenir à tel groupement national, la volonté de continuer toujours à en faire partie, le sentiment profond de solidarité à l'égard des autres membres de la collectivité nationale. C'est encore un vif sentiment de ce qui est étranger et souvent même la haine de l'étranger; fierté, poussée parfois jusqu'à l'orgueil, provenant de l'idée de supériorité de sa propre nation et de l'infériorité des autres; amour de son peuple, amour de son pays

et désir de les défendre contre toute attaque étrangère.

Le sentiment national, le dernier à se former est aussi le dernier à disparaître (Bernard Lazare). L'homme peut s'expatrier, cesser de parler la langue de la mère-patrie, changer de religion, vivre sous un gouvernement étranger et des obligations nouvelles, il gardera pourtant au fond de son cœur ce souvenir du passé et le transmettra à ses descendants. Persistance lointaine. Survivance obscure d'un sentiment lointain.

En résumé, le critérium de l'idée de nation ne doit pas être recherché dans un ou plusieurs éléments qui constituent la nation, mais dans un élément spirituel qui est la résultante de tous les autres : la conscience nationale.

« Une nation, dit Ernest Renan, est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis (1). »

Si la nation suppose un passé « elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie (2) ». La nation est en définitive un fait de volonté. Toute spécification de nation à l'aide d'un ou de plusieurs des éléments que nous avons analysés, à l'exclusion de l'expression de la volonté de chaque individu, ne peut être qu'erronée.

1. Qu'est-ce qu'une nation.

2. *Id.*

Une fois formée la conscience nationale se maintient en vertu de ces mêmes causes qui l'ont produite. Il peut arriver que chez certains individus elle ne se trouve qu'à l'état latent. On peut aussi désirer la fortifier afin d'atteindre un degré plus élevé de solidarité. Mais la science de l'histoire, celle de la littérature, aussi la connaissance de l'injustice, le spectacle de la souffrance, la réveillent et l'entretiennent.

CHAPITRE III

La nation juive depuis la dispersion jusqu'à la fin du XVIII^e siècle

Nous nous proposons d'établir dans ce chapitre, que malgré leur dispersion les Juifs ont pu se maintenir en tant qu'une seule et même nation jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Nous envisagerons tour à tour les éléments qui ont contribué à ce maintien de leur nationalité.

RACE

Dans les premiers siècles de l'ère chrétienne le Judaïsme se trouvait avoir pris une grande extension ; ses prosélytes, fort nombreux, se recrutaient à Damas, Chypre, Antioche, Rome, Alexandrie, etc. Des royaumes entiers étaient devenus juifs. Plus tard, au VII^e siècle, tout un peuple, les Khozars, v ont se convertir aux judaïsme. Un grand afflux de sang étranger pénétra ainsi dans le corps de la nation juive, afflux qui ne cessa qu'avec le commencement des persécutions « c'est-à-dire quand il devint par trop dangereux d'être juif (1) ». Certes même ultérieurement des conversions se produisirent et papes, conciles et princes laïques ne manquèrent pas d'intervenir par des mesures susceptibles de les enrayer. Mais qu'était-ce que ces conversions sporadiques au regard de la vaste échelle sur laquelle s'était opérée la greffe du

1. Bernard Lazare, *L'Antisémitisme*, p. 266.

Judaïsme — pour nous servir d'une expression de Darmesteter — à l'époque gréco-romaine ? Et alors une question se pose : ne faut-il pas y voir une solution de continuité dans l'existence des Juifs comme nation ? Non, car quiconque embrassait le Judaïsme, entrait en même temps dans la maison de Jacob ; on ne restait pas Gaulois, Grec ou Romain et Juif, mais on devenait Juif tout court. Ce phénomène n'a rien qui étonne, car il se produit encore de nos jours chez les peuples d'Orient où la religion sert comme d'une enveloppe à la nation.

Quoiqu'il en soit à aucun moment de leur histoire les Juifs ne cessèrent de se regarder comme les héritiers directs des Juifs de Palestine. En outre à partir du ^{xiv}^e siècle sinon plutôt on peut affirmer qu'aucune goutte de sang étranger n'a plus pénétré dans les veines du peuple juif ; la persécution et le mépris dont il était entouré le condamnèrent à rester désormais hermétiquement fermé à tout mélange.

Mais peu importe de savoir si les Juifs sont une race pure ou non, ou si les croisements se sont faits avec des races apparentées ou non ; l'essentiel est la constatation chez tous les Juifs d'une intime et profonde conviction d'être de souche très ancienne et de pouvoir faire remonter leur généalogie aux antiques Hébreux. Ils ont peut-être plus que tout autre peuple l'idée d'être de race pure. De là un sentiment de supériorité, entretenu encore par bien d'autres causes.

LANGUE

Les Juifs adoptèrent les langues des pays où ils furent demeurer : à Alexandrie ils parlèrent le grec ; en Babylonie, l'araméen ; en Arabie, l'arabe ; en Perse, le persan ; en Espagne, l'espagnol ; en France, le français ; en Allemagne, l'allemand et ainsi de suite. Dans la forme de plus d'une de ces

langues ils cultivèrent une littérature propre. Trois d'entre elles : le persan, l'espagnol et l'allemand devinrent de véritables langues juives et lorsque les Juifs furent chassés de Perse, d'Espagne et d'Allemagne, ils les emportèrent avec eux. L'espagnol devint la langue de presque tous les Juifs de l'empire ottoman, même de la population juive-arabe, dont il constitua comme une seconde langue juive « le dialecte préféré et aimé du Judaïsme turco-arabe (1) ».

Au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècles, les Juifs d'Allemagne parlaient l'allemand. Du jour où ils furent enfermés dans le ghetto et durent cesser tout contact intellectuel avec le dehors, cet allemand se mélangea d'hébreu et se développa à part. Lorsqu'aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, les Juifs allemands expulsés ou obligés d'émigrer par suite de la persécution, se réfugièrent en Pologne, ils emportèrent avec eux ce dialecte devenu une langue juive, dénommée d'ailleurs *jüdisch*, qui se répandit avec rapidité chez tous les Juifs polonais et d'une façon générale chez tous les Juifs de l'Europe orientale. De sorte que, à la fin du ^{xviii}^e siècle, les Juifs étaient partagés principalement entre deux langues : l'espagnol et l'allemand, tous deux devenus par adaptation de véritables idiomes juifs.

Cependant, au-dessus de toutes les langues employées par les Juifs dispersés florissait la langue hébraïque que tous étaient obligés de savoir lire et de comprendre, comme étant la langue des prières. Ce n'est que dans la langue de la Bible que les Juifs des divers pays pouvaient se faire comprendre entre eux. L'hébreu contenait en outre une vaste littérature enrichie de siècle en siècle par de nombreuses productions. L'hébreu était le symbole même de la nationalité juive et avait conservé un caractère sacré aux yeux de tous les Juifs : c'était la langue sainte « profondément aimée

1. Loeme, *Die Sprachen der Juden*, Köln-Leipzig, 1911, p. 37.

et respectée ». Il est à remarquer que toutes les langues étrangères dont ils se servirent furent transcrites en caractères hébreux. Eltes étaient toutes des langues d'emprunt; seulement l'hébreu tirait son origine du temps lointain et tant regretté où les Juifs vivaient sur leur propre sol. L'hébreu était le signe apparent de leur origine palestinienne. Malgré leur développement, ni l'espagnol, ni le yddisch n'arrivèrent jamais à le supplanter.

TERRITOIRE

Le souvenir de la Palestine demeuré ineffaçable, constamment entretenu par la tradition, les fêtes et d'une manière générale par la religion a été comme la patrie spirituelle des Juifs dispersés. Pénétrés de leur histoire, chacun de ces faits leur rappelait un ou plusieurs sites de la patrie abandonnée. Presque toutes les fêtes juives se rapportaient à une ou plusieurs localités de Terre Sainte; certaines de ces fêtes n'avaient leur raison d'être qu'en Palestine, et pourtant elles continuaient d'être strictement observées dans l'exil.

En plus de cette patrie spirituelle, l'agglomération juive, le quartier juif le ghetto leur constituait comme une partie temporelle d'ordre second. Là seulement ils se sentaient chez eux, pouvant librement pratiquer leurs usages. Le ghetto permit en outre aux Juifs de supporter les persécutions du moyen âge (Max Nordau). C'est une erreur de croire que le Juif ne s'est installé dans le ghetto que forcé et contraint; il est même plus vrai de dire que tout naturellement, à cause de leurs mœurs, de leur genre particulier de vie, de leurs besoins religieux, du désir bien compréhensible de se sentir côte à côte, de respirer en quelque sorte un air de famille, les Juifs furent amenés à habiter une même partie de la ville, un même quartier. Ce n'est qu'ensuite que les peuples parmi lesquels ils vivaient

crurent prendre une mesure de rigueur en les y enfermant (1).

UNITÉ DES TRADITIONS RELIGIEUSES ET MORALES. LE TALMUD

« La dispersion, qui en général est la fin de l'histoire pour les nations, ne fait qu'ouvrir une période nouvelle dans l'histoire juive, qui, par elle se subdivise et se ramifie à l'infini pour se prolonger jusqu'à nos jours. Les vingt colonies, portées par l'exil dans tous les pays de l'Europe, dans le nord de l'Afrique et dans une partie de l'Asie, ont chacune leur histoire, et c'est l'ensemble de ces vingt histoires qui forme l'histoire du peuple juif. L'unité de ce chaos est constituée par l'unité des traditions religieuses et morales que chacune de ces colonies avaient emportées avec elle, parce qu'il se trouve qu'au moment où la dispersion vint, l'âme de la nation avait été façonnée par sept siècles de prédication prophétique et d'enseignement populaire avec une puissance d'empreinte si ineffaçable que les croyances, l'idéal et les aspirations, tout ce qui fait le lien persistant d'unité, ne pouvait plus changer » (2).

Cet enseignement populaire ne disparut point avec la dispersion ; bien au contraire, l'étude et la pratique de la loi devinrent le but suprême de chaque juif, d'abord en Palestine même et ensuite dans les pays d'exil. C'est par l'école

1. « ... Ces ghettos que souvent les Juifs acceptèrent et même recherchèrent, dans leur désir de se séparer du monde, de vivre à l'écart, sans se mêler aux nations, pour garder l'intégrité de leurs croyances et de leur race ; si bien qu'en maints endroits, les édits ordonnant aux Juifs de rester confinés dans des quartiers spéciaux ne firent que consacrer un état de choses déjà existant. » B. Lazare, *op. cit.*, p. 127.

2, James Darmesteter, *Les Prophètes d'Israël*. Paris, 1892, p. 228.

que les traditions juives se maintinrent, s'amplifièrent pour aboutir finalement à ces deux vastes recueils que sont le Talmud de Jérusalem et le Talmud de Babylone, qui embrassent toute la vie religieuse, sociale, et juridique des Juifs. Depuis l'ouverture en l'an 70 de l'école de Jabné par le rabbin Johanan den Zakkaï, jusqu'à la décadence des fameuses écoles de Sowra et Pumbedita, véritables académies, abritant des milliers d'étudiants, le travail intellectuel s'était poursuivi d'une façon ininterrompue. Le Talmud de Babylone éclipsa celui de Jérusalem et devint « le livre par excellence, la propriété exclusive et en quelque sorte l'âme de la nation juive. Les générations suivantes en firent leur principal, leur unique aliment intellectuel, les penseurs se plaisant à approfondir son argumentation et les hommes de cœur admirant sa morale élevée. Pendant plus de dix siècles, les Juifs restèrent indifférents au monde extérieur, à la nature, aux hommes et aux événements, ils n'y voyaient que des incidents insignifiants, de simples fantômes, la seule réalité pour eux était le Talmud... On peut dire que le Talmud a été l'éducateur de la nation juive, l'influence qu'il a exercée sur elle a été des plus salutaires, car malgré les humiliations qu'elle a eu à subir, les outrages dont elle a été abreuvée et l'avilissement auquel elle a été condamnée, elle a su conserver des mœurs honnêtes et pures. Le Talmud a été la bannière qui a servi de signe de ralliement aux Juifs dispersés dans les divers pays, il a maintenu l'unité du Judaïsme (1). »

Ils l'emportèrent avec eux en Espagne, en France, en Allemagne, en Pologne, en un mot partout où les déposèrent les vicissitudes de leur histoire. Au moyen âge, au milieu des souffrances de toutes sortes l'étude et l'école constituaient

1. Graetz, *Histoire des Juifs*, 5 vol. trad. en français par MM. Wogue et Schwab, Paris, 1884-1897, III, pp. 245-246.

leur unique refuge. Parlant de cette soif d'étude chez les Juifs du ^{xiii}^e siècle Graetz s'exprime ainsi : « Avant tout on voulait apprendre et le livre qu'on étudiait surtout avec une patience opiniâtre et une ardeur passionnée était le Talmud. Dès que l'enfant savait balbutier, on le conduisait, pendant la Pentecôte, à la synagogue, qui s'appelait aussi « l'école », *Schule*, pour lui enseigner la lecture de l'hébreu et le préparer à l'étude de la Bible et du Talmud. Le jour où l'enfant faisait, pour la première fois, son entrée à l'école était un jour de fête pour les parents et la communauté tout entière. Cette étude minutieuse, constante, du Talmud représentait, il est vrai, toute la culture intellectuelle des Juifs mais c'était aussi leur suprême consolation, la sauvegarde de leur unité religieuse, l'unique refuge qui leur avait été laissé jusqu'alors (1). » Jusqu'au ^{xiv}^e siècle les juifs furent plus d'une fois en contact avec la culture profane. Mais à partir de cette époque s'apercevant du danger de dissolution qu'elle pouvait présenter pour eux les rabbins interdirent toutes études profanes. Cette consigne fut rigoureusement observée jusqu'à la fin du ^{xviii}^e siècle. Avec Th. Reinach on peut dire que le Talmud fut le viatique des Juifs dispersés ou encore qu'il fut la coquille du Judaïsme : « C'est de cette espèce de coquille que le Judaïsme est redevable au Talmud ; même après l'avoir, en grande partie, brisée, il doit lui en être aussi reconnaissant que le papillon à l'enveloppe protectrice de la chrysalide (2). »

AUTORITÉS ET LOIS COMMUNES

En quelque pays qu'il s'établît le Juif amenait avec lui ses propres lois : les lois rabbiniques. En outre, sauf à certaines

1. Graetz, IV, pp. 194-195.

2. *Op. cit.*, p. 33.

époques, il fut soumis partout à un même genre de législation restrictive qui tenait ses meilleures armes de l'arsenal juridique institué par l'empereur Constantin et ses successeurs et par Théodose-le-Grand. Le Talmud constituait le gouvernement intérieur, les lois restrictives le gouvernement extérieur. Tout morcellement était donc impossible. A ce point de vue encore l'unité juive était sauvegardée.

CENTRES SPIRITUELS

Des parties importantes du peuple juif eurent à diverses époques de véritables centres politiques ou administratifs ; en tout cas l'ensemble ne manqua presque jamais d'un centre spirituel d'où la culture juive rayonnait sur le reste de la nation. Ce fut pendant les premiers siècles de l'ère chrétienne, la Palestine, ensuite la Babylonie, l'Espagne, la France, l'Allemagne, puis de nouveau la Palestine, la Pologne et la Lithuanie.

PERSÉCUTIONS

L'histoire des Juifs dispersés est un vrai martyrologe ; partout où ils s'étaient établis ils eurent à subir d'effroyables persécutions. Ces innombrables et indicibles souffrances non seulement raffermirent les liens qui les unissaient, mais rattachèrent plus étroitement les uns aux autres les diverses parties du peuple juif par un sentiment plus vif de solidarité en présence de situations analogues.

ASPIRATIONS NATIONALES

Le messianisme est comme un fil rouge à travers toute l'histoire juive. Depuis l'anéantissement de l'indépendance

politique du peuple juif, la venue du Messie signifiait la réunion de tous les dispersés et la reconstitution de l'Etat juif. Le retour à Jérusalem, rêve constant des Juifs de tous les pays et de toutes les époques fut plus d'une fois exploité par de faux Messies auxquels on accordait une foi aveugle.

La caractéristique la plus frappante de la vie de ces millions de dispersés, c'est la conscience de chacun de vivre en exil (Goluth), exil susceptible de prendre fin seulement avec l'avènement de l'ère messianique.

CONNAISSANCE DE L'HISTOIRE COMMUNE

Chez aucun peuple la connaissance de l'histoire nationale n'a été aussi répandue que chez le peuple juif. Cela tient à ce que la religion elle-même est tout imprégnée des souvenirs du passé : « leurs prières sont de l'histoire », dit avec juste raison un auteur. La synagogue fut la grande initiatrice ; chaque année et à l'occasion de chacune de leurs fêtes, les Juifs revivaient par la mémoire le temps où ils étaient sur le sol palestinien, en y ajoutant parfois le souvenir des événements postérieurs les plus importants.

ISOLEMENT

Hors de la Palestine, le Juif ne pouvait se garder qu'en s'isolant du reste de la société ambiante, demeurant un perpétuel étranger. C'est le Talmud qui se chargea de cette besogne ; par ses multiples prescriptions il éleva autour de lui « une double et triple cuirasse, une enceinte extérieure », pour le protéger contre les influences dissolvantes du

dehors » (1). Le Juif ne pouvait s'asseoir à la table d'un non juif, car il était obligé d'observer les règles rituelles. La maison qu'il habitait devait porter un signe distinctif (mezouza). Autant peut-être que toutes ces barrières légales, un élément psychologique : le sentiment de sa supériorité et la conscience de hautes destinées, détermineront cette résolution du Juif de ne jamais se fondre dans les autres peuples.

Soucieux de se conserver sans faire de concessions d'aucune sorte, les Juifs demeurèrent indifférents aux changements extérieurs à l'heure même où de nouveaux peuples surgissaient. « Ils restèrent, dit Bernard Lazare, en dehors de ces grandes agitations, au milieu desquelles les races conquérantes et conquises s'amalgamaient et se liaient entre elles, et au sein de ces combinaisons tumultueuses, ils demeurèrent en spectateurs, étrangers et hostiles aux fusions : tel un peuple éternel regardant surgir de nouveaux peuples (2). »

Si à certaines époques, comme nous l'avons déjà dit, les Juifs entretenirent des rapports très fréquents avec le monde et participèrent à son développement intellectuel et moral, à partir du ^{xii}^e siècle, la plupart des rabbins proscrivirent rigoureusement les lectures profanes, de sorte qu'au ^{xiii}^e siècle aucun contact intellectuel n'existait plus entre Juifs et non Juifs.

Rappelons encore le phénomène tout naturel de la concentration des Juifs dans des quartiers spéciaux qui complétait la séparation d'avec les non Juifs.

A cet isolement intérieur correspondit un isolement extérieur; à la volonté bien arrêtée des Juifs de rester étrangers parmi les peuples, ceux-ci répliquèrent par une volonté non moins ferme de les tenir à l'écart. Ces deux volontés furent

1. Th. Reinach, *op. cit.*, p. 33.

2. *Op. cit.*, p. 99.

plutôt simultanées que consécutives. Comme nous venons de le voir, tout désignait les Juifs pour être considérés comme étrangers. Leur histoire, dit Max Nordau, était universellement connue. « On ne songeait pas à appeler étrangers les Francs établis en Gaule, et qui lui ont donné leur nom ; on ne considérait pas non plus comme des étrangers les Longobards en Italie, ni les Magyars en Pannonie... Tous les autres peuples qui envahissaient un pays et qui s'y fixaient pouvaient compter sur la prescription dans la mémoire populaire... Mais le bénéfice de cette prescription n'était jamais accordé aux Juifs. » (1) En outre, ajoute Nordau, leur arrivée dans un pays ne se faisait pas à la manière des conquérants, mais partout leur apparition était la conséquence d'une fuite inexorable.

Afin d'accentuer et de rendre effective cette séparation, les Juifs furent enfermés dans des ghettos et se virent parfois imposer un costume spécial, mais le plus souvent un signe distinctif : la rouelle.

La rouelle (2) était un morceau d'étoffe de couleur, le plus souvent rouge ou jaune, qu'il fallait porter sur l'épaule, la poitrine ou le chapeau. Instituée par le concile de Latran, en 1215, par imitation de la législation musulmane, elle fut introduite dans tous les Etats chrétiens. « Ce signe infamant attaché à leurs habits exposa les Juifs, en Europe, pendant six siècles, à la raillerie et aux insultes (3). »

Ainsi la rencontre de ces deux volontés fit que les Juifs

1. *Les Juifs et le Judaïsme au XIX^e siècle*. Paris, 1913.

2. *Etude historique et archéologique sur la Roue des Juifs depuis le XIII^e siècle*, dans la *Revue des Etudes juives*, année 1882, t. VI, p. 81.

3. Graetz, t. IV, p. 168. Dans certains pays le morceau d'étoffe était remplacé par un chapeau jaune (Portugal) ou par un capuchon ou chapeau rouge ou vert (Allemagne) ou encore par une manche jaune (Prague). Voir Th. Reinach, *op. cit.*

vécurent en véritables étrangers jusqu'à la fin du xviii^e siècle. Les Juifs, peut-on dire avec Reinach, campaient au milieu des Egyptiens.

Sous l'influence des éléments que nous venons d'énumérer, la conscience nationale juive, déjà si fortement accusée dix-sept siècles auparavant, loin de disparaître, s'est maintenue et raffermie. A la fin du xviii^e siècle, la nation juive se présentait comme un bloc sans aucune fissure; Juifs de France ou Juifs de Pologne, Juifs d'Angleterre ou Juifs de Roumanie ne formaient qu'une seule et même nation, étroitement unis autour de leur bien suprême : la religion, de leurs traditions, de leur culture trois fois millénaire dont ils étaient profondément fiers; en possession d'un seul et même idéal : la résurrection d'Israël dans le pays de ses ancêtres, événement devant coïncider avec une ère de paix et de bonheur pour l'humanité tout entière. En séjour provisoire dans tous les pays qu'ils habitaient, les Juifs demeurèrent partout des étrangers ou pour tout dire, des « Palestiniens en exil ».

CHAPITRE IV

Atteintes à l'idée de nation juive aux XVIII^e et XIX^e siècles

SECTION I

Première atteinte à l'idée de nation juive. L'époque mendelssohnienne

Une première brèche à l'idée de nation juive fut faite à la fin du XVIII^e siècle par une fraction des Juifs d'Allemagne, disciples du philosophe Moïse Mendelssohn. Celui-ci avait traduit en allemand, simplement pour rendre service à ses coreligionnaires, les cinq livres de Moïse (Pentateuque). Jusquelà, la Bible n'avait été connue qu'à travers de nombreux commentaires qui en altéraient le sens (1). Les élèves des écoles talmudiques se mirent à étudier avec ardeur la traduction de Mendelssohn et acquirent ainsi la connaissance de l'allemand. Leur soif du savoir les poussa à étudier la science et les lettres allemandes. Grâce à Mendelssohn et à certains de ses disciples un rapprochement se fit entre les intellectuels juifs et les meilleurs représentants de la culture germanique. Les Juifs trouvèrent même des défenseurs chaleureux en la personne de deux amis de Mendelssohn : Lessing, l'auteur de *Nathan le Sage* et Dohm auteur d'un mémoire

1. Graetz, V, p. 276.

devenu un véritable livre : *De la réforme politique des juifs* (1781). La littérature juive trouva des admirateurs comme Herder et Schiller. Une certaine amélioration paraissait devoir intervenir dans la situation légale des Juifs ; par son édit de tolérance du 19 octobre 1781, l'empereur Joseph II les autorisa, sous certaines réserves, à s'instruire des métiers manuels et à fréquenter les Universités et les écoles avec l'obligation d'apprendre la langue nationale. En 1783 Moïse Mendelssohn écrivit un livre intitulé *Jérusalem ou Le Pouvoir religieux et le Judaïsme* où il développait l'idée que l'Etat n'avait pas à intervenir dans le détail des institutions religieuses et que par conséquent au sein d'un même Etat plusieurs religions peuvent vivre côte à côte sans se combattre. Ses efforts tendaient à prouver que sans abandonner leur religion les juifs pouvaient être de bons citoyens. Il transformait ainsi les Juifs en une simple communauté religieuse.

Mendelssohn exerça une grande influence sur ses coreligionnaires d'Allemagne et même des autres pays. C'est par l'hébreu d'abord que ses disciples propagèrent ses idées. A cet effet ils fondèrent un journal : *Hameassef*, le Collectionneur.

Les « éclairés » comme on appelait ces Juifs réformistes, fondèrent des écoles pour répandre l'instruction générale. Cependant le nouveau courant produisit des conséquences que Mendelssohn qui était très attaché à la religion juive n'aurait pas manqué, s'il avait vécu, de condamner sévèrement. Les éclairés, dit l'historien Graetz, à qui nous empruntons principalement les renseignements sur cette époque, écartaient « tout ce qui dans l'ancienne vie juive pouvait froisser le goût moderne, tout ce qui ne paraissait pas s'expliquer par la raison humaine, tout ce qui avait un caractère national, rappelait les événements du passé et contribuait à distinguer le Juif du Chrétien. « Etre éclairé », c'est-

à-dire ressembler en tout point aux chrétiens, tel était le mot d'ordre de ces réformateurs (1) ».

La lutte entre les orthodoxes fidèles aux vieilles traditions et aux vieilles méthodes et les réformateurs fut très âpre. Déjà la traduction allemande du Pentateuque avait suscité les colères des premiers. Dans plus d'une ville cette traduction fut frappée d'excommunication. Les orthodoxes redoublèrent d'ardeur dans le respect et l'accomplissement des pratiques les plus infimes, pendant que du côté des éclairés qui manquaient d'esprits supérieurs ce fut une ruée avec l'apostasie.

C'est ainsi que le premier coup porté à l'idée de nation juive vint du côté juif. Le second viendra de la part des peuples qui ont accepté de les émanciper.

SECTION II

Deuxième atteinte à l'idée de nation juive La Révolution française et l'émancipation des Juifs en Occident

Après avoir proclamé en 1789 que « nul ne doit être inquiété pour ses opinions même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi », la grande Révolution élevait les Juifs le 27 septembre 1791 au rang de citoyens actifs. « L'Assemblée nationale, disait le décret voté sur la proposition de Duport soutenu par Saint-Jean d'Angély, considérant que les conditions nécessaires pour être citoyen actif sont fixées par la Constitution, et que tout homme qui, réunissant lesdites conditions, prête le serment civique et s'engage à remplir tous les devoirs que la Constitution impose, a droit à tous les avantages qu'elle

1. Graetz, p. 301.

M. Bernfeld

assure : révoque tous ajournements, réserves et exceptions insérés dans les précédents décrets relativement aux individus juifs qui prêteront le serment civique, qui sera regardé comme une renonciation à tous privilèges et exceptions introduits précédemment en leur faveur. »

Ce que la Révolution exigeait des Juifs c'était de cesser de former un groupement à part, de renoncer à faire partie d'une autre nation pour n'être plus que des citoyens français d'un culte autre que celui de la majorité des Français. Désormais les communautés alsaciennes et lorraines ne jouiront plus d'aucun privilège; elles ne pourront plus contracter ni imposer leurs membres; elles ne seront plus un groupement distinct à l'intérieur de la nation. La grande Révolution par l'admission des Juifs dans la société ouvrait la seconde brèche dans les cadres de cette nation. Cet acte de renonciation à leur nationalité était la condition à laquelle s'effectua l'émancipation des Juifs en France. « Autrement dit, par l'acte de l'émancipation la Révolution française transformait des Palestiniens d'une ancienneté immémoriale en Français de tout à l'heure, en Français à qui on ne reprochait pas plus de venir de la vallée du Jourdain, qu'aux Bretons d'être venus de l'Angleterre, ou qu'aux Burgondes, Visigoths et Francs d'être venus de la Germanie (1). »

Si un doute pouvait subsister à ce sujet les débats précédant le vote de l'Assemblée nationale nous fixeraient d'une façon définitive. Le plus fort argument employé contre l'émancipation par ceux qui en étaient les adversaires était que les Juifs ne formaient pas simplement une communauté religieuse, mais une véritable nation. Ainsi l'abbé Maury voyait en eux non pas une secte « mais une nation qui a des lois, qui les a toujours suivies et qui veut encore les suivre ».

1. Max Nordau, *Les Juifs aux XIX^e et XX^e siècles*, p. 23.

Les partisans de l'émancipation ne niaient pas que les Juifs eussent constitué jusqu'alors un peuple. « Ministre d'une religion qui regarde tous les hommes comme frères, déclarait l'abbé Grégoire à la suite des désordres survenus en Alsace, j'invoque l'intervention de l'Assemblée en faveur d'un peuple proscrit et malheureux. » Le Comte de Clermont-Tonnerre qui était favorable à l'émancipation déclarait entre autres : « Il faut tout refuser aux Juifs comme nation, il faut tout leur accorder comme individus ; dans leur requête ils demandent à être considérés comme tels. »

L'œuvre de dénationalisation du Judaïsme français, entamée en 1791, fut poursuivie par Napoléon I^{er}. L'Assemblée des Notables convoquée par celui-ci eut à répondre (séance du 29 juillet 1806) à douze questions se rapportant à des objets différents, tels que le patriotisme français, l'amour fraternel envers les Français non Juifs, le mariage entre Juifs et chrétiens, etc. (1). Se référant en particulier à cette dernière question qui a dû mettre les rabbins de l'époque dans un grand embarras, Max Nordau s'exprime ainsi : « Ce qu'on leur demandait c'était de renoncer au passé et à l'avenir pour le présent, c'était de reconnaître comme unique messie la Révolution et l'Empire, c'était d'abandonner tout espoir de voir se continuer les destinées du peuple juif (1). »

Le Grand Sanhédrin réuni pour fournir une « garantie religieuse de l'entière observation des principes énoncés » dans les réponses données par l'Assemblée des Notables posa comme principe que la loi mosaïque contient des dispositions *religieuses* et des dispositions *politiques*. Les premières « sont par leur nature, absolues, indépendantes des circonstances et des temps ». Il n'en est pas de même

1. Graetz, t. V, p. 330.

1. *Les Juifs et le judaïsme au XIX^e siècle*, p. 25.

des secondes : celles-ci, « destinées à régir le peuple d'Israël dans la Palestine, lorsqu'il avait ses rois, ses pontifes et ses magistrats, ne sauraient être appliquées depuis qu'il ne forme plus un corps de nation (1). »

Ainsi les Juifs français signèrent eux-mêmes l'arrêt de mort de la nationalité juive. Des siècles de souffrances indicibles n'avaient pu avoir raison de leur foi inébranlable dans l'avenir d'Israël ; ils ne plièrent pas devant les persécutions, mais ils plièrent devant la liberté. « Leurs pères avaient refusé d'admettre Jésus comme le Messie, et pendant dix-sept siècles ils en avaient porté la peine. Et voilà que maintenant ils étaient prêts à admettre comme le Messie la Révolution et l'Empire (2). »

Peut-être y en avait-il parmi eux qui ne se rendaient pas suffisamment compte de la gravité de leur acte ; peut-être que d'autres le regrettaient profondément tout en s'inclinant devant lui. « Plus d'un vieux Juif, dit Bernard Lazare, dut en 1791, regarder avec angoisse cette existence nouvelle qui s'ouvrait devant lui ; je ne serais pas surpris même qu'il y en ait eu quelques-uns, aux yeux desquels la libération ait semblé un malheur, ou une abomination (3). »

Quoiqu'il en soit les Juifs français respectèrent rigoureusement le pacte de renonciation intervenu entre eux et la France révolutionnaire et impériale ; celui-ci fut accepté en pleine conscience par les générations suivantes qui s'attachèrent de tout cœur à le remplir dans sa lettre et son esprit. « La Révolution française, déclare un des plus nobles d'entre eux, en brisant la barrière de séparation entre le Juif et le Chrétien, met un terme à l'histoire du peuple juif. A partir

1. Graetz, t. V, p. 332.

2. Nordau, *op. cit.*, p. 23.

3. *L'antisémitisme*, p. 196.

du 28 septembre 1791, il n'y a plus place à une histoire des Juifs en France ; il n'y a plus qu'une histoire du Judaïsme français, comme il y a une histoire du Calvinisme, ou du Luthérianisme français, rien d'autre et rien de plus (1). »

En Allemagne, en Angleterre, en Italie ainsi que dans tous les pays où les Juifs furent émancipés, l'émancipation se fit sur la même base. Désormais les Juifs des pays occidentaux d'eurent plus qu'un rêve : s'assimiler, se dépouiller de tout ce qui les distinguait de la majorité, afin de se fondre avec elle. Dès lors ils cessèrent d'être Juifs pour n'être plus que des « Israélites ».

On négligea les fêtes juives, on abandonna la synagogue, parfois on expurgea toutes les prières de leur contenu national ou rappelant la Palestine, ou bien dans ce que l'on conservait on ne voyait plus que le souvenir d'un passé lointain glorieux, certes, mais avec lequel on avait à tout jamais rompu. Ces assimilés devinrent des libres-penseurs ou des indifférents, songèrent à la réforme et quelques-uns d'entre eux allèrent jusqu'au baptême. Combien l'abbé Maury se trompait lorsqu'en 1791, comptant sur la fidélité des Juifs à leur foi ancestrale il s'exclamait : « Quel général voudrait livrer bataille un jour de sabbat, avec des Juifs dans son armée ? » Les Juifs émancipés acceptèrent non seulement de combattre le samedi, mais aussi de fréquenter les écoles, d'ouvrir les boutiques, et même de ne plus aller à la synagogue. L'émancipation fut un tombeau non seulement pour la nationalité, mais aussi pour la religion.

Quatre causes principales avaient facilité l'assimilation des Juifs occidentaux : 1° Leur petit nombre. A l'époque de la Révolution, il n'y avait pas plus de 20.000 Juifs en France,

1. Darmesteter, *Les Prophètes d'Israël*, p. 189.

dont 19.000 en Alsace et seulement 500 à Paris. De même en Italie, en Angleterre, en Suisse, en Allemagne, leur nombre par rapport à celui de la population non juive était peu considérable, parfois même infime. 2° Dans tous ces pays l'émancipation vint abolir toutes les barrières légales. 3° Au moment où s'effectuait l'émancipation, les Juifs se trouvaient au terme de leur décadence intellectuelle, tandis que les peuples au milieu desquels ils vivaient s'étaient élevés à un degré supérieur de civilisation. 4° Les Etats occidentaux sont uninationaux ; ils n'ont jamais connu à l'intérieur de leurs frontières, les âpres luttes de nationalités dont ont souffert et souffrent encore les Etats de l'Europe centrale et orientale.

Les Juifs élevés au rang de citoyens ne pouvaient pas renier toute solidarité d'avec leurs frères demeurés dans l'esclavage ; mais par peur de l'antisémitisme qui leur en faisaient précisément un grief il la réduisirent à un fil excessivement ténu : « Cette solidarité existe, déclare M. Th. Reinach, nous n'en disconvenons pas, mais dans une telle mesure, avec un objet si strictement limité, que loin de constituer un grief contre le judaïsme, elle est entièrement à son honneur (1). »

Quel est cet objet ? M. Reinach toujours se charge de nous renseigner : « c'est presque uniquement, dit-il, dans le sentiment de ce devoir de charité — nullement exclusif d'ailleurs, de l'amour général de l'humanité et d'une bienfaisance sans acception de cultes — que réside au ourd'hui, l'unité morale d'Israël (2). » Combien de précautions pour dire que en tant que gens arrivés les Juifs occidentaux ont le devoir de tirer les Juifs d'Orient de l'abjection dans laquelle

1. *Op. cit.*, p. 376.

2. *Op. cit.*, p. 377.

ils continuent de vivre. Et comme une sorte d'excuse anticipée M. Reinach ajoute : « Qui pourrait y trouver à redire ? Que penserait-on d'un homme opulent qui laisserait périr de faim ses frères, nés pauvres comme lui et qui le sont restés parce qu'ils ont été moins heureux ou moins habiles. »

Les Juifs émancipés ignorant tout de la vie et des espoirs des Juifs de l'Europe orientale leur souhaitaient la même évolution ; l'égalité des droits civils et politiques et leur fusion dans les nations parmi lesquels ils vivent. Obstinement rivés à leur idéal d'assimilation dont ils désirent faire bénéficier le reste des Juifs non émancipés, ils ferment sciemment les yeux et les oreilles pour ne pas voir et ne pas entendre le formidable événement accompli vers la fin du XIX^e siècle dans les immenses juiveries de l'Europe orientale : *la résurrection nationale du peuple Juif*. Ceci leur apparaît comme une déviation de l'histoire, comme un retour en arrière (1).

1. Th. Reinach, *op. cit.*, p. 365. « ... L'évolution historique du judaïsme nous a montré le passage graduel, très lent, très disputé, mais ininterrompu, du fait *national* au fait *religieux*. L'avenir du judaïsme n'est pas dans un retour en arrière ».

CHAPITRE V

Evolution nationale des Juifs de l'Europe orientale

SECTION I

Les Juifs de l'Europe orientale jusqu'en 1880

Pendant que la nation juive subissait en Occident le processus de désagrégation que nous venons de décrire, elle suivait en Orient une tendance absolument opposée, destinée à la préparer pour une existence proprement nationale. Premièrement la question de la renonciation à leur qualité de nation ne s'est jamais posée pour les Juifs de l'Europe orientale ; et secondement il n'existait pour eux aucune de ces causes qui ont contribué à l'assimilation des Juifs occidentaux. En effet : 1° ils vivaient en masses compactes de centaines de mille et de millions d'âmes ; des bourgs et des villes étaient presque entièrement peuplés par des Juifs ; 2° une législation restrictive des plus barbares pesait sur eux comme aux plus sombres époques du moyen âge. Cette législation les isolait complètement du reste du monde en les parquant comme en Russie dans un territoire qu'il leur était interdit de quitter. L'antisémitisme social et économique venait augmenter leurs souffrances. En Russie jusqu'en 1917 et en Roumanie jusqu'en 1919, les Juifs

vécurent sous le régime des restrictions légales ; 3° les Juifs de l'Europe orientale étaient très attachés à leur religion dont ils observaient les moindres prescriptions avec la dernière rigueur. Leur fanatisme les tenaient peut-être encore plus à l'écart de la vie moderne que ne le faisaient les lois restrictives et l'antisémitisme ; 4° si d'une façon générale ils ne s'étaient pas relevés de leur décadence intellectuelle, leur degré de culture était cependant infiniment supérieur à celui des populations parmi lesquelles ils vivaient. Tandis que chez les Juifs c'était un devoir d'étudier dès l'âge le plus tendre, chez les Polonais, les Russes, les Roumains et les autres peuples environnants les illettrés constituaient précisément la très grande majorité. Et au point de vue purement moral la supériorité juive était incontestable ; 5° cette grande population juive était soumise à des Etats composés d'une multitude de nationalités dont le réveil devait s'effectuer au cours du xix^e siècle.

A ces raisons il faudrait en ajouter une autre non moins importante qui contribua à caractériser profondément les Juifs et à les distinguer des populations parmi lesquelles ils vivaient : c'était la possession de deux langues : le iddisch et l'hébreu. Ces deux langues connurent surtout à partir du dernier quart du siècle passé un essor aussi brillant qu'inattendu.

Deux courants d'idées se partageaient les esprits juifs même au delà du milieu du xix^e siècle : le fanatisme religieux et le courant humaniste ou d'émancipation intellectuelle ; d'un côté la majorité écrasante des orthodoxes, de l'autre la minorité des humanistes ou « éclairés » (en hébreu : *Maskilim*).

Une différence notable est à signaler entre les « éclairés » de Russie et ceux d'Allemagne ; ceux-ci à la seconde génération ayant déjà abandonné l'hébreu employèrent la langue

allemande pour s'initier à la culture moderne. Par contre les Maskilim russes, loin d'oublier l'hébreu s'en servirent comme d'un instrument tout naturel pour la propagation de leurs idées. Certes, le Maskil russe rêvait de s'assimiler, de se dépouiller du bagage traditionnel, d'apprendre les langues étrangères » mais tout son amour et toute son adoration « allaient surtout à la langue et à la littérature hébraïques auxquelles il devait en effet les jouissances les plus profondes de sa vie intellectuelle. Il vouait un vrai culte à la langue hébraïque et surtout à la connaissance approfondie de sa grammaire » (1).

La langue hébraïque s'enrichit d'un grand nombre d'œuvres scientifiques ou purement littéraires. Parmi les écrivains les plus importants nous citerons Salomon Yehuda Rapoport (1790-1867) (2) qui créa la science du Judaïsme fondée sur l'étude du passé du peuple juif; Nahman Krochmal (1785-1840). Isaac Erter (1792-1844) qui combattit avec acharnement le chassidisme; Meïr Halévi Letteris (1807-1874) dont une des poésies sionistes : *La Colombe plaintive* devint très populaire. Le Gaon Elie de Vilna affirmait dans la citadelle même de l'orthodoxie l'utilité des études profanes et publia lui-même un traité de mathématiques en hébreu. Citons encore pour la poésie: Abraham Ber Lebensohn, Isaac Eichenbaum et Isaac Ber et pour la prose M. A. Ginsbourg. Calman Schulmann écrivit une *Histoire Universelle* en dix volumes et une *Géographie* également en dix volumes. Abraham Mapon publia un roman historique : *Ahavat Sion (L'Amour de Sion)*, dont l'action se place à l'époque du prophète Isaïe. « La répercus-

1. Pinès, *Histoire de la littérature judéo-allemande*. Paris, 1911, p. 81-82.

2. Nous empruntons les données qui vont suivre sur la littérature hébraïque au XIX^e siècle à l'intéressant ouvrage de M. N. Slouschz : *La Renaissance de la littérature hébraïque*, thèse présentée à la Faculté des Lettres de Paris, 1902.

sion que cette œuvre a eu, dit M. Slouschz, sur ses contemporains est inimaginable. Elle peut être comparée à l'effet produit par l'apparition de la *Nouvelle Héloïse*... La jeunesse était émerveillée et séduite par les évocations poétiques et par le sentimentalisme de l'œuvre. Une population tout entière semblait renaître à la vie et sortir de sa léthargie millénaire (1). »

D'autres écrivains comme J.-L. Gordon et Lilienblum enrichirent les lettres hébraïques. Il serait inutile d'étendre ici la liste des écrivains hébreux. Ajoutons seulement qu'au moment même où en Russie un adoucissement survenait dans la situation légale des Juifs sous le règne d'Alexandre II, la langue hébraïque servit encore d'instrument à ceux qui voulaient vaincre l'opposition des Juifs orthodoxes aux idées d'émancipation. L'hébreu fut aussi la langue de la presse juive. En 1836, à Lyck, ville située à la frontière russo-polonaise, était fondé le premier journal hébraïque, l'*Hamagid* (l'Orateur). A Vilna, parut la revue *Hacarmel*. Les émancipateurs juifs créèrent en 1860 à Odessa un journal : *Hamelitz* (l'Interprète). *Hazefira* paraissait en 1872 à Berlin et fut transférée à Varsovie. Le premier quotidien hébreu fit son apparition à Saint-Pétersbourg (*Hayom*, le Jour, 1886). Hamelitz et Hazefira fusionnèrent pour se transformer en un seul quotidien. Nous assistons, dit M. Slouschz, « à la formation d'une littérature sans maîtres, sans protecteurs, sans académies ni salons littéraires, sans encouragement d'aucune nature, entravée au surplus par des obstacles inimaginables, depuis les fraudes d'une censure ridicule, jusqu'aux persécutions des fanatiques, où seul l'idéalisme le plus pur et le plus désintéressé pouvait se donner carrière et triompher » (2).

1. *Op. cit.*, p. 115.

2. *Op. cit.*, *Introd.*, p. 3.

Ce qui est non moins intéressant, c'est que parallèlement à l'hébreu, quoique bien plus tardivement, le iddisch, ce jargon méprisé, bon seulement pour la plaisanterie, comme on disait, prenait un développement tel qu'il finissait par devenir une véritable seconde langue littéraire (2). Le folklore iddisch comprend une foule de chansons populaires dont certaines remontent à plusieurs siècles, une importante poésie populaire et ses trouvères les badchens ; des écrivains tels que : Abramovitch (Mendele Mocher Sforim), Linetzki, Frug, J.-L. Perez, Morris Rosenfeld, Spektor, Dienesohn, Scholem Aleichem (2).

SECTION II

Influence du réveil des nationalités

Le réveil des nationalités qui s'accomplit au ^{xix}e siècle ne demeura pas sans exercer une influence profonde sur le peuple juif de l'Europe orientale. Si le messianisme s'était transformé en Occident en un simple symbole, en Orient, par contre, il était resté tel qu'il y a dix et vingt siècles. Quelle était donc l'étape naturelle à franchir ? Dépouiller le messianisme de son enveloppe mystico-religieuse pour ne lui laisser que son contenu politique. Cette transformation fut opérée au cours du dernier tiers du ^{xix}e siècle. C'est encore l'hébreu qui servit d'instrument à la propagation de l'idée nationale. Un des écrivains qui contribuèrent le plus au réveil de la nation juive fut Perez Smolenski. C'est à

1. Voir *Histoire de la Littérature judéo-allemande*, par M. Pinès.

2. Nous renvoyons à l'ouvrage de M. Pinès.

Vienne, en 1872, qu'il publia son chef-d'œuvre : *Am Olam* (*Le peuple éternel*) « qui est devenu la base du mouvement d'émancipation nationale ». Profondément convaincu de l'existence des Juifs comme nation, Smolenski s'élève avec force contre la théorie mendelshonienne qui fait d'eux une simple communauté religieuse. Etant une nation, n'ont-ils pas le droit d'aspirer à leur émancipation nationale au même titre que tous les autres peuples ? « Pour la première fois, dit M. Slouschz, le Messianisme est dégagé de son élément religieux. Pour la première fois un écrivain hébreu déclare que le Messianisme n'est que la résurrection politique et morale d'Israël, le retour à la tradition prophétique (1). »

Autour de Smolenski et du journal qu'il publiait à Vienne : *Haschahar* (*L'aurore*), se groupèrent un grand nombre d'écrivains. Ses idées pénétrèrent profondément dans le peuple juif de Russie et notamment parmi la jeunesse. Il eut d'ailleurs l'occasion de s'en convaincre lui-même lors d'un voyage qu'il entreprit en Russie en 1880. « Grande fut sa joie de constater les efforts produits par son activité, et de voir que sa popularité avait gagné toutes les classes éclairées du Judaïsme. Sous l'influence du *Schahar*, une jeunesse nouvelle, libre et cependant fidèle à son origine et à l'idéal du judaïsme, s'était formée. La tournée de Smolenski ressembla plutôt à une marche triomphale. La jeunesse universitaire de Saint-Petersbourg et de Moscou organisa en l'honneur de l'écrivain hébreu des réunions où il fut salué comme le maître de la langue nationale, le prophète de la régénération du peuple juif. En province ce fut la même chose (1). »

Nous venons donc de constater chez les Juifs habitant les pays de l'Europe orientale une évolution spontanée et pro-

1. *Op. cit.*, p. 183.

1. Slouschz, *op. cit.*, p. 194.

gressive vers l'idée d'émancipation nationale purement laïque bien avant que des persécutions comme celles qui se sont produites après 1880 vinssent stimuler l'ardeur des nationalistes juifs. Ceci est à retenir, car plus d'une fois les adversaires du sionisme essaieront de le combattre en soutenant qu'il n'est qu'un simple produit de l'antisémitisme.

SECTION III

Première réaction contre l'assimilation et l'antisémitisme. — Le Chowewe-Sionisme

Comme nous l'avons déjà dit, les Juifs de l'Europe orientale eurent eux aussi leurs assimilateurs, quoique bien différents surtout au début, des assimilateurs juifs d'Allemagne. Pour certains d'entre eux l'idéal consistait dans l'émancipation qui viendrait du gouvernement, le travail manuel, l'abandon du costume traditionnel, la fréquentation des écoles de l'Etat. La plupart n'avaient pas une idée bien définie et poursuivaient un vague idéal d'imitation du milieu non juif, plutôt dans la vie extérieure de celui-ci. Hâtons-nous de dire que leur nombre ne fut jamais assez important et que la masse du peuple continuait à demeurer attachée à ses traditions et à ses guides spirituels : les rabbins. Le courant assimilateur s'intensifia surtout sous le règne d'Alexandre II ; à ce moment-là on crut entrevoir l'instauration prochaine d'une ère de paix et de liberté pour tous les Juifs russes. Certains, en attendant le jour tant désiré de leur émancipation, s'abandonnèrent avec délices aux rêves d'un bonheur éternel. Mais la vague furieuse des pogromes qui ensanglantèrent les années 1881-

1883, ainsi que les mesures draconiennes du gouvernement russe qu'étaient les lois Ignatief, se chargèrent de dissiper pour toujours les illusions des assimilateurs. La persécution ramena tous ces égarés dans le giron de la nation. « Pendant le jeûne national qui fut proclamé en signe de deuil après ces pogromes, on vit à Saint-Pétersbourg et ailleurs des intellectuels, des médecins, des avocats, qui depuis longtemps semblaient avoir brisé tout lien avec leurs frères du peuple, venir à la synagogue se frapper la poitrine et proclamer : *nostra culpa* (1). »

La plupart des assimilateurs se rallièrent à la cause nationale ; Lewanda, Lilienblum, Pinsker, promoteurs de la fusion avec les autres peuples, se transformèrent en champions enthousiastes de l'idée nationale juive. En même temps le peuple tout entier ouvrait les yeux à la réalité et percevait de quel côté se trouvait son devoir. Le sentiment national trouva son expression dans le retour à la Palestine. Il arriva même que des étudiants quittèrent les Universités pour aller travailler le sol des ancêtres. En plus d'un endroit surgirent des sociétés dites des « Chowewe-Sion » (amants de Sion).

En 1882 le Dr Leo Pinsker faisait paraître en russe sa brochure : *Auto-émancipation, appel à ses co-nationaux par un juif russe* (2), qui exerça une influence profonde et contribua beaucoup à la formation du premier mouvement national juif philo-palestinien désigné sous le nom de Chowewe-sionisme (3).

Voici en quelques lignes le contenu de cette petite bro-

1. Pinès, *op. cit.*, p. 261-262.

2. Nous avons utilisé pour notre travail la traduction en allemand parue en seconde édition à Brünn en 1903 avec une préface du Dr M.T. Schnirer, publiée par l'association d'étudiants « Kadimah » de Vienne.

3. Chowewe-Sion traduit littéralement de l'hébreu signifie : amants de Sion.

chure (1) : la haine anti-juive est une maladie incurable ; donc inutile d'essayer de la combattre. Le point central du problème juif consiste en ce que les Juifs forment une nation dans le sein des autres nations. Pour en finir une fois pour toutes avec la question juive il n'existe qu'un seul moyen : mettre les Juifs sur un pied d'égalité avec les autres peuples. Ils ne sauraient s'attirer l'estime de ces derniers qu'en recourant aux systèmes du droit des gens ; il faut que les Juifs acquièrent les attributs nécessaires qui fassent d'eux une véritable nation (2). Or, le premier de ces attributs est la conscience nationale. Avec un amer regret Pinsker constate précisément l'affaiblissement du sentiment national juif. Il déplore en outre le degré d'abaissement du peuple qui a perdu le sentiment de la dignité humaine. Cependant il se rend compte que le peuple juif ne peut, ni ne veut disparaître et que dans ce cas il est préférable de réunir toutes les forces, afin que la nation juive ressuscitée retrouve une place digne et honorable parmi les autres nations. Une patrie acquise par les efforts du peuple juif est une condition *sine qua non* pour que les Juifs redeviennent les égaux des autres hommes. Dans la partie finale de sa brochure, Pinsker trace un plan susceptible de faire de l'Etat juif une réalité. « En exprimant l'idée sioniste d'une manière scientifique et dans une forme

1. « Les persécutions contre les Juifs de Russie ont inspiré à l'auteur l'idée chimérique de chercher l'émancipation des Juifs dans la fondation d'un Etat juif. » C'est ainsi que la *Revue des Etudes juives* accueillait l'appel de Pinsker. Voir année 1882, Publications pouvant servir à l'*Histoire du Judaïsme moderne*, p. 298.

2. « Quelle piteuse figure que la nôtre ! Nous ne comptons pas comme nation dans le rang des autres nations et n'avons pas de voix dans le concert des peuples même pour des questions qui nous concernent. Notre patrie — c'est l'étranger, notre unité — la dispersion, notre solidarité — l'inimitié générale, notre arme — l'humilité, notre arme de défense — la fuite, notre originalité, l'imitation, notre avenir — le lendemain. Quel rôle méprisable pour un peuple qui a eu jadis ses Macchabées. » (*Autoemanzipation*, p. 17).

claire et concise, Pinsker fut le premier classique du sionisme (1). »

Le courant national juif trouva des protagonistes sincères et résolus même en dehors de la Russie ; les idées de Pinsker trouvèrent un profond écho dans plus d'un pays. Notons entre autres la société des étudiants de Vienne : « Kadimah » qui devint un des puissants foyers de l'idée nationale. Ainsi sous une impulsion venue de l'Est s'effectuait un premier réveil de la nation juive.

1. Dr J.-B. Sapis, *Der Zionismus*, brünn, 1903, p. 60.

CHAPITRE VI

Reconstitution de l'unité nationale juive par le sionisme

PREMIÈRE SECTION

Seconde réaction contre l'assimilation et l'antisémitisme. Le Sionisme

Une deuxième réaction contre l'assimilation et l'antisémitisme se produisit à partir de 1896 ; cette fois l'impulsion ne vint plus de l'Est, mais de l'Ouest. Ce n'est pas que les souffrances des Juifs de l'Europe orientale eussent diminué ; bien au contraire la situation des Juifs russes et roumains ne cessait d'empirer. Mais, ce qu'on n'aurait jamais cru possible, c'était de voir les Etats occidentaux en proie à une formidable explosion de haine contre les Juifs. La presse, les parlements, les réunions publiques étaient remplies de clameurs contre ces éternels persécutés. A travers toute l'Europe, la chasse aux Juifs formait comme un véritable mot d'ordre. Partout le Juif, surtout l'assimilateur, se sentait rejeté hors de la société chrétienne, avec laquelle il avait formé l'espoir de se fondre.

Pour tous ceux qui avaient sincèrement cru à une fusion, l'humiliation fut des plus profondes. Les plus faibles se sen-

taient submergés par les flots de l'antisémitisme; les plus forts se demandaient ce qu'ils devaient faire, de quel côté se trouvait leur devoir. C'est à ce moment que surgit *Théodore Herzl* que l'on peut appeler sans conteste le plus grand homme que le peuple juif ait produit depuis vingt siècles (1). C'est lui qui ressentit le plus vivement l'insulte et l'humiliation. Le Dr Th. Herzl avait comme tant d'autres rompu avec le peuple juif; ses articles et feuilletons paraissaient dans la presse non juive; ses pièces de théâtre étaient jouées avec succès sur les scènes de Vienne; lui-même se considérait comme un écrivain allemand très fier de sa plume.

Le nouvel antisémitisme le blessa profondément. En outre, une grande pitié s'empara de lui pour les souffrances des Juifs en général et en particulier pour celles des Juifs de l'Europe orientale, qui vivaient sous un odieux régime de lois restrictives et sous la menace continuelle et souvent réalisée de pillages et de massacres. Cet homme généreux et chevaleresque qui avait espéré comme tous les autres que la question juive devait se résoudre lentement, mais sûrement par l'assimilation, dut s'avouer l'immense erreur que lui et les autres assimilateurs avaient commise. C'est alors qu'il

1. Herzl est né à Budapest le 2 mai 1860. Il fit ses études à l'école réelle et au « gymnase évangélique ». En 1884 il était reçu docteur en droit à Vienne et à Salzbourg. Dans cette dernière ville il exerça comme stagiaire près la Cour. En 1891 il devint correspondant particulier de la *Neue Freie Presse*, à Paris. Ayant eu l'occasion de connaître le monde politique français il publia un recueil intitulé : *Le Palais-Bourbon*. En 1895, pendant les deux derniers mois de son séjour à Paris il écrivit *l'Etat juif*. L'année d'après il se mit à la tête du mouvement qu'il avait suscité et ne cessa de combattre par la plume et la parole jusqu'à sa mort (4 juillet 1904). Parmi ses œuvres littéraires nous en citerons deux qui se réfèrent au sionisme : *Das Neue Ghetto* et *Altneuland*. — Sur la vie de Herzl voir son autobiographie : *Herzls Zionistische Schriften*, t. I, p. 15-20 ; *die Stimme der Wahrheit. Jahrbuch für wissenschaftlichen Zionismus*. Würzburg, 1905, pp. 127 à 161. *Die Welt*, des 20 mai 1910 et 3 juillet 1914. *Das Leben Theodor Herzls von Adolf Friedemann*, 1914. *Le Sionisme politique et son fondateur* par Baruch Hagani. Paris, 1917. Payot et Cie.

conçut un grandiose projet pour résoudre la question juive de la façon la plus radicale, la plus utile pour tous et la plus digne pour les Juifs : la restauration de l'Etat juif. Dès 1895, ayant établi ses plans, il en fit part au baron de Hirsch dans l'espoir que celui-ci, qui avait donné toute sa fortune pour faire de la colonisation agricole à l'aide de Juifs russes en Argentine, accepterait de les mettre à exécution. Mais la conversation et la correspondance (1) qu'il eut avec le baron de Hirsch n'eurent pas de suite. D'ailleurs, le baron mourait l'année d'après. Alors Herzl se décida à faire appel au peuple lui-même. En 1896 paraissait en français, en allemand et en anglais sa fameuse brochure destinée à provoquer une véritable révolution dans le peuple juif : *L'Etat juif*, essai d'une solution moderne de la question juive (2). En résumant ici son contenu on verra combien les idées de Herzl se rapprochaient de celles de Pinsker, dont il ne connaissait point alors l'*Autoémancipation* : La question juive est une question nationale : « Nous sommes un peuple, un peuple. » Jamais les Juifs ne seront laissés tranquilles ; l'oppression peut se tempérer de temps à autres d'un peu de tolérance, elle ne prendra jamais fin d'une façon définitive. Tout d'abord les préjugés anti-juifs sont profondément enracinés chez tous les peuples ; ensuite l'assimilation n'est possible que par les mariages mixtes : or, les Juifs ne possèdent pas une situation économique telle qu'ils soient en mesure de vaincre la répulsion qu'ils inspirent aux chrétiens. L'antisémitisme est une conséquence de l'émancipation. Les Juifs sortis du ghetto et constituant une classe moyenne par excellence se sont érigés en concurrents dangereux de la classe moyenne chrétienne,

1. On les trouve dans *H. Z. S.*, vol. I, p. 21-37.

2. La version française dans la *Nouvelle-Revue française internationale*, nos de décembre 1896 et de janvier 1897.

d'où le nouveau courant antisémitique. Quel est le remède à cette situation ? Il ne faut pas songer à une protection de la part des gouvernements parce que ceux-ci ne voudront pas endosser les haines populaires. Que reste-t-il donc aux Juifs ? Partir. Les Juifs possèdent tout le matériel nécessaire pour former un Etat.

Et Herzl, qui était un juriste, se met à tracer le plan d'après lequel l'Etat juif peut devenir une réalité. Il prévoit deux grands organes : La *Society of Yews*, comme personne morale et la *Jewish Company*, comme personne juridique. Cette dernière s'occupera de tout ce qui concerne la transplantation des Juifs sur le territoire du nouvel Etat. A la *Society of Jews* il assigne le rôle d'un *gestor* des Juifs qui devra représenter le peuple juif au dehors et prendre possession du pays au nom de celui-ci. Et après avoir dans la conclusion résumé ses idées, Herzl termine sur ce ton prophétique :

« On priera dans les temples comme dans les églises pour la réussite de l'œuvre ! Ce sera la délivrance d'un vieux joug dont tous eurent à souffrir.

Mais il faut avant tout que la lumière se fasse dans les esprits. Notre pensée doit pénétrer jusque dans les taudis les plus misérables de nos frères. Ceux-ci, s'éveilleront de leurs sourdes méditations. Car notre vie à nous tous va acquérir un nouvel intérêt. Il suffira que chacun pense à soi pour que le but soit rapidement atteint.

Et quelle gloire attend ceux qui lutteront pour la cause au dépens d'eux-mêmes !

Aussi veux-je croire que la terre engendrera une génération de Juifs admirables. De nouveau, les Maccabées ressusciteront.

Qu'il me soit permis de répéter encore une fois la parole

du début : Les Juifs qui voudront auront leur propre Etat.

Puissions-nous vivre une fois en hommes libres, sur notre propre sol et mourir en paix dans notre patrie à nous.

L'Univers sera libre de par notre liberté, enrichi de par notre richesse, agrandi de par notre grandeur.

Et tout ce que nous tenterons chez nous pour notre prospérité, puisse-t-il être tenté pour le bien de l'humanité entière(1). »

L'appel de Herzl fut profondément ressenti par le peuple juif, celui qui n'était pas entamé par l'assimilation, qui peina dans la misère et souffrait horriblement de la persécution. Les masses de millions de Juifs de l'Europe orientale crurent entrevoir enfin l'ère de la délivrance. Ce cri trouva en outre un puissant écho chez ceux qui avant Herzl avaient suscité le premier courant national juif : les Chowewes. Et de même qu'en 1882 la plupart des assimilateurs russes allèrent grossir les rangs du mouvement philopalestinien, de même, en 1896 un grand nombre de Juifs à moitié, ou complètement assimilés, mais cette fois de tous les pays du monde, se rallièrent à la cause nationale.

Contrairement à ce qu'il avait dit dans l'*Etat Juif*, Herzl se mit à la tête du nouveau mouvement qui fut le sionisme politique ou moderne. Par la plume et la parole il sut captiver les esprits et les cœurs de tous : Juifs et non Juifs. Sa forte personnalité fut cause, sans doute, de l'accueil favorable que le sionisme reçut dans les milieux non-juifs, autant que la justesse de ses idées. Herzl était doué d'une énorme puissance de travail, et d'une capacité illimitée de sacrifice. Jamais, il ne voulut recevoir de traitement de l'organisation sioniste. Il se nourrissait lui et sa famille en travaillant inlassablement

1. H. Z. S. *Der Judenstaat*, t. I, pp. 131-132.

avec sa plume. Pendant plus de six ans il entretint de ses propres deniers la « Welt » (1) l'organe officiel du mouvement sioniste. Lorsqu'en 1904 il mourut prématurément, il ne laissait rien à sa femme et à ses enfants, quoiqu'il eût possédé une certaine fortune ; il avait tout dépensé pour le mouvement sioniste y compris sa propre santé.

Herzl fut le héros du sionisme. Il sut inspirer le respect et l'admiration jusqu'à ses adversaires les plus résolus. Le peuple l'avait compris d'instinct et lui voua un véritable culte. Le 20 Tamouz, jour anniversaire de sa mort, les Juifs de tous les pays, de toutes les villes se réunissent pour célébrer sa mémoire par des discours ou des services divins. Ses maximes sont sur les lèvres de chaque jeune sioniste : « Si vous voulez, ce ne sera pas un conte » ; « Les Juifs doivent être et rester Juifs » ; « Le sionisme est le retour au Judaïsme avant le retour dans la patrie juive » etc.

Théodore Herzl sut s'entourer dès le début de collaborateurs dignes de lui. Il suffit de citer ici le Dr Max Nordau qui a toujours été à ses côtés fidèle à ses principes jusqu'à nos jours (2). Mentionnons encore David Wolffsohn qui fut appelé à lui succéder après sa mort. La liste serait longue des principaux chefs du sionisme. Par sa magnifique personnalité et par le choix de ses collaborateurs, Herzl sut entourer le sionisme d'un prestige bien mérité.

1. La couverture de cette publication est de couleur jaune. Herzl l'avait choisie exprès pour faire comprendre qu'il revendiquait avec honneur la qualité de Juif, laquelle au Moyen âge était considérée comme une infamie et marquée comme telle du signe jaune, la rouelle.

2. Max Nordau est né à Budapest le 29 juillet 1849. Docteur en médecine en 1872, il s'installa après une série de voyages à Pest en 1878. Deux années plus tard il vint se fixer à Paris où il devint correspondant de plusieurs grands journaux et où il écrivit ses grands travaux. Parmi les plus importants citons : *Les Mensonges conventionnels de notre civilisation* (1883) ; *les Paradoxes* (1885) ; *Dégénérescence* (1894) et *le Sens de l'Histoire* (1909). Voir Max Nordau par

Par le sionisme une nouvelle vie pénétra dans l'ossature desséchée de la nation juive. La jeunesse possédait désormais un idéal ; elle devint fière et courageuse et ne plia plus devant l'outrage. Le nom de Juif devint un titre de gloire et non pas une honte ; on ne cachait plus son origine, on la revendiquait, on l'affirmait. Le sionisme réhabilitait le peuple juif à ses propres yeux, ainsi que par devant l'univers tout entier. Pour ce qui concerne l'influence morale du sionisme nous ne saurions mieux faire que de reproduire les pages éloquentes écrites par le publiciste anglais très réputé M. Wickam Steed et qui sont un véritable hommage rendu au mouvement national juif : « Le sionisme territorial, dit-il, est une question où il n'est pas nécessaire d'entrer maintenant, quoique la surpopulation de la Galicie, de la zone juive en Russie et de certaines parties de la Roumanie en fasse, au point de vue de la restriction de l'émigration, une question qui n'est pas sans importance ; mais le sionisme moral, ou plutôt l'effet moral et psychologique de l'idéal sioniste, commande l'atten-

Baruch Hagani, *Le Peuple Juif* du 1^{er} août 1919. Pour ce qui concerne son œuvre sioniste nous ne pourrions mieux faire que de citer les paroles qu'écrivait M. Nahum Sokolov à l'occasion du soixante-dizième anniversaire de la naissance du grand leader : « L'histoire qui donnera à Nordau la première place à côté du fondateur de l'organisation sioniste montrera combien son rôle était grand, quelle était chez lui la connaissance des faits et des hommes, l'attention soutenue sur les grands événements et sur les petits détails, le secret impénétrable, la fécondité des ressources, la noblesse des sentiments, et, ce qui a son prix dans la propagande, la fermeté, la dignité, l'habileté de langage. Il avait les mots brûlants qui enflamment les masses. Il a réussi à merveille à créer les paroles qui sont devenues des mots d'ordre et des programmes pour la propagande... Il sut inspirer les forces juives nationales pour les mener en guerre contre l'assimilation qui était la base de l'école mendelsohnienne du judaïsme occidental. Et l'ayant détruite, il contribua à la fondation du sionisme nouveau ; car détruire ainsi, c'est créer ». *Le Peuple Juif* n^{os} des 8 et 22 août 1919 article écrit à l'occasion du soixante-dizième anniversaire de Max Nordan. En 1909, lors de son soixantième anniversaire, l'organisation sioniste publia en signe d'hommage ses principaux discours et articles sur le sionisme, sous le titre : *Nordaus Zionistische Schriften. Jüdischer Verlag, Berlin-Leipzig.*

tion. Quand Théodore Herzl, le directeur littéraire de la *Neue Freie Presse*, lança le mouvement sioniste, les jeunes intellectuels juifs d'Autriche-Hongrie étaient véritablement à une bifurcation. Le contact avec le monde extérieur avait fait perdre à nombre d'entre eux la foi de leurs pères et dépouillé leurs esprits des bandelettes où l'enveloppait le Talmud, sans mettre autre chose à leur place qu'un scepticisme qui tendait à devenir sans cesse plus cynique. Nombre de jeunes Juifs cultivés cherchaient à écarter leur vraie nature et à s'identifier complètement avec le germanisme ; ils acceptaient en politique et en morale l'idéal allemand et s'efforçaient en toute sincérité de sentir comme des Allemands. L'un d'eux (1) se suicidait en découvrant, après des années d'essai, qu'un Juif ne peut pas plus devenir un Teuton qu'un Ethiopien ne peut changer sa peau, ou un léopard ses taches. Pour des esprits comme ceux-là, le Sionisme se présentait avec la force d'un évangile. Etre juif et en être fier ; se glorifier de la puissance et de la ténacité de la race, de ses traditions, de ses triomphes, de ses souffrances, de sa résistance à la persécution ; regarder le monde franchement en face, et s'offrir le luxe de la sincérité morale et intellectuelle ; sentir l'orgueil d'appartenir au peuple qui a donné à la chrétienté ses dieux, qui a enseigné à la moitié du monde le monothéisme, au peuple dont les idées ont imprégné la civilisation, comme jamais, avant lui, ne l'avaient fait les idées d'une race, dont le génie a façonné le mécanisme entier du commerce moderne et dont les artistes, les acteurs, les chanteurs et les écrivains ont rempli dans l'univers cultivé une plus grande place que ceux d'aucun autre peuple : telle était ou à peu près la suite des pensées allumées comme une trainée de poudre dans l'esprit

1. L'auteur fait allusion à Otto Weininger. Voir sur lui : André Spire : *Quelques Juifs*, *Mercure de France*, 1911.

des jeunes juifs par l'étincelle sioniste. L'effet sur les étudiants juifs des universités autrichiennes fut immédiat et saisissant. Jusqu'alors ils avaient été méprisés et souvent maltraités. Ils s'étaient glissés en rampant dans les emplois et dans les professions libérales à force de feinte humilité, de subtilité et de protection clandestine. Si les étudiants « aryens » les frappaient ou leur crachaient dessus, ils s'aventuraient rarement à rendre le coup à l'insulte. Mais le Sionisme leur donna du courage. Ils formèrent des associations et apprirent les exercices athlétiques, l'escrime. On répondit à l'insulte par l'insulte et bientôt les meilleurs escrimeurs des corps allemands de combat s'aperçurent que les étudiants sionistes pouvaient balafrer les joues tout aussi sérieusement que n'importe quel Teuton, et que les Juifs étaient en bonne voie de devenir les meilleurs tireurs de l'Université. Aujourd'hui le béret pourpre du sioniste est aussi respecté que celui d'aucune association académique.

« Cette influence morale du sionisme ne se borne pas aux étudiants de l'Université. Elle est tout aussi remarquable dans la masse des jeunes Juifs du dehors, qui trouvent aussi en elle une raison de lever la tête et, s'appuyant sur leur passé, de regarder droit devant eux dans l'avenir... L'idéal territorial, c'est-à-dire la fondation d'un Etat juif en Palestine ou ailleurs émeut sans doute la masse des sionistes ; mais le principal effet de cet idéal est de leur donner, avec la confiance en eux, le courage de leurs convictions. Il est excessif d'attendre que le sionisme dote soudain tous les Juifs de courage, de tact et de droiture ; mais c'est beaucoup qu'il ait pu déjà préparer une élite intellectuelle et morale parmi eux, avec un idéal capable de provoquer la foi et l'enthousiasme (1). »

1. *La Monarchie des Habsbourgs*, pp. 269-273.

L'unité juive se retrouvait en l'idéal bimillénaire du retour dans la terre des ancêtres. Les Congrès sionistes se chargèrent de la notifier au monde entier.

SECTION II

Affirmation de la volonté et de l'unité nationales par le premier Congrès sioniste

La volonté du peuple juif s'est affirmée d'une façon éclatante au premier Congrès sioniste réuni à Bâle en 1897. Pour la première fois depuis leur dispersion des représentants des Juifs de toutes les parties du monde se sont réunis pour délibérer non pas au sujet de questions religieuses ou de situations locales, mais au sujet des intérêts généraux du peuple juif tout entier. Le premier Congrès, comme d'ailleurs aussi les suivants, ne fut ni un synode quoiqu'il comprît des rabbins et des gens très attachés aux pratiques juives ; ni une conférence pour des pauvres malheureux, ni une assemblée ayant à liquider les affaires de telle ou telle fraction du peuple juif. Ce fut, pour employer l'expression chère aux sionistes : un parlement juif, le premier parlement juif depuis la dispersion. Sa réunion équivalait à la proclamation de l'existence de la nation juive et de sa volonté de vivre et d'être considérée comme nation. Cette haute signification du premier Congrès de Bâle a été clairement mise en relief par le promoteur du sionisme moderne, le D^r Th. Herzl. Depuis 1897, il n'y a plus besoin, dit-il, de démonstrations pour prouver l'existence de la nation juive ; la conscience nationale y est apparue dans toute sa force et s'est affirmée surtout dans le vote unanime recueilli par le programme de Bâle. « Nous

sommes un peuple malheureux, s'écrit-il, mais un peuple. c'est ce qui fut prouvé à Bâle par les délégués de centaines de mille de Juifs du monde entier. »

Le programme voté par le premier Congrès, dit programme de Bâle, est ainsi conçu : *Le sionisme a pour but la création en Palestine, pour le peuple juif, d'une patrie garantie par le droit public.* Parmi les moyens envisagés pour atteindre ce but le paragraphe troisième prévoit le *raffermissement du sentiment de la dignité personnelle et de la conscience nationale du peuple juif.*

La haute signification du premier Congrès sioniste ne manquera pas d'être mise en relief lorsqu'au X^e Congrès, Wolffsohn, le successeur de Herzl, jettera en arrière un coup d'œil rétrospectif : « Alors, dit-il, nous avons pour la première fois fait connaître à l'univers entier, ouvertement et librement, que nous nous sentons comme les membres de la nation juive, que nous sommes une nation et voulons le rester (1). »

Nous ne nous proposons pas de faire ici l'histoire du sionisme et des Congrès sionistes ; nous renvoyons sur ce point à notre troisième partie. Nous présenterons cependant deux des principaux aspects du mouvement de renaissance nationale juive : 1^o le sionisme dans ses rapports avec la religion ; 2^o son rôle quant à la transformation de l'hébreu en langue vivante.

SECTION III

Deux aspects du sionisme

§ 1. — LE SIONISME ET LA RELIGION

Les deux notions de nation et de religion n'ont pu être dégagées et envisagées séparément chez les Juifs qu'au cours

1. St. Pr. X, disc. d'ouvr., p. 7.

du xix^e siècle, lorsque par suite de leur émancipation ils eurent obtenu diverses nationalités politiques, selon le pays où ils vivaient. On a pu voir en outre des Juifs libre-penseurs même dans les pays d'oppression et on dut se demander s'ils fallait encore les considérer, comme faisant partie de la collectivité juive alors que pour la plupart du temps, ils étaient répudiés par le milieu chrétien. Un cas particulièrement intéressant se présentait en Roumanie où les Juifs étaient considérés légalement il y a très peu de temps encore comme des étrangers habitant le territoire roumain, mais sans jouir d'aucune protection étrangère. Que devait se sentir dans ces conditions un libre-penseur ?

Mais, c'est surtout depuis la naissance du sionisme que l'élément national fut complètement mis en relief et radicalement séparé de la religion.

Le sionisme se présente comme un mouvement purement laïque et politique. Il se place sur le terrain de la neutralité religieuse et du respect des convictions de chacun, tout en ayant la plus grande déférence pour la religion juive qui a permis au peuple juif d'affronter tant de siècles de souffrances et qui constitue en même temps un des plus grands biens moraux de l'humanité tout entière. « Le sionisme, dit Théodore Herzl, comprend tous les fils de la nation juive ; une de ses bases essentielles est la liberté complète de conscience (1) ». Les Congrès sionistes réunissent des Juifs de la plus sévère orthodoxie jusqu'à des libre-penseurs comme Max Nordau. Quelles que soient leurs convictions religieuses les uns comme les autres y collaborent fraternellement.

La neutralité sioniste en matière religieuse avait une double signification : 1^o le sionisme s'interdisait d'entreprendre quoi

1. H. Z. T., t. I, p. 173. Dr Guedemanns, *National Judentum*.

que ce soit qui fût en « contradiction avec la loi religieuse juive (1) » ; 2° il laissait chacun libre de suivre ses convictions religieuses (2). Par conséquent la religion ne devait constituer pour les Congrès sionistes ni une de leurs préoccupations ni un objet de discussion. « Nous avons décidé, disait le Dr Weitzmann au IX^e Congrès, que la question religieuse est pour nous une question d'ordre privé (3). » Au même Congrès, le Dr Gaster, grand-rabbin de la communauté portugaise de Londres faisait cette déclaration : « J'ai considéré comme nécessaire d'affirmer de nouveau, ici, que en tant que sionistes nous tenons la question de religion comme intangible et par conséquent comme hors de discussion (4). »

Au sein du sionisme il s'est constitué un parti de Juifs croyants (orthodoxes) : les Misrachi, qui devient de plus en plus nombreux. Un de ses principaux représentants, le peintre Herman Struck, définissait ainsi les doctrines de son parti : « Exprimé dans une formule concise, Misrachi est sionisme plus religion (5). » Ceci prouve clairement que la séparation entre ces deux notions existe dans la pensée de tous les sionistes sans exceptions.

C'est l'esprit laïque qui a présidé à la fondation de toutes les institutions sionistes en Palestine et notamment des écoles (6).

Le passé du sionisme est son meilleur garant pour l'avenir ; l'Etat juif, comme l'a dit Herzl, ne sera pas une théocratie (7).

1. St. Pr. II, K., p. 222.

2. St. Pr. III, K., p. 21. Discours de Max Nordau.

3. St. Pr. IV, K., p. 95.

4. St. Pr. IV, K., p. 194.

5. St. Pr. XI, K., p. 325.

6. « Déjà l'Alliance israélite s'était vu dénoncer par les orthodoxes des pays germaniques comme une œuvre d'impiété : le sionisme a dépassé l'Alliance en hardiesse ; ses écoles ne laissent pas de place à l'enseignement religieux. » Sylvain Lévi, *Une renaissance juive en Judée*, p. 20.

7. Voici ce qu'a répondu au sujet de l'avenir de la religion dans un état juif

§ 2. — LE SIONISME ET L'HÉBREU

Le nombre des Juifs qui emploient le iddisch comme langue usuelle était évalué en 1911 par le Dr Arthur Ruppin, économiste et statisticien sioniste bien connu, à environ sept millions : six millions en Europe orientale et un million en Amérique, en Angleterre et dans les colonies anglaises (1).

Le Dr Ruppin prenait comme base d'estimation le recensement de la population qui fut fait en Russie en 1897.

Depuis cette date la population juive s'est considérablement accrue et par conséquent le nombre de ceux qui emploient le iddisch est aujourd'hui de beaucoup supérieur.

Pour faire comprendre jusqu'à quel point le iddisch est répandu dans la population juive de l'Europe orientale nous ferons remarquer que sur 5.215.805 Juifs de Russie (recensement de 1897), 5.054.300, donc 96, 90 0/0, avaient déclaré le iddisch comme langue maternelle (2). En ne considérant que la zone d'établissement, c'est-à-dire seulement le territoire que les Juifs avaient le droit d'habiter, la proportion atteignait 97,96 0/0 ; elle ne tombait qu'à 80,4 0/0 dans les gouvernements situés en dehors de la zone pour les Juifs privilégiés qui avaient le droit d'y établir leur domicile. Dans le gouvernement de Saint-Petersbourg 15.866 (75,06 0/0) avaient déclaré le iddisch comme langue maternelle et seulement 4.729

feu le grand Rabbin de France, Zadoc Kahn à un interviewer du *Journal* : « Les Juifs ont trop souffert, au moyen âge, de la confusion de la loi religieuse et de la loi civile ; ils sentent trop la nécessité de la séparation des deux pouvoirs, civil et religieux, pour jamais vouloir les amalgamer eux-mêmes. » Nous reproduisons d'après *Kadimah*, organe de l'émancipation nationale du peuple juif, rédigé par un groupe d'étudiants Juifs, n° 6 du 15 oct. 1898, p. 14.

1. *Die Juden der Gegenwart*, p. 108. Dans une brochure : *Die Sprachen der Juden*, parue la même année, le Dr Heinrich Løwe donnait le chiffre de dix millions.

2. Ruppin, *op. cit.*, p. 108.

(22,38 0/0), le russe (1). En somme une infime partie des Juifs russes n'employaient pas le idisch.

En iddisch paraissent un grand nombre de livres, brochures et journaux. En 1909 le nombre des livres juifs parus en iddisch et en hébreu était de 601 ; en 1919, il était de 903, dont 453 livres en hébreu et 450 en iddisch (2). Il existe des journaux quotidiens iddisch en Russie, en Pologne, en Angleterre et surtout en Amérique. En 1916 le tirage des journaux iddisch en Amérique atteignait 1 620 000 exemplaires. Le *Vorwaerts* tire à 216.000 exemplaires, la *Warheit*, à 100.000, le *Morgen Journal*, à 100.000, etc. (3).

Malgré ce développement du iddisch ce n'est pas à lui que vont les sympathies des sionistes. Ceux-ci sont loin de méconnaître son importance ; bien au contraire ils s'en servent pour la propagation de leurs idées. D'ailleurs si le iddisch, en tant que langue littéraire, a pris un si grand essor cela est dû en très grande partie au sionisme. Mais pour des raisons d'ordre technique concernant l'enseignement et surtout pour des raisons d'ordre sentimental, les sionistes ont réservé leur préférence à l'hébreu. L'hébreu est comme le symbole de la nationalité juive, indestructible, éternelle ; le iddisch est la langue de l'exil et de l'esclavage, l'hébreu celle de la patrie ancestrale et de la liberté.

Le sionisme moderne donna une nouvelle et forte impulsion à l'hébreu en tant que langue littéraire ; dans les derniers lustres il s'est enrichi d'œuvres remarquables. L'idée nationale en général et sioniste en particulier domine dans la nouvelle littérature hébraïque.

Cependant, le grand mérite du sionisme, c'est d'avoir su

1. Löwe, *op. cit.*, p. 49.

2. Löwe, *op. cit.*, p. 52.

3. Katelenbogen, *L'émigration juive*. Bruxelles, 1917, p. 60.

transformer l'hébreu, d'en avoir fait une langue vivante. L'hébreu, comme langue usuelle, s'était conservé dans certaines familles juives de Jérusalem. Beaucoup de familles séphardites, dit M. Heinrich Loewe, tenaient à le parler tout au moins le samedi (1). Le savant hébraïste Elieser Ben Jehouda s'acquitt des mérites particuliers en ce qui concerne l'hébreu comme langue usuelle ; il obligea tous les membres de sa famille à se servir seulement de l'hébreu, cas unique dans Jérusalem à cette époque. Mais, c'est à Jaffa que l'hébreu en tant que langue parlée, gagna du terrain ; de là, il pénétra dans les colonies et ensuite à Jérusalem.

En se proposant la concentration des Juifs en Palestine les sionistes devaient s'occuper du choix de la langue d'enseignement dans les écoles, ainsi que de la langue usuelle du pays. L'idée que Herzl avait exprimée primitivement dans son *Etat juif* de laisser à chacun sa langue n'était pas pratique. Pour la Palestine l'hébreu était tout indiqué. Les sionistes le choisirent même pour le temps qu'il leur restait à vivre encore dans l'exil.

La question de la culture juive et de l'hébreu fut posée et largement discutée à presque tous les Congrès sionistes. On sentit le besoin d'hébraïser le mouvement et l'organisation sionistes. L'emploi de plusieurs langues aux Congrès, ainsi que les fréquentes traductions auxquelles on était obligé de se livrer, produisait un sentiment pénible chez les assistants. Aussi le regret de ne pas voir accorder à l'hébreu une place prépondérante ne manqua-t-il pas d'être exprimé. « Nous nous sommes réunis, disait le Dr Kahn au III^e Congrès, pour nous consulter sur des questions spécifiquement juives et combien le cœur d'un Juif a dû se gonfler de douleur non

1. *Op. cit.*, p. 125.

parce que des Juifs isolés s'expriment en français, en anglais ou en russe, mais parce que nous avons entendu jusqu'ici toutes les langues et pas un mot dans la langue éminemment juive : l'hébreu. Un rabbin fort intelligent a fait à ce propos une très juste remarque : « Nous nous trouvons au Congrès de Babel, mais non point à celui de Bâle. » Il voulait dire par là que les nombreuses langues à l'aide desquelles nous nous faisons comprendre amènent une grande confusion (1). Dans une brochure qu'il publia en 1905, M. Ussischkin, un des leaders des sionistes russes proposa l'adoption de l'hébreu comme langue officielle de l'organisation sioniste (2). Ce vœu fut exaucé par le VIII^e Congrès qui vota la résolution suivante sur la proposition de M. N. Sokolow : « Le Congrès décide de reconnaître, en principe, l'hébreu comme langue officielle du mouvement sioniste, de ses institutions dirigeantes, de ses Congrès, ainsi que de ses Conférences et de l'introduire successivement et d'une manière effective comme langue usuelle. De la sorte notre langue nationale deviendra obligatoire pour le sionisme. Toutefois pour les besoins de la propagande, l'organisation sioniste peut se servir à côté de l'hébreu, d'autres langues (3). » C'est au X^e Congrès sioniste qu'on put se rendre compte de l'énorme développement pris par l'hébreu. Tandis qu'au I^{er} Congrès, aucun discours n'avait été prononcé dans la langue des prophètes, au X^e, toute une séance consacrée à la culture juive fut conduite exclusivement en hébreu.

Dans tous les pays les sionistes ouvrirent des cours d'hébreu et propagèrent l'emploi de la méthode *ibrith béibrith*, c'est-à-dire l'enseignement de l'hébreu en hébreu sans avoir recours à une autre langue. Particulièrement sensibles furent

1. St. Pr. III, K., p. 202.

2. *Unser Programm.*, Wien-Leipzig, p. 9.

3. St. Pr. VIII, K., p. 339.

les résultats obtenus par l'organisation pour la langue et la culture hébraïques (*Histadrut Ibrit*) en Russie et en Galicie.

C'est en Palestine cependant que les progrès de la langue hébraïque sont le plus visibles. En plus des écoles primaires et des jardins d'enfants les sionistes fondèrent deux lycées hébraïques : le premier à Jaffa en 1906, le second quelques années plus tard à Jérusalem.

Jusqu'à quel degré l'amour de l'hébreu a été poussé en Palestine on a pu le voir en 1913 lors de la lutte que les écoles palestiniennes, maîtres et élèves, soutinrent contre le *Hilfsverein der deutschen Juden*, (Société de secours des Juifs allemands) qui voulait faire de l'allemand la langue de l'enseignement dans les écoles subventionnées par la Société. Dans ces écoles le mécontentement régnait déjà depuis un certain temps. Une série de faits avait amené les maîtres d'hébreu à la conviction que le Hilfsverein poursuivait l'idée de remplacer petit à petit l'hébreu par l'allemand. Bientôt maîtres et élèves eurent l'occasion de manifester toute leur indignation à l'égard de cet attentat contre la langue hébraïque. En 1913, il était question de la fondation en Palestine d'un Institut technique pour lequel de grandes sommes furent souscrites, en partie grâce à la propagande d'un des chefs sionistes le Dr Levin. Le terrain sur lequel devait être bâti l'Institut avait été offert par le Fonds National, institution sioniste. Lorsque la question se posa de savoir quelle devait être la langue d'enseignement dans l'Institut, les représentants du Hilfsverein dans le curatorium de l'école, MM. James, Simon et le Dr Paul Nathan obtinrent que l'allemand serait la langue d'enseignement malgré la vive opposition des sionistes ; MM. Levin, Tschlenow et Guizberg (Achad-Haam) ; ceux-ci d'ailleurs n'étaient nullement intransigeants et ne demandaient l'emploi de l'hébreu que dans l'école inférieure, et dans

l'école supérieure seulement pour quelques matières, quitte après quelques années à l'étendre à toutes. « L'effet que produisit en Palestine le vote de cette motion se manifesta par une explosion d'indignation. Les Juifs en Palestine se rendirent compte que l'on essayait de contrecarrer ou d'empêcher l'expression intellectuelle et naturelle de leur vie nationale, et ils firent aussitôt entendre les plus vives protestations (1). » Les protestations partirent aussi bien des villes que des villages palestiniens. Les élèves et la plupart des maîtres quittèrent les écoles du Hilfsverein. Le résultat fut l'ouverture « de six nouvelles institutions où toutes les matières devaient être enseignées en hébreu : une école intermédiaire à Haïfa, une école de garçons à Jaffa, une école normale, une école de filles et une école de garçons à Jérusalem, ainsi qu'un cours pour les maîtresses des écoles maternelles (2) ». L'organisation sioniste prit pour elle la charge financière de ces écoles. Plus tard le Hilfsverein fit des concessions au sujet de l'Institut technique de Haïfa.

Si nous nous sommes étendus un peu longuement sur cet incident, c'est qu'il présente un grand intérêt au point de vue du caractère purement juif du mouvement sioniste. Le sionisme ne couvre aucune influence étrangère ; il n'est à la remorque d'aucune puissance ; il ne poursuit que des buts nationaux juifs ; il n'a d'autres intérêts que ceux de la nation juive. L'incident des écoles palestiniennes de 1913 mit en relief le caractère indépendant du sionisme non seulement en Palestine, mais encore en Allemagne où les sionistes, au cours de nombreux meetings, ne se firent pas faute de stig-

1. Israël Cohen, *la Menace allemande dans les écoles hébraïques en Palestine*. Londres, 1918, p. 11.

2. Cohen, *op. cit.*, p. 14.

matiser l'attitude du Hilfsverein. Il est à noter que toute cette agitation contre l'emploi de la langue allemande s'était produite à un moment où l'Allemagne affirmait sa prépondérance dans l'Empire ottoman.

L'attitude des sionistes à cette occasion constitue la meilleure réponse à ceux qui en Occident ont répandu, avant la guerre, la calomnie que le sionisme était un agent de pangermanisme. Elle est aussi un avertissement pour toutes les associations que constituent les Juifs assimilateurs afin de répandre l'instruction parmi les Juifs. L'« Alliance israélite Universelle » et l'« Anglo-Jewish Association » auront dû méditer sérieusement l'aventure survenue au « Hilfsverein der deutschen Juden ». Nous pensons qu'il serait inutile d'ajouter que les sionistes ne proscrivent pas les langues étrangères, mais il est tout naturel que, tout au moins dans les écoles juives de Palestine, l'hébreu soit la langue d'enseignement au même titre que le français l'est en France ou l'anglais en Angleterre.

Grâce aux écoles et à la vie nouvelle l'hébreu est devenu la principale langue juive en Palestine ; sans lui il est impossible pour un juif d'y vivre, à moins de s'isoler de la société. Mais écoutons plutôt quelqu'un qui n'est pas du tout porté à l'exagération M. Sylvain Lévi, professeur au Collège de France, qui a fait un voyage d'étude en Palestine en 1918. « Aujourd'hui, dit-il, l'hébreu a cause gagnée, il est désormais la langue juive de la Palestine. Ce n'est pas seulement en classe que les enfants parlent l'hébreu, écrivent l'hébreu, chantent en hébreu ; c'est en hébreu qu'ils jouent, qu'ils causent, qu'ils se taquinent dans les rues ; le bébé qui se traîne encore par terre babille en hébreu. C'est en hébreu que se traitent les affaires, soit privées, soit publiques ; c'est en

hébreu que se tiennent les discussions scientifiques et les vieilles gens qui s'étaient trop longtemps contentés de leur yddisch ou de leur espagnol n'ont pas d'autre ressource que de prendre des leçons d'hébreu (1). »

En dehors de la Palestine des résultats remarquables ont été obtenus pendant la guerre et depuis l'armistice, notamment dans les pays de l'Europe orientale. En 1916, au plus fort de la guerre et des souffrances juives, se fondait en Russie une organisation pour la propagation de l'hébreu qui prit le nom de « Tarbouth ». Celle-ci réussit à créer « environ 300 écoles primaires hébraïques, 5 lycées hébraïques (Bakou, Kharkof, Tiflis, Samarcande et Kief), une remarquable école normale à Odessa et plus tard une autre à Ekaterinoslaw et une autre à Kief, deux écoles normales pour jeunes filles à Moscou et à Odessa, des cours d'instituteurs pour donner une instruction complémentaire à des personnes ayant exercé dans l'enseignement, 120 cours du soir pour les adultes. Le budget du Tarbouth se chiffre par des millions de roubles (2) ». Malheureusement, les pogromes et la révolution bolcheviste entravèrent gravement l'œuvre de cette association. Des lycées semblables à ceux de Jaffa et de Jérusalem viennent d'être créés en Bessarabie, en Pologne, en Lithuanie, etc.

Le « Hilfsverein der deutschen Juden » dut en 1913, céder en partie devant la force organisée des défenseurs de l'hébreu. En présence du développement considérable que cette langue a pris ces derniers temps, une autre association dirigée par des Juifs assimilateurs et bien plus puissante que la première : l'« Alliance israélite Universelle », après avoir dans ses écoles

1. *Une renaissance juive en Judée*. Paris 1918, p. 17.

2. *Le peuple Juif*, n° 9 du 27 février 1920. La Renaissance hébraïque,

durant de longues années fait tous ses efforts pour annihiler l'esprit national juif et s'être refusée à considérer l'hébreu comme une langue vivante, a pris dernièrement la décision de changer complètement de méthode et de se rallier à la thèse sioniste : l'enseignement de l'hébreu comme langue parlée. Voici ce qu'écrivait le 19 mars 1920 l'*Univers israélite* : « Le journal sioniste *La Nation*, de Constantinople, a annoncé que sur demande de M. Nahoum, grand-rabbin de Turquie, le Comité central de l'Alliance israélite a envoyé une circulaire aux directeurs de toutes ses écoles en Turquie, « à l'effet d'élargir et de perfectionner selon les nouvelles méthodes l'enseignement de l'hébreu, afin qu'il devienne une langue vivante pour les élèves de ces écoles ». Dans son numéro du 29 avril 1920, l'*Univers israélite* donnait le texte intégral de cette circulaire dont voici quelques passages particulièrement intéressants : « Nous constatons, dit la circulaire, depuis longtemps que l'enseignement de l'hébreu n'est pas dans nos écoles de... ce qu'il devrait être. Les causes de son insuffisance nous sont connues : médiocrité ou mauvais choix des professeurs et indifférence ou éloignement des élèves pour cette étude. La difficulté d'opérer une réforme sérieuse et les dépenses qu'elle devait entraîner nous avaient fait ajourner la solution de cette question. Mais le désir, la volonté que les populations israélites manifestent depuis quelque temps pour une connaissance plus étendue de l'hébreu et même pour le parler hébreu nous font un devoir immédiat de remédier à cette situation, si nous voulons que nos écoles continuent à inspirer confiance et répondent aux vœux et aux désirs des parents... Vous avez recueilli vous-même l'écho des critiques dirigées contre nos écoles dans cet ordre d'idées et vous avez pu apprendre que la grande masse des parents de vos élèves verront avec joie une réforme qui donnerait à l'hébreu une

place plus importante dans le programme. Le Comité central ne peut pas ne pas tenir compte de cet état d'esprit et, désireux de satisfaire dans la mesure du possible aux aspirations populaires, il s'est décidé à *intensifier*, d'une part, et à *modifier* de l'autre, *l'enseignement de l'hébreu* ». La circulaire recommande d'enseigner l'hébreu « comme on enseigne une autre langue » notamment d'enseigner l'hébreu en hébreu « c'est-à-dire de se servir exclusivement de la langue pendant la durée de la leçon et d'habituer ainsi les élèves à la parler couramment ». Nous faisons remarquer que c'est l'adoption de la méthode depuis longtemps préconisée par les sionistes. On peut dire que cette circulaire marque un véritable événement dans la vie de l'Alliance et l'*Univers iraélite* a raison de l'appeler : « une circulaire symptomatique ». Elle constitue pour le sionisme un éclatant succès, peut-être un des plus importants qu'il ait obtenu jusqu'ici.

Mais il ne faut pas se leurrer sur les raisons de ce changement ; ce n'est pas par une sorte de sympathie soudaine pour les idées sionistes en cette matière que l'Alliance a décidé de les faire siennes. C'est en présence d'un fait : *la volonté populaire*, que son hostilité a dû s'évanouir ; c'est pour sauvegarder sa propre existence et ne pas se voir évincer par de nouvelles organisations qu'elle s'est décidée à ce changement radical.

Les diplômes délivrés par les lycées hébraïques de Palestine ont été reconnus par presque toutes les universités d'Europe et d'Amérique. Un nombre de plus en plus grand de bacheliers de ces lycées viennent continuer leurs études dans les universités de France. Aujourd'hui on peut entendre l'hébreu, dans les laboratoires et salles de cours, à Paris,

comme on entend le serbe, le grec, l'arménien ou tout autre langue étrangère.

Le gouvernement français sur une requête de M. Elie Antébi, professeur à Alexandrie, et conformément à l'avis émis par la section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique a décidé que l'hébreu serait admis comme langue vivante complémentaire aux épreuves orales de baccalauréat en Egypte. L'École polytechnique de Paris a admis pour le concours d'entrée le choix de l'hébreu parmi les langues vivantes.

En 1918, le Dr Weitzmann a posé la première pierre de la future Université hébraïque qui s'élèvera à Jérusalem sur le mont Scopus. A cette occasion le gouvernement français lui envoya un télégramme de félicitations lui exprimant toute sa sympathie pour la fondation de l'Université. Des télégrammes de félicitations furent également reçues de la part d'un certain nombre d'Universités d'Europe et d'Amérique.

L'hébreu a été reconnu pour le gouvernement anglais comme une des langues officielles en Palestine, conformément à la demande formulée par les sionistes.

Enfin, le 27 février 1919, lors de l'audition de la délégation sioniste par la Conférence de la paix, un des délégués sionistes, M. Ussischkin, prit la parole en hébreu.

Avec l'hébreu comme langue vivante, le sionisme parfait son triple vœu : **un pays, un peuple, une langue.**

SECTION IV

Les adversaires du Sionisme

Tout d'abord une constatation : jamais le sionisme ne trouva d'adversaires parmi les non Juifs. Beaucoup de chrétiens,

disait Max Nordau dans une conférence faite en 1898, pensent que sa réalisation est chose difficile ou même qu'il est irréalisable, mais aucun d'eux ne considère l'idée sioniste comme fausse ou méprisable (1). Ces ennemis se recrutaient parmi les Juifs assimilés de tous les pays mais plus particulièrement parmi ceux des pays occidentaux. Dès sa naissance, ceux-ci résolurent de le combattre.

Lorsque l'on voulut réunir le premier Congrès sioniste, à Munich, la communauté juive de cette ville s'y déclara formellement opposée. Herzl persista néanmoins dans son projet et choisit ensuite Bâle comme lieu du Congrès. Alors les grands rabbins de Londres et de Vienne exprimèrent publiquement leur désapprobation du sionisme et quatre rabbins d'Allemagne signèrent une protestation qui parut dans le *Berliner Tagblatt* où au nom de la religion et de l'amour de la patrie ils s'élevaient, contre les « aspirations sionistes et surtout contre le projet du Congrès... » auquel les sionistes ne consentirent à renoncer en dépit des avertissements. Ce que les adversaires du sionisme ne pouvaient comprendre et admettre, c'est que la question juive fût débattue publiquement. Le plus étonnant c'était de voir le grand nombre de rabbins dans cette croisade contre le sionisme.

La conduite de ces pasteurs oublieux du passé juif fut sévèrement stigmatisée par Herzl et Nordau. Le premier les appela avec une amère ironie : les rabbins protestataires (*Protestrabbiner*) (2). Le second les caractérisa ainsi : « Ce sont des gens qui se trouvent sur un solide canot et qui frappent avec la rame à la tête le noyé qui désire se cramponner à bord. »

1. Nordau's *Zionistische Schriften*, Köln und Leipzig, 1919. *Der Zionismus und seine Gegner*, p. 89.

2. *H. Z. S.*, t. I, p. 217.

L'opposition ne fut pas moins grande en Angleterre et en France. En particulier les Juifs français se montrèrent le plus irréductiblement hostiles au courant national juif. Un seul d'entre eux, dont le nom est prononcé avec amour et admiration pour tous les Juifs opprimés : Bernard Lazare, y donna son entière adhésion et participa même au deuxième Congrès sioniste en qualité de délégué. Il serait injuste de ne pas citer aussi comme sympathique au mouvement sioniste feu le grand rabbin de France, Zadoc Kahn (1).

Une foule de griefs furent lancés par les Juifs assimilateurs contre le sionisme. Le sionisme, disait-on, est en contradiction avec le patriotisme ; il multiplie les différences entre les hommes ; il en crée de nouvelles entre Juifs et chrétiens ; il est une rechute dans le fanatisme religieux. On ajoutait encore que les Juifs ne sont pas les seuls à souffrir en ce monde ; que le sionisme ferait quitter aux Juifs la civilisation pour les contraindre à s'établir dans un désert ; qu'en emportant leurs richesses les Juifs appauvriraient leurs patries actuelles ; qu'un Etat juif est une pure chimère ; que si l'on veut combattre l'antisémitisme il ne faut pas partir, mais rester sur place ; que le sionisme est simplement un produit de l'antisémitisme (2), et par conséquent qu'il ne tarderait guère à disparaître dès qu'une amélioration interviendrait dans la situation des Juifs, surtout de ceux de l'Europe orientale ; enfin en proclamant que les Juifs sont une nation et non pas une simple communauté religieuse, le sionisme fournit une arme terrible aux antisémites.

1. Parmi les très rares sionistes français il faut nommer aujourd'hui comme s'étant acquis des mérites particuliers : MM. Victor Basch, professeur à la Sorbonne, André Spire et Edmond Fleg.

2. « Le sionisme est le fils de l'antisémitisme ». Th. Reinach, *op. cit.*, p. 311.

Les sionistes ne se trouvaient pas en peine de répondre à toutes ces accusations. Voici point pour point leur réfutation à l'aide d'arguments qu'on trouve dans les écrits de Herzl et de Nordau. Ce qui est curieux, c'est que ce ne sont pas les non Juifs, mais les Juifs qui dénoncent l'antipatriotisme des sionistes. « Fidèlement attachés à notre pays natal, proclamait Nordau au VIII^e Congrès, et accomplissant consciencieusement nos devoirs de citoyens, nous avons le droit de rejeter en toute tranquillité cette accusation (1). » Dans plus d'un pays on a vu des sionistes notoires remplir non seulement les devoirs ordinaires du citoyen, mais occuper de hautes fonctions publiques. On envisagera notre effort, disait Herzl, comme un acte de patriotisme quand nous aurons enfin résolu la difficile question juive. N'est-ce pas servir sa patrie que d'y introduire la paix intérieure au moyen d'un mouvement rationnel de colonisation (2) ? Le sionisme ne crée aucune barrière nouvelle : « Nous restons Juifs, et trouvons quand même des amis (3) ! » Les patries dureront encore un temps infini. Quiconque connaissait le passé de Herzl et de Nordau, ainsi que leur attitude envers la religion, et celle de la plupart des chefs sionistes ne pouvait parler de fanatisme religieux. Seule l'ignorance du sionisme pouvait faire penser à l'instauration en Palestine d'un Etat théocratique. Evidemment les souffrances juives ne sont pas les seules au monde, mais il faut tout de même commencer par les diminuer ne serait-ce qu'en ce qui concerne les Juifs (4). Quant à appauvrir les pays, il ne faut avoir aucune crainte, car les riches vraisemblablement resteront, et ne partiront que les pauvres (5). A

1. St. Pr. VIII, K., p. 23.

2. H. Z. S., t. I, p. 214.

3. St. Pr. II, K. Discours d'ouverture du Congrès.

4. H. Z. S., *Judenstaat*, t. I^{er}, p. 128.

5. H. Z. S. *Rede in Makkabäerklub*, t. II, p. 139.

ceux qui taxaient le projet sioniste de chimère, Herzl répondait que c'est aussi avec une part d'imagination qu'on mène les peuples.

Au grief de quitter la civilisation, grief qui eût ressemblé à une plaisanterie, s'il n'avait été souvent répété, Herzl s'écriait : « C'est faux. L'émigration se fait au milieu de la civilisation. On ne descend pas, mais on monte. On n'apporte pas des cabanes en bois, mais des maisons belles et modernes... » Et lorsque plus tard on lancera aux sionistes l'insulte d'avoir le désir de devenir des asiatiques, Max Nordau taxera cette accusation de plaisante taquinerie qu'on a le droit d'accueillir d'un sourire : « Nous ne deviendrons pas plus des Asiatiques, disait-il dans son discours au VIII^e Congrès, si vous attachez à ce mot un sens d'infériorité anthropologique ou de civilisation arriérée, qu'en Amérique du Nord les Anglo-Saxons ne devinrent des Peaux-Rouges, qu'en Afrique du Sud, ils ne devinrent des Hottentots, et en Australie des Papous. Nous nous efforcerons de faire en Asie Mineure ce qu'ont accompli les Anglais dans l'Inde, j'entends l'œuvre de civilisation, non le travail de conquête ; nous avons l'intention de venir en Palestine, comme les porte-drapeaux de la civilisation, et de reculer les frontières morales de l'Europe jusqu'au delà de l'Euphrate (1). »

Les sionistes n'ont jamais nié la part de l'antisémitisme dans le réveil de la nation juive. Mais ils n'ont vu en lui qu'un aiguillon du sentiment national. Sans un puissant ressort intérieur le sionisme n'aurait pu durer ; sous la seule force de l'oppression extérieure, sans mobiles profonds d'ordre intérieur, un pareil mouvement n'aurait pu se maintenir et progresser durant plus de vingt-trois ans. D'ailleurs

1. St. Pr. VIII, K., p. 27.

chez tous les peuples l'oppression a joué le même rôle. C'est sous le joug ennemi et sous la souffrance, c'est dans l'adversité que la conscience nationale des diverses nationalités s'est réveillée et raffermie.

Mais ce que les Juifs assimilés ne pardonnaient pas aux sionistes c'était leur audace imprudente de proclamer sans cesse et hautement l'existence de la nation juive. Ce grief trouvait sa source dans la peur de l'antisémitisme, on pourrait dire dans la terreur de l'antisémitisme. Et alors plus que jamais les assimilés se mirent à nier que les Juifs eussent formé une nation. C'était de la part de quelques centaines de mille de Juifs assimilés une méconnaissance flagrante de la volonté de plus de dix millions de Juifs. La nation juive n'avait pas à se sacrifier pour le bonheur de cette minorité qui cherchait son salut dans la disparition. La nation juive voulait vivre et affirmait son existence au risque même de se trouver sur ce point, comme d'ailleurs sur beaucoup d'autres, d'accord avec les antisémites.

Et à supposer même d'accord avec les antisémites (1), que les sionistes eussent fourni une nouvelle arme à ces derniers pouvaient-ils craindre pis que ce qu'ils souffraient déjà ? L'antisémitisme n'avait pas attendu le sionisme pour causer aux Juifs d'atroces souffrances.

Les Juifs assimilés ne voulurent jamais se rendre à l'évidence et reconnaître que les Juifs qui ont conservé leur conscience nationale juive avaient eux aussi, comme les Français, les Italiens ou tout au moins comme les Grecs, les Roumains,

1. C'est plutôt de l'Alliance israélite Universelle qu'on peut soutenir qu'elle a davantage alimenté l'antisémitisme, quoique, bien entendu, sans le vouloir. « Les résultats obtenus par l'Alliance et les grandes espérances qu'elle faisait concevoir pour l'avenir réveillèrent les sentiments d'intolérance et de haine des adversaires des Juifs ». (Graetz, V. p. 426).

les Serbes, les Monténégrins, les Albanais, les Tartares, etc., le droit de vivre en tant que nation. Dans une lettre adressée à un journal, M. Th. Reinach s'exprimait ainsi : « Quoiqu'il ait pu être à l'origine, le judaïsme actuel est simplement un groupement religieux, comportant d'ailleurs de nombreuses variétés. (1) ». De même M. Sylvain Lévi, quelques jours après que la délégation sioniste parlant au nom du peuple juif eût été entendue par la conférence de la Paix, donnait cette réponse à la remarque d'un rédacteur de l'*Univers Israélite* que le sionisme se place sur le terrain laïque : « C'est ce qui constitue l'équivoque du sionisme. Le Judaïsme est une religion (2) ».

L'hostilité envers le sionisme ne fut pas seulement le fait d'individualités isolées, mais aussi celui d'associations très puissantes. L'Alliance israélite Universelle, dès l'apparition du mouvement sioniste, prit position contre lui et son hostilité se fit sentir jusque par le moindre de ses organes dans quelque pays que ce fut. Ce n'est qu'à la suite des succès politique remportés depuis environ trois ans par l'organisation sioniste qu'elle décida de cesser d'agir contre le sionisme et de se cantonner dans la neutralité. Cette nouvelle attitude ne l'a cependant pas empêchée de conserver et de faire connaître son opinion erronée sur le mouvement national juif. Voici, en effet, ce que l'Alliance écrivait dans une lettre adressée en 1918 au ministre des Affaires Etrangères : « Le règlement de la question palestinienne ne touche qu'en un point très limité la question juive dans l'Est (3). » Et se faisant, sans en avoir nullement droit, l'interprète de la volonté des Juifs de l'Europe orientale elle déclarait : « Il est de toute évidence que

1. *Le Petit Parisien* du 3 mars 1919.

2. N° du 14 mars 1919.

3. *La question juive devant la Conférence de la Paix.*

la grande majorité des Israélites russes et roumains ne pourront ou ne voudront pas quitter leur pays d'origine... » Ce qui plus est, l'Alliance israélite prétend imposer ses rêves d'assimilation aux Juifs de Pologne, lesquels comme nous le verrons se sont déclarés avec une écrasante majorité en faveur de leur organisation comme minorité nationale, ayant par conséquent droit à l'emploi de leur langue usuelle : le iddisch. Dans une note qu'elle remettait le 6 février 1919 au général Niessel, l'Alliance assurait le général que dans un délai de vingt à vingt-cinq ans, toute la population juive parlera et écrira le polonais et d'elle-même abandonnera « l'idiome yidisch ».

En 1860, lors de sa fondation, il était permis à l'Alliance israélite de ne se donner pour but que la lutte pour l'émancipation civile et politique des Juifs. A ce point de vue il serait injuste de ne pas reconnaître les services qu'elle a rendus. Mais, si aujourd'hui elle ne considère pas sa tâche comme terminée, si elle conserve le désir de se rendre utile aux Juifs de l'Europe orientale, elle devra changer sa mentalité et se décider à faire siens leurs vœux nationaux, notamment en ce qui concerne le sionisme.

Comme l'Alliance israélite, la Jewish Colonisation Association (Ica), institution financière au capital de près de 300 millions de francs (constitué uniquement par la fortune du baron de Hirsch), créée pour l'établissement de colonies agricoles avec des Juifs russes, a toujours refusé d'admettre non seulement les vues politiques du sionisme, mais encore de participer à son œuvre pratique. La cause du refus de l'Ica de collaborer avec le sionisme, doit être recherchée dans la composition de son Conseil d'Administration. D'après les statuts, celui-ci est formé de représentants des quatre communautés juives suivantes : Londres, Paris, Bruxelles et

Francfort, villes où le sionisme a été très faible jusqu'à ces derniers temps et où par conséquent l'assimilation dominait dans toute sa puissance. C'était, en outre, l'influence de l'Alliance qui se faisait le plus sentir dans l'Ica.

Le grand rabbinat et le Consistoire de France eurent une même attitude hostile envers le sionisme. Les rabbins français, à une ou deux exceptions près, sont encore aujourd'hui obstinément opposés à ce mouvement.

L'opposition des Juifs assimilateurs pouvait-elle trouver un fondement raisonnable dans le principe de l'unité de la nation juive proclamé par les sionistes, alors qu'eux, précisément, se considéraient comme ne faisant plus partie de cette nation ? Cependant on ne voit pas bien comment les sionistes se seraient permis de décréter qui devait se considérer Juif au point de vue national et qui seulement au point de vue confessionnel. Ne comptaient-ils pas parmi leurs chefs les plus renommés des Juifs venus de l'assimilation ? C'était à chacun de tracer sa ligne de conduite : aucune délimitation territoriale, aucun dénombrement n'étant possibles. Le sionisme étant un mouvement de renaissance nationale, le Juif, de quelque catégorie qu'il fût, demeurait libre d'y adhérer au moment où il ne dépendait que de lui de choisir. Cette attitude du sionisme fut d'ailleurs justifiée par les faits, car chaque année de nouvelles adhésions se produisaient de Juifs jusque-là très éloignés des idées nationales.

L'opposition des assimilateurs a-t-elle pu être la conséquence d'un malentendu et non celle d'un parti-pris ? Non ! Car aussi bien Herzl que les autres chefs du mouvement sioniste ont fait des déclarations susceptibles de dissiper toute équivoque.

Le sionisme, proclamait Herzl dès les premiers jours du

mouvement sioniste, tend à la création d'une patrie en Palestine pour les Juifs qui ne *veulent* ou ne *peuvent* pas s'assimiler. En s'adressant particulièrement aux Juifs français, Herzl leur tenait à peu près ce langage : Puisque vous êtes Français, le Sionisme ne vous regarde donc pas, il est une question intérieure juive. Tournez le dos au sionisme et on vous tiendra encore pour de plus grands patriotes. Mais « nier l'existence dans le monde du peuple juif, parce qu'on ne veut pas en faire partie, cela dépasse la mesure de ce que l'on aurait pu prévoir » (1). Il leur conseillait de déclarer publiquement qu'ils n'avaient aucune attache avec la nation juive, de s'abstenir de toute action et de demeurer indifférents au sionisme ; mais ce qu'il ne tolérât pas, c'était de voir les Juifs assimilés et en particulier les Juifs français, combattre le mouvement sioniste avec la dernière énergie.

Inlassablement tous les autres sionistes répétèrent qu'il n'était pas dans leur intention de violenter la conscience des Juifs assimilés. Dans une brochure parue en 1913, Max Nordan disait textuellement ceci : « Si les Juifs des pays libres nous demandent : Vous voulez donc que nous émigrions de France, d'Italie, etc., pour vivre dans cette Palestine dont vous nous montrez le tableau si engageant ? nous leur répondons : « Telle n'est nullement notre exigence. Que les Juifs qui se trouvent bien, nous entendons moralement aussi bien que matériellement, restent où ils sont. Mais qu'ils comprennent les sentiments de ceux de leurs frères de race qui tiennent à continuer noblement l'histoire d'Israël et qui consacrent à cette œuvre le meilleur de leurs forces. Et pour que cette œuvre soit aussi grandiose que l'intention qui inspire ses créateurs, pour qu'elle fasse honneur, non seulement à leurs auteurs directs, mais à tous les Juifs, où qu'ils vivent, il

1. H. Z. S. *Der Baseler Kongress*, vol. 1, p. 243.

n'est besoin que d'une chose : d'un peu de compréhension, de sympathie, d'aide efficace, de fierté, d'élévation d'âme des Juifs du monde entier (1). »

Actuellement, une entente est-elle possible entre sionistes et assimilateurs ? A notre avis, elle ne peut être que le résultat d'une compréhension réciproque fondée sur l'application loyale du principe que ce qui fait la nationalité c'est la conscience nationale, la volonté de chacun. Dès lors si les sionistes doivent respecter la volonté des Juifs occidentaux de s'attacher complètement et définitivement aux nations parmi lesquelles ils vivent, les Juifs occidentaux, à leur tour, doivent non seulement s'abstenir de contrecarrer la volonté clairement exprimée de dix millions de Juifs de poursuivre la réalisation de leurs buts nationaux, mais encore de les y aider sincèrement.

Nous ne doutons pas qu'un certain nombre de Juifs français, si on leur tenait ce langage rassurant, ne prêteraient leur appui au mouvement sioniste. Mais nous sommes persuadés que la plupart d'entre eux, qui s'en tiennent aux anciens préjugés, ne changeront leur manière de voir et d'agir, que le jour où la sympathie des Français eux-mêmes, sera acquise aux sionistes. Notre conviction est établie sur un fait d'observation courante dans tous les pays : un Juif perd tout avantage à critiquer le sionisme devant un non juif qui y est acquis. Comme le nombre des Français catholiques, protestants, libre-penseurs, qui sympathisent avec le sionisme, devient de plus en plus grand, les Français juifs se verront obligés de lâcher pied et de suivre le mouvement général, autrement ils s'exposeraient à devenir ridicules. En Angleterre, en Amérique, en Italie l'adhésion de hautes personnalités non juives à l'œuvre sioniste a eu pour consé-

1. *Les Juifs et le Judaïsme au XIX^e siècle*, p. 42-43.

quence un accroissement extraordinaire d'adhésions de la part des Juifs assimilés. Evidemment, ce n'est pas très flatteur pour les Juifs occidentaux, d'admettre une doctrine simplement parce que d'autres l'admettent et non parce que telle est leur conviction. C'est une preuve que ces Juifs manquent du courage le plus élémentaire qui est celui d'avoir une opinion notamment en ce qui concerne la question juive. Ceci est d'ailleurs confirmé par les essais que font certains sionistes français, car il en existe tout de même quelques-uns, de gagner leurs coreligionnaires en employant comme principal argument l'adhésion d'un gouvernement au sionisme, adhésion devant entraîner celle des gouvernés juifs. Alors, si le gouvernement change d'opinion, ou si un gouvernement qui lui est défavorable arrive au pouvoir, les Juifs devront-ils aussi changer d'opinion ? C'est pourtant là la conséquence logique de ce système. Il est vraiment regrettable que particulièrement les Juifs français ne se soient davantage imprégnés de l'esprit de justice, de droit et de liberté qui caractérise le peuple français lui-même. Peut-être la génération nouvelle qui a combattu pour que cette grande personne morale, qu'est la France, vive, comprendra-t-elle que cette autre grande personne morale qu'est la nation juive, a elle aussi le droit de vivre et de se développer comme telle. C'est à la jeunesse juive française que les sionistes devront s'adresser de préférence, mais ils ne rallieront les autres à leurs idées que le jour où les Français catholiques, protestants et libre-penseurs auront eux-mêmes exprimé leur approbation. La France de la Révolution et de la guerre de 1914-1918, la grande, la noble France, saura, elle, en offrant sa sympathie au sionisme, amener ses citoyens de confession israélite à collaborer fraternellement avec les dix millions de Juifs fermement attachés à Sion qui, eux, constituent la nation juive.

CHAPITRE VII

Nouvelle forme d'affirmation du sentiment national juif. — L'autonomie nationale

SECTION I

Revendication des droits de minorité nationale par les Juifs de l'Europe orientale et centrale

Après le sionisme une nouvelle forme du nationalisme juif se fit jour. Elle consiste à exiger la reconnaissance des Juifs des pays à population hétérogène comme une minorité nationale avec droit d'employer librement l'iddisch et l'hébreu dans les écoles et devant les administrations, droit à une organisation et représentation propre et d'une manière générale jouissance légale de tous les droits accordés aux autres minorités nationales. Voici les raisons qu'on invoque à l'appui de ces exigences (1) :

1° Le désir des Juifs des pays de l'Europe occidentale de se conserver en tant que nation. « Au point de vue intérieur, les Juifs se considèrent comme membres d'un organisme national juif, parce qu'ils ont créé une culture spécifique et parce

1. Dans l'énumération qui va suivre nous nous conduirons principalement d'après l'article : *les Revendications nationales des Juifs*, par Léo Motzkin, secrétaire général du « Comité des délégations juives auprès de la conférence de la Paix » paru dans le recueil d'études publié par ce Comité sous le titre : *Les droits nationaux des Juifs en Europe orientale*. Paris, 1919.

qu'ils désirent continuer à conserver dans l'avenir leur individualité, pour ce qui concerne la race, la culture et les organisations sociales (1) » ;

2° Les Juifs ont des besoins qui leur sont propres touchant l'enseignement, les œuvres d'assistance et d'hygiène et particulièrement la religion. Ils respectent le sabbat comme jour de repos absolu. Or, cette question se lie à une question économique ; leur existence deviendrait encore plus précaire s'ils étaient obligés de chômer deux jours par semaine. « Les empêcher de vaquer à leurs affaires le dimanche serait les priver d'un sixième de leur puissance économique, d'où pour eux une grave infériorité dans la lutte pour l'existence (2) » ;

3° Le grand nombre des Juifs habitant les pays de l'Europe orientale. En 1917 ils étaient en Russie 4.675.739 ; leur nombre était de 2.246.093 en Autriche-Hongrie en 1910 ; en Roumanie il y avait 239.967 Juifs. Par suite des nouvelles formations territoriales la Pologne en contient 3 millions, l'Ukraine 3 millions, la Roumanie 800.000, la Tchéco-Slovaquie 400.000, etc. Dans l'ancienne Pologne russe les Juifs forment 14 0/0 de la population ; en Galicie environ 11 0/0, en Ukraine 10 0/0 (3). Dans bien des villes plus de la moitié de la population est juive ;

4° L'enchevêtrement des nationalités. Voici par exemple la Galicie dont la population se décompose comme suit :

3.700.000 Polonais, 3.400.000 Ukrainiens, 900.000 Juifs (4). Si on ne considère que la Galicie orientale (54.000 kmq.) on y trouve 3 millions d'Ukrainiens formant 62 0/0 de la popu-

1. Motzkin, *op. cit.*, p. 10.

2. Voir le mémoire présenté à la Conférence de la Paix par le Comité des délégations juives. *Exposé des motifs*, p. 7. Paris, 10 mai 1919.

3. Motzkin, *op. cit.*, p. 12, 13 et 26.

4. Dr Joseph Tenenbaum, *la Question juive en Pologne*. Edité par le Comité des délégations juives. Paris, 1919, p. 24.

lation totale ; un peu plus d'un million de Polonais soit 25 0/0 et 700.000 Juifs soit 12 0/0 (1). Ce mélange caractérise bien des contrées de l'Europe orientale. Raisonnablement on ne peut pas exiger des Juifs de se laisser absorber par l'une ou l'autre de ces nations ou par toutes à la fois ;

5° Une raison morale. Chaque nouvelle répartition territoriale amène pour les Juifs un changement de nationalité ; ils sont tantôt russes, tantôt polonais, tantôt roumains. « Ce serait exiger des Juifs un manque absolu de caractère politique, que de les contraindre à appartenir sans autre considération à la majorité de la nation parmi laquelle ils habitent (2) » ;

6° Une nécessité politique. Par leur éparpillement les Juifs risquent de se voir exclus des corps législatifs. A la seconde et à la troisième Douma les 6 millions de Juifs russes ne furent représentés que par deux ou trois députés. Dans la nouvelle Pologne au lieu de 45 représentants au Parlement qu'ils devraient avoir par rapport à leur nombre, ils n'en ont que 11 (3) ;

7° Un moyen d'établissement de relations amicales avec les autres nationalités. Tant que les Juifs ne sont pas reconnus comme minorité nationale ils subissent le mépris des nations parmi lesquels ils vivent. Chacune d'elles essaient en outre de s'en faire un instrument dans leurs luttes les unes contre les autres ;

8° Les multiples problèmes qui se posent dans la vie juive ne peuvent être résolus que si l'appartenance à la communauté juive est rendue légalement obligatoire ; que si les communautés sont autorisées à percevoir des impôts ; que si les

1. Dr Joseph Tenenbaum, *op. cit.*

2. Motzkin, *op. cit.*, p. 11.

3. Motzkin, *op. cit.*, p. 19.

Juifs ont un organe représentatif propre, institution qui les défendrait contre toutes iniquités et qui serait chargée d'établir des relations amicales soit avec les diverses autres nationalités de l'Etat soit avec la nation dominante (1) ;

9^o Ce serait donc faire œuvre de paix que d'octroyer aux Juifs les droits de minorité nationale.

Il ne faut pas confondre l'autonomie de culture ou l'autonomie religieuse avec les droits nationaux. Dans ce dernier cas il y a plus que le droit d'employer la langue nationale, d'avoir des écoles propres, etc. : c'est la constitution de la nationalité en un corps politique distinct. Dans chacun des pays où les Juifs peuvent être reconnus comme minorité nationale, ils formeraient un corps politique ayant ses représentants élus et disposant d'une organisation propre destinée à assurer la conservation, la protection et la prospérité de l'élément juif.

C'est en Autriche que le courant en faveur de la reconnaissance des Juifs comme minorité nationale gagna d'abord du terrain. En 1908 la Galicie envoyait au Reichsrath quatre députés sionistes qui se constituèrent en club parlementaire juif. Les Juifs autrichiens et particulièrement galiciens, en dépit de l'opposition de certains cercles assimilateurs exigèrent leur reconnaissance officielle comme une des nationalités de l'Empire au même titre que les Polonais, les Allemands, les Croates, les Tchèques, les Slovaques ou les Roumains. Des luttes ardentes ne manquèrent pas de se produire notamment à l'occasion des élections au Reichsrath. Ces luttes se prolongèrent jusqu'au début de la guerre.

Une préparation des esprits dans le même sens avait lieu en Russie. Mais c'est surtout pendant la guerre et depuis

1. Motzkin, *op. cit.*, p. 19.

L'armistice que les revendications nationales des Juifs des pays de l'Europe orientale se firent entendre de plus en plus. Ne disait-on pas que la guerre de 1914-1918 était une guerre pour la libération des petites nationalités ? Ne proclamait-on pas le droit de chaque peuple à disposer de lui-même ? Pourquoi n'aurait-on pas fait application du principe wilsonien aux Juifs de l'Europe orientale ? Le Congrès des Juifs américains tenu à Philadelphie du 15 au 18 décembre réunissant 400 délégués, représentant 3 millions de Juifs, vota une résolution réclamant, en même temps que l'émancipation civile et politique, la reconnaissance du principe de la représentation des minorités, le droit pour les différentes organisations nationales ou religieuses à l'autonomie dans l'administration de leurs institutions communales, le droit d'employer sa langue sans prohibition, le respect du sabbat (1).

Dès que cela leur fut possible les Juifs de Russie et de Pologne commencèrent à s'organiser. Aussi vit-on au moment de l'armistice surgir dans tous les Etats nouvellement créés des conseils nationaux juifs élus suivant des modes de scrutin avec le suffrage universel à la base.

Lorsque s'ouvrit la Conférence de la Paix les Juifs de tous les pays de l'Europe orientale et d'Amérique envoyèrent des délégués à Paris afin d'insister pour que dans les futurs traités de paix les droits des Juifs en tant que minorités nationales dans les nouveaux Etats ou dans les Etats reconstitués fussent formellement reconnus. Ces diverses délégations constituèrent à Paris le *Comité des délégations juives auprès de la Confé-*

1. La résolution est reproduite en entier dans le *Recueil de documents étrangers*, supplément périodique aux *Bulletins de Presse étrangère*. Ministères des Affaires étrangères et de la guerre, n° 46 du 31 juillet 1919. Ce numéro est entièrement réservé à la question juive devant la Conférence de la Paix et se divise en trois parties : émancipation ; les droits nationaux ; le sionisme.

rence de la Paix ». Celui-ci fit parvenir à la Conférence de la Paix un mémoire contenant les revendications juives concernant les droits suivants : 1° Liberté civile, religieuse et politique pour les individus ; 2° Droit d'organisation et de développement pour les minorités nationales ; 3° Egalité de statut pour les individus et pour les minorités nationales. Voici sous forme d'articles les propositions du Comité des délégations juives se rapportant aux droits de minorité nationale.

« 4° Le droit de toute personne de se servir de la ou des langues d'une minorité nationale de... dans le commerce, les relations privées, les réunions publiques et la presse, ainsi que devant les différents tribunaux, soit oralement, soit par écrit, ne pourra être restreint ; aucune minorité nationale ne pourra être empêchée de se servir de sa langue dans ses écoles et autres institutions, ni la validité d'un acte ou d'un document être mise en question en raison de la langue dans laquelle il est rédigé. Les écoles qui se servent de la langue d'une minorité nationale, à condition que leur programme soit conforme au programme généralement adopté, jouissent des mêmes droits que les autres écoles du même degré. Toutes les restrictions existantes concernant l'emploi des langues sont abrogées ; »

« 5° La... reconnaît les différentes minorités nationales de sa population comme constituant autant d'organismes distincts et autonomes et ayant comme tels des droits égaux à fonder, administrer et contrôler leurs écoles et autres institutions religieuses, éducatives, charitables et sociales.

Toute personne peut par une déclaration expresse se retirer de la minorité à laquelle elle appartient.

Aux termes des articles de ce chapitre, la population juive de... constitue une minorité nationale jouissant de tous les droits qui y sont spécifiés ; »

« 6° La... accepte que, dans la mesure où l'établissement et le fonctionnement des écoles et autres institutions religieuses, éducatives, charitables ou sociales sont à la charge d'un budget d'Etat, de département, de commune ou autre, alimenté par les fonds publics, il soit alloué à chaque minorité nationale une part proportionnelle de ces fonds déterminée respectivement dans chaque région par le rapport du chiffre de la minorité au chiffre global de la population. En outre, les organes de chaque minorité nationale ont le droit d'imposer aux membres de cette minorité des impôts obligatoires ; »

« 7° La... reconnaît à chaque minorité nationale le droit de contribuer dans une certaine proportion à la formation des différents corps électifs de l'Etat, du département, de la commune ou autres, cette proportion étant déterminée respectivement dans chaque circonscription par le rapport numérique de la minorité à l'ensemble de la population. Ces représentants seront élus par des collèges électoraux indépendants ou par toute autre méthode équivalente qui assurera à ces minorités la même représentation nationale proportionnelle ; »

« 8° Les personnes qui ont pour jour de repos un jour autre que le dimanche ne pourront être astreintes à accomplir en ce jour et à leurs autres jours de fête un travail que leur loi religieuse considère comme un péché ; elles ne seront pas non plus empêchées de vaquer à leurs affaires le dimanche ou autres jours saints ; »

« 9° La... reconnaît que les obligations ci-dessus définies font partie intégrante de la loi constitutionnelle en tant que déclaration des droits dont l'exercice ne saurait être restreint ou tenu en échec par aucune loi, disposition ou action officielle, vu qu'en ce qui touche les dites obligations, les lois, règlements ou actions officielles demeurent sans validité et de nul effet.

Aucune des précédentes dispositions ne peut être amendée sans l'agrément de la Ligue des Nations. »

Comme on le voit les droits ci-dessus sont réclamés pour toutes les minorités nationales sans distinction.

« Le Comité des délégations juives auprès de la Conférence de la Paix, est il dit dans le préambule qui précède les propositions, agissant au nom des diverses organisations soussignées et qui plaident pour 9 millions de Juifs, a l'honneur de vous soumettre les propositions suivantes dont l'objet est la protection des diverses minorités nationales, religieuses, ethniques ou linguistiques de Bulgarie, Esthonie, Finlande, Grèce, Lithuanie, Pologne, Roumanie, Russie, Tchéco-Slovaquie, Ukraine, Yougo-Slavie et autres pays de l'Est ou du Centre de l'Europe, et vous prie de vouloir bien les incorporer dans les divers traités de paix qui font l'objet de vos délibérations. » Le mémoire a été présenté au nom des organisations suivantes : Etats-Unis : Congrès juif d'Amérique ; Canada : Congrès juif du Canada ; Galicie Orientale : Conseil national juif ; Italie : Comité des Communautés, Fédération sioniste, Fédération rabbinique ; Palestine : Assemblée constituante juive ; Pologne : Conseil national juif ; Roumanie : Publications officielles de la Fédération sioniste, Union des Israélites indigènes et Union Poale-sioniste ; Russie : Conseil national juif ; Tchéco-Slovaquie : Conseil national juif ; Ukraine : Assemblée nationale juive ; Organisations : American Jewish Committee, Bnai-Brith, Organisation sioniste ; Mandats par écrit : Grèce (Salonique), Transylvanie et Bukovine.

On remarquera l'absence de la France et de l'Angleterre. L'*Alliance israélite* et le *Joint foreign Committee* ont déposé des mémoires séparés se référant uniquement à l'émancipation civile et politique des Juifs et à leur protection en tant

que minorité religieuse. Ce fut la seule note discordante. Deux autres mémoires présentés, par le « Comité pour la défense des Juifs de Roumanie » et le Comité des Juifs originaires des pays de l'Europe orientale, demandaient le premier, l'égalité civile et politique et des droits nationaux pour les Juifs de Roumanie, le second, les mêmes droits pour les Juifs de tous les pays de l'Europe orientale.

SECTION II

Reconnaissance juridique des populations juives des pays de l'Europe orientale et centrale en tant que minorités nationales.

Les revendications juives concernant les droits de minorité nationale ont été en partie admises par la Conférence de la Paix à Paris. Le 28 juin 1919, le même jour que le traité de Paix avec l'Allemagne, la Pologne signait un traité avec les puissances alliées, dont le premier chapitre composé de 12 articles contient les clauses relatives aux droits des minorités. Les articles 8 et 9 fixent les droits collectifs reconnus à toutes les minorités ethniques, de langue ou de religion :

« ART. 8. — Les ressortissants polonais appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants polonais. Ils auront notamment un droit égal à créer, diriger et contrôler à leurs frais des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion. »

« ART. 9. — En matière d'enseignement public, le Gouverne-

ment polonais accordera dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants polonais de langue autre que la langue polonaise, des facilités appropriées pour assurer que dans les écoles primaires, l'instruction sera donnée, dans leur propre langue, aux enfants de ces ressortissants polonais. Cette stipulation n'empêchera pas le Gouvernement polonais de rendre obligatoire l'enseignement de la langue polonaise dans lesdites écoles.

Dans les villes et districts, où réside une proportion considérable de ressortissants polonais appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, ces minorités se verront assurer une part équitable dans le bénéfice et l'affectation des sommes, qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'Etat, les budgets municipaux ou autres, dans un but d'éducation, de religion ou de charité. »

Les articles 10 et 11 du traité sont spécialement consacrés aux Juifs :

« ART. 10. — Des comités scolaires désignés sur place par les communautés juives de Pologne, assureront, sous le contrôle général de l'Etat, la répartition de la part proportionnelle des fonds publics assignée aux écoles juives, en conformité avec l'article 9 ainsi que l'organisation et la direction de ces écoles.

Les dispositions de l'article 9 concernant l'emploi des langues dans les écoles seront applicables auxdites écoles. »

« ART. 11. — Les Juifs ne seront pas astreints à accomplir des actes quelconques constituant une violation de leur Sabbat, et ne devront être frappés d'aucune incapacité s'ils refusent de se rendre devant les tribunaux ou d'accomplir des actes légaux le jour du Sabbat. Toutefois, cette disposition ne dispensera pas les Juifs des obligations imposées à tous les ressortissants polonais en vue des nécessités du service

militaire, de la défense nationale ou du maintien de l'ordre public.

La Pologne déclare son intention de s'abstenir de prescrire ou d'autoriser des élections, soit générales, soit locales, qui auraient lieu un samedi ; aucune inscription électorale ou autre ne devra obligatoirement se faire un samedi. »

Trois remarques sont à faire au sujet des quatre articles précités : 1^o aucune des minorités ethniques, de langue ou de religion vivant en Pologne ne se trouve nommément désignée dans le traité ; 2^o aucune minorité n'est constituée en corps politique séparé et ne jouit d'une représentation politique particulière ; 3^o les Juifs sont considérés comme une minorité de langue et de religion.

Les puissances ont réduit au minimum les exigences des diverses nationalités de façon à amener la Pologne à signer le traité. Du point de vue où nous nous plaçons dans cette première partie de notre travail l'essentiel c'est que les Juifs de Pologne sont reconnus comme formant une minorité ne fût-ce que de langue et de religion. En fait, une semblable minorité est pour la plupart du temps une minorité nationale et cela les Polonais le savent très bien.

Le traité de Saint-Germain reproduit pour l'Autriche et les nouveaux Etats issus de l'ancien empire des Habsbourgs, les mêmes clauses que celles qui ont été imposées à la Pologne. Seule, la Roumanie, signataire du même traité, après une opiniâtre résistance sut amener des modifications concernant ses Juifs qui n'obtinrent que l'égalité civile et politique.

La Tchéco-Slovaquie a reconnu officiellement la nationalité juive à l'intérieur de ses frontières. Il est intéressant de constater que le gouvernement de la république tchéco-slovaque a fait application du principe que nous avons établi au début de cette partie à savoir que ce qui fait la nationalité c'est la

conscience nationale, la volonté de chaque individu, précisément à propos des Juifs.

Dans un rapport présenté à l'Assemblée nationale au nom de la commission de l'instruction publique, le Dr Kreja déclarait ce qui suit :

« Non seulement chez nous, mais dans d'autres pays, la question se pose de savoir si les Juifs constituent une nation ou si l'assimilation a déjà été poussée si loin qu'ils se sont fondus dans les différents peuples, parmi lesquels ils vivent, de sorte qu'ils ne forment qu'une confession. C'est de la solution de ce problème que dépend la reconnaissance des Juifs comme minorité nationale. La solution de cette question appartient à la science. Mais en politique, il faut dès à présent prendre une décision et, à cet égard, il faut compter avec le fait qu'il existe ici des Juifs qui déclarent appartenir à la nation juive, que ces Juifs ont droit à la reconnaissance de leur nationalité, qu'ils ont déjà été reconnus comme nation dans plusieurs Etats et que cette reconnaissance découle du principe de la liberté de chaque personne de choisir sa nationalité. En politique, nous devons considérer les Juifs comme une nation. C'est ce point de vue que la commission culturelle a adopté et elle est d'avis que la question scolaire doit être résolue dans ce sens (1). »

L'Assemblée nationale tchéco-slovaque fit application de ce principe le 27 février 1920 lors du vote de la nouvelle Constitution. Comme celle-ci stipule les droits des minorités nationales sans énumérer les nations de Tchéco-Slovaquie, afin d'empêcher que les organes exécutifs n'interprètent ces dispositions de façon à refuser aux Juifs la qualité de minorité nationale, le passage suivant fut inséré dans le texte de

1. Voir *Bulletin du Comité des délégations juives auprès de la Conférence de la Paix*, n° 12, du 16 mars 1920, p. 7.

l'interprétation gouvernementale des lois constitutionnelles :

« L'article VI de la Constitution détermine la manière dont doivent être remplies les obligations internationales de notre République. Les minorités nationales n'ont pas été énumérées dans la Constitution, mais il y est stipulé explicitement que, à l'occasion d'un recensement, d'élections ou de tous autres actes politiques, les Juifs ne pourront pas être forcés à se déclarer appartenir à une minorité ethnique autre que la minorité juive, ceci indépendamment de la langue dont ils se servent ; il en sera de même en ce qui concerne les institutions sociales ou culturelles, éducation, religion, prévoyance sociale (1). »

A part les Etats signataires des traités dont nous venons de parler, d'autres comme l'Ukraine et la Lithuanie ont reconnu les Juifs comme minorité nationale. On peut dire que de tous les pays c'est la Lithuanie qui a accordé aux Juifs la plus large autonomie. Au mois d'août 1919 la délégation de Lithuanie à la Conférence de la paix fit parvenir au Comité des délégations juives une déclaration relative aux décisions adoptées par le gouvernement de Lithuanie au sujet des droits civils, politiques et nationaux des Juifs. Voici d'après cette déclaration les principes qui régleront cette matière et « qui font ou feront partie des lois fondamentales » de la Lithuanie (2).

1° Les membres de la nation juive, comme tous les citoyens sans distinction de nationalité, jouissent de la plénitude des droits civiques, politiques et nationaux ;

1. Lettre du Conseil national juif de Prague au Comité des délégations juives auprès de la Conférence de la Paix, à Paris, en date du 3 mars 1920. Voir *Peuple Juif* du 2 avril 1920, p. 12.

2. *Bull. C. D. J.*, n° 6 du 18 sept. 1919.

2° Les Juifs sont et seront représentés proportionnellement dans les institutions législatives ;

3° Les Juifs participent au gouvernement et aux institutions de la justice. Il a été créé, pour la gérance de leurs affaires, un ministère spécial des affaires juives ;

4° Le droit de la représentation proportionnelle dans les institutions législatives est garanti par l'établissement d'une curie nationale des Juifs, ou par tout autre moyen qui sera jugé plus conforme au but ;

5° Les Juifs jouissent du droit de libre usage de leurs langues dans les réunions publiques, dans la presse, au théâtre, dans les écoles, dans la rédaction de tout acte en matière de droit, dans les tribunaux et dans les institutions gouvernementales.

L'article 6 se réfère au respect du sabbat et des autres fêtes juives et l'article 7 à l'autonomie intérieure des communautés.

Art. 8. — Les organes de l'autonomie nationale juive, d'après l'exemple fourni par ceux de l'autonomie territoriale, sont considérés, comme organes gouvernementaux et sont autorisés, dans les limites de leur ressort et de leur compétence, à prendre des résolutions obligatoires pour leurs co-nationaux. Ils sont aussi autorisés, en vue de couvrir leurs dépenses, à soumettre leurs co-nationaux à des impositions spéciales.

D'une interview accordée en février 1920 par le premier ministre de Lithuanie, M. Galvanovski, à un représentant du bureau de presse juif de Londres, il résulte que les Juifs de ce pays, qui forment les 13 0/0 de la population totale, jouissent de tous les droits de minorité nationale qui leur avaient été promis. « Nous espérons, a dit le Premier lithuanien, que l'expérience que nous sommes en train de réaliser

en Lithuanie, prouvera par ses résultats que la politique de la reconnaissance pleine et entière des nationalités est la seule politique possible... Nos citoyens juifs se rendent compte de la grande responsabilité qu'ils assument en collaborant à cette expérience, et ils se sont unis à l'œuvre avec beaucoup de zèle et de sérieux (1).

1. *Bulletin du C. D. J.*, n° 12 du 16 mars 1920.

CHAPITRE VIII

Reconstitution extérieure de l'unité nationale juive par le sionisme

Le sionisme a reconstitué l'unité du peuple juif non seulement à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur. Lorsque le Dr Th. Herzl se présentait devant les chefs d'Etat ou de gouvernement, ce n'était pas au nom des Juifs de tel ou tel pays, mais au nom du peuple juif tout entier, que l'Organisation sioniste représentait sans conteste quant à ses aspirations nationales, même si, en fait, elle n'englobait pas tous les Juifs comme cotisants réguliers. C'est comme représentant du peuple juif qu'il alla notamment rendre visite à l'ancien ministre russe, Plehwe, à Saint-Pétersbourg, pour lui parler tant du sionisme que de la situation des Juifs en Russie même (1). Entre l'Organisation sioniste et le gouvernement britannique des pourparlers furent engagés en 1902 et en 1903 au sujet de deux territoires offerts, le premier à *El Arisch* (presqu'île de Sinaï), le second en *Afrique Orientale*. Une Commission sioniste fut admise à se renseigner sur place sur les possibilités de colonisation à El Arisch. Des

1. « Me rendrai-je en Russie en qualité de commis-voyageur en vins ou en celle de rédacteur à la *Neue Freie Presse* ? Je dois, je crois, cette politesse aux sionistes russes de venir leur rendre visite en qualité de sioniste » (Herzl à Katzenelson). Baruch Hagani, *le Sionisme politique et son fondateur*, Paris, 1917, p. 167.

pourparlers eurent lieu aussi entre l'Organisation sioniste et le gouvernement égyptien. Une Commission d'exploration fut également envoyée en 1904 en Afrique Orientale. Dans ces deux circonstances des projets de traités furent exquissés.

De 1899 à 1903, des négociations diplomatiques se poursuivirent à différentes reprises au sujet de la Palestine entre le sultan Abdul Hamid et le Dr Th. Herzl. Des projets de traités furent également discutés. Certes, chaque fois qu'il se rendait à Constantinople, Herzl s'y faisait accompagner par un des directeurs de la *Banque coloniale juive*. Mais ce n'est que parce que le peuple Juif ne jouissait pas de la personnalité du droit des gens et qu'il fallait un organe juridique capable de contracter. Il n'en est pas moins vrai que Th. Herzl se présentait devant le sultan comme chef de l'Organisation sioniste.

Pendant la guerre MM. Sokolow et Weitzmann, le premier membre du Petit Comité d'Action sioniste, le second membre du grand Comité d'Action, entrèrent en pourparlers, au sujet de l'obtention de la Palestine pour le peuple juif, avec les gouvernements de l'Entente et principalement avec le gouvernement anglais. La déclaration Balfour du 2 novembre 1917 parle d'un *foyer national* en Palestine pour le *peuple juif* (*a national home for the jewish people*). Les gouvernements alliés, comme nous l'avons vu, endossèrent cette déclaration qui tout dernièrement vient d'être insérée dans le projet de traité avec la Turquie. *C'est là de leur part la reconnaissance formelle, publique qu'ils considèrent les Juifs dispersés dans le monde entier, ou tout au moins la plus grande partie de ces Juifs comme faisant partie d'une seule et même nation. Ainsi l'unité nationale juive est faite non seulement à l'intérieur, au regard de l'immense majorité des Juifs, mais aussi à l'extérieur aux yeux des autres peuples.*

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉTAT JUIF EN TANT QUE NÉCESSITÉ JUIVE ET UNIVERSELLE

CHAPITRE PREMIER

De la tendance de la nation juive vers une organisation d'Etat

SECTION I

Tendance de la nation à se constituer en Etat

Nous avons vu que la nation (1) est l'expression d'une évolution lente d'éléments divers qui tous concourent à la formation d'une âme nationale, d'un génie particulier. La nation a une vie et par conséquent des buts propres ; elle tend en premier lieu, comme tout ce qui existe, à se conserver, en deuxième lieu à s'accroître, à s'agrandir ; elle

1. Les deux notions d'Etat et de nation n'ont pas toujours été suffisamment dégagées par les auteurs. Les anciens comme Grotius, Vattel, Gérard de Raynoull ainsi que certains auteurs modernes : Dudley, Field, Klüber, Keffter, les confondent et font usage indifféremment de l'une comme de l'autre. Mais la plupart des auteurs modernes n'acceptent pas cette synonymie. Ortolan, Fiore, Calvo, Pradier-Fodéré, de Holtzendorff, Bluntschli, Esmein, Despagne, de Lapradelle, Duguit font une distinction nette entre l'Etat et la nation. Les auteurs qui encore de nos jours emploient ces termes l'un à la place de l'autre se hâtent de reconnaître qu'ils ne font que suivre un usage.

poursuit en outre des fins particulières eu égard aux autres nations. Pour le succès de ses entreprises la nation a besoin de sécurité et de liberté. Sans ces conditions son développement est entravé : l'être collectif en souffre aussi bien que les individus qui le composent.

L'oppression d'une nation par une autre l'empêche de développer sa langue, ses institutions, parfois même sa religion. La nation opprimée en résistant à l'envahissement que l'opprimeur s'ingénie à effectuer dans tous les domaines de la vie nationale, use ses forces dans une lutte de chaque minute, souvent très pénible et dans laquelle beaucoup de ses membres succombent. La soumission à la domination d'autrui, c'est la participation obligatoire à la réalisation des projets de la puissance dominatrice et la renonciation forcée à celle de ses aspirations propres. La conscience nationale de l'opprimé peut gagner en acuité à ce conflit, il n'en reste pas moins que son libre développement demeure entravé. Il s'agit donc pour la nation de s'organiser de telle façon qu'elle puisse sans obstacle réaliser sa destinée. Cette organisation c'est l'*Etat*. L'*Etat* seul est capable de procurer l'ordre et la liberté dont la nation a besoin.

L'*Etat* ne forme pas un être distinct de la nation. C'est la constitution d'une puissance publique, d'une volonté qui commande à l'intérieur et qui sait se faire respecter au dehors. Par ses attributions de souveraineté intérieure : droit de commander à tous ceux qui habitent le territoire ; et de souveraineté extérieure : droit de représenter la nation et de l'engager dans ses relations avec les autres nations, l'*Etat* procure à la collectivité nationale les conditions les plus favorables à son progrès.

Entre l'*Etat* et la nation il n'y a donc pas antinomie. Sauf pourtant dans un cas : lorsque l'*Etat* est pluri-national

et que les diverses nationalités qui le composent aspirent à devenir des Etats distincts ; ou bien lorsque ces nationalités, sans aspirer à l'indépendance et par conséquent à la séparation ne trouvent cependant pas dans l'Etat souverain qui les régit, du fait même de la domination exercée par l'une ou plusieurs d'entre elles, la possibilité d'un libre développement. L'Etat pluri-national ne peut donner satisfaction aux nationalités qui le composent qu'à la condition que chacune d'elles soit complètement libre ou pour mieux dire que toutes jouissent d'une égale liberté. En fait cela n'existe pas, car chaque collectivité a des facultés inhérentes à elle-même, des forces instinctives d'expansion et de domination, et à l'intérieur d'un même Etat il n'est pas de digues capables de s'opposer à celles de ces collectivités susceptibles de devenir plus puissantes, tout groupement plus fort étant amené inévitablement à abuser de sa force (1). Le consentement de diverses nationalités à rester groupées dans le même Etat peut être la conséquence de la nécessité seule, ou encore de l'absence d'une conscience nationale suffisamment développée.

En dehors de ces cas limités, chaque nation qui veut vivre sa vie nationale, cherche à s'affranchir de toute contrainte extérieure, à s'organiser, à se diriger elle-même.

L'Etat se présente donc comme une des formes de la nation : sa forme juridique. « La société Etat, dit M. Esmein, incarne un fait social, qui ne se trouve dans aucun autre groupement humain et dont elle est la traduction juridique et la réalisation parfaite. Elle correspond à une nation, produit de la nature et de l'histoire (2). » L'Etat est la nation

1. La protection des minorités par un organisme supérieur aux Etats ne sera efficace que le jour lointain où cet organisme, accepté de tous, possèdera toute la force et toute l'autorité nécessaires, pour se faire obéir.

2. *Éléments de droit constitutionnel*, p. 35.

elle-même considérée comme corps politique (Fiore). » « Les Etats sont les nations organisées (Bluntschli). » Pour M. de Lapradelle, l'Etat « est une réalité du monde juridique. Peuple, nation sont des êtres vivants. L'Etat qui naît et meurt avec un peuple, une nation, et qui vit avec eux, n'en est que le reflet dans le monde du droit (1) »...

SECTION II

Le principe des nationalités

Le droit des nations à disposer librement de leur sort, à s'émanciper, à s'affranchir du joug étranger, fut pour la première fois proclamé par la Révolution française. « La nation française, déclare la Constituante le 22 mai 1790, renonce à entreprendre aucune guerre dans le but de conquête et n'emploiera jamais de forces contre la liberté d'aucun peuple. » Elle ne devait pas s'en tenir là ; la conséquence logique de ce principe était tirée par la Convention lorsque le 19 novembre 1792 elle promettait « fraternité et secours à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté ». Et la déclaration de 1793 proclame : « Les peuples sont respectivement indépendants et souverains, quel que soit le nombre des individus qui les composent et l'étendue de territoire qu'ils occupent. »

Les idées de la grande révolution firent leur chemin à travers le monde. Le xix^e siècle, dénommé très justement le siècle des nationalités, vit naître les Etats de l'Amérique du Sud, l'unité allemande, l'unité italienne, l'indépendance grecque, la séparation de la Belgique et de la Hollande, l'in-

1. *Droit constitutionnel*, t. I, p. 28.

dépendance roumaine, serbe et monténégrine. Le début du ^{xx}e siècle ajouta, à cette liste la Bulgarie, et la guerre qui vient de finir ayant provoqué la dislocation de la Russie, de l'Autriche-Hongrie et de l'empire ottoman, tous les peuples qui étouffaient sous l'oppression étrangère prirent leur essor. C'est ainsi que les Ukrainiens, les Polonais, les Tchéco-Slovaques, les Croato-Slovènes, les Lithuaniens, les Lettons, les Géorgiens, les Finlandais se constituèrent en autant d'Etats distincts. Les peuples de l'Entente avaient d'ailleurs depuis le début des hostilités hautement proclamé le droit de chaque nation à disposer librement d'elle-même. N'a-t-on pas assisté ces derniers temps à ce spectacle si satisfaisant, n'étaient les compétitions et les querelles du chauvinisme, d'une foule de nations, petites ou moyennes, s'organisant et se donnant un pouvoir central régulier ? Le mouvement part de l'Europe et se propage dans les autres continents.

Aucune de ces nations ne s'arrête à mi-chemin ; elles aspirent toutes à l'indépendance complète et se constituent en Etats qui exigent la reconnaissance de leur liberté. Le protectorat d'une puissance plus forte n'est réclamé que lorsque la nation — ou son gouvernement — se sent trop faible en raison des ennemis qui l'entourent. Et même dans ce cas, elle ne manque pas d'exiger une large autonomie. Il n'y a d'ailleurs là qu'une situation temporaire. L'Etat « qui n'a pas la plénitude de la souveraineté, dit M. de Lapradelle, n'est pas normal et stable ; il est en crise, en souffrance. L'État « mi-souverain » tend, soit à se réformer en entier, soit à s'effacer en totalité (1) ».

1. *Op. cit.*, p. 45 à 46.

SECTION III

**Tendance de la nation juive à se constituer
en Etat**

Par ce seul fait qu'elle forme une nation, la collectivité juive se développe dans le sens de l'organisation la meilleure pour atteindre ses buts : l'*Etat Juif*. Qu'on le veuille ou non, à moins d'enlever aux Juifs leur conscience nationale, aucune force au monde ne pourra les empêcher de ne pas cesser d'avoir cette tendance.

Le besoin de s'organiser à part, de se diriger eux-mêmes, de jouir d'une complète autonomie et aussi de l'indépendance a été profondément ressenti par les Juifs, même après qu'ils se fussent dispersés à travers le monde. C'est ce que nous prouve l'étude des organisations autonomes qu'ils se sont données dans tous les pays où ils ont vécu. Le sionisme est la forme moderne qu'a suscitée ce besoin. C'est par lui que s'effectua à la fin du XIX^e siècle le réveil de la nation juive ; celle-ci fut emportée à son tour par le puissant courant d'émancipation nationale qui a fait renaître tant de peuples. Le sionisme est la dénomination d'une tendance analogue à celle qui a été suivie chez les Italiens, les Grecs, les Allemands, les Roumains etc., et qui, comme nous l'avons déjà dit vient de provoquer la naissance d'une foule de nouveaux Etats ; il est *l'expression juive du principe des nationalités*.

Nous étudierons ici en premier lieu les organisations autonomes des Juifs depuis leur dispersion et en second lieu la préparation du peuple juif par le sionisme en vue de la future vie d'Etat. Nous nous proposons non seulement d'établir la

preuve de cette tendance des Juifs, à se donner une organisation politique propre mais encore de prouver la réalité de leurs capacités.

§ 1. — ORGANISATIONS AUTONOMES DES JUIFS
DEPUIS LEUR DISPERSION

Dans son souci de conservation le peuple juif a partout exigé des privilèges particuliers susceptibles d'assurer son existence comme groupement distinct. Les communautés juives, dans l'antiquité, aussi bien celle d'Alexandrie que celle de Rome, d'Antioche ou de Cyrénaïque, étaient protégées par des chartes leur assurant la libre pratique du culte ainsi qu'une organisation politique et juridique propre. Elles avaient leurs chefs et leurs tribunaux. A Alexandrie, le chef de la communauté, l'*ethnarque* était indépendant de l'autorité municipale. D'une façon générale les communautés juives de l'empire romain étaient administrées par un sénat ou conseil des anciens qui nommait les magistrats ayant à s'occuper des intérêts généraux.

Mais c'est en Babylonie que les Juifs jouirent du maximum de liberté. Là, les *gaons* ou chefs des écoles de Soura et de Poumbedita étaient les dirigeants spirituels de la nation, tandis que les *Exilarques* exerçaient l'autorité temporelle. La fonction d'exilarque, devenue héréditaire, ne disparut qu'en 970. Il y eut un moment où les Juifs babyloniens formèrent un Etat presque indépendant, lequel dura près de sept ans.

Sous la domination arabe les Juifs conservèrent leur organisation autonome. Au XI^e siècle, le khalife *Mohamed Almouk-tafi* mit à la tête de toutes les communautés de son empire un Juif riche, *Salomon*, auquel il donna le titre de prince. « C'était, dit Graetz, un véritable exilarque, entouré d'une

pompe presque royale... » (1) Un des successeurs de celui-ci, *Samuel Bar-Abi*, s'arrogea le droit de nommer les rabbins et les juges et de percevoir les impôts des communautés. Il devint « peu à peu le chef incontesté de tous les Juifs d'Asie, depuis Damas jusqu'aux Indes et depuis la mer Caspienne jusqu'à l'Arabie » (2). A la même époque les Juifs d'Egypte avaient un chef, *Naguid* ou *Reïs*, investi d'attributions religieuses et judiciaires.

En Espagne, en France, en Allemagne les Juifs étaient soumis à leurs propres tribunaux ; il était défendu sous peine d'excommunication à un Juif de traduire un coreligionnaire devant un tribunal chrétien. Les communautés de Champagne et de Bourgogne nommaient un prévôt chargé de représenter leurs intérêts auprès du seigneur (3). Celle de Narbonne était gouvernée par un *naci* ou *gaon*.

En Pologne, les Juifs avaient leurs tribunaux rabbiniques, dont la compétence s'étendait aussi bien en matière civile qu'en matière pénale. Un synode, dit des quatre pays (*Waad harba haarotzoth*), formant comme une Cour suprême sur la Grande et Petite Pologne, la Russie et la Volhynie, se réunissait deux fois par an à Lublin et à Yaroslav. Ce synode était investi du droit d'excommunication et pouvait aussi infliger des amendes (4). Il disparut en 1764, lorsque le roi *Stanislas-Auguste Poniatowski* décréta sa dissolution. La Lithuanie possédait en outre un Synode autonome dit *Synode des quatre régions de Lithuanie* avec Brest et plus tard Vilna pour capitales. On comprend dès lors combien l'étude du Talmud qui leur servait de code civil et religieux, leur était

1. *Op. cit.*, vol. IV, p. 132.

2. *Id.*, vol. IV, p. 135.

3. Th. Reinach, *op. cit.*, p. 104.

4. Graetz, V, p. 291.

nécessaire. « Les études talmudiques, dit M. Reinach, étaient donc pour les Juifs une nécessité pratique, comme celle du Digeste en pays de droit romain, du Code dans notre société française, puisque tous les principes du droit étaient renfermés dans le Talmud.

Ainsi dans tous les pays les Juifs jouirent d'une organisation autonome. Car nous pouvons encore signaler les communautés de Hollande, notamment celle d'Amsterdam, dirigée par des chefs nommés *parnassim*. Les Juifs de l'empire ottoman ont eu jusqu'à l'écroulement de cet empire une organisation reconnue à la tête de laquelle se trouvait le *Chacham Bachi*, ou grand rabbin. Les Juifs tunisiens jouissent encore aujourd'hui d'une certaine autonomie administrative et judiciaire (1). Jusqu'à la révolution les juifs russes restèrent soumis aux lois et tribunaux rabbiniques. Leurs communautés étaient officiellement autorisées à percevoir certains impôts, devant servir à l'entretien du culte, des cimetières des institutions de bienfaisance, des écoles, etc.

D'une façon générale au cours du xix^e siècle les privilèges de juridiction dans un grand nombre de pays habités par les Juifs tombèrent en désuétude ou furent abolies, mais l'organisation des communautés demeura, parfois même avec un caractère officiel. Aujourd'hui l'autonomie des communautés juives de l'Europe orientale et centrale ressuscite sous la forme moderne de l'autonomie nationale. Sur ce dernier point nous renvoyons à notre première partie, chapitre VII.

Pour le sujet que nous traitons dans ce travail il est intéressant de constater la rapidité avec laquelle les colons juifs de Palestine ont su se créer une vie et une organisation communales. L'autonomie administrative des villages juifs de

1. Chalom, *Les Israélites de la Tunisie, leur condition civile et politique*, thèse soutenue à la faculté de droit de Paris, 1908, p. 52 et suiv.

Palestine est complète. Chaque village est dirigé par un Comité (*Vaad*), élu annuellement par l'Assemblée générale des habitants au suffrage universel des hommes et des femmes possédant des terres à leurs noms ou habitant la colonie depuis au moins deux ans. Le *Vaad* est aidé par plusieurs commissions dont : une commission d'évaluation pour la répartition des impôts, une commission scolaire, une commission chargée de la sécurité publique, etc. Une commission d'arbitrage règle les conflits entre les habitants et souvent même ceux entre Juifs et Arabes (1). Dans les rapports avec les autorités turques, chaque colonie était représentée par un *moukhtar* ou collecteur d'impôts. La vie politique s'est considérablement développée en Palestine depuis 1918. Les Juifs de Palestine élirent même une Assemblée constituante au suffrage universel des hommes et des femmes. Il y a là un embryon qui pourra se développer avec l'arrivée en Palestine de nouveaux éléments.

§ 2. — PRÉPARATION DU PEUPLE JUIF PAR LE SIONISME EN VUE
DE LA FUTURE VIE D'ÉTAT

Les fondateurs du sionisme moderne ont pensé organiser le peuple juif tout entier et le doter d'institutions politiques susceptibles de se développer dans le futur Etat juif (2). Ceci devait avoir le triple avantage : d'utiliser méthodiquement les forces de la nation ; de préparer celle-ci progressivement à la vie publique moderne ; d'éviter enfin les inconvénients d'une transition brusque. Th. Herzl, après avoir affirmé

1. Nous tenons les renseignements qui précèdent de la brochure de M. Tolkovsky, *la Colonisation juive en Palestine*. Paris, 1919, p. 45.

2. « Nous pouvons résumer en un mot notre activité et sa marche : Nous organisons le peuple juif en vue de sa prochaine destinée. » Herzl, disc. ouv. IV^e Congrès, St. Pr. IV, K., pp. 119 à 130.

dans sa fameuse brochure que les Juifs étaient en possession de tous les matériaux nécessaires à l'érection d'un Etat, attribuait à la personne morale que devait constituer la « Society » la création « des institutions indispensables aux premiers temps... De celles-là, disait-il devront plus tard sortir et se développer les institutions publiques de l'Etat juif ». De la même idée était également pénétré le Dr Bodenheimer, avocat à Cologne, un des premiers collaborateurs de Herzl. Le rapport sur l'organisation sioniste qu'il présenta au Premier Congrès, débutait par l'exposé de la théorie de l'Etat et de ses organes (1). « Les sionistes, déclara-t-il, créèrent, en même temps que leur programme, l'organisation nationale avec tous ses rouages susceptibles d'un développement ultérieur subordonné à l'idée d'Etat, expression juridique de la volonté nationale » (2). Il ajoutait : « Puisque momentanément seuls nous représentons le peuple juif, nous avons comme Assemblée nationale juive, forts de l'adhésion d'une notable partie du peuple, à préparer les institutions qui pourront être considérées comme les préconditions de vie d'un Etat. »

Les statuts (3) de l'organisation sioniste établis au II^e Congrès, modifiés à plusieurs reprises sur des points particuliers, subirent un remaniement important en 1911 au X^e Congrès. Les rouages de l'organisation sioniste sont dans l'ordre d'importance : le Congrès, le Comité central et le Comité d'action.

Les sionistes sont groupés par fédérations selon les pays qu'ils habitent ou selon leurs tendances :

1. « Nous pouvons résumer en un mot notre activité et sa marche. Nous organisons le peuple juif en vue de sa prochaine destinée. » Herzl, disc. ouv. IV^e Congrès, St. Pr. IV, K., pp. 119 à 130.

2. St. Pr. X, K., p. 121.

3. « Nos statuts sont notre constitution... » Wolffsohn, discours d'ouverture au X^e Congrès, St. Pr. X, K., p. 12.

A) *Le Congrès*

Le Congrès (1) se compose de délégués élus dans le monde entier par les payeurs de Chekel, c'est-à-dire par les Juifs qui se sont affiliés à l'organisation sioniste en acquittant une cotisation annuelle minime ; celle-ci était jusqu'il y a un an de 1 fr. 25, quand elle fut élevée par le Comité d'Action à 3 francs, mais pour certains pays seulement.

Cette cotisation sert à couvrir les frais de l'organisation (Congrès, secrétariat permanent, etc.) Etant donnée sa modicité on ne saurait la considérer comme un cens électoral, mais simplement comme une modeste source de revenus en même temps qu'un moyen de dénombrement.

Sont électeurs au Congrès tous les payeurs de Chekel âgés de dix-huit ans. Pour être éligible il faut avoir vingt-quatre ans (art. 27). Les élections ont lieu par l'intermédiaire des sociétés sionistes. Celles-ci ont droit à un délégué par 400 Chekalim fournis depuis le Congrès précédent (art. 26, al. 1). Les sociétés qui ont fourni dans cet intervalle moins de Chekalim sont groupées ensemble de façon à ce qu'elles atteignent le chiffre de 400. Le vote est direct et secret (art. 28). Les procès-verbaux constatant les élections doivent être envoyés au plus tard deux semaines avant le Congrès, au Comité d'Action et au Comité de la Fédération respective (art. 29).

Une commission de validation de cinq personnes, nommée par le Comité Central, examine la régularité des élections trois jours avant la réunion du Congrès (art. 31). La décision

1. « Le Congrès est la plus haute Assemblée législative de l'organisation sioniste (art. 17). » Nous mettons entre parenthèses les articles des statuts.

appartient au Congrès. Chaque délégué a une seule voix (art. 33, al. 1). Le mandat impératif n'est pas admis (art. 33, al. 2).

Le sionisme prépare le Juif encore dans l'exil à la vie civique. Le sioniste vote, est élu, dirige des sociétés, parfois des masses entières d'hommes ; il rend publiquement compte de son action. Le délégué fait part au Congrès des vœux de ses mandants et de retour dans ses foyers il expose à ceux-ci les débats et les résolutions du Congrès. Il arrive plus d'une fois que les candidats sont choisis suivant un programme. Tout se fait en conformité des principes de la vie publique moderne. Ainsi la représentation nationale des Juifs du monde entier a complètement atteint le but que lui avait assigné son génial initiateur quand il disait : « Ainsi se créera un organe pour les besoins communs, une tribune pour les vœux et les griefs de nos frères. La chose juive doit être soustraite au bon plaisir des particuliers si bien intentionnés qu'ils soient. Il nous faut un Forum devant lequel il puisse être rendu compte de ce que chacun fait ou fait faire dans l'intérêt public. A cela aucun homme de bonne foi ne saurait s'opposer (1). »

Ce que nous venons de dire prouve le caractère profondément démocratique du sionisme. Depuis l'apparition de celui-ci tout le monde ne peut plus s'improviser représentant du peuple juif et agir pour le compte de ce dernier de par sa situation de fortune, sociale ou politique. C'est là un des plus importants et des plus sains changements produits par le courant sioniste, car il signifie l'émancipation du peuple juif de la tutelle de ses riches philanthropes, lesquels, au lieu d'élever les caractères, les avilissent par leurs aumônes et

1. Hagani, *op. cit.*, p. 95, extrait du programme élaboré par Herzl, au nom de la Commission provisoire.

tiennent le peuple dans leur dépendance. Qui dit sionisme, dit lutte de la démocratie juive sous l'inspiration d'un idéal national, contre la ploutocratie, contre ceux que Herzl appelait : la gens des notables (*das Notabeltum*). Le sionisme, dit Herzl, est l'émancipation intérieure du peuple juif, le renversement du joug des philanthropes, l'abolition de la tutelle philanthropique, la démocratisation des Institutions juives et la prise de la conduite des affaires juives les plus importantes notamment par le peuple (1). La seule philanthropie pour un peuple que connaisse le fondateur du sionisme moderne, est la politique.

De cette idée que le sionisme est un mouvement démocratique sont imprégnés tous les sionistes, sans exception. « Je crois, disait le Dr Marguliès au X^e Congrès, que la pensée démocratique n'est pas qu'une idée dans le sionisme, mais qu'elle est précisément la base même du sionisme (2). » Et pour mieux faire ressortir cette idée il ajoutait : « Dans le monde juif non sioniste règne aujourd'hui la gens des notables (*das Notabeltum*). »

Le Congrès fonctionne en quelque sorte comme une Assemblée législative ; il est pour ainsi dire le Parlement du peuple juif dans l'exil. Cette assimilation du Congrès à un Parlement revient très fréquemment dans les discours des délégués. « Nous sommes plus qu'un Parlement de sionistes, nous sommes le Parlement des Juifs de 23 Etats du monde », s'écriait Israël Zangwill au VII^e Congrès (3). Le député au Reichsrath autrichien, Adolphe Stand, s'exprimait en ces termes au VIII^e Congrès : « Avant de prendre la parole, je dois remplir l'obligation de saluer le haut Congrès au nom du

1. H. Z. S. *Die Juedische Kolonialbank*, t. I, p. 298.

2. St. Pr. X, K., p. 239. Rapport sur les statuts.

3. St. Pr., VII, K., p. 70.

Club des députés juifs d'Autriche. Le Club des députés juifs au Parlement autrichien regarde avec fierté vers le Parlement juif et espère beaucoup de lui... (1) »

Cette idée d'un Parlement que les sionistes se font du Congrès détermine la haute tenue de celui-ci.

Tout ce qui n'est pas digne d'un Parlement est impitoyablement censuré (2). Cette correction et l'aspect imposant du Congrès ont vivement frappé tous ceux qui y ont pu assister.

La marche des travaux du Congrès est déterminée par un règlement spécial; celui-ci indique le mode d'élection du bureau, les prérogatives et devoirs des président, vice-président, assesseurs, censeurs, les droits et devoirs des délégués tels que le droit d'interpellation et de pétition; enfin les règles d'après lesquelles sont dirigées les séances et sont constituées les diverses commissions.

Les attributions du Congrès sont, d'après l'article 17 des statuts, déterminées comme suit : *a*) prise en considération et examen des rapports présentés par le Petit Comité d'action sur toutes les institutions sionistes ; *b*) établissement du programme d'activité et du budget pour la période administrative suivante ; *c*) prise en considération, discussion et vote des propositions du Petit Comité d'action, du Comité d'action, du Comité central et des délégués ; *d*) prise en considération et discussion des interpellations des délégués ; *e*) élections.

Ce fut pour la première fois au X^e Congrès qu'on proposa le budget pour la période suivante (3). Jusqu'alors il n'y avait pas eu de prévision de recettes ni de dépenses ; le Comité d'action se bornait à rendre simplement compte des sommes qu'il avait recueillies et de celles qu'il avait dépensées. Mais

1. St. Pr., VIII, K.

2. Voir par exemple, St. Pr., VI, K., p. 205.

3. St. Pr., X, K., p. 315.

ce qu'il y a de curieux, c'est que le budget fut voté avant l'élection du nouveau Comité d'action, ce qui amena cette juste observation de la part d'un délégué : « Nous nous trouvons dans une singulière situation. Tout Parlement qui vote un budget, sait à quel gouvernement il le confie, tandis que nous, nous nous trouvons dans cette situation que nous ne savons pas encore à qui nous confions notre budget (1). »

L'ordre du jour d'un Congrès est publié au plus tard trois semaines avant sa réunion (art. 36).

Les Congrès ont des aspects variés et intéressants. Le premier Congrès présente plutôt le caractère d'une Constituante ; les autres Congrès ressemblent aux assises d'un Parlement. Par moment ils prennent l'air d'une Académie des sciences comme le V^e Congrès où l'on remarque entre autres un discours du Dr Max Nordau sur les moyens de relèvement économique des Juifs ; des rapports : du Dr Jeremias Posen, sur la démographie et l'hygiène ; de M. N. Sokolow, sur la science du Judaïsme ; de Martin Buber, sur l'art juif. Parfois il se transforme en une tribune d'où le peuple juif crie au monde ses souffrances, comme le IV^e Congrès où furent présentés des rapports très substantiels sur la malheureuse situation des Juifs dans les divers pays et particulièrement en Roumanie.

Afin que l'on puisse se faire une idée des questions qui sont débattues aux Congrès sionistes nous donnons ici l'ordre du jour du dernier Congrès qui eut lieu du 2 au 9 septembre 1913 à Vienne : mardi, 2 septembre 8 heures du soir, séance d'ouverture : discours d'ouverture, par le Président du Petit Comité d'Action, le professeur Dr Otto Warburg ; discours sur « la vie juive dans la diaspora », par M. N. Sokolow ; discours sur le « nouveau Judaïsme en Palestine »

1. St. Pr., X, K., p. 315.

par le Dr Schmarja Lewin ; élection du bureau du Congrès. Mercredi, 3 septembre : rapport sur l'activité du Comité d'Action, par le Dr Arthur Hantke, et discussion. Jeudi, 4 septembre : continuation et fin de la discussion ; rapport sur l'« activité du Fonds National juif depuis le X^e Congrès », par le Dr Arthur Ruppin ; rapport sur le « fonds de culture Kedem », par M. Feldstein. Vendredi, 5 septembre : discussion sur ces trois rapports. Lundi, 8 septembre : « l'activité culturelle en Palestine », par M. Ussisckin ; « la question de la fondation d'une Université juive en Palestine » par le professeur Dr Ch. Weizmann ; discussion. Mardi, 9 septembre : l'activité des Banques sionistes depuis le X^e Congrès, par le Dr N. Katzenelsohn ; discussion ; présentation et vote du budget pour 1913-1914 ; élections.

Le Congrès nomme diverses Commissions : de validation, des finances, d'organisation, de colonisation, de culture, de la Banque. C'est la « Commission permanente, » laquelle après délibération propose au Congrès les candidats dans les diverses Commissions.

A l'occasion de chaque Congrès une foule de petits Congrès, conférences, réunions et meetings des diverses fédérations, tendances ou fractions sionistes ont lieu. Les petits Congrès et conférences durent parfois deux à trois jours et se tiennent avant, pendant ou après le Congrès. Si le premier Congrès sioniste fut une « improvisation étonnamment réussie (1) » qui s'imposa à l'estime générale par le sérieux de ses débats, le XI^e Congrès fut une grandiose manifestation de la puissance du sionisme et de sa capacité organisatrice.

Le nombre des délégués aux Congrès a beaucoup varié : au premier il y en eut environ 200 ; au VI^e 592 ; au XI^e envi-

1. *Die Welt*, 1898, n° 7.

ron 450. Les variations dépendent des circonstances politiques et économiques des pays habités par les Juifs ainsi que de bien d'autres causes.

Les cinq premiers Congrès se tinrent à intervalle d'une année ; les Congrès postérieurs n'eurent plus lieu que chaque deux ans. Au total il y a eu onze Congrès. Les trois premiers se tinrent à Bâle (1897, 1898, 1899), le quatrième à Londres (1900), les cinquième, sixième et septième à Bâle (1901, 1903, 1905), le huitième à la Haye (1907), le neuvième à Hambourg (1909), le dixième de nouveau à Bâle (1910) et le onzième à Vienne (1913). Donc sept Congrès sur onze ont eu lieu dans l'hospitalière ville de Bâle.

La guerre a mis un obstacle absolu à la réunion du Congrès. La situation très trouble depuis l'armistice dans la plupart des pays habités en grand nombre par les Juifs, la baisse du change, ainsi que certaines autres causes ont empêché jusqu'à présent la convocation du XII^e Congrès.

B) *Le Comité Central. — La Conférence annuelle*

Le X^e Congrès a institué un « Comité Central » qui doit délibérer et prendre des décisions concernant les questions importantes qui intéressent l'organisation sioniste dans l'intervalle d'un Congrès à l'autre (art. 38). Le Comité Central se compose :

- a) Des membres du Comité d'Action ;
- b) Du Président du dernier Congrès ;
- c) D'un représentant du Directoire du Jewish Colonial Trust, de l'Anglo-Palestine Company et du Fonds National Juif ;
- d) Du président de la juridiction du Congrès et de l'Administration du Congrès (Kongressanwalt) ;
- e) Des délégués des Fédérations.

Chaque Fédération sioniste d'au moins 400 payeurs de Chekel a droit à un délégué. Si le nombre de ceux-ci est de plus de 2.000, deux délégués, plus de 4.000, trois délégués, et à partir de 6.000 un délégué par 4.000 (art. 40).

Le Comité Central a les mêmes attributions que le Congrès, mais il n'a pas le droit de changer les statuts de l'organisation ni les résolutions du Congrès, ni d'élire le Comité d'Action sioniste (art. 38). Le Comité Central se réunit en conférence dite *Conférence annuelle*, dans le courant de l'année où le Congrès ne se tient pas. La Conférence annuelle lui permet d'entendre le rapport du Petit Comité d'Action et de prendre certaines décisions notamment quant au budget (art. 43).

C) *Le Comité d'Action*

Le pouvoir exécutif est concentré entre les mains du Comité d'Action ; celui-ci se compose d'un grand et d'un petit Comité d'Action. Depuis le X^e Congrès le grand Comité d'Action est appelé Comité d'Action tout court, tandis que l'autre a conservé sa dénomination particulière.

Le *Comité d'Action* se compose de vingt-cinq membres élus par le Congrès (art. 44). Il se réunit au moins tous les trois mois sous la convocation du Petit Comité d'Action. Le Comité d'Action rend compte de son activité au Congrès et au Comité Central.

Le *Petit Comité d'Action* est appelé à exécuter les décisions du Congrès, du Comité Central et du Comité d'Action (art. 50, al. 1^{er}). Il se compose de 5 à 7 membres. Il est élu par le Congrès, mais c'est lui qui choisit dans son sein et nomme son président. Les démissionnaires sont remplacés par des membres du Comité d'Action.

Le premier président du Petit Comité d'Action, le D^r Th.

Herzl, avait pris le début, grâce à ses grandes qualités de chef, une place exceptionnelle. C'est lui qui pensait et agissait ; les autres membres du Comité paraissaient plutôt ses conseillers.

C'est surtout à sa mort (1904) qu'on se rendit réellement compte de la place énorme que Herzl tenait dans l'organisation et de la presque impossibilité de le remplacer. « La mort de Herzl, disait son meilleur ami, Max Nordau, dans son panégyrique au VII^e Congrès, a provoqué dans le sionisme une véritable crise. Nous nous étions tous habitués à le laisser penser et agir pour nous tout seul, et quand brusquement il nous eut quittés nous nous trouvâmes comme décapités (1). » Comme il ne se trouvait parmi les sionistes aucune personnalité aussi forte que celle de Herzl — Max Nordau avait refusé de lui succéder — on pensa à instituer désormais effectivement la responsabilité collective du Petit Comité d'Action et d'accorder une plus grande importance au grand Comité d'Action (2). Le VII^e Congrès choisit un Petit Comité d'Action, composé de huit membres. Mais le fait que toutes ces personnes habitaient des villes et des pays différents constituait une entrave à la bonne marche de l'organisation. Les statuts votés au X^e Congrès prévirent que la majorité des membres du Petit Comité d'Action dont le Président doivent habiter la même ville (art. 50, al. 2). La conséquence fut que certains membre du Petit Comité d'Action se virent obligés de transférer leur domicile dans la ville habitée par le Président. Ceci ne fut possible que du jour où l'organisation sioniste prévut dans son budget certaines sommes destinées à couvrir ces dépenses. Le premier siège du Petit Comité d'Action fut

1. St. Pr. VII^e, K., p. 21, voir aussi disc. du Dr Braude, p. 185 et du Dr Ehrenpreis, p. 290.

2. St. Pr. VIII, K., p. 287.

Vienne où vivait Herzl, le second Cologne, ville où habitait Wolffsohn et le troisième Berlin, domicile du professeur Warburg.

Nous avons dit que les sionistes regardent le Congrès comme le pouvoir législatif et le Comité d'Action comme le pouvoir exécutif. Tant que vécut Herzl la séparation entre les deux pouvoirs n'était pas absolue. Th. Herzl, président du Petit Comité d'Action était en même temps président du Congrès ; ce fut le cas des six premiers congrès. Il est à remarquer toutefois que pendant la lecture du rapport du Comité d'Action, ni Herzl, ni aucun autre membre du Petit Comité d'Action ne préside. Au VII^e Congrès, le désir d'une séparation complète se fit jour. Le Dr Kokesch, rapporteur d'un projet de modifications aux statuts de l'organisation sioniste demandait un changement de cet ordre. « Eu égard à la personnalité de notre chef défunt, Herzl, nous avons jusqu'à présent un système qui consistait en ce que le président du Comité d'Action fut en même temps président du Congrès. Mais, comme notre grand chef est mort, nous sommes d'avis, que nous devons nous en tenir au principe parlementaire et insérer par conséquent dans nos statuts cette clause que les membres de l'exécutif ne doivent pas être élus à la présidence du Congrès (1). » Ce principe n'ayant pas été respecté, le Dr Pashmanik, reprenant les paroles d'un délégué américain le Dr Mugnes, qui avait dit que les membres du Petit Comité d'Action constituent le ministère sioniste et qu'ils doivent comme tels siéger au banc des ministres, proposa au VII^e Congrès qu'à l'avenir les membres du Petit Comité d'Action ne pussent plus faire partie de la Présidence du congrès. Le Comité d'Action disait-il « forme notre gouvernement et

comme tel il ne doit pas diriger le Parlement (1) ». La séparation définitive s'effectua au IX^e Congrès lorsque ni le Président ni les vice-présidents de celui-ci ne furent plus choisis au sein du Petit Comité d'Action (2).

D) *Fédérations*

L'organisation sioniste universelle se compose de fédérations établies par pays en conformité des lois locales. Chaque fédération se compose à son tour de sociétés sionistes ou sections. A la tête de chacune d'elles se trouve un Comité central élu par la Conférence des délégués des sociétés du pays, lequel doit se réunir au moins une fois tous les deux ans. Ces Conférences prennent dans certains pays, comme nous le verrons plus loin, les proportions de véritables Congrès.

Depuis le X^e Congrès, les statuts de l'organisation sioniste permettent la constitution de fédérations non plus seulement par pays, mais aussi par tendance politique, religieuse ou autre pouvant comprendre plusieurs pays : tel est le cas de l'organisation des sionistes croyants ou pratiquants : *Mis-rachi* et des sionistes socialistes : *Poale Sion*. Pour qu'une semblable organisation puisse exister il faut qu'elle réunisse au moins 3.000 payeurs de Chekel et qu'elle soit autorisée par le Petit Comité d'Action (art. 13). Le Comité Central constitue la juridiction d'appel en cas de refus du Petit Comité d'Action (art. 14).

1. St. Pr. VIII, K. p. 37.

2. St. Pr. IX, K., p. 26-27.

E) *Etat de l'organisation sioniste en 1913*

Voici d'après le rapport du Comité d'Action présenté au XI^e Congrès l'état du sionisme dans les divers Etats du monde en 1913 (1) :

Australie, trois sociétés sionistes. Egypte, plusieurs sociétés et un journal : *La reconnaissance Juive*. Argentine, plusieurs sociétés et un journal : *Die Judische Hoffnung*. Belgique, 5 sociétés, un journal : *Hatikwah*. Bukovine, 21 sociétés, dont 8 d'étudiants et 4 féminines ; en outre, des Comités dans six villes ; deux journaux sionistes : la *Volkswehr* et le *Volksrat* ce dernier comme organe de la Fédération. Bulgarie, plusieurs sociétés, un journal : *Kaschofar*. Canada, 33 sociétés sionistes, deux journaux : *The Jewish Times*, en anglais et *Der Adler*, en iddich. Allemagne, organe officiel : *Die jüdische Rundschau*, 88 sociétés, 83 hommes de confiance, 450 réunions en 1912. A la Conférence annuelle de 1912 participèrent 120 délégués. Angleterre : Deux Fédérations sionistes : « Order of Ancient Maccabeans » et « English Zionist Federation » avec un Conseil commun : « Joint Zionist Council of the United Kingdom ». Organe officiel : *The Zionist*, mensuel. France : 7 sociétés, dont 4 à Paris, 2 à Tunis, une à Nice. Publication : *l'Echo Sioniste*. Galicie : payeurs de Chekel et cotisants à la contribution du Parti sont répartis entre 173 groupements. En outre il existe 150 sociétés. Organes officiels : *Tagblatt* en iddich, *Wschod* hebdomadaire et *Moriah*, mensuel en polonais, *Haschahar* pour la jeunesse et une publication en hébreu : *Snunith*.

1. Bericht des Actions : Comités der Zionistischen Organisation an den Zionisten Kongress, Wien, 1913, p. 31-77.

Grèce : plusieurs sociétés à Volo, Corfou, en Crète, etc.
Hollande : 28 groupes. Organe officiel : le *Joodsche Wachter*, 70 réunions de propagande en 1912-1913. Italie : plusieurs sociétés sionistes. Roumanie : une centaine de sociétés, Journaux sionistes : *Egalitatea*, *Turierul Israelit*, hebdomadaires ; *Zionul* et *Bar Kochba*, mensuels. Russie : les sociétés ne pouvaient fonctionner que clandestinement. Les autorités considéraient l'organisation sioniste comme illégale par suite de l'extension abusive d'une décision du Sénat qui ne s'était prononcé que sur un cas d'espèce. La police effectuait de fréquentes perquisitions domiciliaires. Plus d'une fois les sionistes se virent frapper de l'amende ou de la prison ou des deux à la fois. Publications *Rasswiet* (en russe) et *Haolam* (en hébreu), hebdomadaires, *Hazéfirah* quotidien, hébreu. Suisse : 16 sociétés. Scandinavie : 4 sociétés. Afrique du Sud : 120 sociétés s'échelonnant depuis le Cap jusqu'au Congo. A la Conférence annuelle de 1912 participèrent 70 délégués. Pays slaves du sud : des sociétés à Sarajewo, Zagreb, Lipik, etc., etc. Turquie : 5 sociétés, Hongrie : plus de 30 sociétés. Organes du Parti : le *Zsido Szemlé* bimensuel. Etats-Unis d'Amérique : 162 sociétés. Organe officiel *The Maccabean*, New-York et en iddisch *Das yddische Volk*. Autriche occidentale : 137 sociétés, dont plus d'une vingtaine de sociétés d'étudiants. Organes : *Judische Zeitung*, *Selbstwehr*, *Palästina*, et un journal en langue tchèque. Quelques détails maintenant au sujet des deux organisations internationales : Misrachi et Poale Zion. Misrachi : Organe officiel : *Haibri*, plusieurs autres journaux servant aussi ses intérêts. Adhérents en Galicie, Russie, Roumanie, Hongrie, Palestine, Amérique, Allemagne. Poale Zion se compose de plusieurs fédérations formant une Union, dont la forme supérieure est la *Conférence* poale-sioniste, qui se réunit tous les deux ans. L'Union avait un bureau divisé

depuis la troisième Conférence en deux secrétariats : 1^o Secrétariat pour l'activité générale et politique avec siège à Vienne, et : 2^o secrétariat pour l'activité pratique en Palestine avec siège à Jaffa (Palestine). L'Union comprend 3820 membres. En Amérique l'Union a créé la société ouvrière juive nationale avec 2.000 membres, 7 écoles nationales, une société *Achwah* pour la création de colonies coopératives ou de cités jardins en Palestine. Organe : *Bulletin Poale-Zion*, mensuel, pour les membres seulement. En Autriche les sionistes-socialistes ont fondé plusieurs sociétés corporatives. Publications : *Der Jüdische Arbeiter*, hebdomadaire iddich à Lemberg, *Nasze Hasla*, en polonais, publié par la société des étudiants *Cheoth* ; *Zidowski Lidowy hist* en tchèque. A la place de cette dernière devait paraître : *Die Fahne*, en allemand. Mentionnons encore deux organes mensuels : *Der Handelsangestellte* et *Dië jüdische Arbeiterjugend*. En ce qui concerne son activité en Palestine nous mentionnons les deux publications *Haachduth*, en hébreu et *Das Land*, en iddich. L'activité de l'organisation Poale Zion s'est étendue aussi en Belgique, Bulgarie, etc.

La statistique du nombre des Chekelistes est édifiante en ce qui concerne l'accroissement des forces de l'organisation sioniste. En 1907-1908 — 76.583 Chekelistes ; en 1908-1909 — 106.224 ; en 1909-1910 — 71.530 ; en 1910-1911 — 104.364 ; en 1911-1912 — 88.081 ; en 1912-1913 — 130.000 (1). On remarque que les années de Congrès (1908-1909, 1910-1911, 1912-1913) provoquant un accroissement du nombre des adhérents.

La fortune totale de l'organisation sioniste s'élevait en 1910-1911 à 10.724.500 francs et en 1912-1913 à 11.282.500

1. Pr. XI, C. rapp. du Dr Hantke, p. 43.

francs. Si l'on considère aussi les entrées des Fédérations et des sections locales, des lycées de Jaffa et de Jérusalem et de Bezalel et autres institutions, on arrive à un chiffre supplémentaire d'au moins 2 millions et demi de francs de dons et contributions annuels. Voici les dépenses de l'organisation centrale, c'est-à-dire seulement du Comité d'Action : 1908-1909 — 109.000 marks ; 1909-1910 — 158.000 ; 1910-1911 — 157.000 ; 1911-1912 — 145.000, 1912-1913 — 202.000 marks.

F) Bref aperçu de l'état de l'organisation sioniste pendant la guerre de 1914-1918 et depuis

Pendant la guerre, l'organisation sioniste s'est maintenue intacte. Les relations entre les sionistes des divers pays furent entretenues par l'intermédiaire du Bureau sioniste de Copenhague. Même de leurs tranchées, les soldats juifs envoyaient leurs cotisations à l'organisation sioniste de leur pays, comme ce fut le cas pour ceux d'Allemagne.

Dans l'œuvre de secours aux victimes juives de la guerre ce furent encore les sionistes qui les premiers se montrèrent actifs. Pour eux, il s'agissait moins d'une œuvre de secours que d'une œuvre de salut national, de politique nationale. Les premiers qui s'organisèrent en Russie pour distribuer les secours, ce furent les sionistes par les groupements locaux, les sociétés et les hommes de confiance. « Par une froide nuit d'hiver, en 1914, raconte le Dr S. Bernstein, plusieurs dizaines de milliers de Juifs, chassés, victimes de la politique de destruction qu'exerçait le régime tsariste, arrivèrent devant les portes de Varsovie. Tel était l'état pitoyable de l'administration dans les communautés juives polonaises, adeptes de l'assimilation, qu'en cette heure désastreuse elles se trou-

vèrent complètement désemparées. Les institutions de la « Kéhila », qui n'étaient ni démocratiques, ni sociales, ne surent venir en aide aux malheureux expulsés. Alors, l'organisation sioniste polonaise se montra à l'œuvre. Dans la même nuit, au cours de quelques heures, elle leur procura des gîtes hospitaliers dans des milliers de maisons juives (1). »

Et pour la Galicie.

« L'administration des communautés juives galiciennes, caractérisées par la négligence et l'absence d'esprit démocratique, se trouva impuissante dans le péril. Le désordre régnait dans les institutions communales... Seul un groupe d'hommes restèrent à leur poste : les sionistes organisés. Ils accomplirent des miracles. L'on peut alléguer, sans tomber dans l'exagération, que sans l'aide de l'organisation sioniste, la population juive, en Galicie, aurait succombé. Ecoles, asiles d'enfants, bibliothèques, cuisines populaires, ambulances, ateliers, surgirent comme par enchantement. Ce que les adeptes de l'assimilation accomplissaient dans leur administration communale, sans grand succès, devenait, sous la direction sioniste, une source créatrice (2). »

Pendant les dernières années de la guerre et plus particulièrement depuis la fin des hostilités le nombre des adhérents à l'Organisation sioniste s'est accru dans des proportions considérables.

Rien qu'en Amérique on compte aujourd'hui plusieurs centaines de mille de Chekelistes.

Le sionisme peut être appelé l'éducateur politique du peuple juif. C'est grâce à lui que, d'« élément chaotique » que celui-ci

1. Dr S. Bernstein, *le Sionisme, ses tendances et son organisation*. Lausanne, 1919, p. 43-44.

2. Dr S. Bernstein, *op. cit.*, p. 44.

M. Bernfeld

était devenu au ^{xix}e siècle, il s'est transformé en une nation consciente de son idéal, politiquement préparée à se donner l'organisation juridique indispensable à son libre développement, celle d'Etat Juif. Le droit qu'on accorde aux Lettons, Esthoniens, Ukrainiens, Géorgiens, Tartares, Albanais ne saurait être raisonnablement refusé aux Juifs.

SECTION IV

Reconnaissance de la légitimité des aspirations du peuple juif vers le self-government

En 1902, la Grande-Bretagne offrait aux Juifs le territoire de la presqu'île de Sinaï dénommé : *El Arisch*. En 1903, la même puissance offrait un autre territoire situé cette fois dans l'Afrique Orientale. Dans les deux cas il était question d'une colonisation comportant une certaine autonomie. Voici les points essentiels des privilèges que la Grande-Bretagne désirait accorder aux Juifs en Afrique Orientale : « la concession d'une étendue de terre considérable, la nomination d'un fonctionnaire juif à la tête de l'administration locale ainsi que la garantie de la pleine liberté d'agir dans la colonie en ce qui concerne la législation municipale, les questions religieuses et celles d'ordre exclusivement administratif (1). »

La Grande-Bretagne reconnaissait donc la légitimité des aspirations du peuple juif vers une organisation autonome et se déclarait prête à les satisfaire dans une large mesure.

La déclaration Balfour du 2 novembre 1917 exprimait la même manière de voir de cette puissance, mais cette fois au

1. Lettre de sir Clement Hill, sous-secrétaire d'Etat britannique aux Colonies à M. Greenberg, en date du 14 août 1903. St. Pr. VI, K., p. 219.

sujet de la Palestine. Que le « national home for jewish people » devait comporter l'autonomie cela ne fait plus aucun doute lorsqu'on a lu les paroles prononcées par lord Robert Cecil, ancien ministre du Blocus et sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, au meeting de l'Opéra de Londres du 2 décembre 1917. Lord Robert Cecil fait l'éloge de l'Angleterre d'avoir enseigné et pratiqué l'autonomie : « ... l'empire britannique a été la première organisation qui ait enseigné ce principe à l'univers, et l'une des grandes causes pour lesquelles nous nous sommes engagés dans cette guerre est de donner à toutes les nations le droit de se gouverner et de suivre leurs destinées, sans s'inquiéter des menaces de leur voisin plus puissant. L'un des plus grands pas que nous ayons faits dans cette direction, — à mon avis, le plus grand à certains égards, — est notre reconnaissance du mouvement sioniste (1). » C'est dans le même sens que M. Nahum Sokolow interprétait la déclaration Balfour à la manifestation qui eut lieu à Manchester, le 9 décembre 1917 (2). La déclaration ayant été insérée dans le traité de paix avec la Turquie l'idée du droit du peuple juif à un développement autonome a reçu sa consécration officielle de la part des puissances alliées.

1. *La Grande-Bretagne, la Palestine et les Juifs*, Londres, 1918, p. 22.

2. *Ibid.*, p. 51.

CHAPITRE II

De l'établissement d'un régime de droit et de sécurité pour la nation juive par son organisation en Etat.

SECTION I

Dix-huit siècles d'oppression. Un régime sans droit

Pendant plus de dix-huit siècles, les Juifs n'ont pas fait preuve d'une volonté propre ; durant tout ce laps de temps, ils furent obligés de subir l'action de volontés étrangères, de se plier à des circonstances qu'ils n'avaient point déterminées et de souffrir les plus atroces persécutions. Ils ont toujours dépendu d'autrui dans leurs personnes et dans leurs biens. La bonne ou la mauvaise humeur, le caprice, la cupidité, la haine, la vengeance, le mépris, le fanatisme et fort souvent l'intérêt ont guidé ceux entre les mains de qui se trouvait leur sort. Les Juifs furent des tolérés à l'égard desquels tout était permis, même et surtout le manque de tolérance. Instabilité, insécurité, précarité, voilà ce qui caractérise la vie du peuple juif depuis sa dispersion. « Il reste encore presque incompréhensible qu'il ait pu s'accommoder de l'effroyable sentiment d'éternelle insécurité, de la terreur perpétuelle du lendemain qui lui a été infligée pendant de longs siècles (1). »

1. Max Nordau, *Les Juifs aux XIX^e et XX^e siècles*, p. 12.

§ 1. — EMPIRE ROMAIN (1).

Au début, les Juifs jouirent dans l'empire romain d'une assez large tolérance et il en fut de même jusqu'au jour où la crainte du prosélytisme juif détermina des mesures destinées à l'enrayer. Beaucoup de Juifs étaient devenus citoyens romains par affranchissement. Cette qualité, devenue à cette époque très onéreuse, leur fut acquise à tous en vertu de l'édit de Caracalla.

Dans les premiers siècles, Juifs et chrétiens vécurent souvent en bonne intelligence. Mais avec l'accession au trône de l'empereur Constantin (323), de persécutée l'Eglise devint persécutrice. A l'instigation du clergé, Constantin et ses successeurs édictèrent contre les Juifs une foule de lois restrictives : fermeture du Temple de Jérusalem ; prohibition des sacrifices ; défense de circoncire les esclaves, de contracter mariage selon la loi juive ; interdiction sous peine de mort de se marier avec des femmes chrétiennes ; encouragement à la conversion par des avantages successoraux attribués aux enfants apostats. Un enfant apostat ne pouvait être déshérité même s'il avait commis un crime contre son père. Le Juif qui avait amené un chrétien à accepter la circoncision était puni de mort. Il était interdit aux Juifs de posséder des esclaves chrétiens et de juger des chrétiens. Ils ne pouvaient être revêtus d'aucune fonction publique civile ou

1. Nous avons puisé les renseignements historiques qui vont suivre dans l'admirable *Histoire des Juifs*, en cinq volumes de Graetz, traduite de l'allemand en français par MM. Wogue et Moïse Bloch et dont le dernier tome a paru en 1897. Ces cinq volumes constituent un résumé fait par l'auteur lui-même d'un travail plus vaste en douze volumes. Nous avons aussi largement utilisé l'*Histoire des Israélites depuis la ruine de leur indépendance nationale jusqu'à nos jours*, par M. Théodore Reinach, IV^e édition, parue en 1910.

municipale. D'autres mesures encore étaient destinées à entraver le culte lui-même. Ainsi il fut défendu d'élever de nouvelles synagogues. En fait de mesures vexatoires il faut citer aussi celle qui ordonnait la remise au Trésor impérial de l'argent recueilli pour le Temple de Jérusalem. En revanche on imposait aux Juifs, à qui on défendait l'exercice des fonctions publiques, les dures charges curiales.

Après une courte trêve durant le règne de l'empereur Julien, les persécutions reprirent sous ses successeurs. En 395, après la mort de Théodose le Grand, l'empire romain fut divisé en deux parties. Les Juifs de l'empire byzantin eurent à subir de nouvelles défenses établies par la législation inique de Justinien (527-565) : il leur fut interdit entre autres de témoigner en justice contre des chrétiens. On intervint jusque dans la réglementation du culte : la Pâque juive dut être célébrée après les Pâques chrétiennes ; il fut interdit de réciter la prière de Schema, comme contraire au dogme de la Trinité et de se servir d'autres livres que des traductions grecques ou latines de la Bible. La pratique de la religion fut formellement, mais sans succès, prohibée par Léon, le Philosophe (886-911).

Les lois restrictives des Codes théodosien et justinien formeront l'arsenal où le moyen âge puisera largement dans sa lutte implacable contre les Juifs.

§ 2. — BABYLONIE

Sous les dominations macédonienne des Séleucides et parthe des Arsacides, les Juifs menèrent une vie paisible. La dynastie perse des Sassanides se montra également tolérante envers eux. Ils jouirent même à cette époque (III^e s.) d'une

semi-indépendance. Les écoles de Soura et Pumbedita devinrent florissantes. Ces rapports amicaux furent troublés au iv^e siècle par le fanatisme des mages. Au v^e siècle les persécutions devinrent plus sérieuses, notamment sous Jездигерд II quand on enlevait des enfants juifs pour les élever dans la religion de Zoroastre. Firouz et Kobad (520) anéantirent l'autonomie des communautés juives et fermèrent les écoles talmudiques, ce qui obligea beaucoup de docteurs à émigrer en Palestine. Après une nouvelle période de tranquillité sous Chosroès le Grand (531-579), les persécutions reprirent sous son fils. Des périodes de trouble et de tranquillité se succédèrent ensuite jusqu'au moment de l'invasion des Arabes.

§ 3. — ARABIE ET EMPIRE ARABE

L'établissement des Juifs en Arabie remonte à la destruction du premier Temple. D'autres vinrent plus tard notamment de Babylonie au iii^e siècle lors des persécutions qui eurent lieu sous les rois sassanides. Médine surtout était peuplée par les Juifs. Il y eut même un royaume juif qui disparut en 529. Les Juifs vivaient en tribus comme les Arabes avec lesquels du reste ils entretenaient d'excellentes relations. Ils participèrent même activement au développement de la littérature arabe et eurent au vi^e siècle un poète illustre : As. Samuel. Cette situation changea dès l'apparition de Mohamed qui se proposa de convertir tous les Juifs à sa religion. Au début il se montra très bienveillant, mais quand il s'aperçut que leur résistance était insurmontable il les prit en haine et les pourchassa. Il écrivit alors une célèbre soura (la soura de la vache) remplie d'invectives à leur égard. Comprenant que les Juifs étaient un obstacle aussi bien à la

propagation de sa nouvelle religion qu'à l'extension de ses ambitions politiques il engagea la lutte contre les tribus juives qu'il vainquit non sans une très vive résistance de la part de ses dernières. Le calif Omar qui lui succéda continua la lutte et expulsa de Kaïbar les seuls Juifs qui fussent encore en Arabie.

Malgré ces débuts hostiles, les Juifs de Palestine, Syrie et Mésopotamie favorisèrent la conquête arabe afin de se débarrasser du joug oppresseur des empereurs grecs et des rois perses. Ce qui n'empêcha pas Omar II d'établir des mesures restrictives connues sous le nom de « législation d'Omar », qui rappellent celles des empereurs de Constantinople. Il leur refusa l'accès des fonctions publiques, le droit de juger des musulmans, de témoigner en justice et de porter une bague à cachet ; il leur défendit de construire de nouvelles synagogues, d'embellir les anciennes, de prier à voix haute, de monter à cheval ; il leur imposa un vêtement de couleur spéciale et les obligea à payer un impôt personnel et foncier tandis que les musulmans en étaient exempts. Le séjour à Jérusalem leur fut également interdit. Il faut pourtant reconnaître que ces lois ne furent pas très rigoureusement appliquées. En outre les califes de Bagdad (Abassides) se montrèrent moins sévères que leurs prédécesseurs de Damas.

Sous le règne de Haroun-ar Raschid et de ses fils, réputés pour leur tolérance et leur justice, les Juifs furent néanmoins persécutés. Leurs souffrances furent surtout grandes en Palestine lors de la guerre que se firent les fils de Haroun (809). Cependant vers la fin du ix^e siècle la situation des Juifs dans l'empire arabe était devenue de nouveau florissante. Ils occupèrent même des fonctions publiques. Au début du ix^e siècle les Juifs furent persécutés en Egypte. Le khalife Hakim « les obligea à s'attacher au cou un bloc de bois de six livres

et à garnir leurs vêtements de clochettes pour signaler leur présence de loin » (1), parce qu'il avait appris que les Juifs se refusaient à exécuter son ordre de porter au cou un veau d'or s'ils n'acceptaient pas les croyances des chiïtes. Au x^{ix}^e siècle, lors de la conquête du Maroc, les Juifs de ce pays eurent à choisir entre la conversion à l'Islam et l'exil. Une partie d'entre eux émigrèrent en Espagne, en Italie et dans d'autres pays, mais la plupart acceptèrent momentanément l'islamisme (1146).

§ 4. — ESPAGNE

On trouve des Juifs en Espagne au moins depuis Titus et Adrien qui les avait amenés comme captifs. Sous la domination des rois wisigoths ariens, ils vécurent heureux jouissant de tous les droits civils, ayant accès aux fonctions publiques, pouvant convertir des esclaves et contractant des mariages mixtes, jusqu'au jour où le roi Recared eût embrassé le catholicisme (589). A partir de ce moment et jusqu'à l'invasion arabe, c'est-à-dire pendant plus d'un siècle, il ne sera question que de spoliations arbitraires, conversions forcées et expulsions en masse.

Sous l'inspiration des évêques les rois prirent des mesures très rigoureuses envers les Juifs. Recared entre autres restrictions, défendit aux Juifs d'acquérir des esclaves. Sisebut en renouvelant les édits de son prédécesseur leur enjoignit de se défaire même des esclaves qu'ils possédaient déjà. Il les mit en outre dans l'obligation d'opter entre le baptême et l'exil. Les uns se soumirent, les autres émigrèrent en France et en Afrique (612).

Sous Swintila les émigrés revinrent en Espagne et les con-

1. Graetz, p. 39.

vertis retournèrent au Judaïsme. Mais de nouvelles persécutions éclatèrent sous Sisenaud. Nouvel exil et nouvelles conversions sous Chintila, tandis que sous Chindaswind les convertis revinrent publiquement à leur ancienne foi. Les persécutions reprirent sous Receswinth (652-672) quand les convertis durent jurer une seconde fois fidélité à leur nouvelle religion. S'ils jouirent ensuite sous le règne de Wamba (672-680) d'un certain répit, de terribles souffrances les attendaient sous Erwig. Pour la troisième fois les convertis durent abjurer le Judaïsme et signer un acte de foi.

La situation des Juifs ne s'améliora que sous la domination arabe quand ils purent pratiquer librement leur religion. Ils devinrent très riches notamment à Cordoue et occupèrent les plus hautes fonctions publiques (1). Ibu Nagrela, dénommé Naci (prince), fut le tout-puissant vizir d'un roi de Grenade. Son fils Joseph occupa les mêmes fonctions, mais par suite de certaines intrigues il fut massacré avec 1.500 familles juives ce qui provoqua un courant d'émigration dans les autres provinces. A cette époque l'Espagne du Nord était chrétienne, celle du Midi musulmane. Les Etats chrétiens furent au début très tolérants. Alphonse III, roi de Castille, après la prise de Tolède ne remit pas en vigueur les lois wisigothes. Tout au contraire il donna force de loi aux coutumes locales qui faisaient des Juifs les égaux des bourgeois et des seigneurs. Il employa des Juifs dans les fonctions publiques, même en qualité de conseillers et d'ambassadeurs.

Les Etats maures pratiquaient la même politique envers les Juifs dont plusieurs obtinrent le titre de vizir et de naci (prince). Vers le milieu du ^{xiii}^e siècle la situation changea, avec la conquête des Almohades sur les Almoravides. Les

1. Graetz, IV, p. 32.

Juifs du Maroc furent obligés de se convertir et ceux de l'Espagne musulmane se dirigèrent vers les royaumes chrétiens. Le roi Alphonse VI leur réserva un accueil hospitalier et Tolède devint un important centre juif. Pendant la première moitié du xiv^e siècle leur situation était encore excellente.

« Sous le règne du puissant et habile Alphonse XI, la situation des Juifs était si satisfaisante, surtout par rapport à celle de leurs frères des autres pays, que cette époque fut presque pour eux l'âge d'or » (1). Cette situation ne devait pas durer. Le triomphe de la maison de Transtamare (1369) que les Juifs avaient combattue comme partisans de Pierre le Cruel amena un changement complet. Les dispositions canoniques furent érigées en loi de l'Etat. Le roi Henri ordonna le port de la rouelle et la régente Dona Catalina de Castille obligea les Juifs à demeurer dans les « *juderias*, » nom espagnol du ghetto. On défendit aux Juifs d'occuper des fonctions publiques et de prendre des noms castillans.

Le 6 juin 1391, la populace de Séville, excitée par Fernand Martinez, mit le feu au quartier juif ; la moitié de la communauté périt, le reste accepta le baptême. Soixante-dix autres villes présentèrent le même spectacle. En Aragon, la plupart des communautés furent anéanties (2).

A la suite du colloque de Tortose l'antipape Benoît XIII défendit aux Juifs de lire le Talmud et les ouvrages de polémique anti-chrétienne. Le nombre des convertis devint considérable. Les Marranes (nouveaux chrétiens) restaient cependant attachés au Judaïsme et le pratiquaient en secret.

A partir du xv^e siècle, la persécution se concentra particulièrement sur les Marranes. Sous Henri IV, roi de Castille,

1. Graetz, VI, p. 263.

2. Th. Reinach, *op. cit.*, p. 171.

des troubles éclatèrent à Cordoue et à Ségovie. Mais la persécution n'atteignit son point culminant que sous les rois catholiques Ferdinand et Isabelle qui arrachèrent au pape Sixte IV l'autorisation d'introduire l'Inquisition dans leur royaume. Le premier tribunal commença à fonctionner en 1480 à Séville. Quinze mille arrestations furent opérées ; 398 personnes furent brûlées dans cette ville et 1.200 dans l'archevêché de Cadix au cours de l'année 1481. L'Inquisition fut introduite dans l'Aragon. En 1483, Thomas de Torquemada fut nommé inquisiteur général. En quatorze ans, il y eut quatre-vingt mille procès et six mille victimes, Maures et Juifs. La persécution dirigée au début contre les Marranes s'étendit aux Juifs. En 1480, on renforça l'édit qui obligeait les Juifs à demeurer dans le ghetto en ne tolérant qu'une seule porte d'entrée ou de sortie. En 1485, on expulsa la plupart des Juifs d'Andalousie. Ce fut le prélude de l'expulsion générale et définitive ordonnée le 31 mars 1492 du palais de l'Alhambra par Ferdinand et Isabelle sous le motif que les Juifs détournaient les Marranes du christianisme. Un délai de quatre mois leur était accordé pour liquider leurs biens et quitter la Castille, l'Aragon, la Sicile et la Sardaigne.

Le 30 juillet 1492, deux cent mille Juifs prirent le chemin de l'exil sans avoir la certitude de trouver ailleurs un abri. Quelques-uns d'entre eux qui s'étaient réfugiés en Navarre en furent bientôt expulsés. Le Roussillon et Gênes ne les acceptèrent même pas. Naples les accueillit, mais ils y furent décimés par la peste.

Ceux qui s'étaient dirigés vers les côtes d'Afrique y furent vendus comme esclaves par les capitaines des vaisseaux. Certains trouvèrent un refuge en Avignon, un grand nombre en Turquie et quatre-vingt mille au Portugal.

§ 5. — PORTUGAL

Les Juifs du Portugal menèrent une vie tranquille jusqu'à la fin du xv. siècle. Mais lorsque les exilés d'Espagne frappèrent aux portes de ce pays voisin, il ne leur fut accordé qu'un permis de séjour de huit mois. Ceux qui restèrent après cette date furent réduits en esclavage dont ils ne furent tirés qu'en 1495 par le roi Emmanuel. Ce même roi dut promettre leur expulsion lors de son mariage avec Isabelle de Castille. Par une ordonnance du 4 décembre 1496 il les mit en demeure de choisir entre l'exil, le baptême et la mort. Il fit baptiser de force tous les enfants de moins de quatorze ans et refusa les moyens de transport à ceux qui voulaient partir. Presque tous les Juifs se convertirent. Même convertis il leur fut défendu d'émigrer. De nouvelles souffrances les attendaient. Pendant une grande sécheresse la foule excitée par les dominicains se rua sur les nouveaux chrétiens et tua plus de deux mille d'entre eux (19 avril 1506). Malgré l'opposition du pape Clément VII, Jean III introduisit l'Inquisition. D'autre part il ne permit pas aux Marranes d'émigrer.

En revanche, beaucoup d'entre eux furent jetés en prison et brûlés sur le bûcher. L'Inquisition accrut sa sévérité après la conquête du Portugal par Philippe II roi d'Espagne (1580). Les Marranes tentèrent de nouveau d'émigrer. Le seul pays qui s'ouvrit à eux furent les Pays-Bas.

§ 6. — FRANCE

Dès le temps de la République romaine, sous César, on trouve des Juifs en Gaule. A l'époque des invasions il y en avait

dans le Midi, en Aquitaine, en Auvergne, à Orléans et même à Paris et en Belgique. Tant que dura la domination païenne ou même arienne ils demeurèrent libres.

L'oppression commença du jour où Clovis, roi des Francs et Sigismond, rois des Burgondes, embrassèrent le christianisme. Les prohibitions établies par les conciles furent sanctionnées par les rois francs qui appliquèrent en outre le Code Théodosien. De son côté Sigismond prit des mesures restrictives, lesquelles furent confirmées par ses successeurs. En 629 Dagobert mit les Juifs dans l'alternative de choisir entre le baptême et l'exil.

Les Juifs devaient réapparaître sous les premiers carolingiens qui se montrèrent très tolérants. Charlemagne fit même venir deux savants juifs à qui il confia l'instruction de leurs coreligionnaires. Il permit aux Juifs de Narbonne de posséder des terres et même d'y employer des chrétiens. Louis le Débonnaire accorda aux Juifs le droit de voyager librement, d'employer des ouvriers chrétiens et de faire le commerce sans restrictions d'aucune sorte. Les foires qui devaient se tenir le samedi furent fixées au dimanche. Il était défendu de soumettre les Juifs à l'épreuve de l'eau et du feu. Un fonctionnaire spécialement nommé avait pour mission de défendre leurs droits. L'évêque Agobard s'opposa vainement à ces mesures. D'après ses lettres on constate que la situation des Juifs était très prospère à cette époque ; ils possédaient des esclaves, élevaient des synagogues et entretenaient des rapports amicaux avec les chrétiens.

Avec l'affaiblissement du pouvoir royal, le haut clergé put donner libre cours à son hostilité envers les Juifs. Ainsi l'archevêque de Sens expulsa les Juifs de son diocèse ; à Béziers, tous les ans le dimanche des Rameaux, la populace les attaquait à coups de pierres ; à Toulouse, on pratiqua la colaphi-

sation, usage qui ne disparut qu'au ^{xiii}e siècle. Les rois eux-mêmes « sous la garde et mainbournie » de qui ils se trouvaient, finirent par les persécuter.

Au cours d'une grande partie du ^{xiii}e siècle la situation des Juifs fut généralement assez bonne. Dans le Nord de la France ils constituaient de riches communautés et habitaient même les villages.

Cependant les souffrances ne leur furent pas épargnées. Pour la première fois, en France, l'accusation de crime rituel fut lancée contre les Juifs de Blois. Ceux-ci au nombre de cinquante et un moururent sur le bûcher, sur l'ordre du comte Théobald de Chartres (1171). En 1191 plus de cent Juifs furent brûlés à Bray-sur-Seine. Au cours de la IV^e Croisade les prédications de Foulques de Neuilly encouragèrent les pillages et la proscription des Juifs. Un peu plus tard, Philippe-Auguste (1180-1223), qui avaient besoin d'argent fit jeter en prison tous les Juifs du domaine royal. Il ne les remit en liberté que moyennant une rançon et, après avoir annulé toutes les créances qu'ils avaient sur les chrétiens, il les expulsa (1182). Quelques temps après (1198) bien des barons ayant bannis leurs Juifs, Philippe les accueillit dans son royaume, car il les considérait comme des éponges qu'il fallait laisser d'abord gonfler pour pouvoir ensuite les presser avec fruit. Mais ils n'eurent plus le droit de circuler librement, car ils furent attachés comme des serfs à la glèbe.

Sous le bref règne de Louis VIII la croisade contre les Albigeois prit fin. Simon de Montfort et le roi de France passèrent au fil de l'épée les Juifs de Béziers avec tout le reste de la population. Ce même roi imposa au comte de Toulouse de ne plus nommer des Juifs comme baillis ou fermiers.

Sous le règne de Saint-Louis (1226-1270) les croisés traitèrent les Juifs avec une grande cruauté dans l'Anjou, le Poitou

et en Bretagne. Plus de 3.000 Juifs furent mis à mort (1236). Saint-Louis interdit aux Juifs de posséder des immeubles (1232). En 1240 il fit brûler 24 charretées de livres juifs et particulièrement des exemplaires du *Talmud*. En 1248 nouvelle condamnation. En 1269 il ordonna le port de la rouelle afin que de tous côtés les infâmes pussent être reconnus de loin.

Au temps de Philippe le Bel (1285-1314) la calomnie du meurtre rituel fut renouvelée contre les Juifs de Troyes, ville où treize des plus riches de la communauté furent brûlés le 23 avril 1288. Par suite d'un ordre de Philippe le Bel le 22 juillet 1306, le lendemain du jeûne du 9 Ab, tous les Juifs de France furent emprisonnés, leurs biens confisqués et leurs créances annulées. Pendant qu'ils étaient en prison on leur signifia l'arrêt d'expulsion pour « crimes abominables ». En septembre 1306 ils quittèrent la France au nombre de près de cent mille sans autre fortune que leurs vêtements. Quelques années après Louis X les rappela sur l'insistance de la noblesse et du peuple, mais l'autorisation de séjourner dans le royaume ne leur fut accordée que pour douze ans, avec promesse de les avertir une année d'avance en cas de nouvelle expulsion. Revenus de nouveau, surtout dans le Midi, les Juifs furent accablés de nouveaux malheurs ; durant la croisade des Pastoureaux (1320) des bandes fanatisées massacraient les Juifs. Plus de 120 communautés furent anéanties. De nouvelles tueries eurent lieu sous Philippe V. Celui-ci expulsa à son tour les Juifs en 1322. Quarante ans après, pour regarnir son trésor le dauphin Charles les rappela en France. Cependant Charles VI décréta de nouveau leur expulsion (17 septembre 1394), leur laissant six semaines pour régler leurs affaires. Ce fut une proscription générale en ce sens qu'elle s'appliqua à tous les Juifs du Nord comme du Midi et définitive-

parce que pendant près de cinq siècles il ne sera plus question d'eux en France. Les Juifs de Lyon furent expulsés en 1440 et ceux de Provence en 1487. Cependant un certain nombre de Juifs portugais s'établirent en France, en 1550, en vertu de lettres patentes de Henri II confirmées successivement par Henri III, Louis XIV et Louis XV. N'ayant été enregistrées qu'au Parlement de Bordeaux, ces lettres patentes n'eurent force exécutoire que dans cette ville. Vers la fin du xvii^e siècle seulement ces Juifs portugais furent autorisés à reprendre ouvertement le culte mosaïque. C'était par simple tolérance administrative que quelques rares Juifs pouvaient séjourner dans les autres villes.

L'ordonnance de Charles VI fut étendue aux territoires acquis postérieurement. Elle fut renouvelée sous Louis XIII. En 1567 le maréchal de Vieilleville autorisa quelques familles à s'établir à Metz. En 1670, accusation de meurtre rituel, répétée en 1775 à Colmar. On comptait en Alsace à la veille de la Révolution 19.000 Juifs. En 1784 on interdit l'immigration des Juifs étrangers dans cette province. Les Juifs alsaciens demeuraient soumis à diverses restrictions, entre autres ils ne pouvaient se marier sans permission expresse du roi.

La grande Révolution changea la situation légale des Juifs français. Ceux-ci devinrent citoyens français et jouirent de tous les droits. Cependant en prévision de l'émancipation, il fut provoqué en Alsace des désordres au cours desquels les paysans détruisirent les titres de créances, et beaucoup de Juifs durent se réfugier à Bâle. L'installation du « culte de la déesse Raison » amena le pillage des synagogues ; celle de Metz fut changée en parc à bestiaux. La célébration du sabbat et de la Pâque fut interdite, les rabbins furent pourchassés « et cela à l'heure même où les armées victorieuses de la République portaient dans toutes les contrées où elles péné-

traient le principe de l'émancipation religieuse inscrit sur leurs drapeaux » (1).

Napoléon convoqua une Assemblée des Notables Juifs et ensuite un Sanhédrin. Par décret en date du 17 mars 1808, il apporta, pour une durée de dix années, des restrictions à la liberté commerciale des Juifs. Il fut en outre défendu aux Juifs étrangers de s'établir dans les départements rhénans ou alsaciens, et aux Juifs de ces contrées de s'installer en territoire français à moins de devenir agriculteurs. A l'expiration des dix années le décret ne fut pas renouvelé. En 1831, le culte israélite fut inscrit au budget de l'Etat. Le serment *more judaico* fut aboli quelques années plus tard. Jusqu'en 1880 les Juifs français n'eurent pas à se plaindre de persécution. A cette date naquit et se développa un mouvement antisémitique très violent qui aboutit en 1894 à la retentissante affaire Dréyfus et atteignit son point culminant au moment du procès Zola en 1898. La France, après l'Allemagne, avait introduit chez elle la théorie antisémitique des races dont nous allons dire quelques mots lorsque nous parlerons de l'Allemagne. Un siècle après l'émancipation le pays des droits de l'homme retentissait du cri : A bas les Juifs !

ALGÉRIE

Les 60 mille Juifs algériens furent émancipés en 1870 par le décret Crémieux. Les Arabes en prirent prétexte pour s'insurger en 1871. Même les Français d'ancienne date ou récemment naturalisés se montrèrent hostiles au décret d'émancipation. « Dans les dernières années du XIX^e siècle dit Th. Reinach, sous l'empire d'excitations diverses l'antisémi-

1. Th. Reinach, *op. cit.*, p. 294.

tisme prit en Algérie, surtout dans les grandes villes, les proportions d'un danger public. » (1). En 1898 il y eut des émeutes à Mostaganem et Alger où la populace reçut l'appui des municipalités.

L'antisémitisme n'a pas diminué d'intensité en Algérie malgré la brillante participation des Juifs algériens à la guerre de 1914-1918. Ceux-ci avaient cru pouvoir espérer que, tout au moins certaines exclusions dont ils étaient frappés, disparaîtraient à la fin de la tourmente. Malgré les multiples interventions du Comité d'études sociales d'Alger les doléances des Juifs algériens n'ont pas encore reçu satisfaction. Ce Comité qui se propose de combattre l'antisémitisme en tant que programme politique signale trois dispositions particulièrement injustes : 1° l'exclusion des israélites de la participation aux concessions et adjudications des terres domaniales ; 2° la limitation du droit de vote aux Délégations financières ; les Juifs ne sont admis à voter qu'à l'âge de trente-cinq ans au lieu de vingt-cinq ans pour le reste de la population ; 3° le régime antidémocratique d'inscription sur les listes électorales consulaires, grâce auquel un nombre infime d'Israélites peuvent exprimer leur suffrages.

Pour caractériser l'antisémitisme algérien il suffit d'ajouter que pendant vingt-cinq ans l'Association des Etudiants a refusé d'admettre dans son sein les étudiants et les professeurs Juifs. Après l'armistice, 30 étudiants juifs parmi lesquels 4 officiers et soldats blessés ou mutilés et décorés furent de nouveau refusés. Il fallut des démarches énergiques du Comité d'Etudes sociales auprès du gouvernement français pour obtenir satisfaction (2) :

1. *Op. cit.*, p. 320.

2. *Univers Israélite* du 29 août 1919. Appel du Comité d'études sociales

TUNISIE

Jusqu'à l'établissement du protectorat les Juifs étaient soumis à une législation restrictive et astreints à de nombreuses corvées. « Payant l'impôt personnel et collectif (khary) auquel devaient être assujettis les non musulmans, traités comme des êtres inférieurs et méprisables, qu'on pouvait tuer impunément, ils souffraient, étant sans protection aucune, beaucoup plus que tous les autres habitants, des troubles politiques et religieux » (1). Après l'établissement du protectorat leur situation resta inférieure non seulement à celle des musulmans mais aussi à celle des Européens établis dans la Régence. Ils sont exclus des fonctions publique et participent aussi d'une façon très réduite au pouvoir politique (2). « Le gouvernement du protectorat, dit M. Chalom, en instituant dans diverses localités de la Tunisie des municipalités, n'a jamais voulu admettre, dans la composition de chaque assemblée recrutée par ses soins, plus d'un conseiller pour représenter l'élément israélite de la commune. » Notons qu'à Tunis près du quart de la population est juive.

En 1914, un grand nombre de Juifs tunisiens s'engagèrent pour combattre l'Allemagne. Cela n'empêcha pas que des troubles anti-juifs eussent lieu en 1917 contre lesquels les musulmans protestèrent. Le 12 novembre, le lendemain de l'armistice, de nouveaux et sérieux troubles ont eu lieu à Tunis où le cri de « A bas les Juifs » retentit dans les rues.

1. Jacques Chalom, *Les Israélites de la Tunisie*, p. 13.

2. *Ibid.*, p. 146.

§ 7. — ANGLETERRE

Les Juifs se fixèrent en Angleterre à la suite de Guillaume le Conquérant (1066) et y jouirent pendant près d'un siècle d'une liberté presque complète. Par suite de la protection royale acquise moyennant impôts et redevances ils purent amasser des richesses considérables. Cependant comme partout ailleurs leur situation ne tarda pas à devenir mauvaise. C'est en Angleterre que prit la première fois naissance l'accusation de meurtre rituel (Norwich, 1144). La troisième croisade débuta par des massacres de Juifs. Le 3 septembre 1189, jour du couronnement de Richard Cœur de Lion, il y eut un grand massacre à Londres où les maisons et les synagogues furent incendiées. Les excès se poursuivirent dans d'autres villes : Lyun, Norwich, Stanford. Les Juifs de York, réfugiés dans la citadelle royale, soutinrent un siège de six jours : le septième jour, par suite du manque de vivres, et pour ne pas tomber entre les mains des assiégeants, ils se donnèrent eux-mêmes la mort après avoir détruit leurs richesses et mis le feu à la citadelle (17 mars 1190).

Jean sans Terre fit jeter en prison tous les Juifs du royaume et ne les remit en liberté que moyennant une importante somme d'argent. Henri III leur extorqua 422.000 livres sterling et n'espérant plus rien retirer d'eux les donna en gage à son frère Richard. « La situation était telle que le grand rabbin Ellias déclara, au nom de tous ses coreligionnaires d'Angleterre, qu'ils ne pouvaient plus supporter les souffrances qu'on leur infligeaient et qu'ils demandaient l'autorisation d'émigrer. Quelque triste et douloureux qu'il fût, l'exil se présentait pour ces malheureux comme la délivrance.

Mais on refusa même de les laisser partir et ils furent forcés de rester malgré eux en Angleterre » (1).

Sous Edouard I^{er} on les accusa entre autres prétendus crimes de rogner les monnaies et d'en importer de fausses de l'étranger. Le 16 avril 1287, le synode d'Exeter décida de remettre en vigueur toutes les mesures prises contre les Juifs par les Conciles. Quinze jours après, le roi Edouard I^{er} les jeta en prison, puis les remit en liberté moyennant une grosse somme d'argent. Trois ans plus tard, il décréta leur expulsion et le 9 octobre 1290, seize mille cinq cent onze Juifs quittaient l'Angleterre et se répandaient dans les provinces rhénanes. Quelques-uns d'entre eux s'étant réfugiés en France, Philippe le Bel les expulsa (1791). Jusqu'au XVIII^e siècle, il ne sera plus question de Juifs en Angleterre. A cette époque Manassé Ben Israël, le chef du Judaïsme hollandais, fit des démarches auprès de Cromwell pour obtenir leur réadmission dans le royaume. Par suite de la forte opposition provoquée par les divers intérêts en jeu et aussi par les préjugés, Cromwell autorisa seulement quelques Juifs à se fixer à Londres. D'autres vinrent plus tard, que les magistrats de la ville tolérèrent, et sans l'intervention d'aucune loi, ils finirent par s'établir librement en Angleterre. Mais ils n'avaient pas le droit de s'installer dans la Cité de Londres ni d'occuper des fonctions publiques. Leur nombre grossit par l'arrivée de nombreux Juifs d'Allemagne et de Pologne. Une tentative d'émancipation du ministère Pelham (1753) avorta par suite de l'opposition des commerçants de Londres et de la populace. Cependant les diverses incapacités tombèrent une à une. L'admission des Juifs à la magistrature en 1860 consacra leur émancipation définitive.

1. Graetz, IV, 200.

L'antisémitisme qui paraissait presque complètement éteint réapparut avec l'arrivée des immigrants juifs de l'Europe orientale. Peu de temps avant la guerre il y eut des émeutes à Glasgow au cours desquelles les boutiques juives furent pillées.

§ 8. — ITALIE

A l'époque de l'invasion des barbares, les Juifs jouirent à Rome de la protection des papes. Au commencement du vi^e siècle le roi des Ostrogoths, Théodoric, réprima une sédition dirigée contre les Juifs de Rome. Les Juifs furent également traités avec bienveillance par les Lombards. En 885 le carolingien Louis II ordonna leur expulsion, mais cette mesure ne fut pas appliquée.

Au moyen âge les Juifs s'étaient répandus dans toute la péninsule. Vers le milieu du xii^e siècle, ils furent expulsés de Gênes, mais réadmis par la suite. En 1516, Venise enferma ses Juifs dans le Ghetto. Les Juifs furent chassés du royaume de Naples en 1541, de Gênes en 1550. En 1555, une accusation de meurtre rituel mena la communauté de Rome à deux doigts du massacre. Le Pape Paul IV prit des mesures notamment contre les Marranes d'Ancône qu'il déporta après leur avoir confisqué les biens. Le 26 février 1569, le pape Pie V expulsait les Juifs de ses Etats à l'exception de ceux de Rome et d'Ancône. Cette mesure atteignit plus de mille famille. Les expulsés furent rappelés par Sixte Quint, mais une partie d'entre eux furent chassés de nouveau par Clément VIII. Milan expulsa ses juifs en 1597. Les bannis se réfugièrent en Savoie et dans les îles grecques de l'empire ottoman.

La situation des Juifs dans les divers Etats italiens s'améliora cependant vers la moitié du xviii^e siècle. La Sicile les rappela en 1740. Gênes, en 1752, abolissait le Ghetto et les

signes infamants. La Révolution française leur apporta l'émancipation, mais la réaction de 1815 les fit retourner à la situation d'avant 1789; à Rome, les Juifs durent réintégrer le Ghetto. En 1830, Modène les obligea à porter le signe distinctif. Si en 1848 Toscane, Milan, Modène et Venise leur accordèrent les droits de citoyens, le gouvernement légitime rétablit les anciennes lois restrictives. A cette époque, l'affaire du petit Edgar Mortara de Bologne, enlevé à ses parents par l'Inquisition, fit un grand bruit. Enfin les Juifs furent émancipés par tous les Etats italiens, Rome en dernier lieu (1870). Les Juifs italiens sont peut-être aujourd'hui de tous les Juifs ceux qui souffrent le moins de l'antisémitisme.

§ 9. — ALLEMAGNE

Les Juifs se répandirent en Allemagne sous les derniers Carolingiens et fondèrent des communautés prospères à Worms, Mayence, Magdebourg, Mersebourg, Ratisbonne. De là ils atteignirent la Bohême, la Moravie et la Pologne. Leur nombre s'accrut lors des expulsions d'Angleterre et de France. Jusqu'à la fin du x^e siècle ils vécurent en sécurité sous la protection des empereurs. Henri IV défendit de les baptiser de force ou de les soumettre à l'épreuve du feu et de l'eau (édit de 1095). Cet état changea avec la première croisade laquelle amena la mort et la ruine dans les communautés de la Moselle et du Rhin. Douze mille Juifs périrent dans l'intervalle de mai à juillet 1096. Devant la furie des hordes sauvages, les Juifs trouvèrent un appui chez les princes laïques et les hauts prélats. Les mêmes excès se répétèrent au cours de la deuxième croisade (1146). Le pape Eugène II dispensa tous les participants d'acquitter leurs dettes envers les Juifs. Ce

fut sur l'intervention de l'abbé de Clairvaux, Saint-Bernard, que les massacres prirent fin.

Après cette deuxième croisade l'empereur d'Allemagne se considéra comme le protecteur des Juifs ; ceux-ci devinrent, « serfs de la Chambre impériale » (Kammerknechte), ce qu'il leur donnait le droit, moyennant un tribut de jouir de la protection de l'empereur. Malgré cette qualité de serfs de la Chambre impériale, il ne perdirent pas tous leurs droits personnels, car ils pouvaient encore au XII^e siècle porter les armes et se battre en duel. Ce n'est que plus tard qu'ils devinrent véritablement propriété de la couronne. Les Juifs furent soumis au paiement d'une taxe d'un florin par tête (1342), à des amendes, à des emprunts forcés et au péage personnel (Leibzoll). Ce dernier en dehors des Juifs n'était exigé que pour le bétail à l'entrée dans les villes. Il arriva que certains empereurs confisquèrent le tiers des biens des Juifs à leur avènement. Sous Rodolphe de Habsbourg les souffrances endurées décidèrent beaucoup d'entre eux à émigrer en Palestine. Mais l'autorisation nécessaire ne leur fut pas accordée. Rodolphe savait d'ailleurs leur extorquer de l'argent. « Toute faveur, toute grâce de sa part, dit Graetz, leur coûtait très cher. Toutes les fois qu'il leur accordait un droit quelconque, il leur imposait en même temps une restriction, pour avoir toujours prise sur eux » (1).

Les Juifs eurent beaucoup à souffrir en Allemagne, par suite des accusations de meurtre rituel et d'autres propagées parmi le peuple. « Depuis la fin du XIII^e siècle, l'Allemagne occidentale — Bavière, Franconie, provinces rhénanes — fut la terre classique des accusations de « meurtre rituel », de sacrilège et de trahison. C'est ainsi qu'au moment où les

1. *Op. cit.*, IV, 219.

Mongols étendaient leurs incursions jusqu'au cœur de l'empire, on répandit le bruit que les Juifs étaient secrètement ligués avec eux... La calomnie se propagea et servit de prétexte à d'affreuses représailles : des bandes de chevaliers, soldats et paysans, qui s'intitulaient fièrement « rôtisseurs de Juifs » (Judenbreter), se ruèrent sur les communautés d'Alsace et les mirent au pillage (1270) (1). »

D'autres fanatiques sous la conduite de Rindfleisch se livrèrent à d'horribles massacres en Bavière, en Franconie et ensuite en Autriche (1298). En six mois 146 communautés furent détruites et plus de 100.000 Juifs tués. Ces atrocités se renouvelèrent au ^{xiv}^e siècle, quand des « tueurs de Juifs » (Judenschlaeger) ravagèrent les communautés d'Allemagne (1346). Deux années après s'abattait sur toute l'Europe un fléau qui enleva les trois quarts de la population : la peste noire. On répandit sur le compte des Juifs toutes sortes de légendes, comme l'empoisonnement des puits et des fontaines et le peuple se rua à leur massacre. Le mouvement commença en Espagne ou dans le Dauphiné et se continua en Savoie et en Suisse ; « de là il gagna les bords du Rhin, où la peste n'était encore connue que de nom. Il n'en sévit pas moins dans ces contrées avec une violence redoublée parce qu'il y trouvait un terrain propice (2) ». Alors commença une série d'excès d'une cruauté sans nom. Les Juifs de Bâle furent expulsés, ceux de Spire noyés, tandis que ceux de Fribourg et de Marbourg furent brûlés. Les Juifs de Worms, Francfort et Mayence incendièrent eux-mêmes leur quartier et se jetèrent dans les flammes. Les communautés de Cologne, Erfurt, Hanovre, Breslau, Vienne, Augsbourg et Nuremberg

1. Reinach, *op. cit.*, p. 161.

2. *Ibid.*, p. 162.

furent exterminées. La vague des excès dépassa les frontières de l'Allemagne. Les Juifs de Hongrie furent chassés par le roi Louis; ceux de Bruxelles furent massacrés. En 1370 le Brabant et le Limbourg expulsèrent aussi leurs Juifs.

Cependant la plupart des villes rappelèrent les exilés; ce qui n'empêcha pas durant tout un siècle de fréquentes expulsions locales de : Strasbourg (1388), Prague, Nordlingen, Augsbourg, Landshut, Wurzburg, Mayence. C'est que la bourgeoisie commerciale s'érigeait en rivale des Juifs et que toutes ces mesures la débarrassaient d'un concurrent redoutable.

Toutes ces persécutions aboutirent au refoulement des Juifs en Allemagne orientale. Là non plus on ne les laissa tranquilles. Vers le milieu du xv^e siècle le moine franciscain Jean de Capistrano, ce « fléau des Hébreux » se proposa de convertir les Hussites et les Juifs. Ses prédications provoquèrent de nouveaux excès. A Breslau 41 Juifs périrent sur le bûcher et le reste furent chassés. Brünn et Olmütz expulsèrent leurs Juifs. Toutes ces persécutions obligèrent un grand nombre de Juifs à chercher un asile ailleurs. Cette fois l'émigration se fit vers la Pologne et la Turquie.

En 1510, 38 Juifs de la Marche de Brandebourg accusés d'avoir percé une hostie moururent sur le bûcher et la Marche fut désormais interdite aux Juifs. Brandebourg en 1573, Colmar en 1519, Ratisbonne en 1519, le Wurtemberg et la Bavière en 1552, la Basse-Autriche en 1556, expulsèrent leurs Juifs. La Bohême les expulsa à deux reprises.

Au xviii^e siècle les Juifs trouvèrent des protecteurs dans les empereurs de la maison d'Autriche. Ainsi lors de leur expulsion des villes de Francfort et de Worms (1614-1615) l'empereur Mathias ordonna leur intégration et veilla à ce qu'elle eût lieu. Si sous Ferdinand II et Ferdinand III les Juifs

purent prospérer, en particulier ceux de Vienne, sous Léopold I^{er} ils furent chassés de cette ville. En 1745 par ordre de Marie-Thérèse les Juifs de Bohême et de Moravie furent expulsés en plein hiver, au nombre de 20.000.

Le Brandebourg accepta de nouveau les expulsés sous Frédéric-Guillaume (1640-1688). Le nombre des Juifs de Berlin s'accrut sous Frédéric I^{er}. En 1750 Frédéric le Grand édicta un règlement qui excluait les Juifs des corporations, des métiers agricoles et de certaines branches du commerce. Il maintenait le Leibzoll et d'autres mesures oppressives.

Le courant d'émancipation se fit jour dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. La conquête française la réalisa en Westphalie, dans les villes hanséatiques, le pays de Bade et les autres Etats allemands. Un édit du 11 mars 1812 accordait en Russie la liberté civile aux Juifs. Mais les événements de 1813-1814 firent table rase de toutes ces acquisitions. La nouvelle école *historique* exigeait un retour à l'esprit du moyen âge : « on ne voulait pas détruire ni opprimer les Juifs, mais on condamnait dans leur intérêt même » leur rapprochement avec la société allemande et la participation à la vie publique de l'Etat chrétien : ils devaient, disait-on, se développer à part (1). » Alors de nouvelles persécutions éclatèrent. Lübeck et Brême chassèrent leurs Juifs, Francfort les refoula de nouveau dans la Judengasse et son gouvernement voulut remettre en vigueur le règlement de 1616. Mais en présence de l'opposition suscitée par l'application de ces mesures il dut édicter un nouveau règlement restrictif. Mentionnons entre autres défenses celle qui limitait à quinze par an le nombre des mariages. Les anciennes restrictions furent rétablies dans tous les autres Etats. En 1819 les étudiants et

1. Reinach, *op. cit.*, p. 330.

la populace pillèrent et maltraitèrent les Juifs de Würtzbourg, Heidelberg et Francfort. Ce n'est qu'en 1845 que les Juifs d'Allemagne purent respirer plus librement. La Prusse les émancipa en 1850. En 1870, l'émancipation était accomplie dans tous les Etats allemands.

L'Antisémitisme

L'émancipation des Juifs qui s'était effectuée dans tous les pays de l'Europe sauf deux au cours du ^{xx}^e siècle, après que la France, la première, en eût donné l'exemple en 1791, si elle fit disparaître la barrière des lois restrictives, n'abolit ni la haine, ni les préjugés anti-juifs. On le vit bientôt, quand après le généreux élan qui avait emporté l'Europe, une violente réaction antisémite prit naissance dans un pays qui a peut-être été le plus dur pour les Juifs : nous avons nommé l'Allemagne. Le beau geste fut vite regretté. Comme il n'était pas possible de replacer les Juifs sous le régime des lois d'exception (1), il fallait les empêcher, à tout prix, de profiter en fait de la liberté qui leur avait été octroyée. Pour cela fut forgée une doctrine antisémitique qui puisa ses arguments dans la théorie des races.

Cette théorie avait été élaborée en Allemagne sous l'influence des doctrines hégéliennes ; elle s'accordait avec la tendance à l'unité qui existait à cette époque chez tous les peuples européens. L'Etat, disait-on, doit être national et s'il

1. Les partisans d'un retour aux lois restrictives ne manquaient pourtant pas. En novembre 1880 une pétition, dont le promoteur était le D^r Bernhard Foerster, fut adressée au prince de Bismark pour lui demander de saisir les corps législatifs de l'Empire allemand et du royaume de Prusse d'une série de mesures restrictives. Voir Carl Vogt. *Antisémitisme et barbarie*, trad. de l'allemand, Paris, 1901.

ne l'est pas il doit le devenir par la réduction des éléments hétérogènes. Or une distinction s'impose entre les aryens et les non aryens car les premiers seuls sont assimilables, tandis que les seconds sont complètement irréductibles. Ceux-ci doivent donc être éliminés ; autrement ils provoqueront la ruine des nations. Treistchke et Wagner en Allemagne, Schœnerer en Autriche, Pattaï en Hongrie, Drumont en France reprirent et développèrent ces idées. Elles furent systématisées par Marr dans son livre : *Le triomphe du Judaïsme sur le Germanisme*. Avec Marr, Schopenhauer, Feuerbach, Ruge, Bruno Bauer, Max Stirner l'antisémitisme devient métaphysique tandis qu'avec Dühring et Nietzche il devint philosophique (1). En 1887 parut le catéchisme antisémite qui en six années atteignit vingt-cinq éditions. Toute une littérature antisémiste se constitua, traitant le Juif d'être inférieur, incapable de création, qu'il fallait tenir à l'écart afin de préserver la pureté de l'âme allemande. Selon Houston Stewart Chamberlain, dont l'ouvrage : *Les fondements du XIX^e siècle* est comme la Bible de l'antisémitisme allemand, tout ce qui est grand dans la littérature hébraïque antique provient des éléments de race germanique ayant vécu parmi les Juifs ; David et Jésus-Christ furent des ariens.

Un des derniers ouvrages de cette vaste littérature : *Wenn ich der Kaiser wär*, par Daniel Frymann (Leipzig 1913), eut une douzaine d'éditions. L'auteur propose l'expulsion des Juifs étrangers et pour les Juifs allemands le retour absolu à l'ancienne législation restrictive avec de nouvelles aggravations. « Qu'un livre et non pas une simple brochure, dit Steéd, contenant des propositions pareilles puisse circuler à une

1. Voir sur l'antisémitisme le très intéressant ouvrage de Bernard Lazare d'où nous avons tiré une partie de ces renseignements.

douzaine d'éditions en quelques semaines, c'est assurément un signe du temps (1). »

Cet antisémitisme théorique se transforma en un véritable mouvement social d'où sortirent des partis politiques. En 1870 il s'est formé en Allemagne un parti dans le but de combattre les Juifs politiquement et économiquement. Ce parti obtint, aux élections du Reichstag de 1907, 248.500 voix et 15 mandats (2). De son côté le parti conservateur inscrivit, dans son programme de 1897, la lutte contre la multiple et néfaste influence juive. On en était arrivé, en Allemagne, à un véritable isolement social ; les murs d'un nouveau ghetto, d'un ghetto moral, se dressèrent formidables entre Juifs et non Juifs. Les Juifs se virent en fait interdire les hautes fonctions de l'Etat, les grades dans l'armée, les chaires de professeurs titulaires dans les Universités. L'antisémitisme se glissa jusque dans les relations commerciales. « Ce qui le prouve le mieux dit Arthur Ruppin, ce sont les nombreuses annonces des journaux, où l'on déclare ne désirer, pour quelque place que ce soit dans les entreprises privées, que des chrétiens (3). »

Une semblable atmosphère n'était que trop propice à la conservation des vieux préjugés. Ainsi, plus d'une fois l'accusation de meurtre rituel fut produite en Allemagne. Nous ne mentionnerons que la célèbre affaire de Konitz (mars 1902), où il y eut des émeutes, des biens pillés et une synagogue détruite et où il fallut l'intervention de l'armée pour rétablir l'ordre.

D'Allemagne la doctrine et le mouvement antisémitiques se propagèrent avec rapidité dans presque tous les pays.

1. *La monarchie des Habsbourg*, p. 250.

2. Voir Ruppin. *Die Juden der Gegenwart*, p. 198.

3. *Ibid.*, p. 199.

Pendant la guerre l'antisémitisme ne connut pas de trêve ; mais c'est surtout depuis l'armistice qu'il a pris de formidables proportions. Les Juifs furent rendus responsables de la débâcle allemande. Dès le mois de décembre 1918 des proclamations anti-juives furent distribuées à profusion à Berlin. La presse réactionnaire se livra à des attaques principalement contre les ministres juifs ; on qualifia le gouvernement de Berlin de « gouvernement de Juifs ». Dans cette ville quelques excès eurent même lieu.

La propagande antisémite est systématiquement conduite par un Comité siégeant à Berlin ; une brochure anti-juive sur « l'empoisonnement du peuple allemand » fut éditée à deux cent mille exemplaires.

Avec la classe des militaires et celle des fonctionnaires, ce sont ensuite les étudiants qui se montrent le plus farouchement antisémites (1). Certains professeurs juifs ont été mis dans l'impossibilité de faire leurs cours.

L'agitation anti-juive se fait en partie sous le couvert d'une campagne dirigée contre les Juifs orientaux (2). Ces « Juifs orientaux » sont la plupart des ouvriers que le gouvernement allemand a transportés de force en Allemagne pendant l'occu-

1. « Le mouvement réactionnaire est accompagné surtout parmi les étudiants d'une violente campagne antisémite. Cette campagne vise également la France qu'on représente comme dominée par l'influence israélite. » *Le Temps*, du 9 mars 1920. « A la suite des bagarres continuelles qui ont lieu depuis trois jours dans les rues adjacentes à l'université (de Berlin) et devant ce bâtiment, entre étudiants allemands et juifs, le recteur a décidé la fermeture des cours. » *Le Temps*, 1^{er} mai 1920.

2. *Le Temps* du 9 mars publiait le télégramme suivant : Berlin, 8 mars. « Suivant le *Lokal-Anzeiger*, Munich a été le théâtre d'une violente manifestation antisémite, dirigée à la fois contre l'admission en masse en Bavière des Juifs d'Orient, et contre le ministre de l'intérieur Endres, impopulaire du fait de son amitié pour les Juifs. La manifestation avait pris pour mot d'ordre : « Union et force », et pour la première fois le cri sorti de mille bouches de « A bas les Juifs ! » a retenti dans les rues de Munich. »

pation de la Pologne. Ces malheureux sont accusés d'avilir les salaires, d'être des bolchevistes, etc. Fait à retenir c'est le *Vorwaerts* organe socialiste majoritaire qui mène la campagne la plus acharnée (1). L'impression générale est que jamais l'antisémitisme n'a été aussi fort en Allemagne qu'à l'heure actuelle (2).

§ 10. — AUTRICHE-HONGRIE

Nous avons vu quel fut à plusieurs reprises le sort des Juifs de Vienne et de la Bohême. Sous l'empereur Joseph II les Juifs purent respirer plus librement.

L'édit de tolérance de 1783 abolit entre autres restrictions le « péage personnel ». A partir de ce moment les Juifs purent exercer tous les métiers. Cependant certaines restrictions furent rétablies sous Joseph II : le séjour à Vienne fut officiellement interdit aux Juifs ; l'émigration d'une province à l'autre fut soumise à de multiples entraves ; les Juifs durent accomplir le service militaire sans avoir le droit d'accéder aux grades. Pendant le régime de Metternich il y eut un courant d'émigration vers la Hongrie.

L'émancipation s'effectua en 1867, mais l'antisémitisme, extension de celui d'Allemagne, ne tarda pas à accomplir son œuvre. Un puissant parti antisémitique se constitua sous la conduite de l'ancien maire de Vienne, le chrétien-social Lueger. « Nulle part la séparation sociale entre juifs et catholiques, le *boycottage* des commerçants juifs, n'a été poursuivi plus systématiquement (3). » Plus d'une fois la

1. Voir *Bull. du C. D. J.*, n° 11 du 19 février 1920, p. 14.

2. Voir dans *Le Peuple Juif* du 2 janvier 1920, n° 1, une intéressante lettre de Berlin : « La République et les Juifs en Allemagne. »

3. Th. Reinach, *op. cit.*, p. 340.

populace se livra à des excès contre les Juifs. L'accusation de meurtre rituel fut répétée ici comme partout et donna naissance à la fameuse affaire Hülsner (de Polna) en 1899. Le juif Hülsner fut condamné à mort, mais il obtint ensuite une commutation de peine. A l'annonce de l'arrêt de mort la foule se livra à des pillages et des meurtres.

L'antisémitisme avait pénétré partout. Les associations d'étudiants n'admettaient pas les étudiants juifs parmi leurs membres ; sur les portes de leurs locaux on voyait des pancartes avec l'inscription : entrée interdite aux chiens et aux Juifs. Il était indigne de se battre en duel avec un étudiant juif : on pouvait l'insulter mais il était admis qu'il ne fallait pas relever le défi.

En Hongrie, où les Juifs jouissaient d'une certaine tranquillité l'antisémitisme accomplissait néanmoins son œuvre. Ainsi pour arriver professeur titulaire des Universités il fallait auparavant se convertir. Les accusations de meurtre rituel ne manquaient pas non plus ; l'affaire de Tisza Eszlar eut un retentissement mondial.

Pendant la guerre la situation des Juifs austro-hongrois ne fit qu'empirer : furent surtout à plaindre ceux habitant les provinces ravagées par la guerre. Comme en Russie, comme en Roumanie ils furent rendus responsables des revers subis par les armées. Des excès anti-juifs eurent lieu en Galicie. Après l'armistice, des manifestations anti-juives se produisirent à Vienne. Au moment de la fondation de la République autrichienne les ressortissants de l'ancienne monarchie, obtinrent le droit d'opter pour l'Autriche, sauf les Juifs. Le gouvernement ordonna l'expulsion des Juifs originaires de Galicie, réfugiés à Vienne. Des affiches annonçant cette mesure furent placardés le 9 septembre 1919. Les Conseils des ouvriers se chargèrent de la mission d'expulser les réfugiés

de leurs logements. L'*Arbeiter Zeitung*, organe socialiste montra dans cette affaire une attitude haineuse envers les Juifs. Ajoutons que le décret d'expulsion était contraire aux lois autrichiennes et au traité de Saint-Germain et ne se justifiait pas en fait : il constituait de la part du gouvernement une concession aux antisémites (1). Comme en Allemagne les étudiants sont à la tête du mouvement antisémite (2).

Mais c'est en Hongrie que les persécutions prirent un caractère particulièrement grave. Après l'armistice des excès se produisirent dans de nombreuses villes, notamment à : Presbourg, Marmaros, Kichkommperlet-Haza, Korosmezo, et dans bien d'autres localités. Les Juifs se virent dans la nécessité d'organiser une milice spéciale pour se défendre. Par la suite il suffit que des Juifs fissent partie du gouvernement de Bela-Kun pour que toute la population juive sans distinction, en bloc, fût accusée de bolchevisme et rendue responsable des actes du gouvernement. La terreur blanche qui suivit la chute de Bela-Kun s'acharna, contre les communistes et les Juifs. Le 16 septembre 1919, 3.000 de ces derniers périrent (3). Une garde

1. Voir *Bull. du C. D. J.*, n° 7 du 8 oct. 1919, pp. 1 et 2.

2. *Le Temps* du 5 mai 1920 publiait ce télégramme de Vienne en date du 4 mai : « Le journal *Wiener Morgen Zeitung* rend compte de graves incidents qui ont eu lieu dernièrement à l'université de Vienne. Suivant cette information, les étudiants nationalistes allemands ont occupé l'université, se sont mis à la recherche des étudiants isralites dispersés dans les diverses salles d'étude et les ont mis de force à la porte, aidés par les étudiants des écoles supérieures technique et d'agriculture. Les étudiants israélites indignés ont à leur tour formé un cortège qui a tenté à plusieurs reprises de prendre d'assaut l'université, mais ils furent repoussés par les étudiants nationalistes allemands. L'autorité étant intervenue réussit finalement à faire évacuer l'université. Les manifestations antisémites continuèrent dans la rue. Un étudiant italien a été lynché par les Allemands et une étudiante tchéco-slovaque a été presque mise à mort par les étudiants allemands. »

3. *Bull. du C. D. J.*, n° 7 du 8 oct. 1919, p. 3.

de terreur, dénommée garde des « magyars réveillés » rendit la vie impossible aux Juifs de Budapest. En décembre 1919, la vague de fureur antisémite atteignit son maximum d'intensité. Les murs de la capitale se couvrirent de placards antisémites appelant aux excès anti-juifs (1). Jamais ces patriotes « magyars » qu'étaient les Juifs de Hongrie n'auraient été capables auparavant de soupçonner la possibilité d'un déclenchement aussi formidable des haines antisémites.

La terreur antisémite sévit sans interruption dans toute la Hongrie (2).

§ 11. — RUSSIE

Les Juifs s'établirent au Caucase et en Transcaucasie avant Jésus-Christ. Au ^{iv}^e siècle ils s'installèrent en Crimée où ils fondèrent des colonies mais d'où ils furent chassés au ^{xiii}^e siècle. En 1505 on leur défendit de pénétrer sur le territoire moscovite. Cette interdiction fut renouvelée à plusieurs reprises. Par un ukase du 4 décembre 1762, Catherine II défendit aux Juifs de venir s'installer en Russie. Cependant par la conquête de la Russie Blanche en 1769 elle se trouva en présence d'une grande population juive. C'est alors que pour les empêcher de se répandre dans la Russie proprement dite on créa la « zone d'établissement », c'est-à-dire qu'on les confina, dans les limites du territoire où ils se trouvaient.

1. *Bull. du C. D. J.*, n° 9 du 31 décembre, p. 14.

2. « Le gouvernement de l'amiral Horthy tolère, s'il ne les encourage, les excès contre les Juifs... accusés de bolchevisme. Voici une mesure qui montre jusqu'où va la terreur blanche : le grand rabbin Loew, de Szegedin, un vieillard respecté de toute la population, d'un patriotisme hongrois éprouvé, a été arrêté sous l'inculpation de haute trahison. Son crime est d'avoir exprimé à un journaliste toute son indignation contre le régime actuel à l'occasion du meurtre d'un israélite de sa communauté. » *Le Temps*, 5 mai 1920.

Les Juifs devinrent sujets russes par annexion et conservèrent le libre exercice de leur religion ainsi que le droit de disposer de leurs biens. Ces droits leur furent reconnus par un ukase de 1772, mais ne tardèrent pas à être restreints par des ukases interprétatifs du Sénat. C'est ainsi qu'ils furent cantonnés dans les villes de la Russie Blanche. Cependant l'intervalle de 1772 à 1779 peut être considéré comme une époque de liberté.

Les limites de la « zone de résidence » furent fixées par l'ukase de Catherine II en date du 23 juin 1794. Il fut défendu aux Juifs de sortir du « territoire » et même à l'intérieur de celui-ci ils ne devaient pas s'occuper d'agriculture et ils étaient tenus de n'habiter que dans les villes. On créait ainsi des zones dans la « zone ». Cet ukase établissait aussi un double impôt sur les Juifs. Sous Catherine II par suite des partages successifs de la Pologne le nombre des Juifs en Russie s'accrut considérablement. L'ukase de 1794 fut confirmé et même aggravé par Paul I^{er} qui ordonna l'expulsion de ceux qui n'étaient pas en mesure d'acquitter l'impôt.

Alexandre I^{er} (ukase du 9 décembre 1804) autorisa les Juifs à suivre les cours des lycées, des universités et de l'Académie des Arts de Saint-Petersbourg. Il leur accorda en outre le droit d'acquérir des terres non habitées ou de s'établir sur les domaines de la couronne et prévoyait 300.000 roubles pour leur installation. Cependant ils n'eurent toujours pas le droit d'habiter les villages et les hameaux ; ce n'est qu'en constituant des communautés distinctes que les Juifs pouvaient s'établir à la campagne. L'article 34 de l'ukase ordonnait même leur expulsion des villages et des campagnes. Si cet article ne fut pas appliqué pendant le règne d'Alexandre I^{er}, il n'en produisit pas moins de fâcheux résultats, car la menace perpétuelle d'expulsion empêchait les Juifs d'acquérir ou de louer des terres.

Un ukase du 10 février 1820 interdit aux Juifs d'avoir des domestiques chrétiens. Un autre leur ordonna de ne pas demeurer à moins de 50 verstes de la frontière occidentale.

L'empereur Nicolas I^{er} fixa définitivement la zone en 1835. Celle-ci se composait dans un sens strict de seize gouvernements; dans un sens large il fallait comprendre aussi la Pologne. Il permit aux Juifs de s'occuper du commerce et de l'industrie et aussi de l'agriculture mais seulement en constituant des sociétés rurales. Il leur ouvrit aussi l'accès des écoles publiques. Par un ukase de 1844 il ordonnait la création d'écoles juives lesquelles devaient être entretenues par des impôts spéciaux.

Les lois des 16 mars 1859, 27 septembre 1867 et 28 juin 1865 leur accordèrent quelques libertés. Les commerçants et industriels juifs de la première ghilde, les diplômés de l'enseignement supérieur et les artisans étaient autorisés à s'établir en dehors du « territoire ». A partir du moment où cette autorisation fut accordée quelques milliers d'artisans seulement en profitèrent parce que la loi ne donnait le droit d'immigrer qu'aux artisans « habiles » et que les communautés juives pouvaient à leur tour refuser les passeports aux ouvriers. De plus à la mort de l'artisan sa famille devait réintégrer le « territoire ». Alexandre II permit en outre l'établissement de trois Juifs dans chaque localité pourvue d'une station de chemin de fer. Sous son règne les Juifs émigrèrent en grand nombre hors du territoire. Mais à partir de 1871 commença la série de massacres qui devait se continuer sans interruption jusqu'à nos jours. Odessa fut le théâtre, à cette époque, de meurtres et de pillages qui durèrent trois jours. On reprochait aux Juifs d'avoir manifesté leur sympathie pour la France pendant la guerre de 1870-1871. « Le motif de ces massacres était dû à l'irritation du gouverneur d'Odessa, qui,

Allemand de naissance, ne pouvait comprendre les sentiments dont les Juifs étaient animés envers les Français (1). »

L'assassinat du tzar Alexandre II et l'avènement au trône d'Alexandre III marquèrent le début d'une période de réaction. Les massacres reprirent cette fois dans toute la Russie et durèrent plusieurs mois (1881-1882). Le prétexte était la participation de quelques Juifs au complot contre le tzar Alexandre II. Le but réel qu'on poursuivait c'était de détourner le peuple de la propagande nihiliste en montrant le Juif comme la cause unique de tous ses malheurs. La complicité du gouvernement et de la police avec les bandes de massacreurs est hors de doute. « En beaucoup de villes, les émeutes antisémitiques eurent lieu à jour fixe presque partout, selon les mêmes procédés pour ne pas dire suivant le même programme. En nombre de villes et de bourgades on put impunément, durant plusieurs jours, donner la chasse aux Juifs. « Après tout ils ont bien mérité une leçon », disaient à haute voix certains fonctionnaires. A Kief, les autorités civiles et militaires assistaient à la dévastation des maisons juives comme à un spectacle ; les soldats semblaient escorter les bandes d'émeutiers. Balta, ville de 20.000 âmes où les Juifs étaient en grande majorité, fut livrée au pillage, durant trente heures consécutives, comme une place prise d'assaut. Sur plus d'un millier de maisons appartenant à des Israélites, il n'en resta pas quarante intactes (2). »

A la suite de ces horreurs le gouvernement se décida à intervenir, soi-disant pour protéger les Juifs, et le 3 mai 1882 parurent les lois appelées provisoires du comte Ignatieff qui

1. Léon Allemand, *Etude sur la condition des Juifs en Russie*. Thèse pour le doct. politique et économique, Montpellier, 1907.

2. Anatole Leroy-Beaulieu, *L'Empire des tzars et les Russes*. Paris, 1881-1882-1883, p. 616.

ne durèrent pas moins de trente-cinq années. Voici la teneur de ces lois oppressives qui pesèrent si lourdement sur la vie des Juifs russes (1) :

« Sur l'exécution des lois temporaires concernant les Juifs :

« Le Conseil des ministres, après avoir entendu le rapport du ministre de l'Intérieur sur l'exécution des ordres temporaires concernant les Juifs, a résolu :

« 1° Comme mesure temporaire, et jusqu'à ce qu'il soit fait une revision générale des lois concernant les Juifs, d'interdire aux Juifs de s'établir dorénavant ailleurs que dans les villes et bourgs, mais non dans les villages, les seules exceptions admises étant celles concernant les colonies juives actuellement existantes et dont les habitants juifs sont agriculteurs ;

« 2° De suspendre temporairement la conclusion des contrats d'achats de propriétés immobilières ou d'hypothèques faits au nom des Juifs, ainsi que l'enregistrement de locations faites par les Juifs d'immeubles ruraux situés hors des limites des villes et des bourgs et la signature de toute procuration donnée à des Juifs à l'effet de gérer ce genre de biens et d'en disposer ;

« 3° D'interdire aux Juifs de faire des affaires le dimanche et aux principales fêtes chrétiennes. Les lois qui obligent les chrétiens à fermer ces jours-là leurs maisons de commerce seront appliquées aux maisons de commerce appartenant aux Juifs ;

« 4° Les mesures ordonnées par les paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus ne s'appliquent qu'aux gouvernements situés à l'intérieur de la zone d'établissement des Juifs.

« Sa Majesté l'Empereur a gracieusement consenti à approu-

1. Nous les citons d'après Léon Allemand.

ver les décisions ci-dessus prises en Conseil des ministres le 3 mai 1882. »

Les persécutions redoublèrent en 1890. On défendit aux Juifs d'habiter dans la zone frontrière, de pénétrer dans certaines places fortes. L'ukase de 1865 qui entre autres permettait aux artisans habiles de s'établir hors du territoire, fut aboli et l'on expulsa brutalement en plein hiver (1891) tous ceux qui en avaient déjà profité.

« En 1891, dit M. Victor Bérard, le grand-duc Serge fait expulser de Moscou des milliers d'artisans que l'on arrête de nuit, que l'on entasse dans les postes de police et que l'on ramène, menottes aux mains, vers les villes du territoire ; en plein mois de janvier 1892, on renouvelle l'opération ; des enfants gèlent en route. Mêmes pratiques à Kalouga, Toula, Riazan. En 1893, une circulaire du ministre prescrit les mêmes expulsions dans tous les gouvernements d'Europe : « Sans vérifier en détail les droits des Juifs domiciliés en votre gouvernement, je prie Votre Excellence, écrit le Ministre aux Gouverneurs, de faire émigrer dans le Territoire tous les Juifs qui ne possèdent pas le droit de séjour. » Sans répit, tout sursis refusé, quelque deux ou trois cent mille Juifs furent chassés de leurs maisons, de leurs occupations, rejetés à la famine du territoire (1). »

A l'intérieur du territoire, la chasse aux Juifs ne s'exerça pas avec moins de rigueur ; près de 75.000 familles furent expulsées des villages où elles avaient réussi à s'établir. C'était l'époque de la toute-puissance du Procureur du Saint Synode, Pobedonostzeff, « ce Torquemada ressuscité » comme l'appelle Mommsen (2). Sa solution de la question juive était

1. Victor Bérard, *L'Empire russe et le Tzarisme*, p. 217.

2. Leo Errera, *Die russischen Juden. Vernichtung oder Befreiung?* Leipzig, 1903. Lettre de Mommsen à l'auteur.

très simple : un tiers des Juifs se convertira, un tiers émigrera, un tiers mourra. On ne peut pas dire qu'elle ne reçut pas la plus large application. Les pogromes eurent lieu particulièrement aux approches de la Pâque quand des accusations de meurtre rituel étaient lancées contre la population juive.

Dans l'intervalle de 1883 à 1903, il y eut de nombreux cas isolés de pogromes. Citons entre autres ceux de : Nijni Novgorod (1884), Starodub (1891), Lodz et Jusowka (1892), Spola (1897), Nikolajev (1899) (1). De 1903 à 1906, une période semblable à celle de 1881 à 1883. Parmi les pogromes de cette époque celui de Kichineff est resté mémorable. En automne 1902, l'antisémite Krouschewan, directeur du journal anti-juif, *Bessarabetz*, posa à ses lecteurs la question de savoir s'ils étaient prêts à exterminer les Juifs. Les réponses furent nombreuses et satisfaisantes. Le prétexte fut vite trouvé : crime rituel. Un appel (2) au massacre fut lancé à la veille de Pâques. Le jour fixé, de trente endroits différents de la ville la populace se rua sur les Juifs. Voici d'après Leo Errera quelques-unes des sauvageries dont les Juifs furent les tristes victimes : « On arracha la langue à ces malheureux, avec des tenailles, on leur piqua les yeux, on leur coupa les mains, les pieds, les oreilles et le nez ; ces faits sont confirmés par le médecin de l'hôpital de la Ville,

1. *Die Judenpogrome in Russland*, Köln, 1910, tome I, p. 15.

2. Voici la partie finale de cet appel adressé aux frères Chrétiens : « Frères, au nom de notre pieux Tzar-Batiouchka qui veille aux besoins de son peuple dont il soulage le sort par des manifestes généreux, réunissons-nous le jour de Pâques au cri : A bas les Juifs ! Massacrons ces monstres sanguinaires qui s'abreuvent du sang russe. Faites en sorte qu'ils se rappellent le pogrome d'Odessa, lorsque les troupes elles-mêmes aidèrent le peuple. Cette fois encore elles l'aideront, inspirées qu'elles sont comme nous de l'amour de Christ. Frères, prêtez-nous main-forte. Massacrez ces vils Juifs. Nous sommes déjà assez nombreux. » Voir : Alexandre Matter, *Le Juif russe*, Paris 1905 ; et Léon Allemand, *op. cit.*, pp. 131-132, où cet appel est reproduit *in extenso*.

le Dr Dorojewski (un chrétien). Un vieux Juif eut le ventre ouvert et rempli avec des plumes du lit, après qu'on lui eût arraché les entrailles. Des femmes et des enfants furent précipités du deuxième étage des maisons dans la rue parmi les rires de la multitude. Des jeunes filles et même des enfants furent déshonorés ; certains sont morts sur place, d'autres devinrent fous (1). »

Le bilan officiel de ce pogrome, d'après une circulaire du Ministère de l'Intérieur, comportait : 45 tués ou ayant succombé à leurs blessures, 74 gravement blessés, 350 légèrement, 700 maisons et 500 boutiques appartenant aux Juifs, détruites. Nul doute que ces chiffres fussent bien loin de la réalité.

De semblables pogromes eurent lieu à Homel, Bialystok et dans bien d'autres villes. Au cours du pogrome de Bialystok (printemps 1906), 81 Juifs furent tués laissant 192 orphelins. En 1905, éclatèrent de nouveaux massacres à Jitomir, Novogorod, Nicolaïev, Odessa, etc. Les évaluations officielles donnent pour les pogromes de 1905-1906 : plus de 1.000 tués ; 2.000 blessés ; 214.000 Juifs environ eurent leurs biens pillés ou saccagés.

Les dégâts matériels se montèrent à 66 millions de roubles. 690 bourgs et villages furent atteints (2).

La population juive eut constamment à souffrir par suite de ces accusations de meurtre rituel. Tout le monde se souvient du fameux procès Beilis (1914), dont les débats occupèrent pendant des mois les colonnes de tous les journaux du monde. Le procès finit par l'acquittement de l'accusé.

La situation légale des Juifs en Russie n'était pas la même

1. Leo Errera, *op. cit.*, p. XVI.

2. Description détaillée dans *Die Judenpogrome in Russland*, t. I, p. 190-213.

pour ceux de Pologne et ceux du « territoire » proprement dit. En Pologne, les Juifs étaient citoyens russes et pouvaient habiter même dans les campagnes. Aucune entrave n'était apportée à l'exercice de leurs professions sauf pour celle d'avocat. Cependant ils ne pouvaient pas devenir conseillers municipaux et d'une façon générale subissaient les incapacités dont étaient frappés tous les non orthodoxes. Dans les quinze gouvernements du territoire, la population juive, c'est-à-dire les trois quarts des Juifs russes, était soumise à toutes les charges sans jouir de droits correspondants. Ils ne pouvaient être ni électeurs ni éligibles aux conseils municipaux. Ils n'avaient l'accès dans les écoles que dans une proportion strictement observée (pourcentage, norme) : 3 0/0 à Pétersbourg ; 5 0/0 à Kasan, Charkow, Dorpat et Tomsk ; 10 0/0 à Varsovie, Kiev et Odessa. Ce qui obligeait un très grand nombre d'étudiants juifs à fréquenter les universités étrangères.

Aucun barreau ne pouvait comprendre plus de 10 0/0 d'avocats juifs. A Odessa le nombre des courtiers juifs était limité à 25 0/0.

Les Juifs devaient accomplir le service militaire sans pourtant parvenir aux grades d'officier ou sous-officier. La proportion des conscrits dans chaque contingent annuel était de 5,6 0/0 quand les Juifs ne représentaient que 4,13 0/0 de la population totale de l'Empire. On leur refusait les dispenses à titre de soutien de famille que pourtant la loi accordait aux chrétiens et aux musulmans. Le Juif réfractaire était passible d'une amende de 300 roubles dont était tenue solidairement sa famille et même les parents par alliance.

Les Juifs russes manquaient des plus élémentaires libertés et se trouvaient à un degré plus bas de l'échelle sociale que les criminels. Leur situation légale pouvait se résumer dans

cette formule : des étrangers quant aux droits, des régnicoles quant aux obligations (1).

Les persécutions du gouvernement russe atteignaient même les Juifs nationaux des autres Etats ; ceux-ci subissaient les mêmes déchéances que les Juifs russes. Ils recevaient des passeports qui n'étaient valables que pour les localités où les Juifs russes possédaient le droit de résidence permanente. Seulement les Juifs étrangers qui étaient de gros commerçants pouvaient trafiquer avec l'intérieur de la Russie, mais à condition de devenir marchands de premières ghildes et d'obtenir une autorisation spéciale des Ministres des Finances, de l'Intérieur et des Affaires Etrangères et de la faire renouveler à chaque époque de renouvellement du brevet de première ghilde (2).

Les lois n'étaient pas aussi intolérantes peut-être que ceux qui étaient chargés de les appliquer. Quoi qu'il en soit, les vexations de l'administration et de la police étaient innombrables. Les riches grâce à des pourboires se tiraient le plus souvent d'affaire, mais les pauvres, c'est le cas de la majorité, étaient à la merci des tchinowniks qui leur infligeaient les traitements les plus odieux. « Israël, dit Anatole Leroy-Beaulieu, est pour l'employé ou le tchinownik de tout rang une proie sans défense. Les lois restrictives forment un réseau inextricable aux mailles si serrées, que le Juif qui en est enveloppé ne peut guère se mouvoir sans en déchirer une. Le plus habile n'est jamais sûr d'être en règle avec la loi ; la police a toujours barre sur lui. Cela est si vrai, qu'un des principaux obstacles à l'émancipation des Israélites est

1. Nous renvoyons sur ce point l'excellent ouvrage de Léon Allemand que nous ne saurions trop recommander.

2. Voir Allemand, *op. cit.*, pp. 166-167.

l'intérêt du tchinovisme et de l'administration à les tenir ainsi dans le filet de la loi (1). »

Combien de fonctionnaires de la police ne firent fortune que de l'argent extorqué aux Juifs riches ou simplement aisés. C'était surtout pour tolérer le séjour en dehors de la zone que ces agents se faisaient grassement payer. Certains adjoints de commissaires à Kieff, appointés à 200 francs par mois, gagnaient jusqu'à 50.000 francs de prélèvements faits sur les Juifs illégalement domiciliés dans la ville (2). Rappelons à ce sujet ce fait tragique que de nombreuses jeunes filles juives afin de pouvoir comme étudiantes suivre les cours des Universités de Moscou et de Pétrograd se faisaient inscrire à la police comme prostituées pour obtenir le droit de séjourner dans ces villes.

Parqués sur le « territoire », sans droits et sans libertés, livrés à une administration tracassière et exploiteuse, pillés, déshonorés et massacrés telle fut la situation de 6 millions de Juifs russes jusqu'au jour où la guerre déferla sur le monde entier. Nous verrons plus loin quelles furent les souffrances inouïes qu'ils durent supporter pendant comme après la guerre.

Lorsqu'éclata la guerre, un souffle d'espoir anima toute la population juive ; des manifestations patriotiques se produisirent dans toutes les villes. De nombreux dons en argent, en vêtements et autres affluèrent ; des ambulances furent organisées. En dehors des Juifs soldats de l'armée active et de la réserve, un grand nombre de jeunes gens s'enrôlèrent pour combattre l'Allemagne. « C'étaient, dit le député Friedmann, des volontaires qui, par leur instruction, leurs diplômes,

1. *L'Empire des tzars et les Russes*, p. 624.

2. *La Retch*, 18 août 1915, cité par *l'Echo de Russie*, oct. 1915.

auraient eu le droit d'être officiers ; ils savaient qu'ils ne recevraient pas le rang d'officiers et ils s'engageaient pour combattre » (1). Même des Juifs qui avaient émigré en Amérique revinrent prendre les armes pour la Russie. /

Mais bientôt des persécutions inouïes leur firent comprendre combien ils s'étaient trompés dans leur sincère enthousiasme. Dès les premiers revers l'Etat-major russe se hâta de déclarer dans des ordres officiels et dans la presse que tous les Juifs étaient des espions, agents de l'ennemi, des traîtres. Il fit planer cette suspicion de trahison tant sur la population civile que sur les soldats juifs des tranchées. Le véritable ennemi devenait ce malheureux peuple de six millions d'âmes. En l'accusant de trahison on le mettait complètement, hors la loi. La guerre contre les puissances centrales se doublait ainsi d'une guerre voulue contre les propres sujets de la Russie et le fameux rouleau compresseur qu'il reculât ou qu'il avançât broyait impitoyablement d'innombrables existences juives. Ce fut l'époque où l'on expulsa les Juifs par centaines de mille, à l'intérieur du « Territoire » où un gouvernement se permit de prendre des otages parmi ses propres sujets. Rien que de Kowno et de Courlande furent évacués de force dans un délai de quarante-huit heures, 280.000 Juifs. Vieillards, femmes et enfants durent accomplir parfois des dizaines de kilomètres à pied, par le froid et dans la neige. On n'ouvrit le « territoire » que lorsque les expulsés dépassèrent un demi-million. Certains gouverneurs ne voulurent même pas, malgré cette mesure, donner un abri à ces malheureux. Ceux-ci erraient d'une ville à l'autre enfermés dans des wagons à bestiaux, plombés, sans nourriture, où ils étaient laissés des jours entiers avant qu'on leur permit de descendre. Toutes ces atrocités furent, les 2 et 16 août 1915,

1. Discours à la Douma le 2 août 1915.

révélées à la tribune de la Douma par le député juif Friedman, par Tchkeïdze, député socialiste démocrate, géorgien, par Dzioubinsky du groupe travailliste, par Kerenski et d'autres.

« On a déporté les Juifs, disait le député Friedman, dans des wagons de marchandises, comme du bétail et avec lettres de voiture. On écrivait sur la lettre de voiture : « Marchandise — 350 Juifs » expédiés à tel ou tel endroit. Il y eut des cas où les gouverneurs des provinces ne voulurent pas les recevoir. J'étais moi-même à Vilna lorsqu'un train entier fut retenu quatre jours à la gare de Novo-Vileïsk. C'était des Juifs expulsés du gouvernement de Kowno. Le gouverneur ne voulait pas les recevoir et les renvoya à Kowno d'où on les transporta à Poltava... Un train de 110 wagons plein d'expulsés juifs stationna plusieurs jours dans une gare... Une autre mesure inouïe dans les annales de la civilisation, c'est ce qu'on appelle « l'Institution des otages ». On prenait des otages, non de l'ennemi, mais de ses propres sujets, de ses propres concitoyens !... on en prit à Radom, Kielets, Lonya, Kowno, Riga, en Courlande, à Lublin, en Livonie, etc. (1). » Friedman ajoute que les persécutions et l'exil espagnols ne furent qu'une plaisanterie en comparaison de ces faits. « Dans une certaine gare, par exemple, déclare Dzioubinsky, le comité de secours de Homel ne put obtenir l'autorisation de s'approcher des wagons pour donner des aliments et de l'eau aux déportés. Autre part les voitures d'un train remplies de gens évacués en deux heures restèrent fermées tout le temps du voyage et l'on défendait d'approcher qui que ce fut. La plupart des évacués de ce train étaient à moitié morts à l'arrivée (2). »

1. Voir *Les Juifs et la Guerre*, mémoire de la confédération ouvrière socialiste Juive Poalé-Zion au Bureau socialiste international, 1916, pp. 52-53. Pour ce qui concerne la situation des Juifs en Russie pendant les années 1915-1917, consulter l'excellent périodique *l'Emancipation juive*, publié à Paris, mais qui a cessé d'exister quelques mois après la révolution russe.

2. *Ibid.*, p. 57.

Après avoir rappelé les souffrances des Polonais M. Mi-lioukoff, leader du parti constitutionnel démocrate s'exprima comme suit :

« Mais tout cela pâlit devant les crimes commis à l'égard des Juifs. Ce malheureux peuple, animé au début de la guerre de l'enthousiasme patriotique général, ainsi que l'a affirmé ici son représentant, est devenu l'objet d'une raillerie systématique. Car comment pourrait-on qualifier autrement l'accusation en bloc de toute une nationalité de trahison et d'espionnage, laquelle ne saurait être prouvée par de ces cas isolés d'espionnage qu'on a pu constater parmi les populations frontières de toutes les nationalités.

A la suite de ces imputations qui provenaient de la même source, et se propageaient sous le couvert de l'autorité militaire, des mesures inouïes furent prises, des mesures iniques et féroces, lesquelles nous reportaient aux jours les plus sombres du moyen âge et nous humiliaient aux yeux du monde civilisé. »

M. Tevkelev du même parti déclara entre autres : « Je doute que jamais un pouvoir ait pu avoir le cynisme de prendre des otages parmi ses propres sujets. C'est un cas sans précédent dans l'histoire. »

Certaines affaires d'espionnage firent beaucoup de bruit. Comment ces affaires furent-elles créées ? « Pour le bien comprendre, je me permettrai, disait le député Friedman dans le discours dont il est question ci-dessus, de lire ici une partie de l'acte d'accusation dans l'affaire de Lomja ; là dans l'habitation d'un Juif, au cinématographe, on a trouvé deux appareils téléphoniques et l'on poursuivit le Juif pour espionnage... On trouva que ces appareils avaient été déposés chez lui par des gens appartenant au parquet. On a pu le prouver et ces personnes furent poursuivies. Voici ce que dit l'acte d'accusa-

tion : Vu les faits ci-dessus, les agents sont accusés d'avoir conspiré pour faire arrêter Benkelsdorf, ils ont fait eux-mêmes une descente dans la cabine du cinématographe où ils ont pris et arrêté arbitrairement Benkelsdorf, délit prévu par les numéros tel et tel du Code pénal... Ces messieurs ont été condamnés aux bataillons de discipline.

Et l'affaire de Koujy, Messieurs ! Vous avez lu que dans toutes les villes de Russie on avait affiché qu'un détachement de notre armée avait souffert par la trahison des Juifs et de la population lithuanienne qui auraient caché dans leurs caves de nombreux soldats allemands pour leur permettre d'attaquer les Russes à l'improviste. Le député Kerensky et moi sommes allés dans cet endroit pour faire une enquête sur cette affaire. Or, il est avéré que rien de pareil n'est arrivé. Il n'y avait pas dans tout le village une seule cave où l'on pût cacher des soldats allemands. Il n'y avait qu'une seule cave appartenant à un Juif et longue de 2 m. 80 sur 1 m. 10 et si basse qu'un homme ne peut s'y tenir debout. De plus l'échec a eu lieu, le 28 mai et tous les Juifs avaient quitté l'endroit le 27 mai. Ils étaient partis avec le consentement du commandant militaire, avec la permission des officiers, ce qui naturellement n'aurait pu avoir lieu, s'ils avaient été coupables de quoi que ce fût (1). »

On alla si loin dans l'accusation de trahison que dans certaines églises on prononça des prières pour la délivrance de l'armée de la trahison juive.

Cependant les véritables traîtres étaient ceux-là mêmes qui

1. Rappelons encore ici l'affaire de Mariampol petite ville dont le maire condamné à huit années de travaux forcés fut ensuite libéré, l'accusation de trahison portée contre lui par un nommé Bairachevsky, convaincu lui-même d'espionnage et condamné au bagne, ayant été reconnue mensongère.

Nos citations sont faites d'après le mémoire : *les Juifs et la guerre de la confédération Poale-Zion*. La Haye, 1916.

ordonnaient ou toléraient toutes ces persécutions : les Mias-soiedeff, Soukhomlinof, Yanouchkevitch, Sturmer, Protopoff et bien d'autres.

Le gouvernement russe enleva aux Juifs jusqu'à la possibilité d'exprimer leur douleur, en supprimant d'un coup toute la presse juive en iddich ou en hébreu.

Cependant à la suite de l'interpellation des députés social-démocrates, du groupe travailliste et du parti constitutionnel démocrate, le gouvernement se décida enfin à élargir la zone de résidence par une circulaire ministérielle du 15/28 août 1915.

« Jusqu'à la revision générale des lois régissant les Juifs et vu les circonstances extraordinaires du temps de guerre, » cette circulaire autorisait l'accès aux Juifs des villes en dehors des limites de leur établissement principal, excepté les capitales (Pétrograd et Moscou) et les localités relevant des ministères de la Cour impériale (Tsarskoïe Selo, Gatchina, Peterhoff, Oranienbaum, Yalta) et de la guerre (Provinces des Cosaques du Don, de Kouban, de Terek, Régions de la Transcaucasie et du Turkestan). Si on se rappelle les gros bénéfices que les fonctionnaires retiraient du fait de l'existence de la zone, on s'imaginera avec quel mauvais vouloir la circulaire ministérielle dut être appliquée.

L'élargissement de la zone arraché au gouvernement, celui-ci n'en continua pas moins son œuvre de persécution. Le 9 janvier 1916 le Ministère de l'Intérieur, département de la police, sixième section, envoyait aux gouverneurs, préfets de ville, chefs de région, bureaux de gendarmerie (police politique) des provinces une circulaire dont le député Tcheidzé donna lecture à la séance de la Douma du 10/23 février 1916 et qui commençait par les lignes suivantes : « D'après les informations parvenues au Département de police, les Juifs

s'occupent actuellement avec énergie de la propagande révolutionnaire à l'aide de nombreuses organisations secrètes aux fins d'exciter le mécontentement général en Russie. En dehors de l'agitation criminelle dans l'armée et dans les grands centres industriels de l'empire ainsi que de l'excitation aux grèves, ils se servent de ces deux importants modes d'action : le renchérissement artificiel des denrées de première nécessité et l'accaparement de la monnaie. » Considérant cette circulaire comme illégale les députés : Friedman, Roditchev, Tchkhenskeli, Milioukov, Jefremov, Soukhanov, Maklakov et d'autres déposèrent à la Douma le 26 février 1916 une interpellation adressée au Président du Conseil des ministres et aux ministres de l'Intérieur et des Finances. « Les soussignés, disent entre autres les interpellateurs, tiennent la publication de cette Circulaire pour un acte illégal, inadmissible au point de vue des intérêts généraux de l'Etat. Il est indubitable qu'un document pareil, signé d'un particulier ou d'une organisation quelconque, aurait donné lieu à des poursuites judiciaires. Ce document visant toute une nation, lançant contre elle une accusation générale et mal fondée de forfaits des plus grands, et dont le contenu n'est pas sans analogie avec les proclamations de pogromes de l'organisation des « cents-noirs » de 1905, incitant au massacre général des Juifs et des intellectuels, ce document est la preuve du crime qui consiste à soulever une partie de la population contre l'autre. En publiant et en signant un tel document, au nom d'une institution de l'Etat, les fonctionnaires du Département de la Police, suppléèrent au manque de preuves des accusations portées contre les Juifs dans la dite circulaire. Ils profitèrent de leur position officielle pour répondre aux informations et leur prêter un caractère véridique. »

En 1916 il fut question de donner force de loi à la circu-

laire élargissant la zone de séjour, mais le président du conseil Sturmer, s'y opposa estimant que la revision des lois anti-juives ne pouvait avoir lieu qu'après la guerre.

Partout où les Russes faisaient leur apparition le sort des Juifs devenaient lamentable. Ce fut le cas de la Galicie et de la Bukovine pendant l'occupation russe. Les atrocités commises à ce moment-là dépassent toute imagination. Lors de la marche sur Lemberg les Russes poussèrent devant eux des femmes et des enfants juifs. Ces faits furent portés à la connaissance du pape, Benoît XV. Dans une interview qu'il donna à M. Latapie rédacteur en chef de la *Liberté*, à la question de savoir pourquoi il n'avait pas réprouvé les crimes commis par les Allemands, le pape répondit que les Russes en avaient fait autant.

Sans entrer dans des détails la reproduction de quelques ordres des autorités militaires russes en Galicie permettront de se faire une idée de leur conduite envers la population juive :

Ordre du Gouverneur général de Lemberg, comte Bobrinsky, du 13 (26) février 1915.

Par suite des ordres du Commandant en chef des armées du front sud-ouest, le Gouverneur militaire de Galicie, vu l'espionnage croissant des Juifs, d'après les articles 1, 2 et 3 de la loi concernant les endroits considérés en état de siège, décide ce qui suit :

1° L'accès de la Galicie est défendu aux personnes de nationalité juive ;

2° Les personnes de nationalité juive ne peuvent se rendre d'un lieu à l'autre de la Galicie ;

3° Les coupables seront condamnés, par mesures administratives, à une amende maxima de 3.000 roubles ou à trois mois d'arrêts au maximum.

L'exécution de cette ordonnance revient au Commandant de place de Lemberg, au gouverneur de Galicie et aux chefs de districts appartenant à ce gouvernement.

Ordre des autorités militaires de Koloméa :

Proclamation. — Je porte à la connaissance de la population juive de Koloméa qu'elle est responsable de tous les dégâts à la voie ferrée, aux fils télégraphiques ou téléphoniques du ressort des localités de Delatyn, Koloméa, Sniatyn. Toute la population juive de Koloméa sera frappée d'une forte amende, payable en trois jours. Sinon, la population juive tout entière sera expulsée des parties occupées par les troupes. Le Commandant de la circonscription de Koloméa : Prince Lobanov-Rostowsky.

Dépêche de l'Etat-major du 30^e corps d'armée.

Le Commandant de corps ordonne l'exécution des ordres de la dépêche du Commandant en chef de l'Intendance de l'armée de campagne. Sur l'ordre du Commandant en chef l'évacuation forcée est arrêtée complètement pendant la retraite.

Les fugitifs qui se retirent librement dans nos gouvernements ainsi que les habitants des frontières seront dirigés vers les parties Est des gouvernements de Volhynie et de Podolie. Si les mesures militaires le permettent, il ne faut pas retenir ceux qui désirent retourner en Galicie. Les fugitifs seront répartis dans quelques colonies pour remplacer les colons évacués. Les Juifs de Galicie ne pourront passer nos frontières ; ceux qui auront pénétré dans notre territoire à la suite des fugitifs devront autant que possible être renvoyés en Galicie. Il y a, présentement, le long de la frontière autrichienne, des campements de Juifs expulsés auparavant des rayons militaires et non admis en Russie. Lors de la retraite de notre armée et au passage des frontières, des perquisi-

tions minutieuses seront faites dans ces campements ; et ils seront contournés pour éviter l'infection. *Des mesures énergiques jusqu'à la violence seront également prises pour repousser les Juifs dans la direction de l'ennemi.*

Signé, le lieutenant-colonel Stavroguine.

En mars 1917 éclata la Révolution. De nouveau l'espoir pénétra dans les foyers juifs, cette fois non sans raison, car des milliers de Juifs avaient sacrifié leur liberté ou leur vie pour amener la chute du tzarisme. Le gouvernement provisoire du prince Lvov dans son appel à la nation annonça l'amnistie immédiate et générale de tous les délits politiques et religieux et *l'abolition de toutes les restrictions sociales, religieuses et nationales*. Kerensky, alors ministre de la Justice admit au barreau les avocats juifs. Dans toute la population juive la joie fut immense ; c'en est fait, pensait-on, des lois oppressives, des pillages et des massacres !

Les Juifs fraternisèrent avec le reste de la population. Les rabbins firent des prières dans les synagogues pour la prospérité du nouveau régime. La joie chez les Juifs des autres pays, notamment des Etats-Unis de France et d'Angleterre n'était pas moins grande. Des télégrammes de félicitations exprimant la satisfaction et la gratitude des Juifs du monde entier, parvinrent à Pétrograd. Les représentants des communautés juives conduites par le député Friedman furent reçus en audience par le prince Lvov à qui ils exprimèrent la reconnaissance des Juifs russes pour l'abolition des restrictions religieuses et nationales. En avril 1917, Kerensky acheva la mise sur pied du projet de loi accordant l'égalité des droits à tous les citoyens russes sans distinction de religion ou de nationalité. Plusieurs journaux antisémites furent supprimés par l'ordre du gouvernement. Un décret du ministre

de la Guerre, Goutchkow, ordonna l'admission dans les écoles militaires de tous les jeunes gens remplissant les conditions nécessaires, quelle que fût leur religion. Un grand nombre de Juifs furent reçus avocats à Pétrograd, Moscou, Odessa. Les avocats Grusenbergs et Vinaver furent nommés membres du Sénat russe (Cour suprême).

Le bonheur des Juifs ne devait pas durer longtemps. Si un retour à la législation restrictive n'était pas à craindre, l'antisémitisme lui-même ne pouvait pas être effacé d'un seul trait de plume et des excès étaient à prévoir. Aussitôt après l'abdication du tzar les bandes des « Cents-noirs » se mirent à agiter le peuple à Kichinef, Odessa, Ekaterinbourg, Mohilev, dans l'intention de provoquer des pogromes. Même à Pétrograd, âme de la révolution, les excitations ne manquèrent pas. Heureusement les autorités gouvernementales et urbaines, soutenues par les soldats et les ouvriers, intervinrent à temps par des mesures susceptibles d'empêcher les troubles. L'intervention du gouvernement, des soldats et des ouvriers fit également échouer des pogromes à Tsaritsin, Bakou, Revel, Bogorodsk, Serguisk. A Kief, Tolmazy (Bessarabie), Kichinef les « vrais russes » essayèrent de provoquer des massacres.

L'antisémitisme se fit jour jusque dans l'armée révolutionnaire.

Dans la lutte des maximalistes contre le gouvernement provisoire presque tous les Juifs prirent parti pour ce dernier et devinrent ses plus fermes soutiens. Les maximalistes commencèrent à attaquer les Juifs et répandirent de très violentes brochures antijuives. Cette agitation s'aggrava par la coalition des bolchevistes et des « Cent-Noirs ».

L'avènement au pouvoir des maximalistes n'amena aucun changement dans l'attitude que les Juifs avaient prise envers eux : les Juifs demeurèrent fidèles au régime de Kerensky. « Les

Juifs russes, déclarait le journal *Evreïskaïa Nedelia*, étant politiquement la partie de la population la plus développée, doivent comprendre le grand danger de la domination bolchevik pour tous les peuples russes. Nous ne pouvons pas nous séparer comme les autres de la Russie. Etant trop liés dans nos intérêts politiques et économiques avec la population russe orthodoxe, nous devons prendre la part la plus active à la lutte pour sauver la Russie de la domination de Lénine. » (1)

Même attitude de la part du « Bound » organisation révolutionnaire du prolétariat juif. « Nous considérons la Révolution bolchevique comme une folie, déclarait l'*Arbeiter Stimme*, organe central du Bound. C'est une folie de croire qu'une petite partie de la démocratie groupée autour des Soviets pourra imposer sa volonté à tout le pays ; c'est également une folie de prétendre que la Russie très arriérée économiquement pourra donner le signal de la Révolution sociale universelle. » (2)

Ce fut aussi les armes à la main que les Juifs défendirent l'ancien gouvernement provisoire. Cinquante aspirants (Younkers) juifs trouvèrent la mort dans la défense de l'école militaire et du Central télégraphique de Pétrograd (novembre 1918). Alors commencèrent les représailles contre la population juive sur laquelle s'abattit de nouveau la vague des pogromes. Citons parmi les villes atteintes : Gluback, Tiraspol, Doubossary, Soroky, Pogrebiche, Stawiche (Ukraine), Polonny (Volhynie). Dans ses actes de pillages la foule fut partout aidée par les militaires. Les Juifs songèrent à se défendre par leurs propres moyens mais les autorités militaires ne le leur permirent pas sous prétexte que la création de corps spéciaux de protection était de nature à exciter davan-

1. Voir J. Biélinky, *Univers israélite*, février 1918.

2. *Ibid.*

tage les antisémites. Le gouvernement bolchevik supprima la presse juive et arrêta les directeurs et rédacteurs des journaux juifs de Pétrograd.

La vague de pogromes s'étendit en Ukraine et en Bessarabie. Maintenant ils sont provoqués par les adversaires des bolcheviks. Le 13 avril 1918 la Pravda écrivait : « L'épidémie des pogromes infestant toute une série de villes surpasse dans sa bestialité tout ce qui est arrivé en 1905. » A Gluchow toute la population juive fut égorgée ; dans le Turkestan les Juifs furent exécutés en masse.

A Moscou le Comité institué pour combattre la contre-révolution décréta la peine de mort contre tous ceux qui participeraient directement aux pogromes et la confiscation des biens pour les instigateurs.

De vives polémiques s'élevèrent, quant à la responsabilité des pogromes, entre le gouvernement bolchevik et les partis socialistes d'opposition, chacun rejetant sur l'autre la faute ; le premier accusant les socialistes de droite d'être l'instrument de la contre-révolution, les seconds accusant les bolcheviks d'avoir déchaîné l'anarchie et par conséquent favorisé l'agitation programiste (1).

Ces polémiques ne furent pas de nature à faire cesser les pogromes qui, cette fois, sévissaient plus particulièrement dans les provinces tartares de Kougan, Skobelef, Andijan, Krotof et Saryschano. Selon le bureau de Correspondance juive de Berne (2), plusieurs milliers de Juifs des gouvernements de Kazan et de Saratoff ont été contraints, sous menace de mort de la foule tartare, de se convertir à l'islamisme.

A la faveur de l'anarchie, les « Cent-Noirs » se reconstituèrent partout et provoquèrent des pogromes tant dans les

1. *Univers Israélite*, 9 août 1918.

2. *Univers Israélite*, 16 août 1918.

régions soumises aux Soviets que dans celles occupées par les germano-ukrainiens. La formation de bataillons juifs de protection fut interdite. Les gardes blancs organisèrent, lors de leur retraite un épouvantable massacre à Syrsami où ils trainèrent hors de la synagogue sept vieillards qu'ils mirent en pièces. De semblables excès furent commis à Jaroslav.

Des bandes de bolcheviks provoquèrent un pogrome à Suraz; à Mglin (province de Tchernigoff) quinze Juifs furent tués, un certain nombre blessé; à Hornel les corps de « self-defence » réussirent à arrêter les pogromes.

Le gouvernement bolchevik créa un commissariat aux affaires juives qui eut pour but de lutter contre les partis juifs antibolchevistes. Les commissaires juifs s'acharnèrent particulièrement contre l'emploi de l'hébreu, considérant cet acte comme réactionnaire (1).

Ce serait une erreur de penser que l'antisémitisme a disparu des provinces soviétistes; mais il n'a pu conduire aux pogromes du genre de ceux dont nous aurons à nous occuper bientôt, par suite des mesures énergiques prises par le gouvernement. Des bandes de pillards commirent quelques pogromes dans le courant de 1919. Quant aux gardes-rouges, si d'une façon générale ils ne participaient pas aux excès, ils se montraient mécontents lorsque les autorités les envoyaient protéger les Juifs et parfois ils refusaient d'exécuter l'ordre.

§ 12. — ROUMANIE

Les documents les plus anciens concernant les Juifs en Roumanie datent du xvii^e siècle (2). C'est au xvi^e siècle que

1. Voir sur cette question : *Bulletin du C. D. J.*, n° du 11 février 1920.

2. Stambler, *L'Histoire des Israélites roumains et le droit d'intervention*. Paris, 1913, p. 19.

leur nombre s'accrut d'immigrants de Pologne qui cherchaient un refuge sur le territoire roumain. En vue de la fondation des villes, les princes roumains encouragèrent cette immigration vers la fin du XVIII^e siècle. D'une façon générale, jusque vers le XIX^e siècle, leur situation était supportable ; aucune persécution systématique ne fut dirigée contre eux et à part quelques petites émeutes ils n'eurent pas trop à souffrir. Comme restrictions légales, mentionnons la défense d'acheter des biens-fonds ruraux, mais il leur était permis de posséder des maisons dans les villes. Le règlement organique de 1829 leur enleva le droit de prendre des terres en fermage, ce qui leur avait été déjà interdit par le prince Moroukzi en 1804. Ce règlement classait les Juifs à un rang plus bas que les étrangers de rite chrétien ; ceux-ci jouissaient de droits civils et pouvaient accéder par la grande naturalisation aux droits politiques. Aux juifs, par contre, on refusa même l'égalité civile. Le souffle de libéralisme qui animait l'Europe en 1848 devait provoquer de meilleurs sentiments envers les Juifs. La proclamation révolutionnaire du 11 juin 1848 contenait un article 3 où on disait : « L'émancipation des Israélites et l'acquisition des droits politiques pour tout compatriote d'autre croyance... » La proclamation se terminait ainsi : « Aujourd'hui tous les habitants du pays sont Roumains, égaux et frères (1). » Ce manifeste était signé entre autres par J. C. Bratiano. De 1848 à 1859 les Juifs traversèrent une période de calme. En 1852 ils furent soumis au recrutement militaire (2). Les protocoles des conférences de Constantinople du 4 janvier 1856 et la Convention de Paris de 1858 proclamèrent des principes qui auraient nécessairement dû amener l'émancipa-

1. Isidore Loeb, *La situation des Israélites en Turquie, en Serbie, en Roumanie*. Paris, 1877.

2. Stambler, *op. cit.*, p. 73.

tion des Juifs roumains. Sous le règne du prince Jean Couza des efforts furent faits pour l'amélioration de leur sort. Un message de 1860 promit l'émancipation graduelle. Le Code civil de 1869 étendit aux Juifs le bénéfice de la grande naturalisation, comme pour les étrangers chrétiens. L'article 6 déclarait en outre que l'exercice des droits civils ne dépendait pas de la qualité de citoyen. La loi du 31 mars 1864 (art. 26) accorda le suffrage municipal à certaines catégories de Juifs (1). Lors du vote de cette loi des manifestations de sympathie se produisirent à l'Assemblée nationale. « Nous ne devons plus procéder en tenant compte des différences de religion, y disait M. Boeresco, devenu plus tard ministre des Affaires étrangères. Ne savez-vous pas dans quel siècle nous vivons ? Est-ce que les Israélites ne paient pas les impôts comme tous ?... Alors, Messieurs, qui a des obligations doit avoir des droits (2). »

Le message du prince Couza du 6 décembre 1865 disant que le gouvernement « a pris et prendra des mesures pour hâter, autant que possible, l'émancipation des Roumains de rite israélite », devait constituer la dernière manifestation favorable aux Juifs. Avec l'accession au trône du prince Charles (1866) commença l'époque non encore close des persécutions légales et sociales. Le 18 juin 1866, après le départ d'Adolphe Crémieux qui était venu plaider la cause des Juifs roumains (3), échouait par suite d'une émeute le projet de Constitution proposée par le gouvernement qui disait qu'une « loi spéciale réglerait la naturalisation graduelle et l'obtention de droits politiques pour les Israélites ». En 1868 une proposition de loi fut déposée à l'Assemblée réclamant la mise hors

1. Il leur fut enlevé en 1882.

2. Stambler, *op. cit.*, p. 87.

3. Isidore Loeb, *op. cit.*

du droit commun de tous les Juifs. On commença à expulser des Juifs ; des émeutes se produisirent dans plusieurs villes, des synagogues furent détruites. La nouvelle Constitution roumaine spécifiait dans son article 7 que parmi les étrangers seuls les chrétiens pouvaient obtenir la naturalisation. C'était déclarer ne reconnaître aux Juifs qu'une situation d'étrangers. Cet article 7 ne fut modifié que lorsque le traité de Berlin, article 44, eût imposé l'émancipation des Juifs. A l'observation de l'article 44 était liée la reconnaissance de l'Indépendance de la Roumanie. Alors le gouvernement roumain fit voter en 1879 un nouvel article 7 qui faisait dépendre la naturalisation des Juifs d'une loi individuelle votée expressément pour chacun d'eux par le Parlement. Il déclarait s'être ainsi conformé à l'article 44 du traité de Berlin tout en résolvant la question juive. Les puissances finirent par reconnaître l'Indépendance de la Roumanie et celle-ci put désormais donner libre cours à sa profonde haine contre les Juifs. On eut recours à l'arme légale ; sans légiférer directement contre les Juifs on édicta des mesures contre les étrangers en général, ce qui sauvait les apparences (1).

« Coup sur coup des lois ont été proposées, votées et exécutées les unes plus exclusives que les autres. Coup sur coup des circulaires et des règlements ont paru, là où la loi ne semblait pas suffisante ou assez prompte à venir. C'est une collection respectable qui ne déshonorerait pas les temps reculés du moyen âge. Chaque circulaire, chaque règlement, chaque loi renferme des dispositions qui deviennent autant d'ins-

1. Voici ce que proposait un député à la Chambre roumaine, M. G. Ghitu en 1869 : « Mon opinion est qu'il ne faut pas faire de projet de loi spécialement dirigé contre les Juifs. Ce serait blesser l'opinion publique européenne et nous aliéner les sympathies des gouvernements étrangers avec lesquels nous sommes en rapport journalier et que nous devons ménager, si nous voulons qu'ils nous ménagent à l'occasion. » Isidore Lœb, *op. cit.*, p. 180.

truments tranchants destinés à couper dans leurs racines l'existence de quelques centaines ou milliers de familles juives (1). »

En 1872 la loi sur les monopoles des tabacs éliminait complètement les Juifs soit de la fabrication (direction, main-d'œuvre) soit de la vente (débits) du tabac. La loi sur les boissons spiritueuses de 1873 refusa aux Juifs le droit d'obtenir la licence, de tenir des débits de boissons dans les villages, hameaux, auberges isolées ou placées sur les routes. Les Juifs établis durent liquider et fermer ; en certains endroits ils n'eurent que vingt-quatre heures pour tout délai ; plus de deux mille familles restèrent sans ressources. La loi sur les bourses de commerce du 1/13 juin 1881 disait à l'article 26 : nul ne peut être agent de change ou courtier en marchandises sans être Roumain ou naturalisé. Des lois postérieures de 1886 et 1895 apportèrent de nouvelles aggravations. Jusqu'en 1882 les Juifs pouvaient exercer librement le métier de commissionnaires et expéditeurs auprès des douanes. Une loi de 1832 sur les douanes leur en ferma définitivement l'accès. Sous le prétexte d'encourager le commerce stable le gouvernement roumain fit voter une loi promulguée le 17-19 mars 1884 interdisant le commerce ambulante. Cette loi causa la ruine d'une population de 20.000 âmes. « Aussi dès que l'application sévère de la loi fut ordonnée par une circulaire ministérielle n° 23.296 du 2 mai 1884, un cri de désespoir retentit dans le pays, du sein de la population juive. Des souscriptions furent faites partout pour venir en aide à ces malheureux, aux veuves, aux vieillards, aux estropiés et pour faire émigrer les plus jeunes (2). » En 1886 la loi sur les

1. Sincerus, *Les Juifs en Roumanie*. Londres, 1901, p. 10, préface. Un des meilleurs ouvrages qui aient été écrits sur la situation légale des Juifs roumains. Nous lui devons plus d'un renseignement sur la question.

2. Sincerus. *id.*, p. 66.

Chambres de commerce et d'industrie n'admit comme électeurs que les commerçants jouissant des droits civils et politiques. Les Juifs, qui formaient avec les autres étrangers les deux tiers et même dans certaines localités les 90 0/0 des commerçants, furent exclus du droit de choisir des représentants aux Chambres de commerce. Une loi de 1887 enlevait aux Juifs même la possibilité d'être ouvriers dans les fabriques. Cette loi pour l'encouragement de l'industrie, en échange des avantages qu'elle procurait à quiconque voulait créer en Roumanie un établissement industriel avec un capital d'au moins 50.000 francs et l'emploi d'au moins 25 ouvriers par jour, exigeait que cinq ans après la fondation d'une fabrique les deux tiers des ouvriers fussent roumains. Les bénéfices de la loi étaient étendus aux industriels qui lors de la promulgation de la loi remplissaient les conditions ci-dessus. Après avoir frappé le Juif comme commerçant on le frappait comme ouvrier. En vertu des règlements de 1886 et 1893 les Juifs roumains se virent enlever le droit de pratiquer le commerce de droguerie. Ils furent exclus de toutes les licitations publiques quoiqu'aucune loi ne leur défendit d'y participer. Depuis le rachat des chemins de fer par l'Etat roumain tous les fonctionnaires et tous les employés sont roumains. L'exercice de la médecine et de la pharmacie était libre jusqu'en 1866. A partir de cette année commencèrent les restrictions pour arriver à l'élimination complète des Juifs du service sanitaire. Dans tous les hôpitaux les malades étaient reçus sans distinction de religion jusqu'en 1866. Les nouvelles lois n'admirent plus les malades juifs dans les hôpitaux que moyennant une somme d'argent et dans la proportion de 10 0/0 de la totalité des lits d'un hôpital, tandis que les Roumains pauvres devaient être reçus gratuitement. Les hôpitaux appartenant aux œuvres pieuses interdirent dans leurs règlements l'emploi de médecins

et même d'internes juifs. Les hôpitaux de l'éphorie générale de Jassy refusèrent même les externes juifs. L'exercice de la pharmacie fut interdit aux Juifs aux conditions imposées par la loi de 1893. Toutes ces mesures tendaient à enlever aux Juifs tous moyens d'existence. D'autres mesures non moins cruelles furent prises à leur égard. A partir de 1868 une chasse ininterrompue fut faite aux Juifs établis dans les villages. Voici le texte légal qui servait de prétexte à ces expulsions. Loi du 23 décembre 1868 article 10 : « les individus sans aveu ne peuvent s'établir dans aucune commune rurale à moins de l'autorisation préalable du conseil. » Les Juifs étaient assimilés aux vagabonds.

Beaucoup de villes et de bourgs ne furent pas érigés en communes urbaines, afin d'empêcher les Juifs de venir s'y installer. On chassa donc les Juifs des villages et on veilla en même temps à leur parage dans les communes urbaines existantes. Du domaine économique et politique la persécution roumaine passa au domaine scolaire. « Les écoles publiques ont toujours été accessibles à tout le monde dans les Principautés roumaines. Les Chrysobulles des princes qui accordent des privilèges aux écoles fondées par eux ou par les particuliers stipulent expressément que tous les enfants, sans distinction de nationalité ni de religion, doivent y être reçus ; aucune taxe, aucune condition ne leur est imposée (1). » Le règlement organique de 1831 portait : « Les enfants des Juifs pourront être reçus dans les écoles publiques. » La loi de 1851 pour la réorganisation de l'enseignement public de Moldavie disait à l'article 1^{er} : « L'enseignement public est gratuit et libre pour tout habitant de la Moldavie. » La loi de 1864 n'établissait non plus aucune restriction. Une circulaire de

1. Sincerus, *op. cit.*, p. 118.

1865 précisait que cette loi s'appliquait aux Juifs et demandait aux communautés de prendre des mesures pour que les enfants fussent envoyés dans les écoles. Se conformant à ce mot d'ordre les Juifs envoyèrent leurs enfants dans les écoles roumaines. En 1882-1883 le nombre des enfants juifs dans les écoles primaires urbaines était de 15 0/0 et dans certaines localités de 30 à 75 0/0 du contingent total scolaire (1). Alors un changement de politique se produisit tendant à l'élimination complète des enfants juifs des écoles roumaines. On introduisit un droit d'écolage de 10 francs pour les écoles primaires et de 50 francs pour les écoles secondaires. Comme cette mesure était insuffisante une circulaire ministérielle prescrivit ce qui suit au sujet des écoles primaires et secondaires : « Si le nombre des élèves inscrits conformément au paragraphe 1 est trop grand, de sorte qu'on ne puisse satisfaire à toute les demandes dans les limites du paragraphe 2, préférence sera donnée aux enfants dont les parents sont roumains, nés ou naturalisés... Si après admission de tous les enfants de nationalité roumaine il reste encore un nombre de places disponibles, mais insuffisant pour comprendre tous les enfants de nationalité étrangère, on admettra ceux-ci, jusqu'à ce que les classes soient complètes, en tenant compte de l'ordre de l'inscription. » Cette injustice fut consacrée par la loi scolaire de 1893 qui maintenait l'écolage et la réception dans la mesure des places non occupées par les enfants roumains. C'était décréter l'exclusion complète, car jamais il n'y a de places vacantes. Alors les Juifs furent obligés de se créer des écoles primaires à eux. Une loi de 1898 admit le même principe pour les écoles secondaires. Ajoutons que les Juifs étaient exclus de toutes les écoles professionnelles ou spé-

1. Sincerus, *op. cit.*, p. 121.

ciales et que les vexations du gouvernement s'acharnaient même contre les écoles juives.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de l'antisémitisme légal. On peut s'imaginer à quel degré d'acuité doit se trouver l'antisémitisme social et économique de la population elle-même. Plus d'une fois les directeurs et professeurs des lycées ou des universités prêchent l'antisémitisme *ex cathedra*. Le Roumain dès son enfance reçoit une éducation antisémite. Le Juif est poursuivi partout. La société des gens de lettres roumains exigeait la production de l'acte de naissance à tous ceux qui voulaient devenir membres de la société. Le gouvernement et le peuple roumain étaient unis dans cette politique d'encerclement et d'anéantissement du Juif.

A ces Juifs qu'on traitait en étrangers et à qui on enlevait presque tous les moyens d'existence, on imposait en revanche le service militaire. La loi de 1864 les fit recruter comme étrangers qui habitent le pays et ne sont pas soumis à une protection étrangère ; celle de 1868 les enrôla comme Roumains ; celle de 1872 maintint cette formule. En 1876 on revint au système de 1864. Après 1878 les Juifs furent exclus totalement de l'armée pour faire croire aux puissances que c'étaient les Juifs qui refusaient de servir. La loi de 1882 portait, article 1^{er} : Tous les habitants du pays doivent personnellement le service militaire ; article 2 : les sujets des Etats étrangers ne peuvent pas faire partie de l'armée. Ces deux articles furent maintenus malgré les modifications ultérieures de la loi. C'est donc comme étrangers habitant le territoire et non soumis à aucune puissance étrangère que les Juifs payaient l'impôt du sang (1).

1. « Les étrangers ne peuvent être astreints au service militaire, qui est, par essence, une charge civique et obligatoire. On ne peut imposer de semblables charges à ceux auxquels on refuse, avec raison, les droits politiques. » Bonfilis, *Manuel de droit international public*, n^o 445, p. 276.

Ce qui est encore plus grave c'est que non seulement ces anciens soldats étaient exclus de toutes les fonctions publiques et se voyaient enlever presque tous les moyens d'existence, mais encore en tant qu'étrangers ils pouvaient être expulsés au delà des frontières au gré du gouvernement roumain et même des simples fonctionnaires de la Police ou de particuliers influents. Une loi de 1881 qui n'avait été nullement créée pour servir d'arme contre les Juifs, fut appliquée à ceux-ci à partir de 1883. A cette époque neuf personnes furent expulsées. Depuis de nombreux journalistes commerçants et ouvriers juifs firent l'objet de mesures semblables pour les motifs les plus divers et parfois les plus futiles (1). Ajoutons qu'en 1880 on imposa, aux Juifs des billets de libre séjour. Cependant le règlement édicté n'aurait dû s'appliquer qu'aux vrais étrangers. Ainsi donc le Juif roumain était un étranger ne jouissant d'aucune protection, un véritable hors la loi. « L'Etat, qui mettrait l'étranger hors la loi, méconnaîtrait sa mission providentielle ; il se mettrait lui-même en dehors de la civilisation et de l'humanité (2). » Que dire, d'un Etat qui traite ses propres sujets en étrangers et qui leur refuse même les droits les plus élémentaires ?

Au moment même où les Etats alliés déclaraient lutter pour le droit et la liberté, la Roumanie dont on escomptait l'entrée en ligne continuait avec autant de cynisme que par le passé à prendre des mesures profondément vexatoires contre la paisible population juive. En mai 1913 surgit la loi du contrôle des étrangers qui exigeait de tous ceux qui n'étaient pas des étrangers de faire la preuve au moyen d'actes officiels qu'ils étaient nés dans le pays, avaient satisfait à la loi

1. Sincerus, *op. cit.*, p. 145.

2. André Weiss, *Traité théorique et pratique de droit international privé*.

militaire et que ni eux, ni leurs parents n'avaient jamais joui d'aucune protection étrangère. Ceux qui ne pouvaient pas apporter cette preuve devaient demander un billet de séjour. Mais la plupart des Juifs étaient dans l'impossibilité de faire cette preuve, parce que les registres de l'état civil n'existent en Roumanie que depuis 1866 et que beaucoup de Juifs ont changé de nom ou de domicile. Et comment produire la preuve négative que ni eux, ni leurs parents n'avaient joui jamais d'une protection étrangère? Le gouvernement lui-même recula devant ces difficultés et ajourna l'application de la loi, ce qui n'empêcha pas d'ailleurs les autorités subalternes de commettre de nombreux abus. Mais le gouvernement prit bientôt sa revanche en exigeant la production de ces mêmes pièces, pour lui et ses parents, de la part de tout Juif qui voulait obtenir un passeport pour l'étranger.

Autre iniquité. Vers la fin du mois de mai 1915 le gouvernement ordonna de chasser tous les Juifs habitant les villes frontières, justifiant cet acte comme une mesure de sécurité dans l'intérêt supérieur de la nation. Tous les Juifs devenaient ainsi des espions et des traîtres. L'ordre fut exécuté avec beaucoup de rigueur ; les autorités ne donnèrent aux Juifs qu'un délai de vingt-quatre heures et en certains endroits seulement de six heures pour quitter la localité. On chassa même des Juifs citoyens roumains vétérans de la guerre de 1877-1878 (1).

Le 28 août 1916 la Roumanie se rangeait aux côtés des alliés. Plus de vingt mille soldats juifs se trouvaient dans les rangs de l'armée roumaine. Le plus grand enthousiasme régnait parmi ceux-ci comme d'ailleurs parmi toute la population juive. Des appels et manifestes patriotiques furent lan-

1. Voir à ce sujet la substantielle brochure de la Ligue des Droits de l'Homme : *Les Juifs de Roumanie*.

cés par les communautés juives. Les jeunes filles et les femmes juives s'enrôlaient dans la Croix-rouge. Chez tous régnait l'espoir que le sacrifice suprême amènerait pour eux aussi l'ère de la libération. Ce fut tout le contraire qui se produisit car bientôt après les premiers revers on se jeta sur les Juifs dont on fit le bouc émissaire.

Les soldats juifs de l'armée roumaine furent traités d'espions et de traîtres, maltraités, dégradés, certains d'entre eux fusillés sans aucune enquête et les exécutions annoncées par voie d'affiches. Les cruautés des officiers dépassèrent toute imagination. Comment aurait-il pu en être autrement quand les ordres venaient d'en haut, et notamment du Grand Quartier général (1). L'accusation d'espionnage fut étendue à toute la population juive et on procéda à des arrestations en masse. Cette suspicion jetée par les autorités provoqua une foule de dénonciations (2). La langue iddisch fut interdite, afin disait-on d'empêcher les Juifs de s'entendre avec l'ennemi. Les boy-scouts roumains que les parents avaient mis à la disposition de l'administration, se livrèrent à des perquisitions et dénoncèrent les Juifs pour emploi de la langue « allemande ». Les Juifs furent accusés d'accaparer la monnaie d'argent. Les maires refusèrent de leur livrer des vivres pour le motif

1. Le Dr S. Bernstein en cite plusieurs dans sa brochure : *Les Persécutions des Juifs en Roumanie*, Copenhague, 1918, pp. 35 et suiv. Nous en extrayons ici deux : Ordre n° 147-98 adressé à l'administration militaire :

« Suivant instruction du quartier général, il est ordonné d'éloigner des hôpitaux toutes les personnes, hommes et femmes, qui n'appartiennent pas à la nationalité roumaine. Le Juif ne peut être toléré dans les hôpitaux. Quand il s'agit de Juifs, il n'est pas permis d'avoir des sentiments humanitaires ou d'user de sensiblerie. Il a été constaté que ces personnages, sous le masque de la charité et de l'aide philanthropique, se sont faufilés parmi nos malades et nos blessés et se trouvèrent être ensuite espions. » Ordre n° 4174 du quartier général du 14 août 1917 : « Au début de l'attaque, tous les Juifs devront, immédiatement, être envoyés en première ligne. »

2. D. S. Bernstein, *op. cit.*, p. 39.

qu'ils avaient ordre de vendre d'abord aux Roumains. On se permit de loger des malades du typhus chez les habitants juifs, quoique ceux-ci se fussent proposés de construire à leurs frais des baraquements pour les typhiques afin d'éviter la contagion.

Vint la révolution russe. Le tzarisme par terre, les Juifs roumains crurent pouvoir respirer plus librement. Ce fut le contraire qui se produisit. Non seulement les vexations continuèrent comme par le passé, mais on jeta en prison tous ceux qui manifestèrent leur sympathie pour la révolution russe. Emu des souffrances des Juifs de Roumanie le gouvernement provisoire russe intervint en leur faveur, Terestchenko déclara s'opposer à toute tentative d'organisation de pogromes parmi les troupes russes. Le gouvernement roumain répondit que la question juive serait résolue à bref délai. Cependant les mauvais traitements obligèrent beaucoup de Juifs à chercher un refuge hospitalier en Russie et notamment à Odessa. « Odessa est devenue, en ces derniers temps, déclarent les Odeskija Nowosti du 15 28 octobre 1917, le centre où affluent tous les fugitifs roumains juifs qui, à la suite de traitements inhumains, quittent leur patrie. C'est ici que se déversent toutes les masses, toutes les protestations, tous les cris et toutes les larmes dont toutes les plaintes et tous les documents sont imprégnés (1). »

Le grand écrivain Korolenko protesta contre les atrocités commises à l'égard des Juifs de Roumanie et notamment contre la menace de pendre trente-quatre soldats juifs qu'on accusait injustement d'avoir déserté et de s'être fait envoyer en Roumanie comme espions par les Allemands. Malgré ses généreux efforts Korolenko ne put éviter leur exécution.

1. D. S. Bernstein, pp. 32-33.

Cependant le courant irrésistible créé par la Révolution russe obligea les gouvernants roumains à se déclarer en faveur de l'émancipation des Juifs.

Au cours d'une audience accordée au Comité juif de Jassy le roi Ferdinand promit des droits égaux sans distinction de culte pour tous ceux qui ont lutté pour la réalisation des aspirations nationales. Le 25 juin 1917, M. Take Jonesco déclara que dès le mois d'août 1914, feu Filipesco et lui, s'étaient mis d'accord pour mettre les Juifs sur pied d'égalité avec les Roumains. M. Bratiano confirmait par câblogramme au *Jewish Morning Journal* de New-York, les assurances de M. Take Jonesco (1).

Voilà donc le gouvernement roumain, le même qui opprima si durement les Juifs, devenir du jour au lendemain leur grand ami ! C'était de l'hypocrisie ; il y avait recours parce que les circonstances politiques extérieures ne lui permettaient pas d'agir autrement. Car si le gouvernement roumain avait eu vraiment le sincère désir d'émanciper les Juifs, il n'aurait pas attendu si longtemps pour le faire.

Lors de la conclusion du traité de Bucarest il fut question d'une intervention des puissances centrales en faveur de l'émancipation des Juifs de Roumanie. Il en sortit un décret Marghiloman, très insuffisant parce que la moitié de la population juive fût demeurée privée des droits s'il avait été appliqué. Après l'armistice, M. Bratiano sachant qu'il ne pourrait pas se présenter à la Conférence de la Paix sans que la question juive fût résolue, ou tout au moins qu'elle parût en voie de résolution, fit promulguer un décret-loi (13 janvier 1919) qui autorisait les habitants du royaume, sans distinction de religion, qui ne jouissaient pas des droits civiques, à

1. Voir *Univers Israélite*, du 15 juin 1917.

demander ces droits. Ce n'était pas l'émancipation en bloc mais par mesure individuelle. En vertu de ce décret la demande de naturalisation devait être adressée au tribunal compétent et le jugement rendu par un juge unique sans avoir entendu le requérant. Il est arrivé, ce qui était d'ailleurs facile à prévoir, que des juges déclarèrent le décret-loi anticonstitutionnel et partant inopérant. Un troisième décret-loi fut publié le 28 mai 1919 ; celui-ci marqua un progrès sur les précédents, tant au point de vue des catégories de ceux qui étaient admis à faire valoir leurs droits, qu'aux formalités à remplir.

C'est dans ces conditions que la Roumanie se présentait en juin 1919 à la Conférence de la paix de Paris pour participer à la discussion du traité de paix avec l'Autriche. Elle pensait que le dernier décret-loi avait donné satisfaction à tout le monde. Les grandes puissances ne l'entendirent cependant pas ainsi. Le problème que celles-ci devaient résoudre dépassait d'ailleurs le cadre de la question juive ; c'était le problème concernant toutes les minorités se trouvant englobées dans la nouvelle Roumanie. Les grandes puissances demandèrent à la Roumanie de signer un traité sur la protection des minorités ethniques, de langue ou de religion, vivant sur son territoire. Le traité était analogue à celui signé le 28 juin par la Pologne et contenait, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire dans notre première partie, deux articles (10 et 11) garantissant aux Juifs le libre développement de leurs établissements scolaires et le respect du sabbat. La Roumanie se voyait imposer non seulement des clauses concernant l'émancipation civile et politique, mais encore des clauses protégeant les Juifs en tant que minorité de langue et de religion. Le gouvernement roumain refusa d'accepter le traité, M. Bratiano envoya le 6 juin une lettre au Président

Wilson où il essayait de justifier son attitude. La lettre était accompagnée de deux annexes ; la première contenant un bref exposé de la question juive en Roumanie (1), la seconde le texte du décret-loi du 28 mai 1919. On lit dans l'annexe n° 1 datée du 1^{er} juin 1919 : « La Roumanie a toujours été un pays où a régné la tolérance religieuse. La question juive a eu dans ce pays un caractère purement social et économique, provoquée par une immigration en masse d'étrangers, et elle est analogue à la question jaune dans les Etats-Unis d'Amérique. Etrangers par leur origine et par leur langue, attirés par leur éducation séculaire vers certaines professions, à l'exclusion de toutes autres, trop nombreux pour pouvoir vivre dans un pays pauvre, sans compromettre les intérêts des autres habitants, ces immigrants ont aggravé d'une manière dangereuse la situation économique et sociale de la Roumanie. Pour éviter les conséquences fatales qu'aurait produites une influence trop forte de ces immigrants sur la situation agraire, difficile par elle-même, le gouvernement roumain a été obligé d'avoir recours à des lois spéciales. » M. Brătiano ajoute ensuite, entre autres, que ces immigrants ont eu depuis 1877 le temps de s'assimiler et que dernièrement les hommes d'Etat roumains crurent bon de les mettre sur un pied d'égalité avec les autres citoyens. Nous n'allons pas réfuter ici les affirmations de l'ancien Premier roumain ; nous pensons que l'historique auquel nous venons de nous livrer constitue une réfutation suffisante. Nous retiendrons seulement qu'encore une fois les Juifs sont rendus responsables de tous les malheurs de la Roumanie qui n'est nullement pauvre comme le dit M. Brătiano mais plutôt riche.

Ayant refusé de donner son assentiment au traité, M. Bra-

1. Voir la lettre et l'annexe dans *le Bull. du C. D. J.*, n° 11 du 19 février 1902, p. 12.

tiano quitta la Conférence de la paix et rentra en Roumanie où bientôt une formidable agitation dirigée par le parti libéral, éclatait contre le traité.

Les clauses de celui-ci furent présentées comme constituant une atteinte à la souveraineté de l'Etat roumain et par conséquent incompatibles avec son indépendance. Feignant d'oublier que le trait éconcernait non seulement les Juifs, mais aussi les Hongrois, les Allemands et les autres minorités vivant dans les pays roumains, les attaques du parti libéral, dont M. Brătianu est le chef, furent dirigées presque exclusivement contre les Juifs. Les autres partis suivirent le parti libéral dans sa nouvelle croisade contre le traité et contre les juifs : presque aucun homme politique roumain n'osa proposer de signer le traité. L'agitation anti-juive s'accrut considérablement au moment de la campagne pour les élections législatives pendant l'automne 1919 ; elle fut menée particulièrement parmi les paysans. Voici un extrait d'un manifeste électoral du parti libéral aux paysans du district de Gorj : « Paysans, le parti national libéral défend en cette heure les droits saints de la nation et la dignité de notre pays. Aujourd'hui, une partie de nos alliés, menés par les grands banquiers du monde, et aidés par quelques renégats, veulent que ce soit la langue des *youpins* ou autres langues étrangères qui dominent sur la sainte terre du pays et que le pays soit une route sans barrière pour le passage des armées de négociants venues de toutes les parties du monde (1). » Voici maintenant les propres paroles de M. Dinu Brătianu, frère de l'ancien premier ministre et chef du parti libéral, au cours d'un discours électoral dans le district de Muscel : « C'est sous un autre gouvernement que les *youpins* ont pénétré là où ils se trouvent. Le parti libéral

1. Bull. du C. D. J., n° 8 du 20 nov. 1919, p. 7.

cherche au contraire par tous les moyens à les faire sortir d'où ils se sont fourrés et *c'est dans ce but qu'il demande le concours des paysans qui ne doivent plus prêter leurs bras et leurs voitures* à ces exploiters étrangers, s'ils veulent qu'il n'y ait plus de Juifs... C'est avec ces éléments honnêtes et populaires (les candidats du parti) que le parti libéral entend à l'heure actuelle mener la lutte contre les *youpins* qui veulent nous enlever l'indépendance et les richesses du pays (Cris : à bas les youpins !) (1). » Toute cette agitation qui avait pour but de faire croire aux puissances alliées que le peuple roumain était dans son unanimité hostile au traité des minorités, exaspérait les haines anti-juives.

Entre les puissances alliées et la Roumanie une foule de notes furent échangées et des délais successifs accordés. Après avoir cédé sur la question du transit la Roumanie eut en partie gain de cause. Le 9 décembre 1919 le général Coanda, agissant comme premier délégué de la Roumanie apposait sa signature au bas d'un traité analogue à celui qu'avait signé la Pologne, le 28 juin 1919, sans cependant contenir les articles 10 et 11. Nous rappelons que ces deux articles du traité des minorités avec la Pologne sont ceux qui se rapportent précisément aux écoles juives et au sabbat. Donc les Juifs en Roumanie ne sont pas une minorité de langue et de religion. En revanche le traité contient un article 7 qui tranche définitivement, au point de vue légal, la question juive en Roumanie, et est ainsi conçu : « La Roumanie s'engage à reconnaître, comme ressortissants roumains, de plein droit et sans aucune formalité, tous les Juifs habitant tous les territoires de la Roumanie et ne pouvant se prévaloir d'aucune autre nationalité. » Malgré cette disposition, aux yeux du gouvernement roumain c'est

1. Bull. du C. D. J., n° 8 du 20 nov. 1919, p. 7, qui reproduit d'après les journaux roumains.

toujours le décret-loi de mai 1919 qui règle la question juive.

Comme il fallait s'y attendre l'émancipation légale n'a pas été de nature à diminuer le courant antisémite ; bien au contraire, il est à l'heure actuelle plus fort et plus malfaisant que jamais. C'est ainsi que sous le gouvernement du général Vaitoianou une véritable agitation pogromiste fut menée sous prétexte de propagande contre le bolchevisme. Une affiche intitulée *Les bêtes rouges* fut apposée dans toutes les villes et provoquèrent notamment à Adjud de véritables excès.

La Roumanie a vu depuis l'armistice se réaliser son vieux rêve d'unité nationale : l'ancien royaume, la Transylvanie, la Bukovine et la Bessarabie font partie d'un même et seul Etat. Dans aucune de ces provinces la situation des Juifs n'est à envier. En Transylvanie, on procéda à l'expulsion en masse des Juifs réfugiés dans les villes et qui avaient été obligés d'abandonner les villages, et leurs biens pillés, lors des révoltes paysannes de 1918. Les moyens violents cèdent cependant le pas à une méthode moins bruyante mais plus efficace : le boycottage économique. Le journal officieux : *la Gazette de Transylvanie*, recommande cette méthode à la place des pogromes, pour obliger les Juifs à quitter le pays. En Bukovine beaucoup de Juifs se virent exclus des fonctions de l'Etat ; le commerce du sel et du tabac fut réservé uniquement aux Roumains, de même que les concessions de l'Etat. En Bessarabie un grand nombre de Juifs furent arrêtés arbitrairement, d'autres odieusement maltraités dans les trains, ou dans les rues. Sur le territoire de l'ancienne Roumanie la campagne antisémite se poursuivit comme par le passé. Lors des élections législatives de l'automne 1919 le parti libéral mena ouvertement la lutte contre les Juifs.

§ 13. — POLOGNE

Les Juifs pénétrèrent pour la première fois en Pologne aux x^e et xi^e siècles venant d'Allemagne et de Bohême. Jusqu'au xiv^e siècles, ils furent régis par des lois d'exception. En 1344, Casimir le Grand introduisit en Pologne un règlement en vigueur en Autriche qui contenaient certaines mesures de protection pour les Juifs et certains privilèges. Casimir fut pour eux un véritable protecteur. Les Juifs chassés d'Allemagne, de Hongrie et de Bohême trouvèrent asile en Pologne. Comme Casimir, ses successeurs favorisèrent le peuple juif qui connut une ère de grande prospérité notamment pendant la deuxième moitié du xvi^e siècle.

Les Juifs formaient en Pologne l'élément intermédiaire entre la noblesse et les paysans ; pour satisfaire celle-là ils devaient opprimer ceux-ci. C'est ce qui provoqua leur malheur. Les cosaques de l'Ukraine et de la Petite Russie se révoltèrent sous la conduite de l'hetman Chmielnicki et se ruèrent sur les Jésuites et les Juifs. Six mille Juifs furent massacrés à Nemirov, mille cinq cents à Toulczyn, mille à Polonoie, deux mille à Bar. Des milliers d'autres furent réduits en esclavage et vendus dans l'empire turc où leurs coreligionnaires s'empressaient de les racheter. « En dix ans, plus de trois cents communautés furent anéanties, plus de deux cents mille Juifs égorgés (1648-1658) (1). » Ce fléau passé un autre apparut à l'horizon : l'invasion des Russes et des Suédois. La plus noire misère s'empara des survivants. De nombreux

1. Reinach, *op. cit.*, p. 239.

rabbins émigrèrent en Allemagne, en Autriche, en Hollande ; certains allèrent jusqu'en Italie. Les Juifs demeurés en Pologne, malgré leur abaissement moral et leur pauvreté, s'attachèrent au pays. Kosciusko organisa en 1795 une légion juive. De même en 1832, les Juifs combattirent vaillamment pour l'indépendance polonaise. Lorsqu'en 1880 les Juifs russes furent refoulés dans la zone d'établissement il se produisit une forte immigration en Pologne. Ces nouveaux venus se montrèrent moins serviles et plus dignes ce qui déplut profondément à la noblesse polonaise habituée à un judaïsme prêt à ployer l'échine. Les Juifs russes ne tardèrent pas à exercer une influence régénératrice sur les Juifs polonais. Dès lors le mouvement antisémitique prit de grandes proportions (1) et fut au paroxysme en 1912 lors des élections pour la quatrième Douma. Les électeurs juifs de Varsovie bien qu'ils eussent eu la majorité décidèrent de ménager l'amour-propre des Polonais en envoyant à la Douma comme représentant de la capitale polonaise non pas un Juif mais un Polonais. Le moins qu'ils pussent exiger de la part du candidat polonais c'était de n'être pas antisémite. Or la noblesse polonaise soutint la candidature de M. Kucharzewski qui se présenta avec un programme nettement antisémite. Alors les Juifs votèrent pour le candidat non antisémite, le polonais social-démocrate Yaghello. Ce fut le signal d'une véritable guerre contre les Juifs dont on décréta le boycottage économique. La propagande antisémitique se fit dans les églises, dans les assemblées ; des millions de roubles furent recueillis

1. « Dans ces dernières années, aussi bien avant comme depuis la révolution (de 1905), le sentiment de l'insécurité s'accrut dans de telles proportions que le danger permanent des pogromes provoqua de véritables paniques chez les Juifs de Varsovie et d'autres villes de Pologne, » *Die Judenpogrome in Russland*, t. I, p. 185.

à l'effet d'exécuter le plan antisémite. Tout le commerce juif fut boycotté.

« La presse quotidienne, dit Kovalsky, joua un rôle déplorable ; elle ameuta la population contre les Juifs ; elle fut la source inépuisable d'où le venin de l'antisémitisme se déversa dans le cœur de la société polonaise (1). »

A la tête de ce mouvement il y avait les intellectuels polonais les plus considérés. Comme un des plus acharnés antisémites, se montra M. Dmowski qui aida à la fondation du journal incitateur de pogromes : *Dwa Grosze*. Les prêtres dans les églises prêchaient le boycottage. Ce mouvement ne manqua pas de conduire la foule à des excès qui se produisirent un peu partout. Dans cette lutte implacable contre l'élément juif tous les moyens furent déclarés bons. Le parti des nationaux démocrates disait dans une brochure : « Nous sommes en guerre avec les Juifs. Or en temps de guerre, tous les moyens sont indistinctement admissibles, pourvu qu'ils conduisent au but (2). » Lors de l'acquittement du juif Beilis accusé de meurtre rituel, quand les plus grands esprits de tous les pays s'élevèrent contre cette abominable calomnie, tous les journaux polonais, sauf ceux des socialistes, ne se firent pas faute de déclarer que le meurtre rituel était suffisamment prouvé malgré le verdict qui innocentait l'accusé.

L'agitation continua jusqu'à la guerre.

La guerre éclata et le peuple opprimé des Polonais n'eut pas l'idée de faire trêve dans sa haine contre les Juifs. « Pendant la mobilisation, dit Georges Brandès, diverses feuilles polonaises, par exemple *Głos Lubelski*, imprimèrent en gros caractères, la troublante nouvelle : Grands pogromes

1. S. Kovalsky, *L'antisémitisme polonais*. Lausanne, 1919, p. 27.

2. Kovalsky, *id.*, p. 28.

juifs en Angleterre, le gouvernement ne les empêche pas. » C'était mentir sciemment pour montrer l'exemple à suivre (1). »

Les Juifs qui avaient accepté avec enthousiasme de participer à la guerre se virent accuser de manquer de patriotisme par les Polonais qui les dénonçaient aux autorités militaires russes. Les journaux les accusèrent aussi d'avoir installé dans les synagogues des appareils téléphoniques pour correspondre avec les Allemands ; de cacher l'or dans des cercueils et de soustraire le numéraire en métal précieux à la circulation, d'empoisonner les fontaines, de faire de l'espionnage pour le compte de l'ennemi. Bientôt les pogromes prirent de grandes proportions en Pologne russe : il y en eut à Bychava, Janow, Krasnik, Samoch, Jusefow, Varsovie, Radom, Pétrikau, Kielce.

Durant toute l'occupation allemande les souffrances des Juifs ne furent pas moindres malgré toutes leurs manifestations de loyauté et d'attachement à la cause polonaise. A Varsovie notamment ils furent l'objet d'une série ininterrompue de persécutions de la part de la municipalité polonaise. Puis ce fut de nouveau le tour des pogromes dont nous citerons celui de Cracovie (printemps 1918), que la presse polonaise passa sous silence, mais que le club des députés polonais flétrit dans une énergique protestation.

On pouvait espérer qu'au moment où les Polonais réaliseraient leur rêve plus que séculaire d'une Pologne libre et indépendante, l'antisémitisme diminuerait d'intensité. Tout au contraire, avant même l'armistice, dès le départ des forces allemandes, l'agitation anti-juive s'accrut en vigueur. Elle partait d'en haut, des conservateurs polonais, lesquels ayant

1. Article : « Juifs et Polonais » dans *Politiken* novembre 1914 extrait reproduit par le *Mémoire Poale*, *op. cit.*

perdu l'appui allemand craignaient que les progrès de la classe ouvrière ne lui fissent perdre le pouvoir. Comme toujours les Juifs furent rendus responsables des souffrances de la Pologne.

Dans des appels au peuple, ils furent dénoncés, comme bolchevistes, spéculateurs, traitres, etc. Cette agitation aboutit inévitablement aux pogromes. Un premier pogrome eut lieu le 21 octobre 1918 à Varsovie ; d'autres le 28 octobre à Krasna et à Bitsch (Galicie) et dans les premiers jours de novembre à Kresnowitz, Nifolowitz, Sokar, Adow. D'autres suivirent et se déroulèrent pendant tout le mois de novembre dans une foule de localités. En voici quelques détails d'après l'envoyé spécial du *Times* en Pologne, chargé d'établir sur place le caractère et l'étendue de ces événements : « Pendant le mois de novembre, dit cet envoyé, il y eut, des pogromes, d'importance et de gravité diverses, dans 110 villes et bourgs différents. Partout, des boutiques furent pillées, des maisons mises à sac ; dans plusieurs villes des synagogues furent profanées.

« Dans toutes les émeutes, les Juifs étaient brutalement pris à partie, souvent blessés ; en plusieurs villes, il y eut des morts. Les émeutiers étaient d'ordinaire les paysans des villages voisins renforcés des éléments de dernier ordre des villes. Dans quelques cas seulement les déserteurs se joignirent à eux. Les pillards amenaient des voitures pour emporter le butin ; ils étaient accompagnés par les femmes et leurs enfants qui les aidaient, ce qui infirme bien les allégations polonaises tendant à prouver que les pogromes furent l'œuvre seulement de déserteurs et de prisonniers de guerre. Les légions polonaises demeurèrent passives ou prirent une part active dans les pillages et les sévices, mais ne défendirent jamais les Juifs contre les assaillants. Les troupes qui avaient

marché au sud-ouest contre les Ukrainiens furent particulièrement cruelles pour les Juifs, prétendant que des camarades avaient été tués par les Juifs... Des sévices d'une originalité diabolique furent exercés dans certains endroits, contre les femmes. A Clyrow, plus de 100 femmes, dont quelques-unes étaient âgées de soixante-dix ans, et des jeunes filles, furent arrachées par les soldats de leurs maisons, déchaussées et obligées d'aller pieds nus par les chemins glacés sous escorte à la ville voisine... A Wisnicz, tous les Juifs mâles de douze à soixante-douze ans furent réunis dans le square central de la ville. Le commandant ordonna d'abord de viser sur une personne parmi dix, les rabbins devant être les premiers visés. Puis il décida de soumettre tous les Juifs présents à une punition corporelle ; pendant trois heures, 132 Juifs furent battus sur les bancs publics, chacun recevant de vingt-cinq à trente-cinq coup de baguettes... Le samedi 30 novembre, les soldats pillèrent toutes les boutiques juives (de Komarowska près de Biala) pendant que leurs propriétaires étaient à la synagogue, puis, par ordre de l'officier du détachement, ils arrêterent 32 Juifs et les conduisirent à Przegaliny pour les y rouer de coups. Le premier jour, les Juifs reçurent 100 coups. La torture était infligée par 4 soldats, 2 de chaque côté, munis de baguettes, le cinquième soldat s'asseyait sur la tête de la victime, le sixième sur ses pieds (1). »

Un des plus épouvantables pogromes fut celui de Lemberg (2) où 64 Juifs furent tués, un grand nombre blessés et des dizaines de maisons incendiées y compris la synagogue (3).

1. *The Times* du 8 février 1919. Nous reproduisons d'après la brochure de Kowalski : *L'antisémitisme polonais*, pp. 41 à 46.

2. Voir la brochure de Joseph Bendow : *Der Lemberger Judenpogrom*, nov. 1918. Jänner, 1919. Wien-Brünn, 1919.

3. Voir Rapp. de M. Morgenthau, *Bull. du C. D. J.*, n° 12 du 16 mars 1920, p. 3.

Les pogromes commencés sur une si grande échelle devaient se continuer pendant de longs mois. Ceux qui eurent lieu à partir du mois d'avril 1919 sont désignés dans la presse juive sous le nom de pogromes militaires, parce qu'ils furent organisés et exécutés par les soldats polonais lors de l'avance de ceux-ci vers l'Est.

Le 5 avril 1919 les légionnaires polonais tuèrent 37 Juifs à Pinsk. Voici sur cette affaire des détails fournis par M. Louis Marschal au cours d'un discours qu'il fit à Paris : « J'en parle, dit-il, d'après des rapports officiels impartiaux, émanant de témoins qualifiés. Le Comité israélite de secours d'Amérique, dont je suis le président, a envoyé des représentants en Europe pour aider à distribuer des vivres et des vêtements. Un homme d'un caractère élevé, le Dr Zukerman, est allé à Pinsk. Avec la permission des autorités, il s'est mis à organiser des Comités pour distribuer vivres et vêtements. La réunion se tenait dans la « Maison du Peuple ». L'après-midi du jour où il quitta Pinsk, le Comité tint une réunion au grand jour pour s'occuper de cette œuvre philanthropique. Ils étaient là sans armes, sans défense, lorsque, sans avertissement préalable, une escouade de soldats conduite par un officier qui s'est déclaré lui-même antisémite, les arrêta sans qu'ils opposassent de la résistance, les emmena sur la place publique, et là trente-sept braves jeunes gens furent abattus par une mitrailleuse que maniaient les soldats qui auraient dû les protéger. Des vieillards et des femmes furent jetés en prison, où leurs corps nus furent roués de coups. Ils furent relâchés le lendemain quand le rabbin eut informé les soldats que c'étaient des personnes honorables. Puis les autorités militaires imposèrent une amende de 100.000 marks aux Juifs de Pinsk. Le Comité israélite de secours avait envoyé 100.000 marks à distribuer aux nécessiteux et les militaires

ont confisqué cette somme (1). » Ajoutons à ces renseignements qu'on obligea les parents des tués à creuser des tombes pour leurs fils, maris, frères (2).

Le 17 avril 1919, trente-trois Juifs étaient tués à Lida par les soldats qui se livrèrent en outre au pillage (3).

Le 19 avril les troupes polonaises firent leur entrée à Vilna où elles tuèrent deux cents Juifs, dont un grand nombre dans une synagogue pendant le service divin. Cinq mille autres Juifs furent déportés à Lida et plusieurs assassinés pendant le trajet. Les dégâts matériels furent évalués à 60 millions de marks. Le rabbinat de Vilna institua le 2 mai, trentième jour de l'enterrement des premiers martyrs, comme jour de jeûne pour tous les Juifs de cette ville : « Pour que les générations futures, se souviennent de ces événements atroces, comme de ceux des années terribles de 1648 et de 1649, nous avons décidé de déclarer le 26 du mois d'Ir comme journée de jeûne pour toujours (4) ».

Ces horreurs sans nom pouvaient-elles laisser indifférente l'opinion publique occidentale et américaine? Le 21 mai 1919, 300.000 Juifs de New-York abandonnèrent les ateliers en signe de protestation contre les pogromes; 10.000 soldats juifs parcoururent la ville en cortège portant des brassards de deuil; le soir eut lieu un meeting de 15.000 délégués de diverses organisations juives. Le juge Hughes, ancien candidat à la présidence, et M. Hylan, maire de New-York y prirent la parole, entre autres, pour flétrir ces actes inqualifiables. Un

1. *Univers Israélite* du 30 mai 1919.

2. *Bull. C. D. J.*, n° 9 du 17 juin 1919.

3. *Le Bull. du C. D. J.*, n° 9 du 31 décembre 1919 publie sur trois grandes pages un tableau complet des victimes avec leur âge, profession et conditions du meurtre. Nous y relevons entre autres deux enfants de neuf et douze ans et deux vieillards de soixante et de soixante-huit ans.

4. Appel du rabbinat voir *Bull. du C. D. J.*, n° 3, 20 juillet 1919, pp. 7 et 8.

grand meeting de protestation eut lieu à Paris où fut voté un ordre du jour de protestation ; un autre à Genève le 31 mai sous la présidence du professeur Montet ; d'autres manifestations eurent lieu dans d'autres localités. Des démarches furent entreprises notamment auprès de M. Wilson en vue d'intervenir pour exiger de la part du gouvernement polonais la cessation de ces atrocités. L'imposante manifestation dans les rues de New-York amena une lettre de protestation de la part de M. Paderewski au Président Wilson. M. Paderewski qualifie simplement d'« incidents regrettables qui ne sont que sporadiques » les atrocités commises sur les Juifs. Quant à leur cause, « dans la plupart des cas, c'est l'attitude provocante des Juifs (1). » Comme de semblables faits ne peuvent pas être entièrement niés on essayait de diminuer leur importance et de rejeter la faute sur les victimes.

Cependant ni les protestations de l'étranger, ni un ordre du général Haller à ses légionnaires flétrissant les actes commis, ne calmèrent la soif de massacres et de pillages des soldats. Partout où l'armée du général Haller faisait son apparition les Juifs avaient la certitude de subir un pogrome. En effet, de nouveaux pogromes eurent lieu à Lublin, Reszow (4 mai), Poryck, Lemberg (1^{er} juin), Cracovie (6 juin), Kholm, Zawiercie (6 juin). Le 26 juin les soldats du général Haller se livrèrent à des excès aux abattoirs de Solec-Varsovie (2). Le 8 août la ville de Minsk fut prise par les troupes polonaises. Ce jour même un pogrome fut organisé qui se continua le lendemain. D'après le rapport du général Jadwin, membre de la Commission américaine d'enquête, arrivé à Minsk le

1. Bull. C. D. J., n° . Voir aussi *Le Peuple juif*, n° 26 du 27 juin 1919, déclaration officielle de M. Paderewski à M. Herman Bernstein envoyé spécial du *New-York Herald*.

2. Dépôts des témoins et des victimes dans Bull. C. D. J. n° 4 du 15 août 1919.

second jour du pogrome, trente-six civils juifs furent massacrés, parmi lesquels cinq dont une fillette de douze ans dans une synagogue. Vingt-cinq cadavres furent en outre trouvés dans les localités environnantes. Toujours d'après le général Jadwin, 376 magasins ou boutiques furent pillés. D'après les informations ultérieures de source juive il y a eu 500 établissements pillés et plusieurs centaines de maisons saccagées (1). Il est impossible de s'imaginer toute l'horreur de ces attaques d'une soldatesque armée contre une paisible population sans défense. Les prétextes qu'on en donnait étaient toujours et partout les mêmes : les Juifs ont tiré des coups de fusil ou de mitrailleuse et tué des légionnaires ; les Juifs ont partie liée avec les bolcheviks. Nous aurons à revenir plus loin sur cette accusation.

Depuis le mois d'août 1919 les pogromes de ce genre cessèrent en Pologne pour s'étendre avec une furie sauvage en Ukraine et dans les territoires occupés par le général Dénikine.

Mais les persécutions ne revêtirent pas seulement la forme de pogromes. Le gouvernement de la jeune république polonaise suivit à l'égard des Juifs une politique pire que celle de la Russie tsariste. Relevons ici entre autres injustices : le boycottage économique, la chasse aux fonctionnaires juifs, l'exclusion des étudiants juifs des Universités (2), les défenses d'employer le iddisch, l'expulsion des Juifs dits

1. *Bull. G. D. J.* n° 6, 18 sept. 1919, p. 4. La réalité des faits ne subit aucun doute. Ils ont été confirmés par l'enquête de M. Morgenthau, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Constantinople, actuellement ambassadeur à Mexico, qu'accompagnaient le général Jadwin et M. Jouston, (Voir *Bull. G. D. J.* n° 12, 16 mars 1920) ; par M. Paderewski, quoiqu'en les atténuant, dans sa lettre au Président Wilson ; par un ordre du jour du général Haller ; par un télégramme du Président de la République polonaise, M. Pilsudski, envoyé à Washington ; par des témoins oculaires étrangers.

2. A Przemyśl les élèves chrétiens s'opposent à la fréquentation du Collège

« Litwaki », les mesures pour imposer aux Juifs le repos dominical⁽¹⁾.

Le gouvernement et les autorités ne sont pas, en ce qui concerne la persécution des Juifs, en désaccord avec le peuple polonais. Celui-ci est imprégné pour ainsi dire d'antisémitisme. De nombreux Juifs sont battus dans les rues, dans les trains, à leur descente dans les gares ; couper la barbe aux Juifs est acte devenu banal. Des manifestes anti-juifs sont répandus à profusion. La situation des Juifs dans la libre Pologne est désespérée.

§ 14. — UKRAINE

Dans ce pays soumis depuis trois ans à tant de vicissitudes les victimes juives des pogromes ne se comptent plus par centaines ou par milliers, mais par dizaines de milliers. Voici d'après le « Rapport sur les pogromes présenté par le Comité de Secours aux victimes des pogromes délégué par la Croix-Rouge Russe de Kief (2) », un bref résumé de ces actes abominables.

Jusqu'en décembre 1918, il n'y eut que quelques excès provoqués par des soldats démoralisés et consistant seulement en attentats contre la propriété. Les massacres se firent jour seulement après les premiers revers que les communistes soulevés avaient infligés au Directoire ukrainien. Les troupes défaites de Petlioura se vengèrent contre les Juifs ; dans toute l'Ukraine on n'entendit qu'un seul cri : « A bas les Juifs et

par les Juifs et le directeur suit leur volonté ; à l'Université de Posen les Juifs ne sont reçus que dans la proportion de 2 o/o.

1. Voir le discours du député à la Diète, Hartglas, dans le *Bull. C. D. J.* n° 8 du 20 nov. 1919, pp. 9-11.

2, *Bull. C. D. J.* n° 10 du 23 janvier 1920.

les communistes ! » ou « Tous les Juifs sont des bolchevistes ». Durant neuf mois l'Ukraine tout entière ne sera qu'un pogrome. Jusqu'en avril les massacres eurent pour cause les revers militaires ; à partir de cette date ils furent l'œuvre des bandes ukrainiennes. D'après le rapport du Comité de Secours le nombre des tués serait de 30.000. Voici un tableau comprenant les auteurs des pogromes, les localités et le nombre des victimes :

Auteurs de Pogromes	Localités éprouvées	Nombre approximatif des victimes
Troupes régulières de Petlioura :		
Zitomir, Proskouroff, Ovroutsch, Felshtine, Korosten, Balta, Rowno, Lytine, Kremenez, Kodyma, Trostianetz, Krywoie, Dziero, Tzofipol, Kotelnoie, Ymérnyka, Pikow, Janow, Hayssine, Petschéra, Toultschyn, Radomysl, Vassilkow, Rossawa, Skvira, Bogouslaw, Elissawetgrad, Novomirgorod, Poltava, Kobyliaiki, Romodan, Piriatin, Berdytschew, Znamienka, etc...	120	15.000
Bandes de Sokolowsky (région de Bado- mysl Jitomir) :		
Radomysl, Makaroff, Broussiloff, Kor- nine, Khodorkoff, Korostyschew, Iasnogo- rodka, etc.....	70	3.000
Bandes de Zielony (région de Trypolie) :		
Tripolie, Rjischtschew, Vassilkow, Obouk- how, Bereiaslaw, etc.....	15	2.000
Bandes de Strouk (région de Tschernobyl) :		
Tschernobyl, Gornostaipol, Iwankow, Khobno, Mejygorie, Wyshgorod, etc.....	41	1.000
Bandes de Sokoloff et autres (région d'Hou- man Skroira et de Pogrebyschtsche) :		
Houmann, Doubowo, Talnoie, Khrysti- nowka, Ladyjenka, Skvyra, Wolodarka, Nowo-Fastoff, Poigrebyschtsche, Dzioun-		
A reporter.....	246	21.000

Report	246	21.000
koff, Borschtschagowka, Prylouki, Tourboff, Wachnowka, Lipowiec, Golownewsk, etc.....	38	2.000
Bandes de Griorieff (région de Tscherkassy) :		
Elisavetgrad, Bielczierie, Smiela, Rotmistrowka, Zlatopol, Tshygyryn, Gorodishtsche, Matonssow, Nowomirgorod, Znamienka, Aleksandrie, etc.....	40	6.000
Bandes de Laschtschenko, Golonba, etc. (région de Taraschtscha) :		
Taraschtscha, Bogonslaff, Mironowka, Rossarva, Stepantzy, Stawishtsche, etc.....	16	1.000
Equipes de bolcheviks :		
Wassilkoff, Zolotonoscha, Obankhow, Rossarva, Pogrebysktsché, Volotschansk, Korosten, Brailow, Korsun, Klewan, Rowno, Hayssine, etc.....	13	500
Total.....	353	30.500

Voici toujours d'après le même rapport une liste des localités les plus éprouvées :

Proskourow, 15 février.....	1.650 tués
Elisabetgrad, 17 mars.....	1.526 —
Fastow, 25 et 27 septembre.....	600 —
Tscherkassy, 16 et 20 mai.....	700 —
Filchtine, 16 février.....	485 —
Toultshine, 14 juillet.....	519 —
Ournan, 13 mai.....	400 —
Haissine, 13 mai.....	390 —
Trostianetz, 13 mai.....	370 —
Novograd-Volynsk, 10 mai.....	350 —
Yitomir, 25 et 26 mars.....	317 —
Janow, 11 et 15 juillet.....	300 —
Teofipol, 26 juillet.....	300 —
Belaia-Tserkov, 25 août.....	300 —
Krivoie-Ozero.....	280 —

« Le rapport du Comité de Secours aux victimes des pogromes dit le *Bulletin du Comité des Délégations Juives* auprès de la Conférence de la Paix, dans un article intitulé : *Le Grand Crime* (1), est un rapport officiel et partant très réservé (2). Il ne relate que des faits indiscutables. Des rapports ultérieurs révéleront d'autres faits terribles. Mais ce résumé et des récits supplémentaires nous permettent de dire d'ores et déjà que : *des centaines de milliers de Juifs ont été dépouillés de leur dernière chemise, des centaines de milliers ont été maltraités, blessés et humiliés, des dizaines de milliers, massacrés. Des milliers de femmes juives sont devenues les victimes des instincts bestiaux des hordes sauvages. Des centaines de milliers de femmes juives sont journellement hantées par la seule pensée que demain elles ne pourront plus marcher la tête haute.*

« La panique qui s'est emparée de la population juive de ces régions est sans précédent dans l'histoire.

« Depuis le début de la guerre, on ne cesse de lancer contre les Juifs des calomnies de toutes sortes. Les accusations les plus monstrueuses et les plus contradictoires ont été créées par la malveillance et par l'hostilité. Même des personnes qui ne sont pas atteintes de haine fanatique ont cru à ces légendes.

« Le poison a produit son effet.

.....
« Les documents que nous livrons à la publicité ne relèvent

1. N° 10 du 23 janvier.

2. Le rapport lui-même dit que le chiffre de 30.000 tués « ne peut être considéré comme définitif, en ce sens qu'il ne comprend pas les nombreuses victimes des pogromes non encore enregistrées en raison de l'impossibilité de communiquer avec certaines régions, par exemple avec la partie des gouvernements de Volhynie et de Podolie, la partie sud de celui de Kherson, etc. » *Bull. du C. D. J.* n° 10 du 23 janvier 1920, p. 4. Aujourd'hui on estime à plus de cent mille le nombre des Juifs massacrés.

que les assassinats, les viols et, en partie, les pillages. Mais ce qu'ils ne relèvent pas, c'est ce qui ne peut être évalué en chiffres : ce sont les tortures morales que subissent les Juifs au cours de ces pogromes. Car les masses juives de l'Ukraine sont près d'être atteintes de la démence, elles sont en partie réellement atteintes de folie. Nous possédons à ce sujet des récits et des rapports que personne ne peut lire sans être bouleversé. »

§ 15. — TERRITOIRES OCCUPÉS PAR LES ARMÉES
DU GÉNÉRAL DENIKINE

Comme en Pologne, comme en Ukraine, les Juifs habitant les territoires occupés par les troupes du général Denikine furent accusés en bloc de bolchevisme et traités avec une cruauté inouïe. L'armée des Volontaires s'était pourtant présentée comme devant instaurer l'ordre et la tranquillité et la population juive l'avait accueillie avec enthousiasme. « Malheureusement, dit un mémoire adressé au général l'espoir des Juifs fut déçu. Au lieu de la paix et de l'égalité que Votre Excellence avait promises, l'Armée apporta aux Juifs le pillage, la violence de la part des soldats, et, dans certains cas, une attitude malveillante des autorités (1). » Depuis juin 1919 jusqu'à ces derniers jours lorsque l'armée Denikine fut complètement défaite les pogromes ne cessèrent pas un seul instant.

A Ekaterinoslow, les maisons juives de quatre rues entières furent saccagées, plusieurs centaines de femmes furent violées et plusieurs Juifs tués ; à Sindnikovo, 17 Juifs furent tués. Des progromes eurent lieu à Bezpalovka, Lozowaya,

1. Mémoire sur les pogromes commis par l'Armée des Volontaires adressé au général Denikine par les représentants des Communautés juives d'Ekaterinoslav, de Kharkov, de Rostov et de Taurida. Voir *Bull. du C. D. J.*, n° 9 du 31 déc. 1919, pp. 2-5.

Mikhailowka, Valki, Kharkov, Krementchoug (350 femmes et fillettes violées), Fastov (plus de 600 morts, plus de 1.200 blessés, plus de 200 maisons incendiées) (1), Motovilovka, Kief, etc. (2). Un des plus terribles massacres se déroula à Kief du 16 au 20 octobre. « Des bandes de hooligans, dans lesquelles l'élément militaire dominait, parcouraient les quartiers juifs, attaquaient en plein jour les Juifs, les pillaient, les égorgaient avec la plus grande cruauté. Ni les cris déchirants poussés par les victimes, ni la rançon qu'elles payaient aux soldats sauvages, ne purent les sauver. Les pogromistes se jetaient sur les femmes, les violaient et les tuaient ensuite. Beaucoup de femmes furent précipitées des cinquième et sixième étages. De nombreuses personnes furent jetées au Dnieper et noyées. Les objets pillés furent chargés sur des véhicules et emmenés. Le nombre exact des tués n'est pas encore établi. Mais 400 morts environ furent déjà enregistrés. » Telles sont les déclarations faites au Comité des délégations juives auprès de la Conférence de la Paix, par l'un des secrétaires du consulat général de Belgique, de passage à Paris, qui avait quitté Kief le 29 octobre 1919. D'après ce témoin les progromes se produisirent à l'instigation de la presse antisémite et notamment des journaux *Kievlianine* et *Vetchernié Oghni* (3).

Le lendemain du pogrome, un de ses instigateurs : Choulghine, rédacteur du *Kievlianine*, publiait dans son journal un

1. Des « scènes particulièrement atroces se déroulèrent dans la cour de la synagogue où les Juifs avaient cherché un refuge. Toute la cour était jonchée de cadavres de vieillards, de femmes, d'enfants et de fillettes violées. Beaucoup de personnes devinrent folles. » (*Bull. du C. D. J.*, n° 8 du 20 nov. 1919, p. 2).

2. Dans cette énumération nous avons utilisé la liste publiée par le *Bull. du C. D. J.*, n° du 20 nov. 1919.

3. Le *Bulletin du C. D. J.*, n° 9 du 31 décembre 1919 d'où nous extrayons les lignes ci-dessus, publie une première liste funèbre de 121 victimes émanant de la Communauté juive de Kief. Sur le même pogrome voir encore le n° 10 du 23 janvier 1920 du *Bulletin*.

article intitulé : « La torture par la terreur » où il se moque des Juifs, mais qui permet de se faire une idée et de l'horreur de ces épouvantables tueries et de la férocité de leurs auteurs. » A la nuit tombante, écrit-il, un effroi épouvantable qui rappelle les plus sombres époques du moyen âge se répand dans les rues désertes, on entend tout à coup des cris à fendre l'âme. Ce sont les « Youpins » qui crient, saisis d'épouvante. Dans l'obscurité, quelque part dans la rue, apparaît soudain un petit groupe de baïonnettes. A leur approche, les habitants des immenses maisons de 5 à 6 étages commencent à pousser des hurlements. Des rues entières, montent des clameurs qui n'ont plus rien d'humain et que poussent des êtres qui tremblent pour leur vie. Certes, cette peur est exagérée et, à notre point de vue, s'exprime en des formes absurdes et humiliantes ; mais, ce n'en est pas moins une vraie terreur, une réelle torture que subit toute la population juive (1). »

§ 16. — PAYS DIVERS

L'antisémitisme n'existe pas que dans les pays dont nous venons de nous occuper ; il est disséminé dans le monde entier. Pendant longtemps les Juifs ne purent résider en Suisse que dans trois petites villes d'Argovie. C'est plutôt grâce à une méprise qu'ils furent émancipés en 1874. Un des premiers usages que le peuple suisse fit du referendum ce fut d'interdire aux Juifs l'abatage des animaux d'après le rituel juif (chehita). L'initiative du referendum fut prise par 150.000 citoyens suisses ; pour masquer les apparences, cette interdiction fut présentée comme une mesure d'humanité.

1. L'article en entier est reproduit dans le n° 9, du 11 déc. 1919 du *Bull. du C. D. J.*

les Juifs suisses furent ainsi obligés d'importer de la viande *Kascher* d'Allemagne et de France. Il fallut la guerre, qui a rendu les importations impossibles pour que le Conseil fédéral, usant de son pouvoir discrétionnaire, levât cette interdiction. Elle vient d'être rétablie à la date du 15 avril 1920. En Grèce longtemps les Juifs vécurent comme dans des espèces de ghettos à Corfou et à Zante. Dans la première de ces villes une accusation de meurtre rituel fut lancée contre eux en 1891. Après la guerre de 1897, les Juifs furent maltraités en Thessalie. Des incidents se produisirent à Salonique, après la guerre balkanique de 1912-1913. Malgré les protestations de libéralisme de la Grèce officielle, l'antisémitisme continua d'y sévir. La Serbie, jusqu'en 1878, avait refusé aux Juifs les droits les plus élémentaires, même celui d'aller et de venir dans le pays. Les Juifs de Serbie furent astreints au service militaire à partir de 1870 et participèrent à la guerre de 1876, par conséquent avant leur émancipation. La nouvelle composition des Etats dans l'Europe orientale et centrale, comme nous l'avons déjà vu, n'a pas amené un changement dans l'attitude des populations à l'égard des Juifs, bien au contraire. En Yougoslavie, en Tchéco-Slovaquie, en Lituanie, en Finlande l'antisémitisme sévit avec plus ou moins de force. Spécialement de la Finlande on peut dire qu'elle est au point de saturation de l'antisémitisme quoiqu'elle ne compte que 550 familles juives sur une population totale de 3 millions d'âmes. Sous le régime tzariste, les Juifs de ce pays ne jouissaient d'aucun droit. La Finlande libre, au lieu de les émanciper en bloc, adopta en janvier le système de la naturalisation individuelle que la Roumanie avait pratiqué avec un si grand succès pendant quarante ans. C'est à peine un sixième de la population juive qui réussit à se faire

1, Voir *Bull. du C. H. J.*, n° 12 du 16 mars 1820.

naturaliser (1). La Finlande fait en outre tout ce qu'elle peut pour se débarrasser de sa minuscule population juive.

En ce qui concerne l'empire ottoman, où les Juifs avaient reçu un accueil amical lors de leur expulsion d'Espagne, la situation leur fut d'une façon générale supportable. Cependant en Arabie, notamment dans le Yemen, les Juifs sont persécutés et sont obligés d'émigrer. En Perse, où les Juifs sont pauvres, ils sont également persécutés. A Hamadan, jusque dans ces dernières années on leur a imposé le port de la rouelle (2). Journallement ils y sont molestés par les musulmans. Si de Perse nous passons au Maroc nous trouvons une situation à peu près semblable sinon pire. Les Juifs marocains vivent dans des ghetti (mellahs). En 1911, ils furent attaqués par les rebelles arabes ; beaucoup d'entre eux furent ruinés et un certain nombre tués. Si nous traversons maintenant l'Atlantique nous observons que l'antisémitisme sévit aussi dans le Nouveau Monde. Nous en reparlerons lorsque nous étudierons la question de l'émigration. Retenons pour l'instant cet aveu de la part d'un homme qui n'est nullement porté à voir des antisémites partout ; « l'antisémitisme social, dit M. Th. Reinach, n'est que trop répandu aux Etats-Unis ».

De tous les pays il n'y a que la Hollande et l'Italie qui soient actuellement exempts d'antisémitisme.

Arrivés au terme de cet historique des persécutions subies par les Juifs depuis plus de dix-huit siècles, il nous est pleinement permis d'employer aujourd'hui avec plus de certitude encore le mot de Pinsker : la question juive est restée non résolue, comme la quadrature du cercle ; et nous dirons, avec un autre auteur : les Juifs, ce sont les Arméniens de l'Europe.

1. Th. Reinach, *op. cit.*, p. 367.

2. *Op. cit.*, p. 369.

SECTION II

De l'établissement d'un régime de droit et de sécurité pour la nation juive

§ 1. — LA CRÉATION D'UN CADRE TERRITORIAL ET JURIDIQUE UNIQUE SOLUTION DE LA QUESTION JUIVE. ARGUMENTS

Au régime de précaire tolérance il importe de substituer un régime de droit et de sécurité. Le Sionisme s'est donné comme but la réalisation de conditions qui permettent d'assurer aux Juifs un régime de droit. « La différence, dit Th. Herzl, entre notre mouvement et le passé, c'est que nous préférons le droit à la tolérance ».

Le Sionisme préconise la concentration territoriale des Juifs en vue de la constitution d'un Etat comme indispensable à l'établissement pour eux de conditions définitives de sécurité. L'Etat juif sera le seul où il n'y aura ni restrictions légales, ni antisémitisme social ou économique, ni accusations de meurtre rituel, ni pillages, ni massacres ; ce sera en un mot le seul endroit où les Juifs ne seront pas considérés comme une calamité et par conséquent où ils n'auront pas à souffrir. Tout au contraire, plus ils y seront nombreux, plus l'Etat sera fort et plus grands seront l'ordre et la sécurité dont ils jouiront. Il sera, pour employer un mot expressif de M. de Monzie, le lieu tabou des Juifs.

L'Etat juif servira de refuge aux Juifs de tous les pays, chaque fois qu'ils seront pourchassés. Il est même à supposer que sa naissance rendra les pogromes plus rares et de toutes façons moins barbares, car les Juifs dispersés auront désormais un défenseur attitré qui n'attendra pas longtemps pour réclamer la justice pour les martyrs et le châtimement pour les

coupables. L'exemple de la Grèce avec ses nombreuses colonies à l'étranger pourrait servir d'indication à ce sujet. Il est même à croire que le prestige dont les Juifs commenceront à jouir du fait de l'existence d'un Etat à eux, atténuera la haine contre ceux (la minorité bien entendu) qui auront préféré rester dans leurs demeures actuelles.

Voici les arguments qu'on peut employer en faveur de la solution sioniste de la question juive :

1° Elle correspond aux aspirations séculaires du peuple juif ;

2° L'antisémitisme demeurera indestructible, tant que les Juifs vivront dispersés ;

3° Les mesures de protection déjà employées continueront à être inefficaces.

Nous ne développerons ici que le deuxième et le troisième points. Sur le premier nous renvoyons à la troisième partie de ce travail.

§ 2. — L'INDESTRUCTIBILITÉ DE L'ANTISÉMITISME

Deux arguments à l'appui de cette affirmation :

I. *Argument historique.* — Une expérience presque vingt fois séculaire qui s'est poursuivie chez tous les peuples et dans tous les pays et se continue encore sous nos yeux, constitue, croyons-nous, un argument décisif. Il est de nature à dissiper l'illusion facile que les Juifs se donnent eux-mêmes les premiers, d'un bonheur éternel, quand dans un pays et durant un certain laps de temps, on les laisse en paix et qu'ils peuvent jouir de tous les droits et arriver aux plus hautes fonctions.

II. *L'étude des causes de l'antisémitisme.* — Cette étude

fortifie la certitude de l'indestructibilité des haines anti-juives.

§ 3. — CAUSES DE L'ANTISÉMITISME

Quelle que soit l'époque que l'on considère : l'antiquité, le Moyen Age ou l'époque moderne ; de quelque contrée qu'il s'agisse : Egypte, Rome, Asie-Mineure, Perse, pays chrétiens ou pays musulmans, toujours et partout les Juifs furent persécutés. Dans cette lutte, entre le milieu où ils vivent et les Juifs eux-mêmes, ceux-ci constituent l'élément constant et le premier l'élément variable. La cause première de la haine antijuive ne réside-t-elle pas dans les Juifs (1) ?

A) *Les Juifs constituent partout une minorité*

Nulle part depuis leur dispersion les Juifs ne constituèrent la majorité d'un pays ; ils formèrent une minorité dans chaque pays. Or, partout les majorités sont tyranniques ; elles veulent s'imposer non seulement par le simple contact ou la persuasion, mais aussi et surtout par la force, dont elles font l'usage bien connu, la persécution.

B) *Minorité étrangère*

Dans l'antiquité et au moyen âge tous les peuples eurent une aversion profonde envers les étrangers. De nos jours encore la méfiance et parfois la haine contre eux est assez répandue. Il n'est donc pas étonnant que les Juifs, des

1. C'est la question que se pose Bernard Lazare et à laquelle il répond par l'affirmative. Voir *L'Antisémitisme*, p. 2.

étrangers par excellence, obstinément rebelles à toute fusion aient été haïs et persécutés. « A la base de l'antisémitisme de nos jours, comme à la base de l'antijudaïsme du XIII^e siècle se trouvent l'horreur et la haine de l'étranger. C'est là la cause fondamentale de tout antisémitisme, c'est là le motif permanent, celui qu'on trouve à Alexandrie sous les Ptolémées, à Rome au temps de Cicéron, dans les villes grecques de l'Ionie, à Antioche et dans la Cyrénaïque, dans l'Europe féodale et dans les Etats contemporains que le principe des nationalités anime » (1).

Comme le remarque fort justement le Dr Pinsker (2), la haine contre les étrangers ordinaires trouve un tempérament sérieux dans plusieurs circonstances qui font précisément défaut aux Juifs. Les étrangers, s'ils sont molestés, peuvent avoir recours à la protection de l'Etat dont ils sont les sujets ; celui-ci pour obtenir satisfaction ne reculera pas devant les représailles. En outre chacun sait que l'hospitalité dont il fait bénéficier l'étranger serait rendue, le cas échéant à ses propres ressortissants. Or, le Juif est, de tous les étrangers, le seul qui est dépourvu de protecteur, le seul qui est hors d'état de payer de la monnaie l'hospitalité qu'on lui accorde. Par conséquent on peut tout se permettre à son égard.

C) *Minorité religieuse*

C'est par leur religion que les Juifs se sont le plus distingués des autres nations. Ils constituèrent dans tous les pays des minorités religieuses fatalement exposés à la haine

1. Bernard Lazare, *L'Antisémitisme*, p 394.

2. *Autoemancipation*, p. 12.

et au mépris de la religion dominante. D'autre part depuis l'antiquité jusqu'à nos jours le Judaïsme a été une sorte d'énigme pour les autres peuples. Autour de lui circulaient de vieilles légendes le présentant sous un aspect très défavorable. Avant même qu'ils n'eussent quitté leur patrie pour se disperser dans le monde entier une mauvaise renommée avait déjà précédé les Juifs dans tout l'empire romain. Avec la propagation du christianisme et plus tard du mahométanisme le Judaïsme se trouvera désormais en contact perpétuel avec deux ennemis irréductibles et impitoyables.

La lutte entre le Judaïsme et le christianisme remonte au jour de la naissance de ce dernier. Ce fut d'abord une lutte entre les Juifs — la majorité —, demeurés fidèles à la loi de Moïse et patriotes hostiles au conquérant romain, contre les Judéo-chrétiens que n'intéressait pas la défense de la patrie. Il fallut ensuite combattre le prosélytisme, auquel les chrétiens se livraient au début surtout parmi les Juifs. A son tour le christianisme montra son hostilité tant à l'encontre des tendances judaïsantes qui se faisaient jour dans son sein que contre le Judaïsme lui-même. Tandis que les Judéo-chrétiens portaient avec eux leurs rancunes, les gentils convertis à la nouvelle religion gardaient leurs haines et leurs préjugés. Partout où le christianisme pénétra il sema la haine et le mépris contre les déicides. L'Eglise chrétienne triomphante entra dans la suite en conflit ouvert avec les Juifs. Ce fut sous son instigation que d'innombrables lois restrictives furent forgées tant à Byzance qu'à Rome, dans les premiers siècles après Jésus-Christ ou au Moyen Age. Jusqu'au XVIII^e siècle l'antisémitisme, même lorsqu'il se teintera de couleurs sociales ou économiques, gardera son caractère le plus accusé de haine religieuse.

Le XIX^e siècle a vu tomber presque dans tous les pays les bar-

rières provenant de la différence de religion entre les citoyens d'un même Etat. Mais la loi n'a pu abolir les mœurs. D'autre part les diverses religions constituent encore de nos jours des forces formidables : les masses populaires sont partout croyantes ; les libre-penseurs ne sont qu'un petit nombre et ils ne sont pas toujours favorables aux Juifs ; quelques-uns mêmes des antisémistes les plus fameux surgirent de leur sein. L'Eglise catholique prêche aujourd'hui comme par le passé, la haine et le mépris du Juif. L'Eglise orthodoxe a trouvé pendant tout le xix^e siècle et jusqu'en 1917 un puissant appui dans l'empire des tzars. Toute la politique de ceux-ci tendait à la conversion à l'orthodoxie de toutes les fractions de l'empire qui pratiquaient une autre religion. Le fameux Pobjedenostzev, ancien procureur du Saint Synode disait au sujet du sort qui attendait les Juifs : un tiers mourra, un tiers émigrera, un tiers se convertira. L'Eglise protestante n'est pas moins hostile aux Juifs. Luther s'est montré au début bienveillant, mais dès qu'il perdit l'espoir de voir les Juifs embrasser sa religion, il les poursuivit avec la plus sauvage cruauté. Si parmi les protestants, comme d'ailleurs parmi les catholiques et les orthodoxes, il existe des esprits nobles dépourvus de préjugés, il est incontestable que la masse des protestants, comme celle des catholiques et des orthodoxes, conserve ses vieux sentiments hostiles envers les Juifs. L'intolérance religieuse est moins accusée dans certains pays que dans certains autres, mais elle existe.

Dans les contrées habitées par les musulmans, comme nous avons eu déjà l'occasion de le dire, les Juifs sont également persécutés.

D) *Minorité nationale*

Nous avons dans la première partie de notre travail apporté, pensons-nous, les preuves qui militent en faveur de cette idée que les Juifs sont une nation ; nous n'y reviendrons donc plus. Nous nous permettrons seulement ici d'exprimer cette pensée que seule l'idée que les Juifs sont une nation peut nous donner l'explication du formidable mouvement antisémitique du XIX^e siècle. Au cours de cette époque s'est effectué le réveil d'une grande partie des nations européennes. Dans leur tendance à l'unité, celles-ci s'efforcèrent de s'assimiler les éléments hétérogènes vivant dans leur sein. Or, tous les peuples se sont heurtés aux Juifs qu'ils ont de tout temps considérés comme étant une nation étrangère (1) et foncièrement irréductible. Ne se sont-ils pas conservés au milieu de tous les peuples durant des siècles sans jamais se fondre en eux ? On craignit, plus encore que la concurrence économique des Juifs, l'influence que leur présence pouvait exercer sur la pureté du génie national. « L'antisémitisme, dit avec juste raison Bernard Lazare, est une des façons dont se manifeste le principe des nationalités. »

Les sionistes ce rendirent compte de bonne heure de la nature vraie du problème juif. Voici ce qu'écrivait le Dr Pinsker, en 1882 dans sa brochure : *l'Auto-émancipation* : « Selon notre conception le point central du problème juif consiste en ceci : les Juifs forment en fait au sein des peuples parmi

1. « On les considère dans tous les Etats comme les Américains considèrent les Chinois, ainsi qu'une tribu d'étrangers ayant conquis les mêmes privilèges que les autochtones et ayant refusé de disparaître. On les sent encore différents, et plus les nations s'homogénéisent, plus ces différences apparaissent. Bernard Lazare, *op cit.*, p. 395.

lesquels ils vivent un élément hétérogène qui d'une part n'est susceptible de s'assimiler à aucune autre nation et d'autre part ne saurait être supportée par aucune d'elles (1). » Les sionistes postérieurs à Pinsker ne diront pas autre chose.

Or, le réveil des nations est loin de toucher à sa fin ; il est en train de s'effectuer précisément dans les régions où les Juifs sont le plus nombreux. Il n'est nullement besoin d'échafauder des hypothèses sur ce qui adviendra dans les Etats nouvellement créés, car la réalité actuelle est suffisamment convaincante. C'est pendant qu'ils étaient eux-mêmes opprimés que les Polonais ont déployé l'autisémisme le plus meurtrier ; et c'est depuis qu'ils ont été rendus à la liberté, que plus que jamais ils s'acharnent contre les Juifs. Mais il y a une raison nouvelle qui nous fait considérer que la haine anti-juive ira encore en grossissant : c'est la tendance actuelle des Juifs des pays de l'Europe orientale et centrale à se constituer et à vivre comme minorité nationale reconnue. Nous reviendrons un peu plus loin sur ce sujet.

E) *Causes économiques*

Les Juifs ont cessé de jouer le rôle économique qu'ils ont rempli au moyen âge, lorsqu'ils avaient presque exclusivement le monopole du commerce et de l'usure. Evincés par les autochtones de leurs positions économiques, ils durent émigrer lorsqu'ils ne furent pas expulsés. Cette émigration s'est faite vers les pays peu développés où leur activité commerciale et industrielle était utile. Mais à mesure que l'élément indigène s'organisaient, le Juif devenait un concurrent dangereux dont il fallait se débarrasser. Le boycottage écono-

1. *Op. cit.*, p. 7.

mique légal ou social est une des formes actuelles de l'antisémitisme. C'est une lutte entre le capital, dit national, et le capital tenu pour étranger. Evidemment, ceci paraît au moins bizarre. Comment peut-on arriver à considérer comme étranger un capital qui trouve son origine dans le pays même, et qui contribue à sa prospérité ? Mais ce n'est pas de la logique qu'il faut chercher. Le raisonnement des antisémitistes est très simple : les Juifs sont des étrangers, leur capital aussi est étranger. L'antisémitisme économique repose sur la haine contre l'étranger, contre l'étranger juif.

F) Causes sociales

Une des causes de l'antisémitisme moderne a été la tendance des Juifs émancipés à s'assimiler.

1° Ce n'est pas en vertu d'un mouvement de sympathie que les Juifs furent émancipés. Lorsque l'Assemblée nationale votait le décret d'admission des Juifs au rang de citoyens, elle ne faisait que suivre les principes qui étaient à la base de la grande Révolution. Elle les appliquait aux Juifs, en vertu de la simple logique. « L'émancipation, dit Max Nordau, est une conséquence de la manière de penser en ligne droite géométrique du rationalisme français au XVIII^e siècle ; les hommes de 1791 nous ont émancipés par chevalerie de principes » (*prinzipreiterei*) (1). « C'est le cas de dire ; noblesse oblige ou plutôt démocratie oblige » (Nordau). Du même avis est Bernard Lazare : « Les Israélites, dit-il, ont dû leur émancipation à un mouvement philosophique coïncidant avec un mouvement économique et non à l'abolition des préventions séculaires dont on était animé contre eux » (2). Ce n'était pas pour

1. Discours du I^{er} congrès. Compte rendu sténogr., St. Pr. I, K., p. 13.

2. *Op. cit.*, p. 229.

affranchir le Juif que la Révolution avait renversé la conception de l'Etat chrétien ; l'émancipation fut simplement une conséquence à laquelle on n'avait pas songé au début (1). Ayant créé l'Etat laïque qui ne fait aucune distinction de croyance et proclamé le principe de l'égalité, logiquement il ne pouvait plus y avoir ni privilèges, ni restrictions non plus pour les Juifs à la condition toutefois, comme nous l'avons déjà vu, qu'ils renonçassent à leur particularisme. Chez les révolutionnaires qui les défendaient il y avait tout au plus de la compassion pour les souffrances d'un peuple malheureux, rempli de défauts, mais susceptible de s'amender et qu'il fallait tirer de l'abjection dans laquelle il se débattait. « Les vices des Juifs, disait Robespierre à l'Assemblée nationale, naissent de l'avilissement dans lequel vous les avez plongés ; ils seront bons quand ils pourront trouver quelque avantage à l'être ».

Dans les autres pays l'émancipation se fit à l'exemple de la France, mais toujours suivant les mêmes principes (2).

2° L'émancipation légale (3) ne fut ni accompagnée, ni suivie de l'émancipation sociale. Non seulement la haine contre les Juifs demeura, mais encore elle trouva un aliment nouveau qui la renforça singulièrement dans le désir des Juifs eux-mêmes de sortir de leur isolement et de pénétrer le plus intimement possible et par toutes les voies dans la société au milieu de laquelle ils vivaient. Et alors ce fut la réaction des peuples contre l'étranger qui s'insinuait contre leur gré et

1. « ... Les encyclopédistes pas plus que les réformateurs ne crurent travailler même indirectement à l'affranchissement d'Israël » (Th. Reinach, *op. cit.*, p. 256).

2. « L'émancipation des Juifs trouve naturellement sa justification en ce qu'elle aura toujours été un postulat de la logique, du droit et de l'intérêt bien compris ». *Autoémancipation*, p. 13.

3. « L'émancipation légale des Juifs constitue le cas limite des réalisations de notre siècle » (*ibid.*, p. 13).

qui dans leur pensée menaçait de les dominer. Dès lors l'antisémitisme sous sa forme moderne prit naissance et une théorie dont nous avons déjà parlé vint lui fournir les justifications nécessaires.

L'illogisme qui se trouve à la base de l'antisémitisme et qui consiste à nier aux Juifs la faculté de s'assimiler, à leur reprocher de ne pas s'assimiler et en même temps à recourir à tous les moyens pour empêcher que l'assimilation puisse avoir lieu, ne trouve son explication que dans la haine irraisonnée qui constitue son fondement.

G) *Causes psychologiques. — Haines et préjugés séculaires.*

Contre les Juifs se sont accumulés vingt siècles de haine et de préjugés (1). L'antisémitisme est presque un instinct social. Il a la vie tellement dure que même dans des contrées où il n'y a pas, ou plus de Juifs la haine se conserve (2).

« Ce n'est pas seulement au moyen âge, c'est aujourd'hui et tous les jours que nous voyons se produire, au sujet des Juifs, les mensonges les plus effrontés, les exagérations les plus ridicules, les documents inventés de toutes pièces, des allégations prises en l'air et affirmés avec un aplomb inouï. La légende se forme sous nos yeux, nous voyons comment elle se fabrique, comment elle est accueillie par la crédulité publique. La littérature chrétienne du moyen âge, les haines religieuses, les préjugés héréditaires et ataviques lui ont frayé le chemin. Nous entendons dire que des gens qui n'ont

1. « ...On nous hait et persécute parce que nous sommes une minorité facilement reconnaissable, alourdis de traditions (Ueberlieferungen) fanatiques datant des plus obscures époques du moyen âge. » Max Nordau. Rapport au III^e Congrès. St. Pr., III, K., p. 14-15.

2. Voir à ce sujet D^r J.-B. Sapir, *Der Zionismus*, p. 17.

jamais vu ni connu de Juifs, qui n'ont jamais souffert par eux et qui ne savent rien d'eux, s'associent avec passion à une campagne antisémitique. Des cris de détresse sur la prétendue toute-puissance des Juifs viendraient de départements où il n'y a pas et n'y a jamais eu de Juifs, où les Juifs sont un mythe. Cela ne m'étonne pas. Que voulaient de plus, aux Juifs, Shakespeare et ses auditeurs, puisque depuis trois siècles, il n'y avait plus de Juifs en Angleterre ? Que leur voulait ce Pierre de l'Ancre, en 1620, puisque depuis deux siècles il n'y avait plus de Juifs en France, sauf quelques exceptions sans importance ? Le préjugé seul peut expliquer ces haines aveugles et sans objet (1) ».

Cette haine et ces préjugés sont entretenus par l'Eglise, la famille, l'école, la tradition, la littérature. Dans tous les pays la littérature populaire est antisémite. L'enfant chrétien qui naît et vit dans un tel milieu garde toute sa vie l'empreinte des sentiments et des préjugés dont il a été nourri. Bismarck, s'élevant avec force contre l'émancipation des Juifs en Prusse, déclarait lors de la discussion de l'article 12 de la Constitution prussienne de 1850 : « Je me sens profondément humilié à la seule pensée qu'un juif puisse être choisi comme représentant de la sainte majesté du Roi. Je suis, je l'avoue, rempli de préjugés à cet égard ; je les ai sucés avec le lait (2). » Ce que le futur chancelier de fer disait en 1850 la plupart des non juifs pourraient le répéter aujourd'hui. Les sentiments et les préjugés anti-juifs sont si profondément enracinés et si universellement répandus que même les hommes les plus cultivés n'arrivent pas à s'en débarrasser facilement. Le plus

1. Isidore Loeb, *Le Juif de l'Histoire et le Juif de la Légende*, p. 51-52. Paris, 1890.

2. Th. Reinach, *op. cit.*, p. 334.

philosémite garde toujours un coin dans son cœur, prêt à s'ouvrir à la méfiance.

§ 4. — AUCUNE PROTECTION EFFICACE NE SAURAIT ÊTRE ACCORDÉE
AUX JUIFS A L'ÉTAT DE DISPERSION

A) Mesures de protection dans le passé

Dans le passé les mesures de protection intéressée des papes, évêques, seigneurs, rois et empereurs ne furent jamais susceptibles de garantir la vie et les biens des Juifs d'une façon quelque peu durable.

B) L'émancipation civile et politique

L'émancipation civile et politique, qui s'est effectuée au cours du XIX^e siècle dans la plupart des Etats européens, et que nous appellerons, du point de vue où nous nous plaçons ici : la protection légale des Juifs, peut être considérée comme ayant fait faillite en tant que solution de la question juive. Car, dans le même moment qu'elle, ou à cause d'elle, ont pris naissance une doctrine et un mouvement antisémitiques bien plus malfaisants pour les Juifs que ne l'avaient été les lois d'exception. Sans crainte d'exagération, on peut dire avec Herzl que « les lois (restrictives) furent plus amicales que les mœurs » ; leur oppression fut moins dure que les souffrances infligées aux Juifs émancipés par l'antisémitisme raffiné des XIX^e et XX^e siècles. C'est donc une erreur profonde de croire que l'égalisation légale constitue la solution de la question juive.

*C) Interventions des Etats occidentaux et de l'Amérique
en faveur des Juifs de l'Europe orientale*

Ces interventions ne sauraient assurer la protection des Juifs de l'Europe orientale.

a) Les interventions sont impuissantes contre l'antisémitisme social et économique ; elles ne peuvent avoir lieu que contre l'antisémitisme légal et parfois dans les cas d'excès ou, pour employer le terme, devenu international, de pogromes. Ces interventions devraient en outre se reproduire à l'occasion de chaque nouvelle mesure restrictive ou de chaque excès ;

b) Les interventions ne peuvent avoir lieu qu'auprès des petits Etats ou des Etats encore nouveaux et faibles. Quel gouvernement de l'Europe occidentale se serait permis jusqu'à la chute du tzar de s'entremettre auprès de celui-ci par une démarche officielle ou officieuse en faveur des Juifs russes ? Seuls les Etats-Unis osèrent intervenir en 1903 lors des massacres de Kichineff. Rappelons d'abord qu'il s'agissait d'épouvantables tueries de Juifs. Et puis de quelle façon cette intervention se fit-elle ? Le Président Roosevelt adressa simplement au tzar par la voie diplomatique une protestation de citoyens américains contre les massacres. La diplomatie russe refusa cet acte et le retourna au président (1). Un second geste des Etats-Unis resta également sans résultat : ce fut le refus des Etats-Unis de renouveler le traité de commerce qui les liaient à la Russie sous le prétexte que cette dernière ne voulait pas accorder le droit de séjour aux Juifs citoyens américains. Il ne s'agissait donc pas des Juifs russes, mais de Juifs citoyens

1. Léon Allemand, *op. cit.*, p.

américains qui désiraient voyager librement dans l'empire du tzar pour des buts commerciaux. C'est ainsi qu'impunément la Russie usa de la persécution des Juifs comme d'un système de gouvernement.

c) Même les petits Etats savent se tirer d'affaire. Lorsqu'à la suite des émeutes anti-juivès qui avaient marqué les premières années du règne du roi Charles, des interventions de la France et de l'Angleterre se produisirent, la Roumanie changea simplement de méthode. Les excès de la foule firent bientôt place à la dure oppression de la loi.

La Roumanie toujours, nous offre un exemple frappant de la manière dont un petit Etat peut éluder ses engagements internationaux. Non seulement elle n'a tenu compte ni du protocole de Constantinople de 1856, ni de la Convention de Paris de 1858, mais encore elle a su habilement tourner l'article 44 du traité de Berlin afin de ne pas émanciper ses Juifs. La démarche collective des puissances, en 1880, sur l'initiative de M. de Freycinet, pas plus que la note du sous-secrétaire d'Etat américain, Hay, de 1900, n'eurent raison de l'opiniâtre résistance du gouvernement roumain. Cette résistance s'est fait encore une fois sentir tout récemment quand pendant des mois la Roumanie refusa de signer le traité de Saint-Germain parce qu'elle ne voulait point accepter les clauses concernant les minorités nationales.

d) L'autorité morale des Etats occidentaux est affaiblie pour deux raisons : 1^o ils ne sont pas non plus exempts d'antisémitisme comme nous avons eu l'occasion de le prouver par notre historique (1) ; 2^o ils ont aussi des oppressions à se reprocher. Pourquoi tel pays de l'Europe orientale ou cen-

1. « Aucun pays civilisé n'est assez loin en Occident pour ne pas souffrir de l'antisémitisme ». Th. Herzl.

trale respecterait-il les droits des Juifs, quand la grande Bretagne méconnaît ceux des Irlandais, des Egyptiens, etc ? Pourquoi la société roumaine ou polonaise se comporterait-elle mieux envers les Juifs de leur pays respectif, quand la société américaine traite de la façon que l'on sait les noirs des Etats-Unis ?

e) Les Etats occidentaux ont chacun des intérêts particuliers qui leur sont plus chers que la vie, les biens, la tranquillité, et l'honneur des Juifs des pays où ceux-ci sont opprimés. C'est ce qui nous fait surtout penser que rien de sérieux ni de durable ne sera entrepris en leur faveur. A cet égard, la Roumanie toujours, nous offre deux exemples qui sont de nature à raffermir notre conviction. Pour quelle raison l'Allemagne a-t-elle la première consenti, en 1878, à reconnaître l'indépendance de la Roumanie alors que celle-ci s'était refusé à appliquer l'article 44 du traité de Berlin ? Simplement parce que la Roumanie lui avait accordé certains avantages financiers. C'est un fait connu de tout le monde et que M. Bratiano, chef du parti libéral roumain et ancien président du conseil, dans l'annexe à la lettre qu'il envoya le 6 juin 1919 au président Wilson, avoue froidement dans les termes que voici : « Le Congrès de Berlin avait eu l'intention d'imposer à la Roumanie une solution que le pays considérait comme contraire à ses intérêts et portant atteinte à son droit de libre disposition. Le gouvernement roumain, après avoir protesté vainement contre les clauses de ce traité, a réussi à en annuler les conséquences par une autre voie. Dans ce but, il a obtenu l'appui du gouvernement impérial allemand en rachetant les chemins de fer qui appartenaient à des compagnies allemandes ». Plus loin revenant sur cette question M. Bratiano ajoute : « En 1877, la Roumanie eut à lutter contre des mesures qui lui étaient imposées et qu'elle consi-

dérail comme contraires à ses intérêts. Cette lutte prit fin par une solution financière à l'avantage d'une des grandes puissances » (1).

En 1919 deux causes empêchaient la Roumanie de signer le traité de Saint-Germain : la question du transit et les droits de minorité, particulièrement en ce qui concerne les Juifs. Finalement, elle céda sur la première question et les puissances sur la seconde. C'est ainsi que les Juifs furent encore une fois sacrifiés ; les articles 10 et 11 du traité des minorités ne furent pas imposés à la Roumanie.

Certes, des interventions pourront se produire pour faire cesser les émeutes ou les massacres tant que la Pologne, la Roumanie et les autres Etats oppresseurs seront encore faibles. Mais du jour où la situation de ces Etats se sera consolidée ; où ils auront formé des royaumes puissants, des coalitions et des alliances, quel Etat occidental risquera nous ne disons pas une intervention diplomatique, mais une simple démarche amicale ?

f) Les actes de chaque puissance se règlent d'après ceux des autres puissances. En 1878, l'Allemagne ayant accepté de reconnaître l'indépendance de la Roumanie, la France et l'Italie, qui avaient durant près d'une année repoussé les démarches du gouvernement roumain, se virent obligées de céder à leur tour.

g) Les interventions, si elles ne sont pas efficaces, forment en revanche un nouvel aliment pour les haines déjà assez vives. Un des plus graves reproches qu'on fait aux Juifs en Roumanie depuis 1878, c'est d'avoir recours à l'étranger pour obtenir une amélioration de leur sort. En réclamant ce qui leur est dû de par les conventions internationales, ils sont consi-

1. *Bull. C. D. J.*, n 11 du 19 février 1920, p. 12.

dérés comme des ennemis de la patrie. C'est ce qui a provoqué entre autres raisons la constitution dans ce pays d'une organisation dénommée : l'Union des Juifs indigènes, qui avait comme programme l'obtention des droits civils et politiques « par le pays et dans le pays », c'est-à-dire, qui répudiait tout recours aux puissances étrangères et espérait atteindre son but uniquement par des démarches auprès du gouvernement roumain et par une transformation de l'opinion publique roumaine, en quoi d'ailleurs elle n'a pas réussi.

D) — *La protection des droits de minorité par la
Société des Nations*

a) *La question Juive et les droits de minorité nationale.*

— Dans la première partie de notre travail nous avons considéré les revendications juives concernant les droits de minorité nationale comme une nouvelle affirmation du sentiment national juif. Nous avons voulu y voir ensuite la tendance qu'ont les Juifs, même dispersés, à se donner une organisation autonome. Nous nous proposons maintenant d'examiner ces revendications du point de vue de l'antisémitisme pour savoir si elles peuvent ou non constituer la solution à la question juive ou tout au moins contribuer à améliorer la situation des Juifs dans les pays de l'Europe Orientale. Nous essaierons ensuite de prouver que la Société des Nations n'est pas en mesure d'assurer aux Juifs la jouissance des droits qui viennent de leur être garantis par les traités dits des minorités.

L'obtention des droits de minorité nationale était apparue dernièrement aux yeux de bien des Juifs comme l'unique moyen susceptible de provoquer une amélioration dans les

rapports entre Juifs et autres nationaux des pays de l'Europe Orientale. « La reconnaissance de la plénitude des droits nationaux, disait le Dr Tenenbaum dans une brochure parue en avril 1919, est seule capable de consolider la situation morale, légale et sociale de la communauté juive et de créer des conditions indispensables à l'établissement de rapports corrects entre les peuples. Alors seulement la situation des Juifs deviendra plus nette et meilleure (1). » Plus optimiste encore M. O. Thon, Président du Conseil National juif de Pologne, député à l'Assemblée législative de Varsovie, déclarait : « Un foyer national en Palestine et la plénitude des droits nationaux dans tous les pays, voilà la solution définitive de la question Juive (2). » Ainsi, on répétait l'erreur, si souvent commise par les Juifs, de croire dans la bienfaisante toute-puissance d'une égalisation imposée en vertu de la loi, en considérant cette dernière comme capable de changer les mœurs et les sentiments des hommes. C'est une illusion malheureuse semblable à celle que les Juifs ne manquèrent pas de se faire il y a cinquante ou soixante ans lorsque leur rêve n'allait pas au-delà de l'émancipation civile et politique. Les peuples n'ont pas voulu de leur assimilation, ils supporteront malaisément leur constitution en nation distincte et reconnue. Et en voici les raisons :

1° Les Juifs ne sont pas concentrés sur une seule partie du territoire d'un Etat ; ils vivent inégalement répandus partout et forment en outre une population exclusivement urbaine. Il y aurait donc une nation dans les villes et bourgs, employant sa langue propre, la développant par ses écoles, par ses jour-

1. *La question juive en Pologne*. Edité par le Comité des Délégations juives auprès de la Conférence de la paix. Paris, 1919.

2. *Les droits nationaux des Juifs de l'Europe orientale*. Recueil d'études édité par le même Comité. Paris, 1919.

naux et par sa vie littéraire et politique, ayant sa religion propre, ses mœurs et ses traditions particulières, nation foncièrement distincte de la grande masse paysanne du pays. Plus que jamais, les Juifs apparaîtraient aux yeux des Polonais, des Roumains, etc. comme une nation dans la nation, et même comme un Etat dans l'Etat ; plus que jamais ils seraient considérés comme une nation étrangère envers laquelle on n'éprouve que de l'aversion et du mépris et qu'on est obligée de supporter malgré soi ;

2° Les Juifs sont opprimés non seulement par la nation dominante mais aussi par chaque autre minorité nationale. Ils sont la minorité nationale de chaque minorité nationale ; ils constituent en quelque sorte en bien des contrées une sous-minorité nationale. Dans les âpres luttes entre la nation dominante et les diverses fractions nationales vivant dans le même pays, les Juifs devront se décider à prendre parti pour l'une ou pour les autres. S'ils s'attachent à la nation dominante et font sa politique, ils se rendront odieux à toutes les nationalités. C'est ce qui est arrivé aux Juifs hongrois inféodés à la politique magyare. S'ils s'unissent aux minorités nationales, ils auront contre eux la force autrement redoutable de la nation dominante. Les Juifs sont donc comme entre l'enclume et le marteau. Ou alors, ils auront beau décréter leur neutralité et la signifier aux parties en lutte, malgré eux ils seront entraînés dans les conflits, soit en vertu de leurs sentiments propres, soit et surtout parce que chacune des parties en cause voudra s'assurer leurs concours. Les Juifs seront de nouveau le bouc émissaire.

3° Pour que la reconnaissance des droits de minorité nationale aux diverses fractions du peuple juif constitue la solution à la question juive, il faudrait qu'elle soit le fait spontané des gouvernements et des peuples des Etats de l'Europe

orientale, le résultat d'un mouvement de sympathie envers le peuple juif. Or telle qu'elle se présente aujourd'hui, c'est une mesure imposée du dehors à laquelle les nations dominantes entendent résister par tous les moyens en leur pouvoir (1).

D) *La protection de la Société des Nations.* — Les Juifs doivent être les premiers à saluer avec enthousiasme cette nouvelle institution. Mais cela ne doit pas les empêcher de se rendre à l'évidence et de constater que la Société des Nations ne sera pas en état de leur garantir efficacement les droits qui viennent de leur être reconnus par les traités de Versailles et de Saint-Germain. Il suffit de faire remarquer que derrière la Société des Nations se trouvent les puissances occidentales chacune avec ses intérêts particuliers; que dans la Société tous les Etats antisémites seront représentés; que tout au moins dans les premières années on cherchera à éviter tout ce qui sera de nature à obliger un Etat à quitter la Société des Nations. Celle-ci se permettra tout au plus de faire des enquêtes. Mais le fait sur lequel nous voulons insister c'est que la Pologne, la Roumanie, etc., sont fermement décidées à éluder les traités qu'elles ont été en quelque sorte obligées de signer, et que la Société des Nations sera impuissante à empêcher ces traités de devenir de simples chiffons de papier. On pourra en juger d'après les lignes suivantes que nous détachons du *Bulletin du Comité des Délégations juives* auprès de la Conférence de la paix (2) : « Les relations polono-juives sont actuellement dominées par la question suivante : Exécutera-t-on le traité qui a été signé à Ver-

1. « L'intervention actuelle sera sans utilité et dangereuse puisqu'elle est imposée. » M. J. Bratiano à M. Wilson, 1^{er} juin 1920. Voir *Bull. du C. D. J.*, n° 11 du 19 février 1920, p. 12.

2. N° 12 du 16 mars 1920.

sailles avec la Pologne et qui garantit les droits civiques et certains droits collectifs des Juifs, considérés comme une des minorités nationales, religieuses, linguistiques existant dans le pays ? Toute la politique du gouvernement, comme tous les projets de loi adoptés par la Diète et qui concernent d'une façon quelconque les Juifs, nous fournissent la preuve que la majorité gouvernementale a décidé fermement, avec le consentement tacite et quelquefois même avec le concours de la minorité d'opposition, de ne tenir aucun compte du traité et de ne pas reculer même devant la violation flagrante de son esprit et de sa lettre. Evidemment dans le domaine de la législation cette violation ne se fait pas d'une façon explicite, mais dans la pratique politique journalière il s'est déjà créé un usage, en vertu duquel il n'est pas admis de faire état du traité, sous le prétexte qu'il a été imposé à la Pologne et qu'il est une violation de ses droits souverains. Il est vrai que dans ce sens les traités de paix ont violé la souveraineté d'autres pays que la Pologne ; il est vrai que la souveraineté a été violée et continue de l'être ; il est vrai que lors de la ratification du traité, il a été dit et répété que le gouvernement et la Diète auraient, de leur propre mouvement, reconnu aux Juifs au moins autant de droits que le fait le traité ; mais il n'en reste pas moins vrai que tout rappel à l'exécution du traité et que toute réclamation tendant à en faire réaliser les stipulations dans la pratique sont considérés presque comme un acte d'hostilité contre l'Etat ».

Par une interprétation arbitraire de la notion du domicile la Pologne a pris des mesures tendant à l'expulsion des Juifs originaires de Russie, les Litwaks, mais qui la plupart du temps résident en Pologne depuis des dizaines d'années sans avoir d'autre domicile ailleurs et cela en contradiction formelle avec l'article 3 du traité des minorités qui est conçu cepen-

dant dans les termes les plus clairs (1). D'autre part la Diète polonaise se prépare à retirer aux Juifs le bénéfice de l'article 9 du même traité en instituant le repos dominical obligatoire pour tous. On se rappelle que cet article assure aux Juifs le respect du sabbat.

Le bon sens de chacun doit conclure à l'impossibilité d'imposer aux Juifs qui respectent le sabbat de se reposer encore un autre jour de la semaine. Mais comme le traité ne le dit pas en termes exprès la Diète polonaise croit de son droit d'imposer à tous le repos dominical obligatoire même à ceux qui suivent le sabbat. Ceux-ci devraient donc chômer deux jours par semaine ou transgresser à l'une des dispositions les plus importantes de leur religion. La population juive et ses représentants élevèrent de vives protestations. C'est à peine s'ils obtinrent quelques concessions insignifiantes. A supposer que la Diète ne donne pas suite à ce projet son but n'en est pas moins visible : réduire à néant le traité de Versailles. « A en juger par leurs actes et par leurs tendances actuels, les milieux politiques polonais ont fermement décidé que ce traité doit subir le sort de l'article 44 du traité de Berlin de 1878 qui garantissait l'égalité des droits aux Juifs de Roumanie (2). »

1. Art. 3, al. 1. « La Pologne reconnaît comme ressortissants polonais, de plein droit et sans aucune formalité, les ressortissants allemands, autrichiens, hongrois ou russes domiciliés à la date de la mise en vigueur du présent traité sur le territoire qui est ou sera reconnu en vertu des traités avec l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Russie respectivement, comme faisant partie de la Pologne, mais sous réserve de toute disposition desdits traités relativement aux personnes domiciliées sur ce territoire postérieurement à une date déterminée. » L'Autriche et la Yougo-Slavie ont également violé l'art. 3. Voir à ce sujet : *Bull. du C. D. J.*, n° 7 du 8 oct. 1919, p. 1 et 2; n° 8 du 20 nov. 1919, pp. 12-14.

2. *Bulletin du C. D. J.*, n° 12 du 16 mars 1920.

CHAPITRE III

La création de l'Etat Juif correspond à des nécessités : économiques, physiques, intellectuelles et morales du peuple juif.

SECTION I

Situation économique des Juifs de l'Europe orientale et centrale

La politique anti-juive a abouti à la plus effroyable misère. On peut dire qu'elle a atteint son but. « Parmi les populations de la vaste Russie, disait Anatole Leroy-Beaulieu, je n'ai rien rencontré de plus misérable que ces maigres juifs... On parle beaucoup aujourd'hui du relèvement du prolétariat et de rédemption sociale : je puis affirmer que dans notre Europe il n'est rien de plus pauvre, rien qui ait plus de mal à gagner son pain de seigle que les neuf dixièmes des Juifs (1). »

Voici quelques chiffres très éloquents qui dispensent de tout commentaire. En 1900, parmi les 150.000 habitants juifs d'Odessa, 48.000 recevaient des secours ; 63 0/0 des morts furent enterrés aux frais de la communauté ; 20 0/0 au plus bas prix possible (2). A Vilna en 1901, 5.386 familles

1. Les nouvelles lois contre les Juifs russes dans le *Journal des Débats* du 15 août 1890 cité d'après Léon Allemand, *op. cit.*,

2. Rüppin, *Die Juden der Gegenwart*, p. 55.

(25.000 âmes) reçurent des secours pour la pâque ; à Varsovie sur 210.000 habitants juifs, 8.000 seulement étaient en état d'acquitter l'impôt communal. A Lodz 18.000 Juifs vivaient aux frais de la communauté (1).

La situation des artisans et ouvriers était déplorable. « A Vilna, disait Sapir, on trouve un artisan juif sur 18 habitants si l'on considère la population totale et sur 9 seulement si l'on ne considère que la population juive. A Minsk on compte un artisan sur 20 habitants, à Kowno un sur 22 à 23. Dans 10 endroits de la circonscription de Minsk, il y a 2.040 artisans sur 15.000 habitants, ou un artisan sur 7,8 habitants. A Berditschew on compte un artisan par 15 habitants (2). »

Il est naturel que ces malheureux ne puissent gagner que des salaires de famine. Les plus hauts salaires ne dépassaient pas trois roubles et demi par semaine, dont devait se nourrir une famille entière (3). Très souvent ils descendaient à deux et même à un seul rouble par semaine. D'après un rapport de la communauté de Varsovie des petits commerçants arrivés de province dans cette ville, pour devenir de simples manœuvres gagnaient trois roubles cinquante kopecks (un peu moins de 10 francs) par semaine. « Il faut vraiment être doué d'imagination, dit L. Hersch, à qui nous empruntons ce dernier chiffre, pour se représenter le gain qu'ils pouvaient réaliser dans leurs bourgades natales en tant que petits commerçants (4) »

Cette désastreuse situation économique produit le type, inconnu en Occident, du Juif sans profession déterminée : l'intermédiaire ou le courtier, personnage famélique qui n'est

1. J.-B. Sapir, *op. cit.*, pp. 30-31.

2. *Ibid.*, p. 32.

3. Dr Katzenelsohn, rapport sur la situation économique des Juifs. St. Pr. IV, K., p. 231.

4. *Le Juif errant*, p. 121.

jamais sûr d'avoir de quoi manger le lendemain. Max Nordau qui fait de lui un type spécifiquement juif l'a qualifié du terme expressif de *Luftmensch* (en allemand : homme ne vivant que de l'air). Pour Nordau, le peuple juif qui comprend un nombre extraordinairement grand de ces *Luftmenschen* est un *Luftvolk* (1).

On devine maintenant ce que devait être l'hygiène chez ces malheureux. « Les Juifs mèneraient volontiers une vie hygiénique, disait le Dr Katzenelsohn au IV^e Congrès, mais il leur en manque les moyens, car les deux tiers de la population de Galicie et de Russie meurent de faim » (2). En 1900, sur 5087 logements habités par les Juifs pauvres à Odessa, 1.111 (22 0/0) étaient des caves, 2.011 (40 0/0) tout aussi obscures, 2.105 (69 0/0), c'est-à-dire les deux tiers, étaient humides (3). Un rapport officiel sur la condition des Juifs à Berditchev s'exprimait en ces termes : « Souvent plusieurs familles sont entassées dans une ou deux chambres d'une hutte à moitié en ruines, de sorte que la nuit il ne reste absolument aucune place entre les dormeurs... Dans la journée les locataires transforment ces chambres en boutiques ; ils y épurent la cire, fabriquent des chandelles, tannent le cuir, etc. ; des familles entières vivent, travaillent, dorment et mangent ensemble dans cette atmosphère fétide, avec leurs outils et leurs matériaux éparpillés de tous côtés autour d'eux » (4).

Dans ces conditions il n'est pas étonnant que la santé physique des Juifs soit fortement ébranlée et qu'ils soient exposés à toutes les maladies. » Quatre ou cinq millions d'hommes (5),

1. St. Pr. V, K., p. 103.

2. St. Pr. IV, K., p. 231.

3. Sapir, *op. cit.*, pp. 30-31.

4. Alexandre Matter, *Le Juif russe*, p. 12.

5. Ce chiffre est aujourd'hui de beaucoup supérieur.

entassés dans un petit nombre de villes où ils constituent souvent la moitié ou les deux tiers des habitants, s'étiolent et succombent à la tâche, malgré des efforts surhumains, malgré les salaires infimes dont ils se contentent. Dans les juiveries grouillantes et infectes de Wilna, de Berditchev, d'Odessa même, la plupart des habitations sont des masures où l'encombrement est indicible, le dénuement profond, le typhus endémique, où la famine et les épidémies exercent de cruels ravages » (1).

La misère engendre en outre la prostitution ; le nombre des femmes juives qui se prostituent est considérable.

En Roumanie le tableau est aussi triste qu'en Russie. Lors de la crise économique de 1899-1900, quand la persécution aussi redoublait de vigueur, on vit de nombreux groupes de Juifs roumains qui partaient en Amérique, se rendre à pied à Vienne et même jusqu'à Hambourg, telle était leur indigence. « La misère où se trouve la grande majorité des Juifs de Roumanie est le résultat direct de la situation politique qui leur est faite et qui, les assimilant aux étrangers, les place sous la menace de centaines de lois d'exception. L'impression que produit la vue des quartiers juifs dans les villes et les bourgs de Moldavie, est d'une indicible tristesse et le spectacle des sordides petites maisons humides, sans air et sans lumière où vivent entassées d'innombrables familles, l'aspect des cours sales, des enfants faméliques et presque nus, sont de ces choses qui soulèvent une insurmontable pitié » (2).

« On ne peut, en Occident, se faire idée du commerçant juif, si répandu dans les petites villes et les bourgs de Moldavie, continue la même brochure. Ce sont généralement de

1. Th. Reinach, *op. cit.*, p. 351.

2. *Les Juifs de Roumanie*. (Publication de la Ligue des droits de l'homme, p. 72.)

pauvres gens ; ils ont dans une minuscule boutique, quelques centaines, voire quelques dizaines de francs de marchandises et ce n'est qu'en accomplissant des miracles de sobriété qu'ils parviennent à gagner leur vie et celle de leur famille. » (1)

En Galicie, pays où les Juifs jouissent de tous les droits la misère est aussi grande qu'en Russie et qu'en Roumanie.

« Tandis qu'en Galicie, dit Steed, ils forment seulement 11 0/0 de la population, ils font plus de la moitié des habitants sans profession régulière. Les ouvriers juifs dont les salaires atteignent 17 fr. 50 par semaine sont considérés comme aisés. » (2) D'après le Dr Arthur Ruppin (3) une minime partie des Juifs galiciens ont une existence à peu près assurée « cependant que les autres vivent au jour le jour sans savoir souvent le matin même où ils prendront eux et leurs familles, le repas du midi. » Ces *Luftmenschen*, continue-t-il, « sont compris dans la statistique sous la rubrique des « salariés de professions instables » (*Lonhdienste wechselnder Art*) et celle des « indépendants sans profession » (*Selbständige ohne Berufsangabe*). Il est à remarquer que parmi les Juifs qui ne constituent que 11,09 0/0 de toute la population de la Galicie, 31.754 personnes, à savoir 52,11 0/0 représentent les « indépendants sans profession », tandis que 61.829, à savoir 39,80 0/0, les « salariés de professions instables. » Un artisan ou bien un commerçant juif gagnant par semaine de 8 à 10 florins passe pour un homme presque aisé ; il est envié par ceux dont le gain de la semaine atteint à peine 5 à 6 florins, voire 3 à 4 et qui par conséquent, chargés de nombreuses familles, comme ils le sont, arrivent difficilement à joindre les deux bouts. En 1903 j'ai interrogé dans les petites

1. *Les Juifs de Roumanie* p. 75-76.

2. *La Monarchie des Habsbourgs*, p. 235.

3. *Die Juden der Gegenwart*, p. 55-56.

villes de Galicie plus de 100 familles d'artisans et j'en ai appris que le gain hebdomadaire de la plupart de ces familles ne s'élevait qu'à 5 ou 7 florins, dont il fallait soustraire 1 florin ou 1 florin et demi pour le loyer et pour l'étude de l'hébreu. Et les 4 à 5 florins restants devaient suffire à nourrir et à vêtir pendant toute une semaine une famille se composant de cinq à huit personnes. »

A Vienne, à Londres, Paris, Amsterdam et New-York, dans ces nouveaux ghettos créés par l'émigration, la misère parmi les immigrés est souvent indescriptible. Ils y travaillent fréquemment suivant le « sweating system. » La misère est aussi très répandue au Maroc, en Algérie, en Tunisie, dans le Yemen et en Perse.

La guerre a achevé de ruiner même une grande partie de ceux dont la situation économique était satisfaisante. « Chez aucun peuple elle n'aura fait autant de ravages que chez le peuple juif dispersé dans tous les pays où s'étendait l'ancien front oriental. Plus que tous les autres la population juive souffre de la faim. D'après le représentant du Comité américain de distribution de secours, le quart de la population juive de Varsovie était, le printemps dernier, en proie à la faim et chaque jour des personnes mouraient faute de nourriture. » Si des Juifs d'Amérique, a déclaré le Dr Haïm Davis, membre d'une commission envoyée par la Croix-Rouge américaine en Pologne, pouvaient voir les Juifs souffrir comme je les ai vus, ils ne pourraient plus s'asseoir à table avant d'avoir dépensé leur dernier centime pour secourir leurs frères qui meurent comme des mouches à Varsovie, à Pinsk, à Brest-Litowsk et dans d'autres parties de la Pologne nouvelle. Les Juifs en Amérique ont du beurre sur leur pain, mais des milliers de Juifs polonais n'ont ni vu ni mangé de pain depuis des mois. J'ai parcouru 2.000 milles en Pologne,

et dans chaque ville, chaque bourg, chaque village, des enfants juifs aux faces émaciées imploraient du pain à faire pitié » (1). Quant aux Juifs de Roumanie, le Dr S. Bernstein déclare que, d'après un rapport de la communauté juive, sur 52.000 Juifs, qui habitaient en 1917 Jassy, environ 40.000 étaient à la charge de l'assistance publique (2).

D'après M. Rosenbaum, ancien ministre adjoint des Affaires étrangères de Lithuanie, à Vilna sur 53.000 habitants juifs, 33.000 ont été obligés d'avoir recours à l'assistance publique pendant la guerre (3).

Les pogromes d'Ukraine dont nous nous sommes déjà occupés ont achevé la ruine totale, absolue, des Juifs de ce pays. Voici quelques détails à ce sujet que nous extrayons d'une lettre-circulaire adressée aux communautés juives de la Russie du Sud par le Comité Central juif de secours aux victimes des pogromes (4). « Le nombre des Juifs qui ont d'une façon quelconque, souffert des pogromes, dépasse un million et la plupart ne peuvent se passer de secours publics. D'après les calculs les plus modestes, le ravitaillement des victimes exige, à lui seul, environ 20 millions par jour. Rien que pour couvrir la nudité des gens, qui sont restés sans abri et sans vêtements, il faut disposer de plus de 2 milliards. Des sommes énormes sont nécessaires pour créer des écoles et des asiles destinés aux orphelins et aux enfants sans abri. Les épidémies sévissent dans des proportions inconnues jusqu'à présent. Des dizaines de milliers de malades atteints de typhus exanthématique, de la fièvre typhoïde et d'autres

1. *Univers israélite* du 25 juillet 1919.

2. *Op. cit.*, p. 52.

3. Voir le Recueil : *Les droits nationaux des Juifs de l'Europe orientale*, p. 81.

4. *Bull.*, du C. D. J. n° du 19 février 1920 qui reproduit d'après : *Evreiskaïa Jisne*, Odessa, 26 décembre 1919.

maladies contagieuses, se trouvent dans des locaux froids sans médicaments. La population valide vit dans une déplorable promiscuité avec les malades qui répandent, autour d'eux, la contagion et la mort. La mortalité atteint des chiffres effrayants : on enregistre quotidiennement des dizaines de milliers de décès... Dans des dizaines de localités la population est restée littéralement nue. Les pillards ont emporté tous les vêtements, le linge, les chaussures, les oreillers, sans rien laisser. Ainsi, à Niejine, par exemple, on a failli se trouver dans l'impossibilité d'envoyer une délégation au commandant d'armes, faute de pouvoir, dans la ville trouver des vêtements pour habiller les délégués. La situation est identique à Fastor, à Bielaïa-Tserkov, etc. Et, cependant, nous voilà déjà à l'époque des grands froids. »

SECTION II

La solution au problème économique

A) Impossibilité d'amélioration sur place.

Une amélioration sérieuse dans la situation économique des Juifs des pays de l'Europe orientale est-elle possible ? Non et en voici la raison : Les Juifs forment une population exclusivement urbaine adonnée pour la plupart du temps au commerce et aux petits métiers. Or dans ces deux catégories il existe un grand encombrement lequel ne saurait disparaître que par une forte émigration ou la transformation d'une grande partie des Juifs en agriculteurs. L'émigration pour provoquer une amélioration devrait être très éparpillée, ce qui n'est pas possible, car on irait à l'encontre de la volonté des Juifs eux-mêmes. Nous verrons dans le chapitre suivant que l'é-

migration n'est ni souhaitable ni possible. Reste le second moyen : la pratique de l'agriculture. Aucune transformation de ce genre n'est possible dans les pays habités actuellement par les Juifs pour les motifs suivants :

1° Le sens général du mouvement des populations mène des campagnes à la ville ; cela est vrai pour tous les pays. Comment les Juifs, iraient-ils à l'encontre de cette tendance ? D'ailleurs on constate même chez les Juifs la concentration autour des grands centres industriels ; il se produit un abandon des bourgs en faveur des grandes villes ;

2° Le désir des Juifs de travailler et de posséder la terre dans les pays qu'ils habitent actuellement rencontrerait la plus formidable opposition qu'on ait jamais vu de la part des anti-sémites ; le mouvement contre le soi-disant accaparement du commerce et de l'industrie par les Juifs serait alimenté par un argument peut-être le plus fort de tous : l'envahissement des campagnes. Le paysan qui jusqu'à maintenant est resté indemne, quant à l'antisémitisme, serait gagné par celui-ci. Déjà le mouvement antisémitique se répand de plus en plus chez les paysans notamment en Roumanie par suite de la propagande intense que mènent les chefs de l'antisémitisme de ce pays par le journal, la brochure, l'image et la parole.

Ce serait en dernier lieu compliquer le problème agraire qui est déjà assez épineux par lui-même.

Ce n'est donc que sur un territoire lui appartenant en propre que le Juif ne rencontrera aucun obstacle du genre de celui que nous venons de relever.

B) Le retour à la terre, but essentiel du sionisme.

Le premier courant sioniste qui s'est produit, particulièrement en Russie après 1880, dirigea tous ses efforts vers la

fondation de colonies agricoles en Palestine. Le sionisme moderne ou politique s'est aussi donné comme tâche de faire de la colonisation agricole en Palestine. Dans son rapport au premier Congrès sur le sionisme au point de vue économique, le délégué Farbstein proclamait que le sionisme avant tout veut d'un peuple commercial et industriel faire un peuple agricole. « Quand on nous demande ce que nous ferons de nos colons, disait Herzl au V^e Congrès, nous ne sommes pas embarrassés pour répondre. Nous voulons en faire des possesseurs réels et indépendants de la terre vivant sur et par leur lopin de terre (1). »

Cette volonté des sionistes est hors de doute. Mais ne se heurteront-ils pas à des obstacles insurmontables ?

Et ici se placent deux questions : Peut-on faire des Juifs des agriculteurs ? A supposer démontrée leur aptitude pour l'agriculture, voudront-ils quitter leurs professions actuelles pour travailler la terre dans le pays où s'opérerait leur concentration ?

1^o Les Juifs ont été dans l'antiquité un peuple d'agriculteurs ; même depuis leur dispersion, ils n'ont pas été partout et à toutes les époques des commerçants ou artisans. La Bible et le Talmud l'attestent notamment par la législation agraire qu'ils contiennent. La plupart des fêtes juives sont des fêtes agricoles.

« S'ils avaient été négociants dans l'âme, comme on le prétend, il est clair que pendant l'exil de Babylone, quand ils furent en contact avec un peuple aussi essentiellement commerçant que les Chaldéens, leur instinct se serait enfin révélé, et nous ne verrions pas les Juifs de Palestine, à l'époque du second Temple et après le retour de l'exil se

1. St. Pr. V.K. Discours d'ouverture.

livrer presque exclusivement à l'agriculture, comme leurs ancêtres » (4).

Ceux des Juifs, qui après la chute de leur Etat, s'en furent vivre en Babylonie où ils fondèrent une communauté prospère dont l'existence se prolongea au delà du x^e siècle, s'y livrèrent pour la plupart au travail de la terre.

Dans les premiers siècles après Jésus-Christ, on trouve des Juifs agriculteurs même dans les contrées occidentales de l'Europe et notamment en France. Si cependant le commerce et les métiers manuels urbains devinrent leurs principales occupations dans presque tous les pays, cela tient en premier lieu au fait que les étrangers se concentrent plus particulièrement dans les villes et en second lieu à la législation restrictive à laquelle les Juifs furent soumis. Au moyen âge, le Juif ne pouvait devenir ni agriculteur, ni artisan parce que l'accès des confréries lui était interdit, ni très souvent même s'occuper d'un commerce de son choix en dehors de l'usure. En outre les fréquentes expulsions l'obligeaient à ne posséder qu'une fortune mobilière. Le séjour même à la campagne lui fut aussi interdit; en Roumanie et en Russie jusqu'à ces derniers jours il n'avait pas le droit d'habiter dans les villages. Si donc les Juifs sont aujourd'hui un peuple de commerçants cela tient à des causes historiques indépendantes de leur volonté.

2^o Une objection plus sérieuse serait celle-ci : par suite d'habitudes séculaires l'aptitude au commerce n'est-elle pas devenue chez les Juifs une seconde nature, même si dans des temps très lointains ils avaient constitué un peuple d'agriculteurs ? A cette objection l'expérience seule est capable de donner une réponse ; il faudrait placer les Juifs dans des

1. Isidore Loeb. *Le Juif de l'histoire et le Juif de Légende*, p. 10.

conditions favorables pour s'occuper du travail de la terre et, si au bout de quelques générations seulement, le résultat était négatif, on aurait le droit de décider qu'ils ont irrémédiablement perdu leurs aptitudes agricoles. Mais, l'expérience qui a été tentée dans plusieurs pays — sur une petite échelle il est vrai, mais suffisante pour servir de démonstration — est d'ores et déjà susceptible de détruire cette objection. Il existe en Russie 301 colonies agricoles juives, dont les plus anciennes remontent au tzar Alexandre I^{er}, lequel par un décret de 1806, avait autorisé les Juifs possédant au moins 400 roubles à acquérir des terres pour l'agriculture.

Aujourd'hui plus de 10.000 familles forment la population de ces colonies ; la moitié (30.000 âmes) travaillent réellement la terre, le reste la tenant seulement en fermage. Aux Etats-Unis et au Canada il existe des colonies agricoles juives. En Argentine plus de 2.000 familles originaires de Russie, colonies de la Jewish Colonisation Association, œuvre du Baron de Hirsch, s'occupent exclusivement de la culture de la terre. La Palestine a produit le type du paysan juif moderne. C'est surtout là qu'il est possible de se rendre compte de l'aptitude des Juifs à revenir au métier de leurs ancêtres. Plus de deux mille familles, concentrées en une quarantaine de villages, ont comme occupation l'agriculture. Au total, dans le monde entier 11 à 12.000 familles juives vivent de la culture de la terre (1). C'est infiniment peu vis-à-vis du nombre total des Juifs, c'est même insignifiant, mais au point de vue qui nous préoccupe en ce moment cette expérience est suffisante pour détruire l'objection qui provient de ce que l'on considère le commerce comme étant devenue une seconde nature pour le Juif.

1. Ruppin, *op cit.*, p. 245.

3^e Reste à savoir si les Juifs voudront quitter le commerce et l'industrie. Voici cinq arguments en faveur de l'affirmative :

a) Il a été constaté qu'on change plus facilement de profession lorsqu'on émigre.

b) L'émigration se fera vers un territoire complètement dépourvu d'industrie.

c) L'emploi des instruments modernes les plus perfectionnés rendant les travaux agricoles moins pénibles encouragera beaucoup de Juifs à délaisser le commerce et certains métiers.

d) L'émigration vers un territoire propre se fera sur un tout autre mode que l'émigration habituelle.

Si l'on envisage la Palestine comme futur territoire du peuple juif, il est intéressant de constater que la grande majorité de ceux qui sont disposés à y aller, sont fermement décidés à y changer complètement leur genre de vie. L'agriculture est devenue pour eux une obsession ; chaque Juif désire avoir en Palestine son lopin de terre, l'avoir à lui, le travailler de ses mains. La concentration territoriale des Juifs sera avant tout agricole, parce qu'à côté de toutes les causes qui obligent les Juifs à l'opérer il faut ranger l'idéalisme juif. Aucune nation ne possède peut-être autant d'idéalistes et de gens peu pratiques que la nation juive. Cela paraît surprenant, mais c'est un fait d'observation courante.

e) Le retour à la terre s'opérera par masses de dizaines et de centaines de mille. L'élan commun maintiendra et raffermira l'enthousiasme de chaque individu.

Par la concentration territoriale en vue de retourner au travail de la terre le sionisme offre la solution du problème économique juif.

SECTION III

Une nécessité physique

La race juive a beaucoup perdu de sa vigueur physique. Les souffrances, le ghetto et la misère ont affaibli son organisme. Parmi les maladies les plus fréquentes chez les Juifs, on constate surtout les maladies nerveuses. Une régénération physique ne se produira que par le retour au champ et la cessation des persécutions.

SECTION IV

Une nécessité intellectuelle et morale

I. — Les persécutions obligent un grand nombre de Juifs à émigrer, c'est-à-dire à changer de milieu physique et social, très fréquemment. L'histoire du peuple juif, depuis bientôt vingt siècles, n'est en somme que l'histoire de ses incessantes migrations. Il s'ensuit que le processus de l'adaptation au milieu, déjà assez malaisé par lui-même, est très souvent interrompu. Ces perpétuels recommencements constituent une énorme perte d'énergies intellectuelles et morales.

II. — Depuis l'antiquité le peuple juif soutient un combat qui est loin de finir contre des ennemis nombreux et puissants. Il est obligé de se tenir constamment sur ses gardes et de se défendre contre les multiples attaques des antisémites qui l'assaillent de tous côtés. Cette résistance consomme une grande partie de ses forces qui trouveraient un meilleur emploi dans un autre domaine. Les Juifs ne peuvent pas renoncer à répondre aux attaques ; ce serait non seulement

manquer de dignité, mais cela deviendrait vite très dangereux : ce serait l'abaissement irrémédiable du peuple juif.

III. — Quelque réfractaires qu'ils soient ou qu'on les force à être, les Juifs subissent l'influence du milieu, ce qui fait que ceux qui ne vivent pas en masses très compactes ou ceux qui touchent aux milieux chrétiens, s'ils veulent rester Juifs doivent opposer une certaine résistance aux causes de dissolution. C'est une lutte pour la conservation que ni l'Anglais, ni le Français, ni l'Espagnol ne connaissent, mais que connaissent les habitants des territoires à population mélangée.

IV. — Un peuple pour créer doit avoir une solide base économique. C'est ce qui manque précisément aux Juifs depuis leur dispersion.

V. — La sécurité et la tranquillité sont deux autres conditions indispensables à un peuple pour développer sa culture et la porter à son point culminant. Les Juifs vivant sous une espèce de terreur perpétuelle il est inévitable que leurs productions intellectuelles s'en ressentent.

VI. — L'absence d'un sol, d'une patrie propre a grandement influé sur la puissance créatrice du peuple juif. A ce sujet il existe une théorie qui nous paraît juste et selon laquelle le peuple juif n'a véritablement créé que lorsqu'il était en Palestine. Depuis sa dispersion son œuvre manque d'originalité, c'est une œuvre d'intermédiaires (1).

Toutes les causes que nous venons d'énumérer expliquent pourquoi le peuple juif n'a jamais atteint depuis sa dispersion et n'atteindra jamais tant qu'il continuera à être dispersé aux degrés supérieurs de civilisation ni au génie de création auquel il était arrivé lorsqu'il menait une vie normale sur son territoire propre.

1. Voir cette idée développée dans l'intéressant ouvrage du Dr Daniel Pasmanik : *Die Seele Israels*. Koeln-Leipzig, 1911.

CHAPITRE IV

La création de l'Etat juif correspond à une nécessité d'ordre public international

OBSERVATION

En nous plaçant à un point de vue exclusivement juif nous sommes arrivés à la conclusion que l'unique solution de la question juive réside dans la réunion de la grande majorité des Juifs sur un seul territoire où ils s'organiseraient en vue de la formation d'un Etat. Nous nous proposons d'établir dans le présent chapitre que le sionisme constitue la solution de la question juive même au point de vue non juif ; qu'il répond à une nécessité d'ordre public international, et que pour employer le langage de Herzl : « L'Etat juif est une nécessité universelle. »

Le problème de l'émigration juive

SECTION I

§ 1^{er}. — ETUDE SUR L'ÉMIGRATION DES JUIFS DE L'EUROPE ORIENTALE

Les persécutions et la misère provoquent l'émigration. Jusqu'en 1914 de longues théories de Juifs misérables parcouraient les routes de l'Europe en quête d'un gîte et d'un

morceau de pain. La plupart se dirigeaient vers les Etats-Unis. Certains choisissaient le Canada, l'Argentine, l'Afrique du Sud, l'Australie, l'Angleterre et en plus petit nombre la France et la Belgique. Toute la population juive de Russie, Galicie, Roumanie vivait sous l'obsession continuelle du départ. « S'expatrier et gagner l'Amérique est devenu pour le Juif galicien une idée si commune et le voyage pour s'y rendre chose si ordinaire, qu'il en parle presque comme d'un petit voyage d'affaires. Certaines petites villes de Galicie ont perdu la moitié de leur population par l'émigration, et il n'y a presque pas de Juif en Galicie qui ne possède de parents en Amérique (1). »

Il n'existe pas de nation au monde dont les membres aient été obligés de s'expatrier dans des conditions aussi désastreuses que les Juifs. Les émigrants juifs de Russie, déclare le Dr Katzenelenbogen, depuis leur départ jusqu'à leur arrivée, subissent des épreuves que ne connaissent guère les émigrants d'autres pays. A peine ont-ils pris la décision de s'expatrier qu'ils perdent déjà leur qualité d'hommes et deviennent un objet, une sorte de marchandise. Les intermédiaires et agents qui les aident à franchir clandestinement la frontière, étant données les difficultés presque insurmontables qu'il y a, en Russie, à se munir d'un passeport en règle, sont sans scrupules et souvent dépouillent complètement leurs clients. Faute de renseignements, l'émigrant juif ne sait, au surplus, ni comment voyager, ni dans quel port s'embarquer, ni où il a à prendre ses tickets, etc. (2).

L'émigration juive aux Etats-Unis date de l'année 1820. De 1831 à 1870 le nombre des immigrés ne dépassa pas 7.550,

1. Ruppin, *op. cit.*, p. 87.

2. *L'émigration juive*. Bruxelles, 1918, p. 29.

une moyenne de 150 par an. Mais de 1870 à 1880 leur nombre atteignit 41.000, c'est-à-dire une moyenne de 4.000 par an (1). De 1881 à 1908, 2.136.000 émigrèrent dont 1.700.000 se rendirent en Amérique. Sur ce chiffre 1.545.000 provenaient de Russie. Dans cet intervalle 1.950.000 Juifs, c'est-à-dire 91,4 0/0 du nombre total se sont dirigés vers les Etats-Unis, l'Angleterre, le Canada et l'Afrique du Sud (2). De 1899 à 1910, rien que de Russie ont émigré aux Etats-Unis plus d'un million de Juifs, exactement : 1.074.442, ce qui fait une moyenne de 90.000 Juifs par an pour cet intervalle. Ces 1.074.442 se décomposent comme suit : 765.529 de Russie, 180.802 d'Autriche-Hongrie, 54.827 de Roumanie. Les Juifs forment les 12 0/0 du total de l'immigration aux Etats-Unis qui, pour ces douze années a été de 9.555.673 immigrants. Les Juifs n'ont été dépassés que par les Italiens du Sud qui ont envoyé aux Etats-Unis au cours de la même période 1.911.933 émigrants, c'est-à-dire 20 0/0 (3). En tenant compte des Juifs émigrés postérieurement à 1910 on peut évaluer à environ deux millions et demi le nombre des Juifs établis aux Etats-Unis. En ce qui concerne le taux d'émigration des Juifs en Russie, il est de deux à trois fois supérieur à celui des peuples parmi lesquels ils habitent (4). « Tandis que sur 10.000 habitants, il n'en est émigré pour les Etats-Unis que 55 par an en moyenne ; tandis que sur un nombre égal d'habitants lithuaniens, le nombre des émigrants n'est que de 49 en moyenne par an, le nombre des Juifs émigrés dans les mêmes conditions s'élève à 135 (5) ».

1. Katzenelenbogen, *op. cit.*, p. 4.

2. Ruppin, *op. cit.*, p. 91.

3. L. Hersch, *op. cit.*, p. 29.

4. *Ibid.*, p. 55.

5. *Ibid.*, p. 55.

Parmi les peuples migrants les Juifs russes fournissent le pourcentage le plus élevé qui est de 58 1/2 sur mille dans la période de 1901 à 1905, alors que l'Italie durant la même période ne fournissait que 29 sur mille.

L'émigration juive a certainement des causes économiques, mais la persécution y est pour beaucoup.

Ainsi en 1906, l'année qui suivit les terribles pogromes de Russie, le nombre total des immigrants juifs atteignait le chiffre de 153.748, dont 125 mille seulement de Russie. « Les persécutions cruelles, dit L. Hersch, dont les Juifs furent l'objet en Russie à la veille du grand mouvement révolutionnaire de 1905, ainsi que pendant et après ce mouvement, le premier pogrome de Kichineff (printemps 1903) et surtout tout les pogromes qui éclatèrent immédiatement après la promulgation du fameux manifeste « constitutionnel » d'octobre 1905 (soit pendant l'année fiscale 1906) provoquèrent à partir de 1904, et surtout en 1906, une véritable fuite des Juifs vers la grande république transatlantique ; rien qu'en 1906, plus de 125 mille Juifs russes immigrèrent aux Etats-Unis (1). »

Le même auteur ajoute plus loin : « En comparant les *fluctuations annuelles* de la proportion des émigrants juifs par rapport aux autres émigrants des deux grands pays, nous sommes frappés surtout par les données de l'année 1906 : tandis qu'en Autriche-Hongrie, le pourcentage des émigrants juifs atteint le *minimum* de toutes les années précédentes (34 Juifs sur 100 Polonais et 95 sur 100 Ruthènes), ce même pourcentage atteint en Russie un *maximum* absolu qui n'a jamais été enregistré ni avant ni après cette date ; l'in-

1. L. Hersch, *op. cit.*, p. 25.

fluence des pogromes d'octobre ressort ainsi avec une évidence suffisante (1). »

Fuyant la persécution les Juifs émigrent sans esprit de retour. Alors qu'en Autriche-Hongrie le taux d'émigration *définitive* est presque égal chez les Juifs et les Polonais, dans l'empire russe il est trois fois plus élevé chez les Juifs que chez les Polonais (2).

Voici d'après Katezenelenbogen (3) deux tableaux statistiques concernant le retour d'émigrants des Etats-Unis :

Année	Juifs	Autres émigrants
1899	4,6 0/0	18,6 0/0
1900	3,3 0/0	15,4 0/0
1903	3,3 0/0	17,1 0/0

Émigrants de retour par mille.

Nation	Année 1909	Année 1910
Juifs.....	106	68
Italiens.....	454	247
Croates et Slovènes.....	447	180
Polonais.....	249	192
Allemands.....	231	109
Anglais.....	130	122

L'émigration juive a un caractère familial du fait même qu'elle se fait sans esprit de retour. Le nombre des enfants âgés de moins de quatorze ans était de 267.656 sur un total de 1.074.442 (1899-1910), ce qui donne une moyenne de 25 0/0 qui n'a été atteinte par aucun autre peuple. Le pourcentage des femmes adultes est de 42.7 0/0 ; il n'est dépassé que par

1. L. Hersch, *op. cit.*, p. 36.

2. L. Hersch, *op. cit.*, p. 61.

3. *Op. cit.*, p. 9.

les Irlandais (52 0/0). Ce pourcentage est chez les Polonais de 31 0/0, les Russes de 15 0/0 et les Roumains de 9 0/0 (1).

Les émigrés ont tendance à se concentrer dans les villes. Cela est tout naturel quand on pense que l'élément prépondérant parmi eux est formé par les artisans. 60 0/0 du nombre total des ouvriers juifs sont tailleurs. Cette concentration dans les grandes villes nuit en premier lieu aux Juifs eux-mêmes, par suite de l'avitissement des salaires et du « sweating system ». De sorte que là où ils rêvaient rencontrer le bonheur, ils retrouvent souvent la misère.

Nous avons déjà parlé de la pauvreté des Juifs. Les statistiques sur l'émigration fournissent à ce sujet des chiffres qui ne laissent plus aucun doute sur l'état de dénuement de ces masses mouvantes.

« Les statistiques de l'immigration américaine montrent que les plus pauvres des émigrants qui entrent aux Etats-Unis sont des Juifs. Le règlement qui impose aux immigrants de justifier à leur arrivée la possession d'une somme minimum de 25 dollars exclut chaque année des milliers de juifs : en 1911 il y en eut quatorze mille cinq cents renvoyés en Europe rien que de New-York. En 1901, quand les règlements étaient moins sévères, la moyenne de l'avoir des immigrants juifs était seulement de 8,7 dollars contre 41,5 pour les Ecosais, 38,7 pour les Anglais et 37,6 pour les immigrants japonais » (2).

Ce que nous venons de dire au sujet de l'immigration juive aux Etats-Unis s'applique à tous les autres Etats ; il n'y a que le nombre des immigrants qui est comparativement très inférieur. On comptait en 1880 en Angleterre 40.000 Juifs ; en 1891 plus de 100.000 et en 1905, 250.000 âmes. Entre 1881

1. L. Hersch, *op. cit.*, pp. 66-67.

2. Steed, *la Monarchie des Habsbourg*, p. 235.

et 1908, 190.000 Juifs immigrèrent en Angleterre ; 150.000 provenaient de Russie. Londres seule possède environ 150.000 Juifs. Viennent ensuite : Manchester avec 30.000, Leeds, 25.000, Glasgow, 7.000, Liverpool, 5.000, etc. (1).

Au Canada le nombre des Juifs ne dépassait pas 16.000 à la fin du xix^e siècle. Actuellement il y en a plus de 70.000. En Argentine il y a 60.000 Juifs ; en Afrique du Sud 50.000 ; en France sur un total de 100.000 Juifs plus de la moitié sont des immigrés la plupart de Russie et de Roumanie (2).

§ 2. — L'ÉMIGRATION JUIVE EN TANT QUE VÉHICULE DE PROPAGATION DE L'ANTISÉMITISME

Nous avons dit que la concentration des Juifs dans les villes provoque l'avilissement des salaires et même le « sweating system ». La concurrence ne se limite pas seulement aux Juifs comme bien l'on pense ; elle se répercute sur l'ouvrier local. Celui-ci voit dans le nouvel arrivé un concurrent dangereux. Un mouvement hostile s'est dessiné depuis le début de l'immigration dans tous les pays et particulièrement aux Etats-Unis et en Angleterre. Si au commencement il a un caractère purement économique, il ne tarde pas à se transformer en un courant antisémitique et se propager à toutes les classes sociales (3). « Aux Etats-Unis d'Amérique, dit Ruppin, où il y a vingt années l'antisémitisme était totalement

1. Ruppin, *op. cit.*, p. 91.

2. Reinach, *op. cit.*, p. 312. En 1890, Isidore Loeb estimait, d'après le nombre des décès, la population juive de Paris à moins de 40.000 âmes. Voir *le Juif de l'histoire et le Juif de la légende*, p. 14.

3. « Les immigrés s'ils restent pauvres sont accusés d'avilir les salaires, s'ils s'enrichissent, d'avoir été la sangsue du peuple. » (*H. Z. S. Rede im Makkabaerklub*, t. II, p. 140.)

inconnu, le mouvement antisémitique a pris de telles proportions, qu'il a conduit presque à un boycottage social, dans les couches supérieures, et à des démonstrations hostiles de la part des ouvriers. » Dans un grand nombre d'hôtels et d'écoles l'entrée des Juifs est interdite. L'arrivée des Juifs provoque partout l'antisémitisme.

Les sionistes furent les premiers à enregistrer ces pénibles résultats. « Si le pourcentage des Juifs dans le pays, disait Paul Dimidow dans une brochure parue en 1891, augmente brusquement par suite d'une grande immigration, instantanément commence à grossir l'agitation antisémitique (1). » Parlant des Etats de l'Amérique du Sud il ajoutait : « L'antisémitisme s'y révélera et croîtra avec une régularité mathématique, dès qu'un nombre suffisant de Juifs s'y installeront. »

Plus d'une fois Théodore Herzl insista sur les fâcheuses conséquences de l'émigration. « La question juive, affirmait-il déjà dans l'*Etat juif*, existe partout où les Juifs vivent en nombre important. Là où elle n'existe pas, elle y est introduite par les Juifs immigrants. Nous nous dirigeons naturellement vers les contrées où la persécution n'existe pas ; notre apparition l'y fait surgir (2). » Les autres sionistes ne manquèrent pas de s'apercevoir de ce phénomène. « La haine des Juifs, écrivait en 1903, le Dr J.-B. Sapir, se transmet, telle une épidémie, des vieux aux jeunes troupes ; elle s'enflamme d'un coup avec une force terrible là où pendant des dizaines, voire des centaines d'années, on la croyait éteinte, ou bien elle se manifeste dans des pays où l'on n'en avait auparavant aucune notion (3). »

1. Wo hinaus? Mahnwort an die westeuropäischen Juden Charlottenburg, 1891, 2^e éd.

2. H. Z. S. Judenstaat, t. 1, p. 47.

3. Der Zionismus, p. 19.

La peste de l'antisémitisme, dira encore Max Nordau au X^e congrès en 1910, se communique actuellement à la terre tout entière (1).

§ 3. — MESURES PROHIBITIVES DE L'IMMIGRATION

Certains Etats songèrent à endiguer l'afflux de ces indésirables par des lois contre l'immigration. Il y a déjà une vingtaine d'années, le gouvernement anglais fit voter par le Parlement un bill (dit *allienbill*), qui mettait des obstacles à l'immigration en général, mais qui était plus particulièrement dirigé contre les Juifs. Invité en juillet 1902 en Angleterre à exposer, en qualité d'expert, devant la Commission parlementaire chargée de l'étude de la question de l'immigration, la situation des Juifs, Théodore Herzl ne craignit pas d'affirmer tout haut que les indésirables dont on ne voulait pas c'étaient les Juifs et que tout ce courant était un mouvement antisémitique (2).

L'Amérique, qui au début favorisa l'immigration, changea également d'attitude. Dès 1891, les Etats-Unis essayèrent de la limiter. De cette tendance hostile est résultée une foule de lois restrictives. « Un contrôle très sévère, dit Katzenelenbogen, s'exerce lors du débarquement des émigrants afin d'empêcher l'entrée, dans la grande République, des « indésirables ». Ces restrictions dirigées contre l'immigration en général, atteignent dans une large mesure les Juifs (3). » En effet, il a suffi d'interdire l'immigration des « étrangers sans ressources », pour frapper en premier lieu les Juifs (4). Les

1. St. Pr. X K., p. 19.

2. Voir la déposition dans H. Z. S., t. II, pp. 235-275.

3. *Op. cit.*, p. 17.

4. « Un Etat moderne ne saurait, sans se rendre odieux, empêcher ce débor-

raisons invoquées par les partisans de ces mesures étaient les mêmes qu'en Angleterre : avilissement des salaires, chômage, etc.

Ce qui donnait un caractère encore plus grand de durabilité à ces mesures, c'est qu'elles visaient outre les Juifs, des peuples comme les Chinois et les Japonais dont les Américains redoutent le contact.

Voilà donc deux des pays (1) les plus civilisés amenés à commettre l'acte le plus inhumain en fermant la porte à des centaines de mille de misérables proscrits, lesquels exposés aux pires persécutions dans leur pays d'origine, s'en allaient chercher au loin un abri et un gagne-pain !

La guerre a, pendant plus de cinq ans, arrêté presque toute émigration. Celle-ci a à peine repris, mais il est hors de doute que dès que les voyages seront rendus possibles pour tout le monde et non seulement pour quelques rares privilégiés, un nouveau flot, cette fois le plus formidable qu'on aura jamais vu, surgissant de l'Europe orientale se dirigera — si aucune autre solution n'intervient — vers les pays d'Occident et de l'Amérique. Mais alors ces malheureux qui étouffent sous l'oppression, s'épuisent dans la misère, attendent avec la plus fiévreuse impatience le moment du départ, se verront arrêtés devant le mur infranchissable des nouvelles mesures prohibitives à l'immigration dont les Etats-Unis (2), l'Angle-

dement de pénétrer à l'intérieur de ses frontières ; mais un aspect grave, sinon le plus grave du problème juif aujourd'hui, c'est la façon dont le flot que jette sur eux l'émigration est maintenant endigué — et a dû l'être — par des pays comme les Etats-Unis et l'Angleterre, qui ont jusqu'ici laissé l'entrée libre aux indigents étrangers. » (Steed, *op. cit.*, p. 234.)

1. La Hongrie avait aussi pris des mesures pour empêcher l'entrée des Juifs de l'Est.

2. Nouvelle loi sur l'immigration entrée en vigueur le 1^{er} mai 1918 et loi supplémentaire d'octobre 1918 qui permet d'expulser tous les immigrés indésirables.

terre et l'Argentine ont eu la précaution de s'entourer. Les Etats-Unis pourront peut-être, pris de pitié, à la suite des interventions des Juifs américains, par une mesure de faveur, à peine entrebâiller leurs portes pour quelques milliers d'échappés des pogromes; jamais ils ne toléreront un nouvel afflux aussi considérable que celui d'avant la guerre. Les ouvriers dont les salaires se sont accrus dans des proportions considérables seront d'ailleurs les premiers à réclamer des mesures de défense. La France, l'Italie, l'Espagne (1) et les autres pays disposant d'une faible population juive, accepteront-ils de remplacer les trois grands Etats dont nous venons de parler, pour donner asile aux émigrants juifs? Y a-t-il un seul de ces pays qui désire voir s'augmenter de quelques centaines de mille le nombre actuel de ses Juifs? Nous avons peine à le croire (2). D'ailleurs le ferait-il, qu'il s'en repentirait bientôt : la question juive serait inévitablement rouverte dans ce pays. Où donc iront s'asseoir ces masses énormes de Juifs faméliques? Que deviendront-ils entre l'Orient prêt à les vomir et l'Occident, et l'Amérique, se refusant à les accepter?

La question juive se pose d'une façon pressante pour tous les États du monde.

1. Le Dr Pulido, vice-président du Sénat espagnol tente depuis quelques années des efforts en vue de provoquer le retour en Espagne des Juifs originaires de ce pays. Quelle que soit la pureté des intentions et des sentiments du Dr Pulido nous ne pouvons nous empêcher de penser au sort qui fut réservé aux Juifs que les rois de Pologne et les princes de Moldavie appelèrent dans leurs pays pour fonder des bourgs et développer le commerce et l'industrie.

2. Tout porte, au contraire, à penser que des mesures énergiques seraient prises pour arrêter dans l'œuf cette immigration. A part l'antisémitisme et la question de la concurrence, deux autres raisons y contribueront : 1° la crainte injustifiée de la contagion bolcheviste; 2° la crise économique en général et la crise des logements en particulier.

SECTION II

Le sionisme offre la solution au problème que pose l'émigration juive

Il résulte de ce qui précède qu'au point de vue de la question juive les Etats se divisent en deux catégories : 1° ceux de l'Europe orientale et centrale lesquels, désireux de se débarrasser de la presque totalité de leurs Juifs ont tout intérêt à ce que ceux-ci émigrent ; 2° les Etats occidentaux et l'Amérique qui veulent bien conserver leurs Juifs, mais ne souhaitent nullement d'en avoir un plus grand nombre, et par conséquent ont tout intérêt à ce que les Juifs des pays à grande population juive n'émigrent pas. En somme la question juive est, au point de vue international, une question de nombre : certains pays ont trop de Juifs et les autres en ont assez (1). Pour concilier les deux intérêts contraires qui sont en présence il n'y a qu'un seul moyen ; c'est de diriger l'émigration juive vers un seul et unique territoire. Le sionisme répond donc à une nécessité d'ordre public international en même temps qu'à une nécessité purement juive. « La solution territoriale de la question juive, disait Théodore Herzl, signifie un soulagement pour l'Europe et la délivrance pour nous (2). »

1. « Si on pouvait répartir les Juifs parmi toutes les nations du monde proportionnellement il n'y aurait peut-être plus de question juive. » Pinsker, *Autoémancipation*, p. 23.

2. H. Z. S., *Der Ewige Jude*, t. II, p. 272.

SECTION III

L'intérêt des Juifs concorde respectivement avec l'intérêt des Etats qu'ils habitent

1° Les Juifs des Etats où la persécution est au paroxysme espèrent trouver le salut dans l'émigration ; c'est le cas pour tous ceux qui habitent l'Europe orientale et centrale ;

2° Les Juifs des Etats où la question juive n'existe pas actuellement sont intéressés à ce que leur nombre n'augmente pas par l'immigration de nouveaux Juifs pour les raisons que nous connaissons : le renforcement de l'antisémitisme et la possibilité de voir le processus de l'assimilation affecté sinon arrêté complètement et pour une raison économique : les immigrants constituent de redoutables concurrents pour les Juifs qui s'y trouvent déjà (1).

L'intérêt bien compris de ceux-ci consiste donc à faciliter aux émigrants et d'une façon générale à tous les Juifs qui le désirent quel que soit le pays qu'ils habitent, leur concentration sur un territoire propre, c'est-à-dire à collaborer à l'œuvre sioniste.

1. « Les Juifs de Vienne auraient depuis longtemps cessé d'être exposés à l'agitation antisémite, si leurs rangs ne s'étaient pas grossis chaque année par des milliers de nouveaux venus de Hongrie et de Galicie, qui envahissent le champ d'exploitation conquis par leurs prédécesseurs et deviennent des adversaires économiques pour les Juifs aussi bien que pour les non Juifs. » William Steed, *op. cit.*, p. 233.

CHAPITRE IV

Des conditions que doit remplir la concentration territoriale des Juifs pour correspondre à l'intérêt commun des Juifs et des Etats du monde entier.

SECTION I

La transplantation en masse

La transplantation des Juifs doit commencer immédiatement ; plus elle tardera, plus les choses s'envenimeront.

Elle doit se faire par masse de centaines de mille. Il est à remarquer à ce sujet que l'émigration des trois millions de Juifs de l'Europe orientale, au cours des xix^e et xx^e siècles, n'a pas eu pour résultat une diminution dans la population juive de cette contrée. Tout au contraire on y constate un accroissement certain. Cela tient au fait que les Juifs sont très prolifiques. Cependant on observe chez eux aussi le phénomène presque général de la diminution de la natalité ; les statistiques accusent un fléchissement dans le chiffre des naissances chez les Juifs. Il faut donc arriver à transporter chaque année un nombre d'individus de beaucoup supérieur à l'excédent des naissances sur la mortalité.

SECTION II

Le territoire

Un territoire d'un seul tenant, d'un climat supportable, pas trop éloigné des centres juifs afin d'éviter les grands frais de transport et de faciliter le contrôle de l'opinion publique universelle. Il doit être économiquement peu ou pas développé ; la population locale de faible densité. Il faut choisir un pays naturellement fertile ou tout au moins susceptible de le devenir par l'emploi des méthodes modernes. Enfin ce territoire doit exercer une certaine attraction sur les masses juives. La Palestine remplit toutes ces conditions.

SECTION III

L'Organisation politique

Il y a lieu de tenir compte du vif désir qu'ont les Juifs de s'organiser et de se diriger librement. Il importe, en outre, d'éviter toute cause d'oppression et d'antisémitisme. Le gouvernement du pays devra être confié à un organisme juif, lequel ne saurait être que le Comité d'Action sioniste. C'est encore lui qui devra s'occuper de la transplantation juive. Les conditions juridiques et politiques doivent permettre aux Juifs transplantés d'arriver graduellement à l'indépendance complète.

SECTION IV

Professions des Juifs transplantés

La transplantation doit avoir pour fin principale la colonisation agricole. Il est indispensable de fixer le Juif à tout

jamais au sol de façon à mettre un terme à ses perpétuelles migrations. L'artisan, le commerçant se déplacent avec beaucoup plus de facilité que l'agriculteur. La nature de ses occupations et l'amour qu'il a pour sa terre empêchent le paysan de l'abandonner avec légèreté. Ce n'est qu'en faisant des Juifs de nouveau un peuple de paysans qu'il sera possible d'atteindre ces deux buts importants : 1° stabilisation de l'élément juif ; 2° sa régénération. Le travail de la terre apparaît donc comme une condition *sine qua non* de réussite, comme la pierre angulaire de la vaste entreprise qu'est la fondation de l'Etat juif.

CHAPITRE V

Du règlement international de la question juive

SECTION I

La question juive objet d'une discussion internationale

Depuis son apparition le sionisme politique s'est prononcé en faveur d'une discussion internationale de la question juive. « Nous ne désirons pas, disait Herzl, pour résoudre la question juive, une société internationale (allusion à l'Alliance israélite), mais une discussion internationale, en d'autres mots : pas d'espèces de petites sociétés, pas d'interventions secrètes, pas de voies détournées, mais une discussion franche sous le contrôle permanent et absolu de l'opinion publique (1). » Faire venir la question juive en discussion publique n'était que le premier pas ; le but à atteindre devait consister à transformer « la question juive en une question politique mondiale qui devra être réglée dans le conseil des peuples civilisés (2). » N'a-t-on pas par une convention internationale réglé la traite des noirs ? Est-ce qu'il n'aurait pas été possible de régler cette autre traite des noirs qu'est la question juive au moyen d'une entente entre les Etats intéressés ? C'est cet

1. H. Z. S., *Leroy-Beaulieu ueber den Antisemitismus*, t. I, p. 201.

2. H. Z. S. *Judenstaat*, p. 48.

espoir que nourrissait le grand chef sioniste : « Si l'initiative pour la réunion d'un aréopage européen, disait-il, ne venait pas du Foreign Office britannique, l'empereur allemand, qui connaît cette question, pourrait peut-être (1) s'en occuper. En fait, celle-ci intéresse tous les Etats, c'est une question éminemment internationale et la réunion d'une semblable conférence répondrait certainement au vœu général. Ce serait une conférence de la paix d'un genre inaccoutumé et tout à l'honneur de l'humanité (2). »

Une semblable conférence destinée à s'occuper spécialement de la question juive ne fut jamais tenue. Les sionistes ne perdirent pourtant pas l'espoir de voir les Etats intéressés la discuter, ne fût-ce que dans des assemblées réunies pour l'examen d'autres questions. Ils furent peut-être les premiers à se réjouir de la convocation de la première Conférence de la paix et quoique l'initiative en fût venue du tzar, sous le joug duquel gémissaient des millions de Juifs, le II^e Congrès de Bâle (1898) émit le vœu qu'un mémoire fût adressé aux puissances européennes représentées à la Conférence, mémoire réclamant justice pour le peuple juif en lui rendant possible le retour dans son ancien pays (3).

Bien que ni la première ni la seconde conférence de la Paix ne se soient en aucune façon occupées de la situation des Juifs, l'espoir de voir les puissances régler la question ne fut pas abandonné. Je ne doute pas, déclarait Max Nordau au VIII^e Congrès (1907), que nous n'arrivions à convaincre le gouvernement ottoman de la grandeur et de la fertilité à venir de notre proposition ; bien plus, qu'il nous sera donné de voir la réunion d'une conférence diplomatique dans le

1. *Möglicherweise.*

2. *H. Z S. Der Ewige Jude*, t. I, p. 269.

3. *St. Pr. II, K.*, p. 76, proposition du délégué français Delines.

genre de celles de la Haye de 1899 et de 1907 pour le règlement de la question juive (1). »

Non seulement les sionistes, mais bien des non Juifs ont émis l'idée d'une conférence internationale. Au premier Congrès sioniste l'opinion publique s'était fort intéressée, notamment en Angleterre où plusieurs journaux comme le *Pal Mall Gazette*, le *Daily Chronicle* et la *Contemporary Review* proposèrent la convocation d'une conférence européenne en vue de résoudre la question juive (2).

La Conférence de la paix de Paris eut à s'occuper de la question juive de deux manières : 1° en réglant le sort des minorités ethniques, de langue ou de religion, se trouvant sur les territoires d'un certain nombre d'Etats de l'Europe orientale et centrale ; 2° en décidant de l'avenir des territoires enlevés à la Turquie et par conséquent aussi de celui de la Palestine. Le problème juif général n'a donc pas fait l'objet d'un examen en soi. Mais ce que la Conférence de la paix n'a pas fait le Conseil de la Ligue des nations pourrait le faire. Il est le mieux placé et le plus indiqué pour se livrer à une étude approfondie de la question juive et déterminer quelle doit être la part des divers Etats dans l'œuvre d'édification de l'Etat juif.

SECTION II

De l'assistance des Etats

En partant de l'idée que l'Etat juif est une nécessité juive et une nécessité universelle, les Juifs de tous les pays ainsi que tous les Etats doivent faciliter sa naissance par tous les moyens matériels en leur pouvoir.

1. St. Pr. VIII, K., p. 31.

2. Hagani, *op. cit.*, p. 116.

La fondation de l'Etat juif exigera de nombreux milliards. Qui les fournira ? Les Juifs de l'Europe orientale et centrale sont, pour la plupart, littéralement ruinés. Et puis, que valent aujourd'hui les roubles, les marks polonais, les couronnes autrichiennes ou les lei roumains ? Presque tout le poids financier de cette entreprise doit par conséquent retomber sur les Juifs des pays occidentaux et des deux Amériques. Seulement il ne faut pas perdre de vue que la transplantation, sur le territoire destiné à l'Etat juif, demandera des années ; que pendant ce temps il faut soulager l'affreuse misère de ceux qui doivent patiemment attendre leur tour de départ ; qu'il faut élever des maisons, fournir des vivres, des vêtements. C'est donc sur deux fronts que les Juifs occidentaux et américains devront agir. Mais le système des donations bénévoles a un triple inconvénient : 1° il est à craindre que l'œuvre de secours sur place aux victimes juives de l'Europe orientale n'attire davantage l'attention des donateurs ; 2° les donations n'atteindront vraisemblablement qu'un chiffre peu élevé par rapport à l'effort financier qui est à faire ; 3° le système des donations recèle un grand danger qui est celui de faire de cette vaste entreprise, qu'est le sionisme, le monopole de quelques Juifs riches ou des Juifs d'un seul pays. Ce ne serait plus le peuple tout entier qui dicterait sa volonté, mais seulement une fraction du peuple et peut-être même une poignée de quelques gros financiers.

Pour parer à ces inconvénients il faut avoir recours aussi à d'autres moyens et c'est ici que l'assistance des Etats doit intervenir. Trois moyens peuvent être envisagés comme susceptibles de procurer les fonds nécessaires : l'émission d'un emprunt juif international ; l'établissement d'un impôt sur les Juifs de tous les pays ; une avance de fonds faite par les Etats occidentaux et l'Amérique. Les Etats de l'Europe

orientale, vu leur mauvaise situation financière, pourraient collaborer d'une autre façon : en procurant les moyens de transport aux émigrants ainsi que la gratuité pour tous ceux qui ne seraient pas en état d'y faire face, ou tout au moins en accordant de grandes réductions. Ils devraient aussi faciliter aux Juifs la liquidation de leurs biens (1).

Cette assistance des Etats n'a rien d'impossible. Déjà en 1903, l'ancien ministre de l'intérieur russe, Plehwe, promettait à Herzl son appui. « Cet appui, disait-il entre autres, dans une lettre qu'il adressa au chef sioniste le 30 juillet 1903, pourrait consister à protéger les mandataires sionistes auprès du gouvernement ottoman, à faciliter l'action des sociétés d'émigration et même à subvenir aux besoins de ces sociétés, naturellement en dehors des ressources de l'Etat, au moyen de contributions prélevées sur les Juifs. » Nous pensons que la déclaration Balfour du 2 novembre 1917 doit être entendue non seulement dans le sens d'une aide politique, mais aussi d'une aide matérielle, quand elle dit que la Grande-Bretagne emploiera tous ses efforts pour faciliter l'établissement d'un foyer national juif en Palestine.

Des avances énormes ont été faites ces derniers temps par les puissances alliées et notamment par l'Amérique à leurs ennemis d'hier. En outre la Conférence de San-Remo vient de décider de constituer la plus grande partie du budget de l'Arménie au moyen d'avances fournies par l'Angleterre, la France, l'Italie et l'Amérique. Pourquoi une assistance financière sérieuse ne serait-elle pas accordée à ceux qui ont été le plus horriblement atteints par la guerre de 1914-1918 et qui ont donné à l'Entente des centaines de mille de combattants ?

1. Lire dans *l'Etat juif* de quelle façon Herzl s'est imaginé la collaboration des chrétiens dans la liquidation des biens.

SECTION III

Une dette morale

Nous n'avons parlé jusqu'ici que d'intérêts ; nous nous sommes bien gardés de faire appel le moins du monde aux sentiments de générosité ou de justice. Ce serait une exagération dans laquelle nous ne voulons pas tomber que de soutenir que les Juifs n'ont pas d'amis qui compatissent à leurs souffrances et que personne n'est disposé à les défendre. Nous savons que beaucoup d'esprits nobles, en France notamment, pensent que c'est une dette morale pour l'humanité de réparer le tort que celle-ci ne cesse de commettre depuis bientôt vingt siècles envers les Juifs. Nous nous en voudrions de ne pas citer ici des paroles comme celles-ci : « De tous les peuples opprimés, dit M. Gabriel Séailles, s'il en est un qui ait le droit d'élever la voix et dont la voix doive être entendue, c'est le peuple juif. Pour le bien qu'il a pu faire au monde, pour la religion nouvelle qu'il lui a donnée, pour le livre sacré, dans la lecture duquel des millions d'hommes étrangers à sa race cherchent encore leur voie et leur consolation, il n'a reçu d'autre récompense que l'opprobre et la misère. Son incomparable honneur c'est de n'avoir jamais désespéré (1). »

M. Maurice Vernes, président de l'Ecole pratique des Hautes Etudes, Sciences religieuses, à la Sorbonne, pense que c'est « une dette très lourde, une dette écrasante que les chrétiens ont contractée à l'endroit des Juifs qui, depuis la christianisation de l'Europe, ont été soumis, en tant que

1. Extrait du rapport au Congrès de la Ligue des droits de l'homme du 29 décembre 1918.

« déicides », à des taxations et à des persécutions systématiques. On les a parqués, on les a isolés, on les a traqués... Donc, du moment où des représentants autorisés des intérêts du judaïsme tournent leurs regards vers l'antique Chanaan et expriment leur ambition de s'y établir, les puissances chrétiennes de l'Europe-Amérique ont le devoir de les y aider de toutes leurs forces. Car elles ont à réparer leurs torts (1) ».

1. *Le Peuple juif*, n° 1 du 3 janvier 1919.

TROISIÈME PARTIE

DE LA RESTAURATION DE L'ÉTAT JUIF EN PALESTINE

CHAPITRE PREMIER

Le Territoire. — La Palestine

Le territoire, second élément de l'Etat, est une région du globe terrestre « sur laquelle l'Etat exerce sa domination exclusive, ses droits d'empire et de souveraineté, région séparée par des limites ou frontières des autres parties du globe occupées par d'autres Etats (1) ». Le sionisme revendique la Palestine comme territoire du futur Etat juif.

SECTION I

Notions historiques

La Palestine, héritage du peuple juif, terre promise de Dieu à Abraham et à sa postérité, fut conquise de haute lutte ou pacifiquement par les douze tribus juives qui s'installèrent sur les deux rives du Jourdain. Sous les rois David et Salomon ces tribus formèrent un seul Etat devenu puissant et qui s'étendait depuis l'Egypte jusqu'à l'Euphrate. Après la

1. Bonfils. *Manuel de droit international public*, 6^e éd., n° 482, p. 299.

mort de Salomon, la Palestine se divisa en deux royaumes : celui d'Israël composé de dix tribus habitant la partie septentrionale du pays et le royaume de Juda, qui occupait la partie méridionale.

En 719, le royaume du nord fut détruit par le roi d'Assyrie, Salmansar. Les dix tribus furent dispersées à travers les diverses contrées asiatiques sans qu'il en restât aucune trace. Mais le royaume de Juda demeura et se fortifia jusqu'au jour (586) où Nabuchodonosor le roi de Chaldée le soumit violemment et détruisit pour la première fois le Temple de Jérusalem devenu le symbole de l'unité nationale. Presque la totalité du peuple juif fut emmenée en captivité en Babylonie. Au bout de quarante-neuf ans les idéalistes et les pauvres revinrent et reconstituèrent l'Etat juif après avoir rebâti le Temple. Après la domination persane la Palestine tomba entre les mains d'Alexandre le Grand (332). Elle ne reconquit son indépendance qu'en 167 lors de la révolte des Macchabées contre Antiochus Epiphane. Ce n'est qu'en l'an 63 avant Jésus-Christ qu'elle fut de nouveau asservie, cette fois par les Romains. La domination romaine fut très mal supportée par les Juifs. A la suite d'un formidable soulèvement, un siècle après, la Palestine reprit pour quelques instants sa liberté, mais elle fut de nouveau soumise et le Temple de Jérusalem une seconde fois et définitivement anéanti en 70 par Titus. La dispersion du peuple juif qui avait déjà commencé bien avant s'accrut de plus en plus. En 132, la révolte de Bar-Kocheba rendit l'indépendance au pays, mais en 136, la Palestine redevint province romaine et resta soumise à l'empire romain jusqu'en 637, lorsqu'elle tomba sous la domination arabe. Cette domination s'exerça jusqu'en 1517 avec une interruption de 1019 à 1291 époque pendant laquelle le pays se trouva entre les mains des croisés. Les Turcs en prirent

possession en 1517 et le conservèrent sous leur domination jusqu'en 1918 date à laquelle les alliés écrasèrent définitivement les armées turques et délivrèrent la Palestine de leur joug.

SECTION II

Notions géographiques

La Palestine d'entre la mer méditerranéenne et le Jourdain comprend environ 30.000 kilomètres carrés (1). C'est un merveilleux pays qui réunit sur une si petite étendue à la fois trois climats : méditerranéen le long de la côte, semblable à celui de la Riviera ; tropical dans la vallée du Jourdain ; continental à Jérusalem et en Galilée. On y trouve la flore correspondante à chacun de ces climats. Le pays n'est pas dépourvu d'eau comme on le croit généralement. Il est vrai que celle-ci ne tombe que pendant six mois de l'année, d'octobre à avril, mais la quantité est suffisante, la hauteur moyenne annuelle étant de 500 à 700 millimètres. En outre en été il tombe une rosée très abondante. Certaines rivières ont de l'eau toute l'année. Des nappes d'eau souterraine existent dans tout le pays à des profondeurs variant de 3 à 25 mètres.

Les céréales, les arbres fruitiers et diverses autres plantes rencontrent un terrain très favorable en Palestine. On y trouve l'amandier, l'oranger, le citronnier, l'olivier, le bananier, le mûrier, le figuier, le dattier, la vigne, le blé, le sésame, l'orge, le riz, le maïs, la betterave, la canne à sucre, le cotonnier, le tabac, le papyrus, etc.

1. Nous aurons à revenir sur la question des frontières. Sur la Palestine voir Vital Guinet : Syrie, Liban et Palestine. Paris, 1886.

Aux richesses du sol il faut ajouter celles du sous-sol qui n'ont pas encore été assez étudiées. On suppose qu'il existerait du pétrole. La Palestine est riche en asphalte, phosphates, etc. La mer Morte contient de nombreux sels notamment de potasse, de brôme, etc. Autour du lac de Tibériade il existe des sources sulfureuses.

La Palestine a eu dans l'antiquité la renommée d'un territoire fertile; la Bible en parle comme d'un pays où coulent le lait et le miel. Déjà du temps de David le nombre des Juifs en Palestine s'élevait à environ 4 millions (1). A l'époque de la destruction du second Temple, la province de Galilée comptait à elle seule 3 millions d'habitants.

Pendant des siècles le pays a été complètement délaissé, d'où son aspect désertique actuel.

L'idée erronée qu'on s'était faite jusqu'ici sur l'improductivité de la Palestine provenait d'une vue superficielle; la plupart des pèlerins se contentant d'aller de Jaffa à Jérusalem, certains jusqu'à la mer Morte, n'avaient l'occasion de voir que précisément les parties les plus désolées de la Judée. Les florissantes colonies juives sont aujourd'hui une preuve évidente de ce que le pays est capable de produire avec de la bonne volonté et de la science. Il en est comme la colonie de *Daganja* où tout autour on ne voit que roches; *Daganja* elle-même n'était qu'un champ rempli de pierres. Celles-ci furent enlevées une à une par les vaillants jeunes juifs qui mènent cette exploitation et la charrue creuse aujourd'hui profondément la terre.

Pour le développement industriel aussi bien qu'agricole de la Palestine il y a à prendre en considération la différence de

1. Graetz. t. I, p. 108 et 262.

niveau entre le lac de Tibériade et la mer Morte. Les eaux du Jourdain serviraient à la production de l'électricité comme aussi à l'irrigation du pays. Actuellement elles se perdent inutilement.

Il est indubitable qu'avec la technique et les instruments modernes on n'arrive à installer en Palestine des millions d'individus. Actuellement la Palestine ne compte qu'environ 700 mille habitants.

CHAPITRE II

Justification du droit du peuple juif à rentrer en possession de la Palestine

SECTION I

Arguments de fait

Toute concentration territoriale des Juifs ailleurs qu'en Palestine serait vouée d'avance à un échec certain pour les raisons suivantes :

1° A cause de l'antisémitisme, qui est universellement répandu, il ne saurait être question que d'un territoire très éloigné des centres juifs actuels, à population rare et très arriérée, tels qu'il en existe peut-être au sein de l'Afrique ou en Australie ; 2° Ce ne sont que les Juifs qui se trouvent dans *l'extrême* nécessité de partir qui dirigeraient leurs pas vers un semblable pays, car ce ne serait qu'une terre de refuge, un asile pour des malheureux, incapables de donner satisfaction aux sentiments nationaux juifs. La transplantation manquerait de cet inestimable ressort moral qu'est l'enthousiasme ; 3° La Palestine est pour les Juifs une obsession perpétuelle. Transplantés sur tout autre territoire, ils ne cesseraient de soupirer après la patrie ancestrale à laquelle ils se rattachent par la religion, l'histoire, les fêtes et d'une façon générale par toutes les manifestations de leur vie ; leur corps serait sur

le territoire qui leur aura été assigné, mais leur cœur serait en Palestine. Parlant du projet de concentration des Juifs sur le territoire offert par la Grande-Bretagne en Afrique Orientale, mais refusé par les sionistes, M. Balfour reconnaît qu'il présentait à côté de plusieurs mérites un sérieux défaut : « Il tendait à procurer un foyer aux Juifs de religion et de race dans une contrée éloignée du pays où cette race a grandi et où cette religion a pris naissance. Les entretiens que j'eus en janvier 1906 avec le Dr Weizmann m'amènèrent à cette conviction que l'on ne pouvait pas faire abstraction de l'histoire et que si l'on voulait fonder un foyer pour le peuple juif qui, depuis près de dix-neuf cents ans, en est privé, il était impossible de le chercher ailleurs qu'en Palestine (1) ; »

4° Le choix d'un pays autre que la Palestine serait profondément préjudiciable à la culture juive et partant à la culture humaine, car lorsque le peuple juif crée, c'est à la fois pour lui et pour l'humanité tout entière. Nulle part et à aucun moment depuis leur dispersion, même dans les pays où pendant des siècles ils purent mener une vie paisible, les Juifs ne surent atteindre aux cimes de la production intellectuelle et morale auxquelles ils s'étaient élevés, lorsqu'ils vivaient sur le sol de l'antique Judée ;

5° La Palestine est le seul coin de la terre où le Juif se sent véritablement chez lui. Dans ce pays il n'a point besoin d'un stage d'acclimatation physique ou morale ; dès qu'il débarque sur le sol palestinien il perd le sentiment pénible de l'exil. La Palestine est son pays : *Eretz Israël*.

1. Voir *History of Zionism*, Introduction by the Rt. Hon. A. J. Balfour, M. P., vol. I, p. XXIX-XXX.

SECTION II

Arguments de droit

La prescription en droit international public

Les auteurs sont divisés lorsqu'il s'agit d'admettre la prescription comme moyen légitime d'acquérir la propriété en droit des gens.

Pour les uns comme : Grotius, Gérard de Reynval, G. F. de Martens, Klüber, à défaut de lois et d'usages, il ne saurait être question de prescription entre les nations. La non possession, le silence ne peuvent être considérés comme un abandon ou une renonciation. En cas d'abandon simplement présumé « c'est-à-dire, s'il y a non possession, personne n'a le droit de l'interpréter que celui qui l'a fait (Gérard de Reynval) (1) ». « Le simple non usage, le simple silence considérés en eux-mêmes, n'ont pas la force de la renonciation ou du consentement, en tant que nous ne sommes pas obligés de faire usage de notre bien ou de protester (G. F. de Martens (2). » Ils reconnaissent les conséquences souvent fâcheuses auxquelles peuvent donner lieu l'application de ces principes, mais, disent-ils, personne n'y peut rien en l'absence d'une règle commune ou de conventions sur ce point.

Pour d'autres comme Heffter, la prescription est purement une question de fait (3). L'abandon en l'absence de convention peut-être présumé.

Au contraire Vattel, Wheaton, Pinheiro, Ferreira, Travers Twiss, Calvo, Dudley Field, Fiore, Pradier Fodéré, Bluntschli,

1. *Institutions du droit de la nature et des gens*, Paris, 1803, p. 156.

2. *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*, t. I, § 70, p. 196.

3. *Droit international de l'Europe*, annoté par Geffken, 4^e éd., 1883, p. 40.

Bonfils, Jèze considèrent la prescription comme une institution du droit des gens. « La prescription étant d'un usage si nécessaire à la tranquillité et au bonheur de la société humaine, on présume de droit que toutes les Nations ont consenti à en admettre l'usage légitime et raisonnable (Vattel. » Pinheiro Ferreira et après lui Fiore et Pradier Fodéré nous mettent en garde contre la confusion qui est faite entre le droit et la loi de prescription : ce que le législateur fixe, c'est l'époque et non le droit. Ces auteurs fondent la prescription sur les mêmes raisons qu'en droit privé. « La tranquillité des peuples, le salut des Etats, le bonheur du genre humain, ne souffrent point que les possessions, l'empire et les autres droits de la Nation demeurent incertains, sujets à contestations et toujours en état d'exciter des guerres sanglantes (Vattel) (1) ». Elle est « plus nécessaire entre Etats souverains qu'entre particuliers (Calvo) (2) ». « Cette prescription est indispensable si l'on veut éviter des contestations interminables sur la formation et l'extension des Etats. (Bluntschli) (3). » Ils interprètent le silence prolongé comme une présomption d'abandonnement, mais en revanche ils exigent une « très longue possession non interrompue et non contestée », car comme dit Vattel « il est difficile de fonder une légitime présomption d'abandonnement sur un long silence (4) ». « Au cas de dépossession violente et d'envahissement au mépris des droits antérieurs d'un Etat, dit Bonfils, l'envahisseur n'acquiert pas immédiatement le domaine du sol violemment possédé. — Il n'y a qu'un simple état de fait. — Mais si

1. *Le Droit des gens*. Livre II, chap. XI, § 149, p. 134.

2. *Le Droit international théorique et pratique*, t. I^{er}, p. 317.

3. *Le Droit international codifié*, note sous l'art. 290, p. 178, trad. par Lardy, 2^e éd., M. D. CCCLXXIV.

4. *Op. cit.*, § 148, p. 134.

aucun règlement n'intervient, si cet état de fait se prolonge et se continue pendant un grand nombre d'années, ne faut-il pas admettre, en droit international public, comme dans le droit civil privé, qu'au bout d'un certain laps de temps le fait persistant est générateur du Droit ? Une très longue possession non contestée et non interrompue ne fait-elle pas présumer la renonciation du précédent possesseur (1) ? » M. Jèze soutient la même opinion ; en cas d'*occupatio bellica* il fonde le titre du conquérant sur le consentement exprès ou tacite des populations vaincues. « Il n'y aura, dit-il, acquisition définitive de la souveraineté de droit que, lorsqu'à la suite de relations entre les vainqueurs et les populations vaincues le nouvel état de choses aura été tacitement accepté par ces dernières. Le titre d'acquisition sera alors non pas l'occupation mais *l'usucapion* (2). » Il ajoute que « tant que des protestations se feront entendre il y aura bien une domination de fait, mais non un état de droit (3) ». Si au bout d'un temps plus ou moins long, par suite d'un soulèvement, le peuple vaincu parvient à chasser l'envahisseur : « Il y aura à son profit renaissance de la souveraineté telle qu'elle se comportait avant la conquête (4)... »

Supposons maintenant le cas d'un peuple conquis et obligé par la force ou par suite des circonstances à quitter le pays et à se disperser. Il ne saurait légitimement y avoir prescription de ses droits, même après un laps de temps très long, si le peuple dispersé a protesté contre ce fait brutal et a clairement manifesté son esprit de retour quel que soit devenu

1. *Manuel de droit international public*, 6^e édit., 1912, p. 351.

2. *Etude théorique et pratique sur l'occupation*, Paris, 1896, p. 45.

3. *Ibid.*, p. 46.

4. *Ibid.*, p. 45.

le sort ultérieur du pays qu'il a été obligé de quitter par la violence.

Dans ces conditions nul ne saurait fixer le laps de temps nécessaire à la prescription. Cela est d'autant plus difficile que souvent un petit peuple ou un petit Etat seront dans l'impossibilité d'exprimer librement leur volonté par crainte de représailles de la part du conquérant ou d'un Etat plus fort. « Personne n'est autorisé, dit Pradier Fodéré, à fixer l'époque à laquelle le droit de propriété doit être prescrit entre les Etats. » Vattel aurait préféré une entente internationale à ce sujet. « Désir honnête, dit Bonfils, mais peu réalisable vu l'infinie variété des circonstances (1). » Certains auteurs modernes ont proposé de fixer le nombre d'années (Dudley Field, Bluntschli). Il va sans dire que si une pareille entente pouvait se faire elle ne saurait concerner que certains cas bien limités et ne saurait avoir nullement pour objet de consacrer les droits du vainqueur alors qu'il domine sur le territoire d'une nation vivante qui espère un jour ou l'autre secouer le joug de l'opresseur.

Il nous reste donc, pour soutenir qu'il n'y a aucune prescription des droits des juifs sur la Palestine, à prouver que le peuple Juif n'a jamais accepté le fait de la conquête brutale des Romains ; qu'il a protesté par les moyens en son pouvoir contre ce fait ; qu'il a gardé intact malgré la dispersion son esprit de retour, quels que fussent les maîtres ultérieurs de la Palestine. Le délai de 18 siècles peut sembler long et on objectera que durant ce laps de temps des changements se sont produits. Nous répondrons « qu'un état de choses même millénaire n'est pas fondé à subsister lorsqu'il est reconnu contraire à la justice (2) ».

1. *Op. cit.*, p. 352.

2. M. Millerand dans la lettre d'envoi du projet de traité de paix à la délégation hongroise, le 6 mai 1920.

CHAPITRE III

Protestations. — Esprit de retour

GOLUTH ET GHÉOULAH

Depuis leur dispersion les Juifs se considèrent comme étant en *exil* (en hébreu : *Goluth*) ; depuis lors ils attendent la *libération* totale : la réunion sur la terre des ancêtres (en hébreu : la *ghéoulah*). Chaque année à la fête de la Pâque ils se souhaitent de se retrouver l'année prochaine à Jérusalem : *Le chanah haba biyérouchalaïm*. Dans leurs prières ils demandent que cesse la dispersion pour qu'ils soient ramenés tous, de toutes les parties de la terre, en *Eretz Israël* (1).

SECTION I

Révoltes (2)

L'Etat juif tomba en l'an 70, après quatre années de guerre contre les Romains. Le pays en ruine, le Temple incen-

1. « Eternel — est-il dit dans une prière quotidienne — fais retentir la trompette de notre délivrance ! Elève l'étendard pour rassembler nos frères dispersés et réunis-les des quatre coins de la terre !... Reviens avec miséricorde vers la ville de Jérusalem, Eternel, et règues-y comme tu l'as promis ; reconstruis-la bientôt sur des bases impérissables. Sois loué, Eternel, qui rebâtiras Jérusalem ! »

2. Dans ce qui va suivre nous ferons une fois de plus usage de l'*Histoire des Juifs*, de Graetz, où nous sommes allés cueillir la plupart des faits que nous allons relater jusqu'au début du XIX^e siècle.

dié, une partie de la population anéantie, une autre condamnée à travailler dans les mines de plomb en Egypte ou vendue sur les marchés comme esclaves ou encore obligée à combattre comme gladiateurs dans les cirques — tel fut le bilan douloureux de ce désastre. « Jamais, en aucun temps, nation n'a tant souffert et ne s'est jetée si bravement et tout entière entre les bras de la mort pour échapper au plus poignant des malheurs, à l'envahissement et à l'asservissement par la force brutale des armées étrangères. Honneur donc aux illustres martyrs du patriotisme judaïque, car ils ont payé de leur sang le droit de transmettre à leur descendance le souvenir de la plus belle résistance qui ait jamais été faite par les faibles contre les horreurs de la conquête (1). »

Les Juifs n'entendirent point se résigner à la domination étrangère (2); ils n'eurent qu'une seule pensée : reconquérir leur indépendance. Le Synhédrin constitué à Jabné grâce au génie prévoyant de Rabbi Johanan den Zakkaï, apparaissait à leurs yeux comme le dernier vestige de l'Etat qu'ils se proposaient de rebâtir. Une prière pour la restauration de l'Etat juif fut instituée et on décida que l'officiant qui passerait outre serait destitué.

Les Juifs des pays parthes, de Babylonie, d'Egypte, de Cyrénaïque et de Lybie nourrissaient à l'égard de Rome les mêmes sentiments de haine et conçurent le projet d'en secouer le joug. La Judée se prépara aussi à la révolte. La Cyrénaïque se souleva la première. Martius Turbo marcha contre elle et

1. F. de Saulcy, *Les Derniers jours de Jérusalem*, p. 437.

2. « ... Quoiqu'il eût disparu pour le moment, l'Etat juif était considéré comme existant, et ce fut sous l'inspiration de cette pensée que les docteurs établirent des mesures pour empêcher les païens d'acquérir à perpétuité des terres judaïques et pour les déposséder de celles qui leur auraient déjà été aliénées. » Graetz, t. III, p. 41.

réprima l'insurrection. Il réoccupa aussi l'île de Chypre où la population juive fut exterminée en totalité.

Lucius Quietus se porta d'abord contre la Babylonie et la Mésopotamie et ensuite contre la Palestine. Avant de déposer les armes, les Judéens obtinrent de l'empereur Hadrien l'autorisation de rebâtir le Temple. Les communautés des autres pays participèrent à cette œuvre nationale. Cependant l'empereur chercha à éluder ses promesses et la Judée se prépara de nouveau pour la révolte sous la conduite de Barcokéba. « Cet agitateur inspira une terreur profonde à Rome, qui trembla devant lui, comme elle avait tremblé jadis devant Brennus et Annibal (1) ». « Les insurgés, au nombre de 400 mille d'après une source juive, de 580 mille d'après une source païenne, étaient maîtres au bout d'une année de 50 places fortes et 985 villes ouvertes. La Judée, la Samarie et la Galilée passèrent entre leurs mains. La Palestine était de nouveau indépendante et les monnaies que fit frapper Barcokéba, portaient comme légende : *Liberté Jérusalem* ou *Liberté d'Israël*. La législation juive fut remise en vigueur.

L'Etat existait déjà depuis deux ans (132-134) quand Hadrien décida de l'abattre de nouveau. La besogne n'était cependant pas facile. Les généraux romains durent livrer plus de cinquante batailles. Le siège de Bétar dura près d'un an. Ce n'est qu'au bout de trois années et demie de guerre que les légions romaines arrivèrent à vaincre l'armée juive. Plus d'un demi-million de Judéens périrent sans compter ceux qui moururent de faim ou furent brûlés dans des incendies. Hadrien fit frapper une médaille avec la légende : *Honneur aux vainqueurs des Judéens*. Les prisonniers juifs furent vendus sur les marchés de Gara et de Hébron ou envoyés en

1. Graetz, vol. III, p. 87.

Egypte. Il fut interdit aux Juifs sous peine de mort de pénétrer dans l'enceinte de la ville de Jérusalem. La circoncision, l'observation du sabbat et l'étude de la loi furent défendues sous les peines les plus sévères. Pour lire la Tora on montait sur les toits afin de se soustraire aux regards vigilants des oppresseurs. Hadrien et son lieutenant Rufus poussèrent la haine jusqu'à faire défense d'enterrer ceux qui étaient tombés sur le champ de bataille, « afin que la vue de ces nombreux cadavres terrifiât les Judéens et étouffât en eux toute velléité d'insurrection (1) ».

Antonin le Pieux se montrant moins dur, quoiqu'il maintint la défense de pénétrer dans Jérusalem, beaucoup de fugitifs rentrèrent dans le pays. Dans la dernière année du règne de cet empereur, se produisit un nouveau soulèvement (vers le printemps de 161). Les Judéens comptaient sur les Parthes, mais il est probable que cette tentative a été étouffée avant l'arrivée de ces derniers.

Marc Aurèle, traversant la Palestine en 175 pour combattre un prétendant, fut entouré par les Judéens qui lui demandèrent d'alléger le joug qu'il faisait peser sur eux. « O Marcomans, ô Quades et Sarmates, s'écria-t-il, j'ai enfin vu une nation plus remuante que vous ! » (2).

Septime Sévère, ayant été aidé par les Juifs dans sa lutte contre Pescennius, les récompensa en leur accordant le droit d'être nommés aux fonctions municipales et judiciaires. Malgré la bienveillance de Sévère, une tentative de soulèvement eut lieu vers 198-199. Les Judéens voulurent probablement profiter d'une nouvelle guerre que les Parthes avaient entreprise contre les Romains. « Il est, en effet, à remarquer qu'à chaque levée de boucliers des Parthes contre

1. Graetz, t. III, p. 104.

2. Graetz, III, p. 132.

Rome, la Judée tout entière tressaillait du désir de prendre part au mouvement et d'aider à anéantir la ville maudite » (1). Le soulèvement doit être sérieux, car le Sénat décerna à Sévère les honneurs du triomphe (*triumphus judaicus*). Pour punir les insurgés Sévère édicta plusieurs lois d'exception (202).

Sous l'empereur Alexandre Sévère (222-235) le patriarche Juda jouissait d'une autorité presque souveraine. Ce même empereur abolit le décret de Hadrien. Mais Constantin le rétablit avec cet adoucissement que les Juifs pouvaient entrer dans Jérusalem, seulement le jour anniversaire de la destruction du Temple et contre paiement d'une certaine somme.

L'effet des lois des empereurs byzantins fut de « désaffectionner les Juifs orientaux du gouvernement romain encore plus que par le passé ; peu à peu les écoles de Palestine se fermèrent, docteurs et disciples émigrèrent en Babylonie. Ce mouvement d'émigration fut accéléré par l'énergique propagande chrétienne qui commence en Palestine dès le règne de Constantin ; on y multiplie les églises et les monastères, on travaille activement aux conversions » (2).

Diverses mesures restrictives provoquèrent une nouvelle insurrection sous l'empereur Constance. Les Judéens encouragés par la victoire des Perses sur Gallus, neveu de Constance, essayèrent de secouer le joug. Ils avaient à leur tête Isaac de Séphoris qui était secondé par Natrona (Patricius), homme énergique et intrépide. La révolte fut domptée par Ursicinius, lieutenant de Gallus, qui fut sans pitié pour les vaincus. Des milliers de Judéens furent égorgés et les villes de Tibériade, Lydola et Séphoris anéanties ; cette dernière,

1. Graetz.

2. Reinach, *op. cit.*, p. 42.

qui paraît avoir été la source du mouvement, fut rasée jusqu'au sol (352).

Une reconnaissance formelle de la grande injustice commise par les Romains à l'égard de la nation juive se trouve dans une lettre de l'empereur Julien l'Apostat.

Voici ce qu'il écrivait d'Antioche, automne 362 :

« Aux communautés juives.

« La perte de votre indépendance vous a causé dans le passé une profonde affliction, mais vous avez certainement souffert plus vivement encore des nouvelles taxes que mes prédécesseurs vous imposaient sans cesse, à votre insu, et des amendes considérables que vous étiez contraints de verser dans le trésor impérial... Recommandez-moi donc à la bienveillance divine, et quand j'aurai mené à bonne fin ma campagne contre les Perses, je me rendrai à Jérusalem, la ville sainte, et, selon le désir que vous nourrissez depuis de nombreuses années, je la restaurerai à mes propres frais et m'y joindrai à vous pour glorifier le Tout-Puissant ».

Julien se mit en effet à l'œuvre en chargeant son ami Alype d'Antioche de surveiller les travaux. Mais les Judéens se montrèrent indifférents aux tentatives de Julien de rebâtir le Temple. Après les nombreux échecs qu'ils avaient subis l'idée se répandit de plus en plus chez les Juifs que Sion ne se relèverait de nouveau qu'avec la venue du Messie.

Cependant un dernier soulèvement se place au début du VII^e siècle.

A cette époque la Palestine se trouvait sous la domination byzantine. Les Juifs souffraient beaucoup de l'oppression (1) quand l'occasion se présenta de se venger de leurs

1. On est presque étonné de voir les Juifs, au sortir de ces épreuves, seconder aussi énergiquement les Perses dans leur tentative d'arracher la Syrie aux empe-

maîtres. Kossu roi des Perses étant en guerre avec Héraclius, empereur de Byzance, les Juifs palestiniens sous la conduite de *Benjamin de Tibériade* s'unirent aux Perses et marchèrent sur Jérusalem qu'ils reprirent aux chrétiens (614). Pendant un certain temps les Juifs furent de nouveau maîtres de la Palestine ; mais ils furent bientôt trompés dans leurs espérances, car les Perses ne leur rendirent pas Jérusalem et ne leur permirent pas de se donner une organisation indépendante ; tout au contraire, ils les imposèrent lourdement. Alors les Juifs cherchèrent à se rapprocher d'Héraclius qui leur promit l'impunité et certains avantages. Héraclius ayant reconquis la Palestine, celle-ci tomba de nouveau sous la domination byzantine (628). L'empereur se rendit en triomphe à Jérusalem, mais ne tint pas parole, car à l'instigation des moines il ordonna une persécution générale contre les Juifs palestiniens. Il renouvela en outre l'édit d'Adrien et de Constantin qui interdisait aux Juifs l'accès de la cité sainte.

Après 632 les Arabes envahirent la Palestine en même temps que les territoires voisins. Les Juifs mécontents de la domination byzantine favorisèrent la conquête musulmane, mais ils n'eurent pas à s'en louer, car le khalife Omar prit contre eux une série de mesures restrictives.

La Palestine passa dans la suite sous la domination chrétienne, retomba sous celle des Arabes pour demeurer après, jusqu'à nos jours, entre les mains des Turcs. Les Juifs de plus en plus dispersés n'ayant plus confiance dans le pouvoir de la force concentrèrent tous leurs espoirs dans le Messie libérateur.

reurs byzantins ; apparemment l'odieuse législation de Justinien et de ses successeurs les avait exaspérés contre les Grecs, et les Perses les flattaient de l'espoir de restaurer leur indépendance nationale (Reinach, *op. cit.*, p. 43). »

SECTION II

Le Messianisme

Le Messianisme constitue une des manifestations les plus puissantes non seulement de l'attachement des Juifs à la terre des ancêtres mais encore et surtout de leur désir d'y vivre d'une vie libre et indépendante : un rêve politique sous une enveloppe mystico-religieuse.

Las d'insurrections cruellement expiées ; le peuple juif mit tout son espoir en Dieu ; il attendit son envoyé, le Messie, le libérateur qui devait réunir les membres éparpillés de la nation et restaurer l'état juif. Cette attente éternuée par de terribles souffrances donna naissance à une foule de faux prophètes qui s'échelonnent depuis le v^e siècle jusqu'au xviii^e siècle.

Vers le début du v^e siècle on croyait que le Messie viendrait au 85^e jubilé (4.200 de la création, 440 de l'ère vulgaire). Un mystique du nom de Moïse parcourut pendant une année toutes les communautés de Crète leur promettant de leur faire passer la mer à pied jusqu'en Palestine. Le jour fixé la population juive de Crète, qui avait cessé de s'occuper de ses affaires, suivit le faux Messie et sur son exemple beaucoup de Juifs se jetèrent dans les flots où périrent un grand nombre d'entre eux. Pour prévenir de pareils excès Rabbana Aschi expliqua que c'était à partir du 85^e jubilé seulement que le Messie viendrait sans pouvoir l'affirmer avec certitude.

Vers l'année 720, l'auteur principal du mouvement de retour à la Bible, Sérène (Serenus), demeurant en Syrie, prétendit être le Messie et promit aux Juifs de chasser les nouveaux envahisseurs de la Palestine et de leur rendre ce pays. Son

influence se fit sentir jusqu'en Espagne. Sérène finit cependant misérablement. Au VIII^e siècle encore parut un ouvrage : *Les secrets de Rabbi Simon ben Yohaï*, dans lequel on prédisait une libération prochaine.

Les espérances messianiques se réveillaient surtout aux époques de souffrances. Les Juifs d'Allemagne et du nord de la France, en butte aux persécutions des croisés, attendaient le Messie entre 1096 et 1104. En 1160 un faux Messie, David Abroï, provoqua en Perse et en Mésopotamie un mouvement politique. En 1172 apparut un faux Messie en Arabie.

L'étude de la Cabbale entretenait dans beaucoup d'esprits les rêveries messianiques. Un cabbaliste, Aboulafia, déclara dans un écrit rédigé en Sicile, où il résidait, qu'il était le Messie. La fin de l'exil devait commencer en 1290. Les Juifs siciens se préparèrent même pour le départ. Deux autres faux prophètes des villes de Ségovie et d'Avila en Espagne firent leur apparition. Ce dernier trouva beaucoup de crédules et annonça pour 1295 le commencement de la délivrance. Le jour fixé, la communauté réunie dans la synagogue attendit vainement les signes mystérieux. Abraham de Grenade annonçait une prochaine libération. Moïse Botarel de Cisneros (Castille) prédisait qu'au printemps 1393 des miracles se produiraient. Un autre faux Messie, Jacob Alkorsono apparut en Espagne au XV^e siècle. Abrabanel, s'appuyant sur des calculs, annonçait l'ère messianique pour l'année 5263 (1503). Un aventurier, Ascher Laemlein se présenta en Istrie comme précurseur du Messie. L'année 1502 fut appelée *année de pénitence*, car elle fut consacrée aux jeûnes et aux prières.

Trente ans après, un certain David, se disant de la tribu de Reüben, soumit au pape le plan de chasser les Turcs de la Palestine avec le concours d'une armée juive. Il réussit également à intéresser le roi Jean de Portugal qui l'invita à sa

cour et examina avec lui le projet de fournir des armes y compris des canons à l'armée juive de l'Arabie et de la Nubie. Cependant, à la cour on commença à se méfier et Reüben dut quitter le Portugal.

A la même époque Diego Pirès ou Salomon Molcho, Marrane revenu au Judaïsme, se rendit du Portugal en Turquie prédisant que l'ère messianique commencerait avec la fin de l'année 1540. A Rome, où il s'était rendu pour proclamer la prochaine délivrance d'Israël, il fut condamné à mort par l'Inquisition, mais il échappa au bûcher et quitta la ville. Molcho et David se présentèrent ensemble auprès de Charles-Quint de qui ils sollicitèrent l'autorisation pour les Marranes de s'armer et de s'unir avec les tribus juives d'Arabie. Leur démarche échoua. Molcho mourut sur le bûcher. Sur la fin de David on ne possède pas de renseignements certains.

La Palestine devint le centre d'où partaient les idées messianiques. On y projetait de reconstituer le Synhédrin et il semblait indispensable d'avoir des juges ayant reçu l'ordination. Jacob Berab fut considéré comme digne de la distribuer. Obligé de quitter la Palestine, Berab, avant son départ, ordonna quatre jeunes talmudistes dont Karo qui rêvait de devenir prince suprême d'Israël. Dans la première moitié du xvi^e siècle, les Juifs orientaux vivaient dans une certaine sécurité et songeaient même à fonder un Etat. Vers la fin du xvi^e siècle, la Cabbale s'était emparée de tous les esprits. Deux cabbalistes renommés : Isaac Louria et Hayyim Vital se donnèrent pour le Messie. Louria répandait l'idée qu'il était le Messie descendant de Joseph, précurseur du Messie de la race de David et que l'époque messianique était déjà commencée. Hayyim Vital après la mort de Louria affirma que ce dernier l'avait proclamé son successeur.

En Hollande, sous l'impression des atrocités de l'Inquisi-

tion, Manassé ben Israël écrivit un livre : *Espérance d'Israël* où s'appuyant sur le témoignage d'un voyageur il affirme l'existence des dix tribus juives et prédit l'arrivée prochaine du Messie.

En ce moment-là vivait à Smyrne un homme du nom de Sabbataï Cevi qui par son action mit en mouvement les Juifs de tous les pays. Comme d'après le Zohar l'ère messianique devait commencer en 1648, Sabbataï se révéla en cette année à ses disciples comme étant le Messie. Après divers voyages à Constantinople, Salonique et au Caire, où il se maria à une jeune mystique d'origine polonaise, soutenu par de très riches partisans, il se rendit à Alep et à Smyrne où il fut reçu en triomphe. Dans la synagogue de Smyrne il fut acclamé comme Messie au son des trompettes. Les affaires furent négligées ; tout le monde se prépara à partir pour la Palestine. La renommée de Sabbataï Cevi se répandit jusqu'à Hambourg où la communauté était comme transportée de joie. A Avignon, les Juifs firent des préparatifs de départ pour le printemps de 1666. De nombreuses délégations accoururent à Smyrne pour saluer le roi des Juifs et se mettre à sa disposition. Cependant Sabbataï se montra incapable. Les autorités turques devant lesquelles il dut comparaître le jetèrent en prison. Ensuite, avec ses partisans, il fut enfermé dans une tour près des Dardanelles où il put organiser grâce aux riches présents qu'il recevait une véritable cour. Mais le faux prophète ne tarda pas à se convertir à l'islamisme, ce qui provoqua une profonde stupeur parmi les Juifs. L'agitation continua, beaucoup ne voulant pas croire à cette conversion. Daniel-Israël Bonafoux groupa autour de lui un grand nombre de partisans qui rendirent un culte fervent à Sabbataï. Abraham Miguel Cordosa propagea pendant vingt ans les idées du faux Messie. Moïse d'Eisenstadt provoqua une agitation qui

s'étendit jusqu'en Pologne. La secte qu'il y fonda se maintint longtemps. Le beau-frère de Sabbataï se donna également comme Messie.

Avec les temps modernes l'ère des faux Messies paraît définitivement close. Le Judaïsme subit une crise de désagrégation. L'émancipation absorbe tous les esprits. Des groupements réformistes s'efforcent d'épurer le Judaïsme de tout ce qui rappelle la Palestine et l'idée de nation. Au fond, qu'était le messianisme sinon une aspiration à la liberté. Or, cette liberté, l'émancipation nous la procure, disent les assimilateurs. Mais bientôt sous les coups redoublés de l'antisémitisme la nation se ressaisit et répond à l'appel lancé par le mouvement sioniste politique.

SECTION III

Manifestations diverses d'attachement pour la Palestine

Pendant très longtemps les communautés juives du dehors envoyèrent régulièrement des contributions d'argent en Palestine (1).

Beaucoup de Juifs exilés laissaient comme dernière volonté qu'on transportât leurs ossements en Terre Sainte pour y être enterrés. « On voyait, dit Graetz, arriver chargés sur de petites barques ou transportés à dos de chameau de longues rangées de petits cercueils contenant les ossements de ceux

1. On retrouve cet usage de nos jours sous la forme de dons que les communautés juives du monde entier envoient en Palestine pour y entretenir des œuvres scolaires ou religieuses et surtout pour secourir les pauvres (Halouka). On évalue à environ 2 millions de francs le montant des sommes envoyées annuellement en Palestine.

que la pensée seule de reposer un jour dans la Terre Sainte avait soutenus et consolés à l'heure suprême (1). »

De nombreuses maximes du Talmud respirent de cet amour profond pour la Patrie perdue : Qui vit en Palestine est un avec Dieu ; une année vécue en Palestine délivre de tous les péchés ; vivre en Palestine a autant de signification que l'accomplissement de toutes les prescriptions ; qui vit et demeure en Palestine aura certainement sa part à la vie future. Maïmonide, le codificateur des lois juives, dit qu'il est du devoir de chaque Juif d'habiter en Palestine. Une des plus grandes autorités rabbiniques Ramban (Nachmanides) compte la réacquisition et la colonisation du sol palestinien parmi les commandements religieux qui s'imposent à tous les Juifs.

Ce fut peut-être en partie cet amour pour la partie palestinienne qui empêche les Juifs de devenir agriculteurs dans les pays d'exil, tout au moins aux premiers siècles. « S'ils ne cultivèrent pas la terre, dit Bernard Lazare, s'ils ne furent pas agriculteurs, ce n'est pas qu'ils ne possédèrent pas, comme on l'a dit souvent ; les lois restrictives relatives au droit de propriété des Juifs ne vinrent que postérieurement à leur établissement. Ils possédèrent, mais ils firent cultiver leurs domaines par des esclaves, car leur tenace patriotisme leur interdisait de bêcher le sol étranger ; ce patriotisme, l'idée qu'ils attachaient à la sainteté de la patrie palestinienne, l'illusion qu'ils gardaient vivace en eux de la restauration de cette patrie, et cette croyance particulière qui les faisait se considérer comme des exilés qui reverraient un jour la ville sacrée, les poussa plus que tous les autres étrangers et colons à se livrer au commerce (2). »

1. De nos jours encore le rêve des Juifs pieux est de passer les dernières années de leur vie en Palestine et y mourir.

2. *L'antisémitisme*, p. 109-110.

Les poètes juifs ne manquaient pas d'exprimer ces sentiments. Le plus grand poète juif d'Espagne, Juda Hallévi, écrivit une série de poèmes célèbres appelés *Sionides* où il chante les malheurs du peuple juif et l'espoir de la délivrance. Malgré les objurgations de ses amis il ne recula pas devant les mille difficultés que représentait à cette époque (x^e siècle.) un voyage en Terre Sainte. Depuis Juda Hallévi le pèlerinage devint une coutume chez les poètes et savants juifs. Abraham Eben Esra, Alharisi, entre autres, suivirent son exemple. La liste serait longue des poètes qui ont chanté l'amour pour la Palestine et le retour des Juifs dans ce pays. De nos jours une pléiade de poètes sionistes enrichissent les littératures iddich et hébraïque. « L'idéal sioniste dégagé de sa forme mystique est la note prédominante de la littérature hébraïque contemporaine (1). » Chaïm Nachman Bialik est le représentant le plus grand et le plus aimé de la poésie nationale hébraïque.

Chaque persécution qui s'abat sur les Juifs fait surgir un courant d'émigration vers la Palestine.

Au début du vi^e siècle les membres d'une tribu juive de l'Arabie, battus et dépossédés de leurs biens par Mahomet, gagnèrent la Palestine au nombre de sept cents et s'établirent en Batanée. Une autre tribu, des Benou-Nadhir, pour les mêmes raisons alla s'installer près de Jéricho. En 1211, trois cents rabbins d'Angleterre et de France effrayés par les souffrances émigrèrent à Jérusalem. Vers la fin du xiii^e siècle de nombreuses familles de Mayence, Worms, Spire, Oppenheim et d'autres villes, ayant à leur tête le rabbin Meïr et Rothenbourg, se préparèrent pour se rendre en Palestine. L'empereur Rodolphe les empêcha d'émigrer, car il avait besoin d'eux pour garnir son trésor. En France, sous Philippe le Bel une

1. N. Slouschz, *la Renaissance de la littérature hébraïque*, p. 227.

partie des Juifs expulsés se dirigèrent vers la Palestine. Ce fut également le cas de certains après les diverses expulsions d'Espagne, Portugal, etc. L'accroissement de la population juive de la Palestine est particulièrement marquée au XIX^e siècle. Au début de ce siècle il n'y avait à Jérusalem que quelques centaines de Juifs ; actuellement ils y vivent au nombre de plus de soixante mille.

SECTION IV

Les Précurseurs du Sionisme au XIX^e siècle jusqu'en 1880 (1)

On ne rencontre dans les siècles précédents qu'un seul essai de reconstitution de la Palestine dépourvu de tout mysticisme. Vers le milieu du XVI^e siècle, Joseph Nassi, duc de Naxos, juif d'origine espagnole, riche et très considéré, obtint du sultan Soliman un terrain le long du lac de Tibériade. Comme depuis longtemps l'idée de créer un Etat juif le hantait, il donna un commencement d'exécution à son projet en faisant rebâtir Tibériade et en y encourageant l'élevage des vers à soie et la fabrication des draps. Malheureusement il ne persista pas dans son entreprise, et cette tentative demeura un fait isolé. Ce n'est qu'à partir du deuxième quart du XVIII^e siècle que l'idée de reconstruire la Palestine en y ramenant les Juifs dispersés, idée dépourvue de tout caractère religieux, prendra de plus en plus corps.

Il est intéressant de constater que les premiers sionistes

1. Pour l'établissement de cet historique nous nous sommes servis principalement de l'excellent ouvrage du Dr J.-B. Sapir : *Der Zionismus* ainsi que du *Zionistischen A. B. C. Buch*, édité par l'organisation sioniste, 1908. Nous avons également utilisé l'ouvrage de M. Nahum Sokolow : *History of Zionism, 1600-1918*, en 2 volumes.

modernes furent des Juifs français. Nous citerons Joseph Salvador (1796-1873), lequel dans son livre : *Histoire des Institutions de Moïse et du peuple Hébreu*, paru en 1830, traite la question de la renaissance du peuple juif en Palestine. Dans sa pensée ce pays devait devenir un centre économique du Judaïsme. Albert Cohen et Charles Netter nourrissaient la même idée.

En Angleterre, Moïse Montefiore (1784-1885) devint l'enthousiaste promoteur de l'idée du « Fonds pour la culture de la Palestine par les Juifs. » « C'était, dit M. Sokolow, le nom inoffensif donné au sionisme au commencement de son activité (1). » Voici ce qu'on lit dans les *Mémoires de Sir Moses Montefiore et de sa femme* (2) : « D'après les informations recueillies il m'a été possible de concevoir ce pays (la Palestine) comme étant particulièrement favorable à des entreprises agricoles : il y a des plants d'oliviers plus vieux de cinq cents ans, des vignes, abondance de sources et d'eau excellente... C'est un pays qui produirait presque tout en abondance et sans demander beaucoup de labeur. Je suis sûr que si le plan que j'ai dans l'esprit réussissait, ce serait l'introduction du bonheur dans la Terre Sainte. En premier lieu je m'adresserai à Mehmed Ali et lui demanderai pour une période de cinquante années la concession d'un territoire comprenant 100 à 200 villages, moyennant un fermage annuel de dix à vingt pour cent ; mais le pays et les villages seraient libres et du pacha et du gouvernement du district et devraient avoir le droit de disposer librement des produits.

Une fois la concession obtenue je formerai avec l'aide de Dieu, à mon retour en Angleterre, une société pour la culture

1. *History of Zionism*, vol. 1, p. 115.

2. Sokolow, *op. cit.*, vol. 1, pp. 115-116.

du pays et pour encourager mes frères d'Europe à retourner en Palestine. Beaucoup de Juifs se dirigent maintenant vers le pays de Galles, au Canada, etc., mais ils auraient de plus grandes chances de succès en Palestine. Là-bas, ils trouveront des puits déjà creusés, des oliviers déjà plantés et un pays assez riche pour demander peu de labeur. Petit à petit j'espère provoquer le retour de milliers de nos frères dans le pays d'Israël ». En 1838, lors de son second voyage en Terre Sainte, il reçut un accueil cordial à Alexandrie de la part de Mehmed, à cette époque gouverneur de Syrie, qui lui promit son assistance. « Vous aurez, lui dit-il, toute portion du pays qui serait de vente permise et toute autre que pourrait vous concéder le sultan. Vous pourrez nommer une personne de votre choix comme gouverneur de Terre Sainte et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour soutenir vos efforts dignes et louables. » Ce projet n'eut pas de suite.

Vers la même époque on trouve un autre promoteur du sionisme en Autriche. Entre 1835 et 1840, l'étudiant Moritz Steinschneider fonda à Prague une société d'étudiants dont les fins avouées étaient de propager l'idée de la création d'un Etat juif en Palestine. Toujours à cette époque parut un ouvrage : *Schibat Sion*, comprenant plus de cent avis des plus grands rabbins favorables à la colonisation de la Palestine pour y fonder un Etat. Les rabbins Grunerwald, Alkali et Friedlaenders s'efforcèrent de donner une signification politique à l'idée messianique. En 1840, le professeur Luzzatti de Padoue écrit à Albert Cohen que la Palestine doit être habitée et cultivée par des Juifs. Le rabbin Zewi Hirsch Kalischer de Thorn dit dans son ouvrage *Emninua Jeschoro* (1860) que le salut des Juifs ne peut se produire brusquement mais il doit suivre une voie lente; il propose la colonisation de la Palestine avec des Juifs pauvres et préconise la formation d'une

société par actions. Il se met en relations avec le rabbin Akiba Egger de Posen, Elias Gutmacher à Grætz, ainsi qu'avec d'autres notables. Durant toute sa longue vie il ne cessa d'agiter l'idée du développement agricole des Juifs en Palestine. Grâce à lui une société de colonisation prend naissance à Francfort-sur-le-Mein. En 1867 avec le rabbin Gutmacher il adressa un appel aux Juifs anglais en faveur de la colonisation de la Palestine. D'autres rabbins répandent la même idée. A noter l'activité du rabbin Thaïm Zevi Schnoersohn de Jérusalem qui exhorta plus d'une fois les Juifs anglais à donner leur appui à l'idée de colonisation de la Terre Sainte.

En 1860 paraît l'ouvrage de Moïse Hess : *Rome et Jérusalem*, où l'auteur expose le plan d'une colonisation de la Palestine depuis l'Egypte jusqu'à Jérusalem. Hess est sioniste politique, car il propose une base légale comme condition de la renaissance juive en Palestine. En 1861 se fonde une société hébraïque à Londres pour la colonisation de la Terre Sainte. A Francfort on fonde un premier Comité pour la colonisation avec des buts nationaux et religieux. Charles Netter, membre de l'Alliance israélite, pose en 1869 la première pierre de l'école agricole de Mikweh Israël (l'Espoir d'Israël) près de Jaffa. En 1871, D. Gordon publie une série d'articles dans *Hamagid* sur la colonisation de la Palestine. En 1879 A. Ben Jehuda publie dans *Haschahar* deux articles sur la colonisation, seule ancre de salut. Perez Smolenski, le célèbre écrivain hébraïque regarde le retour en Palestine comme le salut du peuple juif. A partir de 1883 il publie dans chaque numéro de son journal : *Haschahar*, un article sur les questions palestiniennes.

SECTION V

Le Chowewe-sionisme

A la suite des effroyables persécutions dont sont victimes les Juifs en Russie de 1881 à 1883, au lieu de tentatives individuelles et sporadiques, on voit naître un élément nouveau, véritable courant qui se propage bientôt dans les autres pays : nous voulons parler du Chowewe-sionisme. Un de ses plus actifs champions est le D' Pinsker lequel dans sa brochure *l'Autoémancipation* exprime cette idée que seule la concentration des Juifs sur un seul territoire peut mettre fin à la malheureuse situation du peuple juif. Il ne se prononce pas tout d'abord sur le choix du pays, mais il ne tarde pas à se rallier à ceux dont les yeux sont tournés vers Jérusalem. Le premier, il pense à une organisation politique des Juifs, à la réunion d'un Congrès, à la fondation d'une société par actions et aux négociations diplomatiques.

La brochure de Pinsker est traduite en plusieurs langues ; elle attire à ses côtés beaucoup d'hommes de valeur qui avaient exposé auparavant des idées semblables. Parmi les premiers il faut mentionner : Levinsky, Lilienblum, Lewanda, le rabbin Mohilewer. Lilienblum, en des articles parus dans *Haschahar*, *Rassviet* et *Hamelitz* et dont le dernier paraît en une brochure sous le titre : *La renaissance du peuple juif sur la Terre Sainte de ses ancêtres*, indique le retour en Palestine comme la solution de la question juive. Il projette la fondation d'un grand nombre de colonies en Palestine (300) et préconise la constitution autorisée d'une société par actions

au capital de 10 millions de roubles. L.-O. Lewanda, revenu au peuple juif après les excès de 1880, se prononce en faveur de la solution palestinienne de la question juive par un article paru en 1884 intitulé : « La nature du soi-disant mouvement palestinophile. » Le rabbin Mohilewer, dès 1875, avait déjà commencé une ardente propagande propalestinienne.

Les idées propagées en Russie se répandent bientôt au dehors. Sous l'impression de l'« Auto-émancipation », le rabbin Dr Rülff, de Memel, écrit une brochure : *Aruchas Bas Ami* (La guérison de mon peuple), « plaidoyer enthousiaste en faveur de l'érection d'un royaume juif en Palestine par la colonisation ». Le mouvement philopalestinien trouve des adhérents à Vienne. Le professeur Schapira, de Heidelberg, émet l'idée de la fondation d'une Université à Jérusalem et le Dr Chasanovitz, celle d'une bibliothèque nationale juive. Ce dernier devait vouer sa vie à la réalisation de ce projet.

La première tentative de retour aux champs est faite en 1874 par quelques juifs de Jérusalem qui achètent des terres près de Jaffa et y bâtissent la colonie « Petah Cikwah ». « Déjà le nom de cette colonie : *la Porte de l'Espérance*, prouve que ses fondateurs étaient mus par la pensée que cette colonie devait être l'origine d'une longue série de colonies semblables (1). » Le 18/30 juillet 1882 est créée la colonie Rischon le Zion (Les premiers à Sion) par des Juifs ayant quitté la Russie à la suite des excès antisémitiques et auxquels s'étaient ralliés des gens aisés et beaucoup de jeunes gens, les *Bilou* (2). Ceux-ci avaient abandonné les Univer-

1. Dr J.-B. Sapir : *Der Zionismus*, p. 66.

2. Bilou, les initiales de quatre mots hébraïques : Beth Jacob lekon venelkon (Fils de Jacob, partons ensemble), nom de l'organisation des étudiants juifs de Charkow.

sités et les écoles supérieures pour s'installer comme simples paysans en Palestine. La même année sont créées les colonies Rosch Pinah, Sichron Jacob et Wad-el-Chanin, les deux premières par des Juifs originaires de Roumanie. D'autres villages sont fondés ultérieurement. Ces premiers pionniers eurent beaucoup à souffrir au début. Sans expérience, sans notions agricoles, sans connaissance du pays et dépourvus bientôt de moyens ils en arrivèrent à une situation très difficile : Sir Oliphant, un chrétien, leur apporta les premiers secours et le baron Edmond de Rothschild prit à sa charge la plupart des colonies.

Des sociétés de « Chowewe Sion » surgissent et se donnent pour tâche d'encourager par tous les moyens la colonisation palestinienne. Bientôt on se rend compte que cet effort ne peut donner que de faibles résultats sans un organisme central destiné à coordonner le travail de tant de bonnes volontés isolées. Le projet d'une conférence est émis à la fois par plusieurs esprits. En 1883, le Dr Pinsker se consulte avec le professeur Schapira, Lillienblum et le Dr Mandelstamm (de Kiew). Ces personnalités décident : la constitution d'un organe central de colonisation pour la Palestine ; la fédération de toutes les sociétés et la constitution d'une société autorisée par le gouvernement russe. Une réunion plus nombreuse se tient deux mois plus tard, et en novembre 1884 a lieu la conférence de Kattowitz sous la présidence de Pinsker. La conférence décide la fondation d'une société : Maskereth Moïsche, dénommée ainsi en souvenir du centenaire de la naissance de Moïse Montefiore, ayant pour but l'encouragement de l'agriculture en Palestine, principalement par la création de colonies. La conférence résolut en outre de secourir les villages juifs que le baron Edmond de Rothschild n'avait pas encore pris sous sa protection. Ceux-ci devaient être subven-

tionnés par un Comité établi à Odessa sous la présidence du D^r Pinsker. Une seconde conférence eut lieu en juin 1887 à Drusgenik ; celle-ci décida entre autres la création en Palestine de la colonie Gedera et accorda des subsides aux colonies : Petah Tikwah et Jesod Hamala. Afin de gagner les sympathies des Juifs occidentaux, le D^r Pinsker entreprit un voyage à l'étranger. En 1889 eut lieu une troisième conférence à Vilna en présence de 38 délégués de 35 sociétés. En février 1890, les statuts de la « Société pour l'encouragement des agriculteurs juifs en Palestine » furent autorisés et la même année, une assemblée de 162 députés se tint à Odessa. En l'espace de dix ans, cette société donna environ un demi-million de roubles pour la colonisation.

Des sociétés de Chowewe Sion surgirent dans les autres pays : Esra à Berlin avec 40 sections et 2.000 membres ; Chowewe Zion Society à Londres avec plus de 2.000 membres ; un Comité à Galatz (Roumanie) ; Schaweve Zion en Amérique ; Ischoub Erez Israël à Paris. En 1890, MM. les D^{rs} Haffkin et Meyerson firent un essai de centralisation sous le nom de Comité Central de Paris.

Le baron de Rothschild établit pour les colonies une administration qui, malheureusement, ne fut pas à la hauteur de sa tâche. Vers 1860, la société J. C. A. (Jewish Colonisation Association), fondée par le baron de Hirsch et dotée d'un capital de 300 millions de francs, fit ses débuts en Palestine. En 1900, le baron de Rothschild lui passa l'administration des colonies qu'il avait prise sous sa protection et pour lesquelles il avait déjà dépensé quarante millions de francs (1) : Rosch Pinah, Rischon le Zion, Sichron Jacob, Ekron, Petah Tikwah, Samario, Ein Situn, Jesod Hamala, Metula et Djemin.

1. J.-H. Kann, Eretz-Israël, p. 90.

Cependant, la situation fut loin de s'améliorer et alors le baron de Rothschild consentit au partage de la terre entre les colons. L'administration passa entre les mains de ceux-ci et à partir de ce moment « les petites serres philanthropiques se transformèrent en des colonies viables pouvant du moins se suffire à elles-mêmes » (1).

La colonisation palestinienne n'avança que très lentement. Les causes en sont multiples. Mentionnons en premier lieu les difficultés suscitées par le gouvernement turc, à commencer par l'interdiction de débarquer dans le pays jusqu'à celle d'acheter des terrains parfois même au nom d'une personne privée. Les établissements créés en Palestine n'avaient aucun fondement juridique solide. On s'infiltra dans le pays et on s'y maintint grâce au bakchich. Le mouvement des Chowewe Sion n'avait pas une grande envergure ; c'était en partie un mouvement philanthropique avec des buts modérés, dépourvu d'un plan d'ensemble. Il est vrai que les promoteurs tels que Hess, Pinsker, Lilienblum, Lewanda et d'autres avaient conçu le plan de faire revivre la nation juive en Palestine, mais le courant ne tarda pas à se transformer par suite des difficultés de toutes sortes que rencontrait la colonisation palestinienne « en une sorte de philanthropie bornée » (2). Caractéristique à ce sujet est une résolution prise par la conférence de Drusgenitz (1887) où il était dit : « Les subventions accordées aux colons portent un caractère général de bienfaisance » (3).

1. J.-H. Kann, *op. cit.*, p. 90.

2. D^r J.-B. Sapir, *op. cit.*, p. 103.

3. *Idem*, p. 103.

SECTION VI

Le sionisme politique ou moderne

L'« Etat juif » de Th. Herzl paru en 1896 fut le point de départ du mouvement sioniste moderne qui se distingue principalement du Chowewe-sionisme en ce qu'il écarte résolument toute idée de philanthropie et agit à l'aide de moyens politiques et d'après un plan d'ensemble en vue d'aboutir à la réalisation du programme voté par le premier Congrès sioniste de Bâle en 1897 et qui est le suivant :

Le Sionisme a pour but la création en Palestine pour le peuple juif d'une patrie garantie par le droit public.

Le Congrès se propose d'atteindre ce but par les moyens suivants :

I. — En favorisant la colonisation rationnelle de la Palestine par l'établissement de cultivateurs, d'artisans et d'industriels juifs.

II. — En organisant et en associant tous les Juifs à l'aide de sociétés locales et de fédérations générales, dans la mesure permise par les lois du pays où elle seront fondées.

III. — En raffermissant le sentiment de la dignité personnelle et la conscience nationale du peuple juif.

IV. — En faisant des démarches préparatoires pour obtenir le consentement des gouvernements, nécessaire pour atteindre le but du sionisme.

Le deuxième Congrès nomma une Commission d'exploration de la Palestine et dressa un plan de colonisation à mettre en application après l'obtention de concessions de la part du gouvernement turc. Il décida la création d'une Banque au capital de cinquante millions de francs. Le troi-

sième Congrès se proposa d'obtenir une Charte par l'intermédiaire de la Banque Coloniale. Les quatrième et cinquième Congrès s'occupèrent plus particulièrement des moyens pour renforcer l'Organisation et les institutions sionistes. Le cinquième notamment décida la création du Fonds National juif destiné à l'achat de terres en Palestine qui deviendraient propriété inaliénable du peuple juif. Le sixième eût à enregistrer l'échec des négociations avec le sultan ; il eut à s'occuper de la question de l'Afrique Orientale. Le septième résolut définitivement cette question en décidant d'exclure toute activité colonisatrice ailleurs qu'en Palestine et dans les pays limitrophes. Le huitième s'occupa de l'importance de l'action politique du sionisme et de la limitation de l'activité pratique en Palestine. Ce congrès décida la constitution d'un département palestinien et celle d'un office palestinien. Ce fut l'acheminement vers une action d'ordre essentiellement pratique en Palestine. Le neuvième, réuni sous l'impression des événements de Turquie, décida qu'il n'y avait lieu à aucun changement dans le programme sioniste malgré l'arrivée au pouvoir des jeunes-Turcs. Les deux tendances : politique et pratique s'y heurtèrent violemment. Le dixième Congrès réuni peu de temps après marqua le triomphe des sionistes dits pratiques, opposés à un sionisme purement diplomatique, et favorables à une action colonisatrice en Palestine en dehors même de toutes garanties juridiques, mais en vue d'arriver à obtenir ces garanties. Ce même Congrès décida la fondation en Palestine d'une colonie agricole sur une base coopérative, d'après le système du célèbre économiste Franz Oppenheimer. Le onzième Congrès eût plutôt un caractère démonstratif, destiné à faire apprécier à tous la puissance du sionisme.

Nous nous bornons pour l'instant à ces brefs renseigne-

ments, car dans la quatrième partie de notre travail nous aurons à examiner en détail les principes et l'action du sionisme politique depuis 1897 jusqu'à l'heure actuelle.

SECTION VII

Le sionisme politique affirme l'indestructible attachement du peuple juif à la Palestine.— La question de l'Afrique Orientale dite de l'Ouganda.

Il est intéressant de constater que ni le promoteur du Chovewe-sionisme, le Dr Pinsker, ni celui du sionisme moderne, le Dr Th. Herzl, ne se sont prononcés formellement, dès le début, en faveur du choix de la Palestine comme territoire du futur État juif (1). Leur but essentiel était l'État juif, quel que fût le territoire nécessaire à sa fondation. Le but de nos efforts disait Pinsker, ne doit pas être la Terre « Sainte », mais « notre » terre (2). « Si, ajoutait-il, l'expertise conclut en faveur de la Palestine ou de la Syrie, cette conclusion doit reposer sur la prévision que le pays est susceptible grâce au travail et avec le temps de se transformer en un pays productif... Si les gens compétents se prononcent pour l'Amérique, dans ce cas il faudra nous hâter (à cause de l'accroissement rapide de la population) (3). » Cependant le premier contact avec le peuple suffit pour le changer en partisan décidé de la Palestine.

A son tour, Théodore Herzl ne fit pas au début choix de la Palestine. Dans *l'Etat juif* il indiquait bien l'Argentine ou

1. En 1825, Manuel Noth avait émis l'idée de la fondation d'un Etat juif en Amérique. Voir Sokolow : *History of zionism*, vol. I, p. 135.

2. *Autoemanzipation*, p. 23.

3. *Autoemanzipation*, p. 29.

la Terre Sainte, mais il se déclarait prêt à accepter tout autre territoire qui serait trouvé convenable. Mais aussitôt après l'apparition de sa brochure il fut renseigné sans aucun doute possible sur l'Etat d'âme des masses juives (4). Il comprit que

1. « Dans son *Etat juif*, où il expose ses idées, il ne nomme pas un pays déterminé. C'était en vérité un pays de rêve. Cet *Etat juif* d'où, en fait, est sorti le programme sur lequel nous nous appuyons fermement, inébranlablement, n'avait pas la forme de ce qu'on appelle un programme, programme d'un parti, programme d'un peuple en marche. C'était, comme je l'ai dit, un rêve prophétique, c'était l'essor d'une âme de poète. Il voyait un pays que nous pouvons nous figurer comme quelque île perdue dans un océan lointain ; il voyait le retour sous la forme d'un débarquement d'une flotte qui arrive en faisant claquer au vent le nouveau drapeau de ce peuple à régénérer ou déjà régénéré. Il voyait ce débarquement entouré de fêtes, il voyait les nouveaux arrivants accueillis par des pionniers qu'ils auraient précédés, avec des discours, avec des chants, avec des solennités.

Mais aussitôt que les premiers Juifs enthousiasmés par son idée se sont groupés autour de lui, il est descendu des hauteurs où il planait dans son enthousiasme initial, il est descendu sur la terre ferme, il y a pris pied et il est devenu pratique. Ce n'était plus l'île lointaine et innommée, attendant de recevoir son nom de ses nouveaux habitants. La même logique qui, de l'idée de peuple, l'avait conduite à l'idée de pays, le conduisit à l'idée du pays, du seul pays possible pour le peuple juif : la Palestine. Il a compris que le pays où pouvait se réunir le peuple dispersé, où pouvait se rajeunir le peuple ancien, immémorial, ne pouvait être que cette terre historique où chaque pierre a été arrosée de la sueur, des larmes et du sang de nos ancêtres lointains, et où chaque pierre représente un effort dans le passé et un espoir pour l'avenir. Il a compris qu'il y avait au cœur de chaque Juif, plus ou moins profondément enseveli, la vieille aspiration vers cette terre sainte, vers cette terre sacrée par tant de souvenirs, que ces souvenirs mêmes nous constituent des droits imprescriptibles. Il a aperçu ce qu'il n'avait pas vu tout de suite, qu'un fil ténu, presque invisible, mais impossible à rompre, va de cette terre de Palestine au cœur de chaque Juif où qu'il se trouve, en Alaska ou à Johannesburg, en Australie ou dans l'Argentine bénie, et qu'à chaque forte émotion qui saisit l'âme et le cœur du Juif, ce cœur sent le tiraillement de ce fil invisible, qui dirige ses pensées comme ses sentiments vers la Palestine.

Aussitôt que Herzl eut la vision de ce lieu immarcescible, sa résolution fut prise : désormais il n'était plus l'homme de l'Etat juif innommé ; il était l'homme de la Palestine juive ». Max Nordau, discours prononcé à Paris à l'occasion du 9^e anniversaire de la mort de Théodore Herzl, *Echo sioniste*, n° 8 du 10 août 1913.

c'était folie d'aller à l'encontre de vœux séculaires. Aussi sa décision fut-elle vite prise, et sans attendre la réunion des représentants du peuple juif, dans les écrits qui suivirent immédiatement sa brochure ainsi que dans ses premiers discours, il ne parla plus que de la Palestine. Pinsker et Herzl avaient tous deux senti que la volonté du peuple juif n'admettait aucune discussion sur cette question. Il serait pourtant injuste de ne pas relever l'amour et le respect que nourrissaient ces deux grandes figures du sionisme à l'égard de la Palestine.

Au premier Congrès sioniste aucune discussion ne s'éleva au sujet du choix du territoire. Le programme de Bâle est très clair et très précis. Le Sionisme a pour but la création en *Palestine*, pour le peuple juif, d'une patrie garantie par le droit public. Mais, c'est surtout au sixième Congrès (1903) que l'attachement du peuple juif pour la terre des ancêtres se manifesta dans toute sa force.

Herzl venait d'échouer dans ses pourparlers avec le Sultan. A la même époque la situation des Juifs en Russie était devenue désespérée. Herzl avait pu se rendre compte des souffrances indicibles de ces Juifs lors d'un voyage qu'il fit à Saint-Pétersbourg en vue d'écarter les difficultés diplomatiques qu'il croyait devoir venir du côté de la Russie. C'est à ce moment critique que le chef sioniste reçut de la part du gouvernement anglais l'offre spontanée d'un territoire situé en Afrique Orientale avec droits de self-government (1).

1. Ministère des Affaires Etrangères. Le 17 août 1903.

Sir Clement Hill, chef du département colonial, à M. L. J. Greenberg.

Sir,

M. Chamberlain a communiqué au marquis de Landsdowne la lettre que vous lui avez adressée le 13 du mois dernier, contenant le projet d'un traité proposé par le Dr Herzl, pour être conclu entre le Gouvernement de Sa Majesté

Th. Herzl était trop grand politique pour ne pas songer à tirer de cette circonstance extraordinaire toute l'utilité qu'elle pouvait présenter pour le sionisme. Une occasion s'offrait de canaliser l'émigration, d'éviter un nouvel éparpillement des Juifs, procurer du pain et un abri à des centaines de mille de malheureux. Ceux-ci y feraient d'ailleurs l'apprentissage de l'agriculture et de la vie politique. On avait en outre la possibilité d'expérimenter le système des chartes, si cher au Président de l'organisation sioniste. Le problème juif trouvait une solution provisoire, certes, mais immédiate. L'Afrique Orientale serait devenue une pépinière pour la Palestine. Comme du temps de Moïse — une nouvelle génération,

et la Banque Coloniale Juive, dans le but d'établir une colonie juive dans l'Afrique Orientale.

Son Excellence avait également pris en considération les remarques faites par vous le 6 de ce mois, dans ce ministère, à l'occasion de votre entrevue avec Sir Barrington et M. Hurst. Je suis actuellement chargé par Son Excellence de dire qu'il a étudié la question avec l'intérêt que le Gouvernement de Sa Majesté doit toujours prendre à tout projet sérieux pour l'amélioration de la situation de la race juive. Le temps à sa disposition a été trop court, pour lui permettre d'entrer pleinement dans les détails du plan, ou de discuter avec le Représentant de Sa Majesté pour le Protectorat de l'Afrique Orientale, et il regrette d'être, par conséquent, incapable de prononcer une opinion définitive sur la question.

Il est d'avis que la Banque Coloniale Juive envoie quelques hommes dans le Protectorat Oriental, à l'effet de s'assurer personnellement s'il y existe des terrains libres, qui puissent convenir pour le projet en question. Si cela est, il sera heureux de leur donner toute facilité de discuter avec le Représentant de Sa Majesté pour le Protectorat la possibilité d'aborder la question des conditions d'une colonisation qu'aurait à déterminer le prochain Congrès sioniste.

Si une étendue de territoire peut être trouvée, que la Banque Coloniale Juive et le Représentant de Sa Majesté pourraient considérer comme convenable, et qui se recommanderait au Gouvernement de Sa Majesté, Lord Landsdowne sera disposé à accepter favorablement des propositions pour la fondation d'une colonie, ou d'un établissement juif, à des conditions qui permettraient aux membres de conserver leurs coutumes nationales. Dans ce but, il serait disposé à discuter — si une étendue de terrain propre est trouvée et soumise à l'appréciation des conseillers du secrétaire d'Etat dans l'Afrique Orientale — les

non avilie par l'esclavage, forte et fière, eût été préparée pour prendre possession ultérieurement de la Palestine. De toutes façons, l'offre était trop importante pour qu'elle ne fût pas examinée et débattue longuement et sérieusement. En elle-même, c'était un succès diplomatique aussi grand qu'inattendu. Herzl, qui avait traité d'égal à égal avec le Sultan, du fait de l'offre anglaise, gagnait en autorité dans les démarches qu'il se proposait de faire dans la suite auprès de la Porte et auxquelles malgré ses échecs il n'avait pas renoncé. Il pouvait user d'un moyen de plus pour amener le Sultan à faire des concessions ; c'était de lui faire voir qu'on pouvait se passer de lui. Herzl escomptait donc un revirement en faveur du sionisme à Constantinople.

C'est par l'Ouganda (1) que semblait devoir peut-être passer la route diplomatique qui mènerait à la Palestine (2) ; dans la suite, d'autres Chartes auraient été obtenues en Amérique, en

détails d'un plan, dont les traits principaux sont : la concession d'une étendue considérable de territoire, la nomination d'un fonctionnaire juif comme chef de l'administration locale, et la permission à la colonie de conserver toute liberté concernant la législation municipale, les affaires d'administration religieuse et celles purement intérieures. Une telle autonomie locale serait accordée à la condition que le Gouvernement de Sa Majesté ait le droit d'exercer un contrôle général.

Il est inutile de considérer, pour le moment, le détail des termes de la convention auxquels le pays serait accordé, si c'est sous la forme d'une vente ou d'un bail ; mais Son Excellence déclare qu'aucune partie des dépenses, faites pour la colonisation, ne devrait tomber à la charge du Gouvernement de Sa Majesté, et que ce dernier se réserverait la faculté de reprendre le pays, si l'établissement n'avait pas fait preuve de succès.

Je suis, Sir, votre très humble et dévoué serviteur.

(Signé) : Clément Hill

Voir Compte rendu du VI^e Congrès sioniste.

Edition de l'*Echo sioniste*, Paris, 1903, p. 24 et suiv et St.Pr. XI, K., p. 218.

1. Les sionistes ont improprement dénommé Ouganda le territoire qui leur fut offert et qui n'était en réalité que le plateau Guas Ngishu situé dans l'Afrique Orientale anglaise.

2. Voir St. Pr. VI, K. Discours de Greenbergg.

Argentine et surtout en Tripolitaine. Dans ces pays se seraient constitués autant de nids et de stations-forces susceptibles de préparer le peuple juif pour le retour en Palestine.

Malgré la triste misère et les atroces souffrances du peuple juif, malgré tous les avantages que comportait l'offre du gouvernement anglais, le projet d'une colonisation en Afrique Orientale se heurta avec violence aux sentiments palestino-philés de la plus grande partie du peuple juif, et fut brisé par l'explosion même de ces sentiments. La prudence et les précautions prises par les dirigeants sionistes pour éviter les malentendus et pour empêcher notamment qu'on crût à un abandon de la Palestine furent impuissantes à retenir l'élan populaire.

Le VI^e Congrès fut appelé à se prononcer sur la question. Il n'avait pas à opter entre la Palestine et l'Afrique Orientale, connue plutôt sous le nom d'Ouganda ; il devait seulement se prononcer sur la nomination d'une Commission, laquelle aurait eu à décider de l'envoi d'une mission d'exploration. Le Congrès se divisa en deux parties : d'un côté les partisans, de l'autre, les adversaires du projet africain. Les plus acharnés parmi ces derniers étaient justement la majorité des Juifs russes. Cependant, ce serait une erreur de croire que les ougandistes, comme on appelait les partisans du projet, inclinaient un seul instant, en faveur d'un abandon de la Palestine. « Le but reste immuable. Ce but s'appelle : Sion. Nous nous en tenons au programme de Bâle... jamais personne ne nous éloignera de lui », clamait énergiquement le Dr Max Nordau. L'Afrique Orientale n'était conçue par eux que comme un « asile de nuit » (le mot est de Nordau), un abri pour des centaines de milliers d'émigrants. « Pour ces centaines de milliers d'émigrants nous devons ouvrir un asile de nuit, avant de pouvoir leur indiquer une demeure défini-

tive (1). » Il n'était pas question d'une patrie pour les Juifs qui ne pouvaient ou ne voulaient s'assimiler, mais simplement de la concentration des émigrants qui par flots énormes quittaient les pays de l'Europe orientale. C'était une émigration qu'il ne s'agissait pas de provoquer, mais seulement de canaliser. Il n'entrait aucunement dans l'intention des partisans de l'Ouganda d'inciter les populations juives à quitter leurs pays respectifs pour s'établir en Afrique Orientale. Même si on nous accorde une Charte en Afrique Orientale nous ne provoquerons aucun mouvement d'émigration vers ce pays déclarait Th. Herzl (2). Dans le discours de clôture du VI^e Congrès il rappellera son engagement formel : « Nous ne donnerons pas à nos masses le signal de départ pour ce pays » (3).

Le nombre des orateurs inscrits sur cette question atteignit à un moment donné le chiffre de 112 sur un total d'environ 600 délégués (4). Ceux-ci étaient pleinement conscients de la solennité et de la gravité exceptionnelle du moment ; dans l'âme aussi bien des partisans que des adversaires du projet il se passait un véritable drame, car nul ne pouvait oublier les épouvantables souffrances des Juifs de l'Europe orientale qui demandaient un soulagement immédiat, mais non plus l'amour de Sion. » Je ne sais ce que vous éprouvez, disait dans son discours le Dr Tschlenow, un des plus ardents Zione-Zion (partisans uniquement de la Palestine), et adversaire du projet, mais je puis dire que depuis vendredi, le moment où j'ai appris pour la première fois l'existence du projet africain, il se joue dans mon cœur un drame

1. St. Pr. VI, K. p. 71.

2. *Ibid.* p. 117.

3. *Ibid.*, p. 339.

4. St. Pr. VI, K., p. 173.

très sérieux. Je sens que ce qui était enfoui au plus profond de mon âme, ce qui m'est saint et cher et me paraissait impalpable, vient d'être ici brusquement secoué et blessé. Je pense que plus d'un d'entre vous, camarades, partage ces tristes sentiments » (1). « Jamais peut-être de ma vie, je ne suis monté avec tant d'anxiété à la tribune qu'aujourd'hui... » déclarait le D^r Léopold Kalm, un des partisans du projet (2). D'autres délégués soutinrent la thèse que les électeurs n'avaient eu aucune connaissance du projet africain et que par conséquent les délégués n'avaient pas mandat pour se prononcer sans les avoir préalablement consultés (3).

Les efforts de Herzl et de ses amis aboutirent tout de même à la nomination d'une Commission avec charge d'examiner l'offre et d'envoyer une mission sur les lieux. 295 délégués se prononcèrent en faveur de la nomination de cette Commission et 178 contre sur un nombre total de 473 votants (4). Après ce vote les membres russes du Comité d'Action déposèrent sur le bureau une protestation signée et, après qu'elle fut eût été à la tribune, ils quittèrent la salle du Congrès suivis des adversaires du projet africain.

« Sans doute les « Zione-Zion » manquaient-ils de maturité politique et un simple souci de correction vis-à-vis du gouvernement anglais aurait-il dû leur dicter une attitude plus conciliante ; mais Herzl comprit tout ce que l'émotion soulevée par l'idée seule d'avoir à renoncer à l'idéal séculaire représentait de richesse morale et de chaleur d'âme ; il comprit que

1. St. Pr. VI, K., p. 161.

2. *Ibid.*, p. 196.

3. D^r Pasmanik. St. Pr. VI, K. p. 156 ; D^r Katzenelsohn, p. 160.

4. « Le Congrès institue une Commission qui devra examiner la question de la colonisation du territoire si généreusement offert par le gouvernement anglais. » Voir St. Pr. VI, K.

c'est précisément parce que « les plus profondes sources du sentiment commencent à sourdre, à bruire, à éclater tumultueusement quand on touche à la question de Sion (1) » qu'il avait pu un beau jour s'improviser mandataire du peuple juif ; que là, en fin de compte, était la raison d'être, la justification de sa mission. Il alla à eux, à ces Juifs russes gesticulants, à ces hommes qui, délégués par des villes toutes fumantes encore du sang des massacres, venaient de refuser la terre de refuge qui leur était offerte, et leur parla, non pour défendre son honneur et sa bonne foi, que nul ne mettait en doute, non pour obtenir une majorité qui lui était déjà acquise, mais comme un père à ses enfants, pour les rassurer et les convaincre (2). »

Pour bien affirmer que le vote émis par le Congrès ne signifiait nullement l'abandon du principe palestinien, Théodore Herzl dans le discours de clôture tint à proclamer une fois de plus son indéfectible attachement à la Palestine en répétant solennellement le vieux serment des Juifs exilés en Babylonie : « Si je t'oublie Jérusalem que mon bras droit se dessèche ! »

Après le VI^e Congrès l'agitation continua dans la presse et dans les réunions. On peut juger de la surexcitation des esprits du fait qu'il s'est trouvé un fanatique pour tirer deux coups de revolver à bout portant sur Max Nordau (au cours d'un bal organisé par les sionistes à Paris le 18 décembre 1903) en criant : « Mort à Nordau l'Africain ! » Par bonheur le chef sioniste ne fut pas atteint.

Les Zione-Zion se rassemblèrent à Charkow où ils décidèrent l'envoi d'une députation chez Herzl avec un ultimatum

1. Paroles de Nordau au VI^e Congrès.

2. Hagani, *op. cit.*, p. 195-196.

exigeant l'abandon du projet africain et de tous projets concernant des territoires autres que la Palestine et la Syrie. En cas de refus de la part de Th. Herzl, on était décidé à continuer l'agitation et à convoquer même un Congrès séparé avant la réunion du VII^e Congrès sioniste. Herzl expliqua à la députation qui vint le trouver à Vienne, que dans sa pensée l'Afrique Orientale ne devait servir qu'à former des colons en attendant des conditions favorables pour le transfert en Palestine. Il va sans dire qu'il ne voulut rien entendre d'un ultimatum.

L'entente se fit pourtant au cours de la réunion du Grand Comité d'Action qui dura quatre jours du 11 au 13 août 1904. Les Zion-Zion ne cessèrent d'exiger de la part de Herzl des preuves qu'il n'était pas du tout dans son intention de renoncer à la Palestine. Par le vote de confiance donné au Comité d'Action, l'organisation sioniste se trouvait de nouveau unifiée. La cause palestinienne était virtuellement gagnée. Quel qu'eût été l'avis ultérieur de la Commission nommée par le VI^e Congrès le principe palestinien demeurerait intangible.

La Commission envoya sur les lieux une mission composée d'un Anglais, le Major A. St. Hill Gibbons, de l'Allemand Alfred Kaiser et du Russe N. Wilbusch. Le VI^e Congrès n'ayant pas eu soin de voter un crédit pour cette mission il fut difficile de trouver l'argent nécessaire et c'est en fin de compte un chrétien qui le fournit. Après six semaines d'études du plateau Guas Ngishu situé dans l'Afrique Orientale anglaise la mission déposa son rapport (1). Seul le Major Gibbons s'y déclarait favorable à la colonisation ; Kaiser faisait bien des réserves et Wilbusch était nettement défavorable.

1. Report on the Work of the Commission sent out by the Zionist organization to examine the territory offered by H. M. Government to the Organization for the purposes of a Jewish settlement in British East Africa. May, 1905, Jyar, 5665.

Le Gouvernement anglais s'empresse d'offrir un autre territoire : le Tanaland ; cette fois l'offre fut refusée d'emblée. L'agitation se calma au VI^e Congrès.

La discussion sur l'Ouganda fut définitivement close par le vote d'une motion faisant connaître la volonté inébranlable du Congrès d'exclure toute action colonisatrice dans un pays autre que la Palestine, notion dont voici exactement les termes : « Le VII^e Congrès déclare : 1^o L'organisation sioniste s'en tient fermement au principe fondamental du programme de Bâle savoir : « La création d'une patrie garantie par le droit public pour le peuple juif en Palestine », et décline — aussi bien comme but que comme moyen — toute action colonisatrice en dehors de la Palestine et des pays avoisinants ; 2^o Le Congrès décide : d'exprimer sa plus profonde gratitude au gouvernement de Sa Majesté Britannique pour l'offre d'un territoire dans l'Afrique orientale anglaise aux fins de colonisation par des Juifs qui y auraient joui de droits autonomes. Après l'envoi d'une Commission pour explorer le territoire, et le dépôt de son rapport, le Congrès décide que l'Organisation sioniste ne peut plus s'occuper désormais de cette proposition. Le Congrès porte avec satisfaction à la connaissance publique que le Gouvernement britannique a bien voulu prêter son concours à la solution de la question juive ; il exprime l'espoir que le Gouvernement britannique donnera son appui à la cause sioniste de façon à ce que le programme de Bâle soit intégralement sauvegardé ; 3^o Le VII^e Congrès rappelle avec insistance que suivant le paragraphe premier des Statuts « l'organisation sioniste comprend seulement les Juifs qui acceptent le programme de Bâle (1) ».

Dans le discours de clôture du VII^e Congrès, David Wolffsohn redit encore que sur le tombeau de Herzl, le jour de l'enterrement du grand chef, il avait répété pour tous les sionistes du monde l'antique serment : « Si je t'oublie Jérusalem que ma droite se dessèche ! Nous voulons le répéter ici, ajouta-t-il, et toujours penser à Jérusalem et ne jamais oublier ni Sion, ni Herzl (1). »

Quelques délégués au VII^e Congrès, dont Israël Zangwill, demandèrent qu'on ne rompît pas les pourparlers avec l'Angleterre afin de s'entendre avec celle-ci pour la concession d'un autre territoire. Voyant qu'il ne réussissait pas à faire admettre ses idées Zangwill prévint le Congrès qu'il se réservait d'intervenir à la prochaine réunion des actionnaires de la Banque coloniale juive, l'instrument financier du sionisme pour demander les crédits nécessaires à la réalisation de son idée : un pays de refuge pour les Juifs sur un territoire qui serait offert par l'Angleterre.

Après le VII^e Congrès, Israël Zangwill et les quelques partisans de ce projet se détachèrent de l'Organisation sioniste et fondèrent une association plutôt philanthropique : Jewish territorial organisation (J. T. O. ou Ito).

Les itoistes étaient tout d'abord partis de l'idée que l'Etat juif ne pouvait se créer qu'en Palestine, mais qu'en attendant il fallait pour le peuple juif un abri où il serait en sécurité. Mais ils ne tardèrent pas à s'éloigner du but primitif et la tendance de l'Ito devint un principe définitif. La Banque coloniale ayant refusé à Zangwill les crédits nécessaires à son entreprise, le chef itoiste lui fit un procès devant les tri-

bunaux anglais (1). Zangwill avait une arme entre les mains : les statuts de la Banque ; ceux-ci ne limitaient pas le champ de ses opérations seulement à la Palestine et à la Syrie. Le procès fut long et coûteux. Il fallut en fin de compte changer les statuts de la Banque.

Le territorialisme, tel fut le nom du courant à la tête duquel se trouvait Zangwill, n'aboutit à aucun résultat. L'organisation Ito aida simplement à régulariser l'émigration, à diriger un certain nombre de Juifs vers le travail de la terre au Canada et ailleurs. Quant au territoire, il ne put jamais fixer son choix d'une façon définitive. Parmi les derniers projets il fut question de la Cyrénaïque et de la Mésopotamie. En envisageant ces pays, le Territorialisme se rapprochait involontairement de la Palestine. En 1917, lors de la déclaration Balfour, Israël Zangwill se rallia de nouveau au sionisme. Au cours de sa séance du 13 novembre 1917 présidée par Zangwill, le Comité central de l'Organisation territoriale juive décida d'envoyer ses félicitations au gouvernement anglais. Il adopta la résolution suivante qui fut adressée au Foreign Office : « L'Organisation territoriale juive, qui a été créée en vue d'obtenir un territoire sur une base d'autonomie pour les Juifs qui ne peuvent pas ou ne veulent pas rester dans les pays où ils habitent à présent, se déclare prête à collaborer avec les sionistes pour l'élaboration d'un plan de développement de la Palestine, conformément à son programme. »

1. Voir St. Pr. VIII, p. 163.

SECTION VIII

L'œuvre sioniste en Palestine

§ 1. — INSTITUTIONS DIVERSES

L'Organisation sioniste a fondé de nombreuses institutions pour le développement économique et intellectuel de la Palestine. La plus populaire de toutes est sans conteste : le *Fonds National Juif* (F. N. J.) en hébreu Keren Kayemeth Leisrael. Ce fonds est destiné à l'achat en Palestine de terres qui doivent rester éternellement la propriété inaliénable du peuple juif. Le premier qui donna l'idée de la création d'un pareil fonds fut le professeur *Hermann Schapira*, de l'Université de Heidelberg. Il développa son projet au Congrès sioniste réuni en 1897 à Bâle (1). L'idée ne fut adoptée que par le V^e Congrès en 1901. Ses revenus proviennent uniquement de dons la plupart du temps très modiques, allant fréquemment jusqu'à un ou deux sous. Les revenus du F. N. J. se sont considérablement accrus pendant la guerre. D'où en 1914 le montant des dons et collectes ne dépassait pas 600.000 francs, on avait recueilli en 1917 : 1.747.278 francs, en 1918 : 2.245.799 francs (2).

Le F. N. J. en dehors de l'achat de terres a contribué à la fondation de nombreuses entreprises. En vue du reboisement de la Palestine il a fait planter des dizaines de mille arbres sur les domaines de *Hulda* et *Ben Schemen*. Les revenus de cette forêt, qui porte le nom de la forêt *Herzl*, devront servir

1. Voir St Pr. I. K. p.

2. Voir, *le Peuple juif* du 14 mars 1919.

à entretenir des écoles supérieures en Palestine et notamment une Université juive.

Le F. N. J. a participé à la fondation de colonies coopératives selon le système du professeur *Oppenheimer* et dont la plus importante est la colonie *Merhavia*. Sur le même modèle que celle-ci furent créées les colonies : *Dagania*, *Kinereth* et *Sedjera*.

Grâce au concours financier du F. N. on put bâtir à Jaffa un quartier moderne : *Tel Aviv* (la colline du printemps), qui se compose d'une centaine d'habitations pourvues de tout le confort moderne. Dans ce quartier il y a une rue Herzl, une rue Nordau, un boulevard Rothschild, etc. Un quartier semblable fut construit à Haïfa.

Le Fonds National juif s'est occupé en outre de la construction de maisonnettes pour les Juifs immigrés du Yémen. Le F. N. subventionne un grand nombre d'institutions.

L'Organisation sioniste a pensé au développement du crédit en Palestine. La première banque sioniste : *le Jewish Colonial Trust*, dont la fondation fut décidée par le II^e Congrès et qui commença à fonctionner en 1899 est une société anonyme, avec siège à Londres, au capital nominal de cinquante millions de francs dont sept seulement avaient été effectivement versés jusqu'en 1914. Dans les dernières années une énergique campagne a été menée pour la vente des actions de la Banque. Celle-ci est peut-être la plus populaire banque du monde ; elle compte plus de 140.000 actionnaires.

Elle fut créée dans un but politique comme nous le verrons dans notre quatrième partie. Dans un but pratique furent fondées deux autres institutions qui sont des institutions filles de la Banque coloniale juive : *l'Anglo Palestine Company* (1903) au capital de 2 millions et demi de francs et *l'Anglo-*

Levontine Banking Company, de date plus récente, à Constantinople. L'Anglo Palestine Company possède des succursales à Jérusalem, Hébron, Haïfa, Safed, Tibériade et Beyrouth. Son mouvement financier fut en 1912 de 384 millions de francs. Elle a su créer parmi les paysans juifs des unions mutuelles de crédit qui leur rendent de grands services (1).

Mentionnons encore une institution créée par l'Organisation sioniste : la *Palestine Land Development C. Ltd.*, qui s'occupe de l'achat, du lotissement, de l'assainissement et de l'administration des terres qu'elle acquiert pour son compte ou celui de particuliers.

En fait d'établissement scolaires les sionistes possèdent en Palestine, entre autres, deux lycées où l'enseignement se fait exclusivement en hébreu : l'un à Jérusalem, l'autre et le plus ancien à Jaffa. Ce dernier comptait à la veille de la guerre 600 élèves. Pour contribuer à la création d'un art juif, aussi bien que pour donner un gagne-pain à de nombreuses familles qui vivent de l'aumône, l'organisation sioniste a fondé à Jérusalem une école d'arts et métiers, *Bézalel*. En 1914 Bézalel occupait plus de 400 élèves. En 1918, le professeur Weizmann a posé la première de la future Université qui s'élèvera sur le mont Scopus à Jérusalem.

Cette énumération d'institutions fondées par l'Organisation sioniste n'est pas limitative ; nous l'avons faite simplement à titre d'indication. Les institutions de toutes natures : économiques, sociales, etc., créées, soit par l'Organisation sioniste, soit par d'autres organisations juives telles que :

1. Voir sur l'activité de cette institution le rapport publié en 1913 à l'occasion du dixième anniversaire de sa fondation : *Bericht über die Tätigkeit der A. P. C. und ihrer Filialen in den Jahren, 1903-1913*. London-Jaffa, 1913.

l'Alliance Israélite Universelle, la Jewish Anglo Association, le Hilfsverein der deutschen Juden, etc., ou par de simples particuliers sont beaucoup plus nombreuses. Si un Etat quelconque possédait dans un pays la moitié de ce que les Juifs possèdent en Palestine, il n'hésiterait certainement pas à émettre des prétentions à la possession de ce pays ou tout au moins à réclamer des privilèges. Les Juifs ont des *intérêts* considérables en Palestine surtout si l'on ajoute les 40 villages juifs dont nous allons dire tout à l'heure quelques mots. S'appuyant sur ces *intérêts*, ils peuvent légitimement prétendre à jouer un rôle dans les affaires de ce pays. Mais ils n'auraient *aucun intérêt* en Palestine, ils n'en conserveraient pas moins le droit absolu à rentrer en sa possession.

§ 2. — LES VILLAGES JUIFS

Les premiers pionniers juifs eurent beaucoup à souffrir au début du manque de connaissances techniques et de l'ignorance des conditions du pays (1). Presque sans idée de ce qu'est l'agriculture, en proie au paludisme, ignorant la langue et les usages du pays, sans protection aucune, avec de faibles ressources par rapport aux difficultés énormes auxquelles ils durent faire face, il leur fallut toute l'ardeur de leur enthousiasme et de leur foi pour continuer à demeurer en Palestine. Voici quelques faits qui nous aideront à comprendre la nature des difficultés rencontrées par ces pionniers. La colonie *Rischon-le-Zion*, fut bâtie sur un terrain composé pour 96 0/0 de sable et manquant d'eau qu'il fallait aller chercher dans la colonie voi-

1. Consulter à ce sujet : Paul Dimidow, *Wo hinaus? Bambus, Die jüdischen Dörfer in Palestina*. Dr J.-B. Sapir, *Der Zionismus*.

sine de *Mikweh Israël*. Et c'est sur un semblable terrain qu'ils s'étaient proposés de faire de l'agriculture. A *Chédéra* les colons vécurent quelques années dans des cabanes de terre ou de bois et durent déblayer le terrain de pierres. A *Sichron Jacob*, les habitants finirent par épuiser complètement leurs ressources et se virent jusque dans l'obligation de mettre en gage les rouleaux sacrés de la Thora pour se procurer une Medjidia par famille. La malaria fit en outre de nombreuses victimes parmi eux, à tel point que le cimetière de ce jeune village, contient, dit-on, plus de tombeaux qu'il n'y a actuellement d'habitants.

Sans les secours prodigués principalement par le baron *Edmond de Rothschild* (1), qui mérite de ce fait la reconnaissance de tous, les colonies juives auraient probablement sombré dans la maladie et la misère. Le baron envoya des agents en Palestine et grâce à son aide les colonies purent se développer. Malheureusement l'administration du baron tua, dans les colons, le merveilleux esprit dont ils avaient fait preuve lors de leur arrivée dans le pays. Le système philanthropique ne peut jamais donner des conséquences satisfaisantes. Le moral des paysans juifs, dont certains avaient fini par se considérer comme des pensionnaires à Rothschild, ne changea que du jour où le sionisme politique pénétra les colons de son souffle vivifiant.

Les fermes et les plantations que le Fonds National Juif et la Palestine Development Company ont créé « en Judée, en Samarie et en Galilée, où de nombreux ouvriers juifs s'entraînent au métier agricole, sont devenus des foyers de renaissance, d'où rayonne le plus ardent esprit national. Cet

1. On estime à environ 70 millions de francs le capital employé par le baron de Rothschild en Palestine. Plus que jamais le baron de Rothschild est décidé à encourager la colonisation palestinienne.

esprit s'est communiqué aux jeunes générations des colonies environnantes, et, sous l'influence inconsciente des enfants, il a gagné les parents, de sorte qu'en l'espace de quelques années toute l'atmosphère des vieilles colonies a subi une transformation radicale. La flamme de l'enthousiasme national s'est réveillée. Le scepticisme a fait place à l'espoir et à la confiance en l'avenir; les colons ont compris qu'ils ne sont plus les tristes épaves d'une expérience colonisatrice prématurée et avortée, mais qu'ils sont devenus les pionniers, l'avant-garde d'un mouvement mondial, qui a attendu son heure, pour marcher maintenant, lentement mais irrésistiblement vers Sion. La conscience de ce mouvement mondial convergeant, avec tous ses espoirs, vers un but unique et se concentrant autour du premier noyau de vie nationale représenté par nos colonies en Palestine, a imprégné les colons du sentiment profond de leur responsabilité et leur a rendu cette confiance en eux-mêmes qu'ils avaient perdue sous la bienveillante tutelle de leurs philanthropes protecteurs (1). »

Actuellement il existe plus de 40 villages juifs en Palestine.

Voici un tableau complet de ces colonies avec la date de leur fondation, la superficie en ares, la population et le genre de culture, tableau dressé pour l'année 1914 (2).

1. Tolkowsky, *op. cit.*, p. 19.

2. Nous reproduisons ce tableau d'après la brochure *Syria an economic survey*, by Dr Arthur Ruppin, New-York, 1918, pp. 29 à 31.

I. — *En Judée*

Nom	Année de la fondat.	Superf. ares	Populat.	Princip. produit
1. Mikveh Israël	1870	2.612	100	Vin, oranges, légumes, céréales, lait.
2. Rischon l'Zion.....	1882	10.926	1.500	Vin, oranges, amandes.
3. Wadi-el-Chanin....	1882	2.390	200	Oranges, vin, amandes.
4. B'er Jacob.....	1908	2.040	150	Amandes.
5. Rechoboth	1890	14.193	1.100	Vin, oranges, amandes, olives.
6. Ekron.....	1884	13.000	360	Céréales, lait, olives, amandes.
7. Katrah (G'derah)...	1885	5.970	180	Amandes, vin, céréales.
8. Kastinieh.....	1896	5.623	170	Céréales, amandes.
9. Ruhamah (Djemamah)	1911	6.000	30	Amandes (ferme).
10. Pétach-Tikwah	1878	23.870	3.300	Oranges, vin, amandes, olives, eucalyptus, cé- réales.
11. Aïn-Gannim.....	1903	762	200	Légumes, oranges, euca- lyptus.
12. Kfar Malal.....	1912	4.220	20	Amandes.
13. Kfar Saba.....	1892	7.231	100	Amandes, olives, euca- lyptus.
14. Ben Schemen.....	1906	2.329	120	Olives, amandes, lai- terie.
15. Hulda.....	1909	1.973	30	Olives, amandes (ferme)
16. Kfar Uriyey.....	1912	4.800	30	Amandes, olives (ferme)
17. Artuf.....	1896	4.727	150	Amandes, lait.
18. Mozah (près Jérusa- lem).....	1894	750	40	Vin, olives.

II. — *Samarie*

19. Houdeirah.....	1891	32.500	300	Céréales, oranges, oli- ves, eucalyptus, aman- des.
20. Hephtsibah.....	1903	5.908	20	Oranges, amandes.
21. Kerkur.....	1913	15.500	50	Amandes, oranges, cé- réales.

Nom	Année de la fondat.	Superf. ares	Populat.	Princip. produits
22. Sichron Jacob.....	1882	30.668	1.000	Vin, céréales, amandes, oranges, olives.
23. Schveyah.....	1891	6.016	50	Céréales, amandes, vin.
24. Um el Djemal.....	1891	7.642	80	Céréales, lait, amandes.
25. Atlit.....	1909	6.800	80	Céréales.
26. Merhaviah.....	1911	9.415	100	Céréales, amandes, lai- terie.
27. Sedjerah.....	1899	17.720	200	Céréales, olives, forêt de chênes.
28. Mes'chah.....	1902	10.120	250	Céréales.
29. Yemmah.....	1902	23.290	300	Céréales.
30. Poriah.....	1911	3.545	50	Amandes, olives, euca- lyptus.
31. Ramah.....	1913	5.000	30	Amandes, olives.
32. Bedjen.....	1904	5.681	50	Céréales.
33. Mizpah.....	1908	2.941	50	Céréales.
34. Kinereth.....	1908	9.000	100	Céréales, légumes, oran- ges, amandes.
35. Daganiah.....	1909	3.073	30	Céréales, légumes, aman- des, oranges.
36. Migdal.....	1910	6.000	50	Céréales, légumes, lait, amandes, oranges.
37. Bethaniah.....	1913	600	30	Bananes, fruits.
38. Melhamiyeh.....	1902	8.477	100	Céréales.
39. Rosh Pinah.....	1882	41 987	700	Céréales, amandes.
40. Mischmar-Hayarden	1890	7.569	100	Céréales.
41. Yessod ha-Maalah..	1883	12.228	160	Céréales.
42. Metullah.....	1896	16.731	300	Céréales.
43. Ain Seitun.....	1891	6.016	30	Vin, olives.

Le nombre total des habitants juifs de ces colonies étaient en 1913 de 7.499. La valeur totale des diverses plantations s'élevait à la même date à 17 millions de francs (1).

Les villages juifs sont dotés d'écoles, parfois d'hôpitaux, pharmacies, bibliothèques, salles de lecture, etc. Ils ont médecins et sages-femmes. La sécurité de ces villages est

1. Ruppin *op. cit.*, p. 31.

pour la plupart du temps assurée par des jeunes gens (Haschomrim, gardiens) venus souvent en Palestine dans l'intention de remplir cette fonction qui demande beaucoup de courage par suite des incursions fréquentes des Bédouins. Plus d'un d'entre ces vaillants jeunes gens sont tombés pour la défense des biens des colons juifs.

Le développement de la colonisation juive en Palestine. c'était le commencement de la reprise de possession pacifique et de fait de la Palestine par les Juifs. La guerre de 1914-1918 devait permettre aux Juifs des pays alliés de contribuer par les armes, à la délivrance du sol de leur antique patrie.

SECTION IX

L'effort militaire

Pendant qu'ils combattaient dans les rangs des armées alliées, les centaines de mille de soldats juifs appelaient de tous leurs vœux en même temps, qu'un traitement humain dans les pays de l'exil, la réalisation de l'idéal presque bimillénaire du peuple juif de se voir remettre en possession de la terre ancestrale. Beaucoup de soldats juifs continuaient même de leurs tranchées à adresser leurs cotisations aux organisations sionistes. Si on avait donné aux soldats juifs, aussi bien à ceux qui se trouvaient dans les rangs alliés qu'à ceux qui faisaient loyalement leur devoir dans les armées des puissances centrales, le choix entre combattre en Europe et lutter en Asie pour délivrer Jérusalem, nul doute que la très grande majorité des soldats juifs n'eussent préféré combattre sous le drapeau bleu-blanc pour reconquérir la Palestine.

En France quelques milliers de Juifs étrangers s'engagèrent dès les premiers jours du mois d'août 1914 dans la Légion étrangère et participèrent aux plus durs combats. Le geste de la plupart de ces engagés avait une double signification : témoigner leur reconnaissance pour la France qui la première avait émancipé les Juifs, et par leurs sacrifices hâter la restauration de la patrie juive en Palestine. Le drapeau bleu-blanc avec lequel ils se rendirent en groupe aux *Invalides* en 1914 s'y trouve actuellement à côté des autres drapeaux des volontaires étrangers.

Les jeunes juifs qui avaient quitté la Palestine lors de l'entrée en guerre de la Turquie constituèrent en décembre 1914 à Alexandrie, sous l'impulsion du sioniste bien connu Jabotinsky, un régiment (Zion Mule Corps) commandé en hébreu et dont le but était de contribuer à délivrer la Palestine du joug turc. Ce régiment combattit vaillamment aux Dardanelles sous le drapeau anglais. En même temps en Angleterre on autorisa la formation d'un régiment exclusivement juif. Chaque soldat juif pouvait demander son transfert dans ce régiment. Quelques détachements de volontaires formés en Amérique furent envoyés en Angleterre.

Après l'occupation de la Palestine, malgré le faible contingent de la population juive de ce pays, un certain nombre de jeunes gens s'engagèrent dans l'armée anglaise. « En juin dernier (1917) quand le gouvernement britannique a enfin autorisé le recrutement des volontaires juifs en Palestine, Jérusalem et Jaffa, pourtant vidées en bonne partie par le typhus et les déportations, ont fourni près d'un millier d'hommes ; Palestiniens, Yéménites, Persans, Marocains, Balkaniques, Boukhariotes, Egyptiens d'origine ont donné leur appoint au contingent (1). » Dans le discours qu'il prononça

1. Sylvain Lévy. *Une renaissance juive en Judée*, p. 21.

lors du passage à Paris d'une mission sanitaire des sionistes d'Amérique, qui allait en Palestine, M. Tardieu haut commissaire pour les affaires franco-américaines ne manqua pas de rappeler ce fait. « Nous vous souhaitons dit-il une activité pleine de succès dans le pays où votre cœur vous porte, sur cette terre antique et sacrée où les volontaires juifs combattent en ce moment contre l'ennemi commun. (1) »

Les Juifs participèrent donc directement à la délivrance de la Palestine du joug turc. En trop petit nombre, dira-t-on, infime, négligeable. Oui, mais en vertu de l'idée du *front unique*, leur participation à la guerre par centaines de mille, en Russie, en Roumanie, en Macédoine, en France, etc., leur donne *absolument le même droit que s'ils avaient combattu dans la presqu'île de Sinaï et en Palestine*. La conquête de la Palestine n'est pas seulement l'œuvre des Anglais mais celle des Alliés. Les Juifs doivent avoir pleine conscience de ce fait qu'ils ne reçoivent pas un *don* ; mais qu'ils obtiennent ce qui leur est *dû* en vertu de leur droit imprescriptible comme en vertu des énormes sacrifices qu'ils firent pendant la guerre de 1914-1918, malgré les atroces souffrances qui leur furent infligées.

C'est la tête haute qu'ils devront retourner dans leur antique patrie.

1. *Bulletin Sioniste*, n° 7-8, 1918.

CHAPITRE IV

L'esprit de retour connu du monde non juif et encouragé par lui

La chrétienté tout entière a toujours été au courant des aspirations messianiques des Juifs. L'Eglise n'a pas cessé de tenter de leur faire accepter l'idée que le Messie était déjà arrivé et que leur attente était vaine. En outre l'effervescence causée dans les masses juives par les faux Messies ne pouvait pas échapper à l'attention des gouvernants et des peuples chrétiens non plus qu'à celle des gouvernants et des peuples musulmans. Pour n'en citer qu'un exemple, la renommée de Sabbataï Cevi, dont nous parlons plus haut, s'était répandue dans toute l'Europe. Un savant allemand de Londres, Henri Oldenburg écrivait à Spinoza (décembre 1665) : « Ici le bruit court que les Israélites disséminés depuis plus de deux mille ans, retourneront prochainement dans leur patrie (1). »

Vers le milieu du xvii^e siècle, la Hollande devint un centre de recherches scientifiques. Bien des chrétiens se mirent à étudier non seulement la Bible, mais même les écrits rabbiniques, en particulier les ouvrages de Manassé Ben Israël. Beaucoup de mystiques chrétiens croyaient proche l'époque messianique que devait précéder la reprise de possession de

la Terre Sainte par les Juifs après réunion avec les dix tribus perdues. Manassé recevait de nombreuses lettres de mystiques chrétiens qui se réjouissaient de la future gloire d'Israël.

Vers la fin du xvii^e siècle le chrétien danois Oliger Pauli dépensait de grandes sommes pour rendre possible aux Juifs le retour dans leur ancienne patrie. Il s'adressa à cet effet à Guillaume III d'Angleterre et au Dauphin de France.

C'est en Angleterre que la question du retour du peuple juif en Palestine fut le plus agitée.

L'opinion des théologiens anglais du xvii^e concernant l'avenir des Juifs, était que ceux-ci cesseraient d'être disséminés et retourneraient dans leurs anciens pays où ils adopteraient tous le christianisme (1). L'idée du retour des Juifs en Palestine était liée à celle de leur réadmission en Angleterre d'où ils avaient été chassés en 1290 ; on pensait que la dispersion des Juifs devait être complète, et que puisqu'il y en avait dans tous les autres pays, il devait s'en trouver aussi en Angleterre ; ce n'est qu'ensuite que le retour en Palestine deviendrait possible. « Les idées de réadmission et de restauration dit M. Sokolow, formèrent originairement un seul courant en Angleterre avant de se séparer en deux courants distincts mais parallèles. La réadmission cependant devint un résultat immédiat et pratique, tandis que la restauration était laissée pour le futur (2). »

Bien des théologiens anglais du xvii^e siècle prêchèrent avec enthousiasme l'idée du retour : Parmi ceux-ci nous citerons Thomas Newton, archevêque de Bristol, Edward King, James Bicheno qui a écrit un livre intitulé : *The Restoration of Jews*, paru en 1800 (3), le pasteur John Gill, le Rev. Hunter qui

1. Sokolow, *op. cit.*, vol. I, p. 53.

2. *Ibid.*, p. 54.

3. *Ibid.*, p. 88.

disait que les esprits distingués reconnaissaient généralement que les écritures garantissaient le retour des Juifs dans leur pays propre (1).

Au début du xix^e siècle il convient de citer Thomas Witherby. Celui-ci considérait « comme un devoir sacré de l'humanité d'aider cette ancienne nation déshéritée à reconstruire un foyer national pour ceux de ses membres qui voyaient la nécessité d'un tel foyer et qui étaient enclins à s'y transporter (2). » Avec Lord Shaftesbury nous entrons dans la phase des projets politiques sérieux. Etant vice-consul à Jérusalem il écrivait le 24 juillet 1838 dans son journal : « Je suis ardemment intéressé au sujet des espoirs et des destinées du peuple juif. Tout semble mûr pour le retour en Palestine ; la route des rois de l'Est est préparée. Si les cinq puissances occidentales pouvaient garantir la sécurité de la vie et des biens à la race hébraïque, les Juifs reviendraient en masse, de plus en plus nombreux, et alors avec la bénédiction de Dieu je préparerai un document, je le fortifierai par toutes les preuves à l'appui que je peux accumuler et me confiant à la sagesse et à la bonté du Très Haut je le soumettrai au secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères (3). » C'était, observe M. Sokolow, la formule du programme de Bâle : « la garantie des puissances. » Lord Shaftesbury se proposa de soumettre son plan à lord Palmerston. Au sujet des intentions de Lord Shaftesbury voici l'article qu'écrivait le *Times* le 17 août 1840 : « Syrie. Restauration des Juifs. La proposition d'établir le peuple juif dans le pays de leurs pères sous la protection des cinq puissances n'est plus une simple question spéculative, mais une sérieuse considération politique. Dans un journal ministériel du 31 juillet, a

1. Sokolow, *op. cit.*, vol. I, p. 88.

2. *Ibid.*, p. 94,

3. *Ibid.*, p. 123.

paru un article qui reflète toutes les caractéristiques d'un homme sentimental sur cette question profondément intéressante. Cependant il a été réservé à un noble seigneur opposé au ministre de Sa Majesté de s'occuper du sujet d'une manière pratique et gouvernementale, et il a établi le questionnaire suivant : 1° Quel est le sentiment des Juifs sur la question de leur retour en Terre Sainte ? 2° Les Juifs propriétaires seraient-ils enclins à retourner en Palestine, y apporter leur capital et en faire emploi dans la culture de la terre, si, grâce à la loi et à la justice, la vie et leurs propriétés leurs étaient garanties ? 3° Quand se sentiraient-ils prêts pour le retour ? 4° Retourneraient-ils entièrement à leurs propres frais, sans autres garanties que celles de la sécurité de leur personne et de leurs biens ? 5° Se contenteraient-ils de vivre sous le gouvernement du pays, tel qu'ils le trouveraient là-bas, leurs droits et leurs privilèges leur étant assurés par la protection des puissances européennes ? Que les réponses qui nous seront adressées soient aussi claires et détaillées que possible (1). »

Peu de temps après un mémoire concernant le retour en Palestine paraissait dans la presse. Il s'exprimait comme suit : « Avoir fourni aux Juifs l'occasion de retourner en Palestine s'ils le désirent, et d'y demeurer là-bas en paix et sécurité, constituera plus tard un des plus brillants joyaux de la couronne d'Angleterre, Cyrus, pour avoir permis aux Juifs d'aller à Jérusalem, fut honoré par un monument éternel dans toutes les pages qui ont été inspirées plus tard par cet événement. La Grande-Bretagne ne manquera pas de recueillir une récompense aussi digne et aussi honorable pour un acte illuminé de la même bienveillance(2). »

1. Sokolow, *op. cit.*, vol. I, p. 128.

2. *Ibid.*, p. 129.

En 1876 lord Shaftesbury écrivait un article sur le sionisme où il s'exprimait comme suit : « N'y a-t-il pas d'autres destinées pour la Palestine que de rester isolée ou de devenir l'apanage d'une puissance étrangère et ambitieuse ? Le pays demande des capitaux et des bras. Les Juifs peuvent donner les deux... Il est réservé à l'Angleterre de favoriser l'établissement des Juifs en Palestine. La nationalité des Juifs existe. L'esprit de cette nationalité est resté vivant pendant trois mille ans, mais la forme extérieure lui manque toujours. Une nation a toujours besoin d'un sol (1). »

Nous avons déjà dit qu'un chrétien, sir Oliphant, était le premier intervenu pour secourir les colonies juives fondées en Palestine aux alentours de 1880. Sir Oliphant s'intéressa beaucoup à la question de la colonisation de la Terre Sainte par les Juifs. Après un voyage d'études, en 1879, il fit des démarches pour obtenir une concession du gouvernement turc, mais il échoua dans son projet. Dans un livre qu'il publia en 1882 : *La Terre de Gilead*, il propose le rachat de la Palestine et sa colonisation par les Juifs. Il sut intéresser à la question le ministre français Waddington et des hommes politiques anglais.

Nous citerons encore en Angleterre George Eliot, laquelle dans son roman *Daniel Deronda*, paru en 1876, montre le héros, Deronda, poursuivant l'idéal juif de la reconstitution en nation égale aux autres. Du même esprit sioniste sont inspirées deux œuvres de Lord Beaconsfield : *Alroy* et *Tancred*.

En France, le huguenot Isaac La Peyrère écrivait dans son *Traité du Rappel aux Juifs* (1643), que ceux-ci devront être rappelés de tous les coins du monde où ils sont disséminés pour retourner en Palestine. Le roi de France a pour mission

1. Sokolow, op. cit., vol. I, 206.

en qualité de fils aîné de l'Eglise de ramener dans la Terre Sainte le peuple d'Israël, qui est le fils aîné de Dieu (1).

Le maréchal prince de Ligne (1753-1814) adressa à l'empereur Joseph II d'Autriche un « Mémoire sur les Juifs » où il demandait « que quelqu'un de ceux qui sont en Turquie fût assez habile pour prendre du crédit auprès du grand seigneur, qui leur rendrait le royaume de Judée, où ils se conduiraient sûrement mieux qu'autrefois... Les Juifs auraient retrouvé leur patrie, seraient obligés d'y faire fleurir les arts, l'industrie, l'agriculture et le commerce de l'Europe. Jérusalem, petit trou horrible à présent qui fait mal au cœur aux pauvres diables de pèlerins qui y vont de temps en temps, redeviendrait une capitale superbe. On rebâtirait le temple de Salomon sur ses ruines... On fixerait les eaux du torrent de Cédron qui fournirait des canaux de circulation et d'exploitation...

Je conçois très bien l'origine de l'horreur qu'inspirent les Juifs, mais il est temps que cela finisse. Une colère de dix-huit cent ans me paraît avoir duré assez longtemps (2). »

Lors du siège de Saint-Jean-d'Acre (1799), Napoléon Bonaparte lança un appel aux Juifs d'Asie et d'Afrique leur demandant de se grouper sous son drapeau, leur promettant de leur donner la Terre Sainte et « de restaurer l'ancienne Jérusalem dans son antique splendeur (3). »

Ernest Laharanne, secrétaire de Napoléon III n'était pas

1. Graetz, vol. V, p. 164. Voir aussi : *Aperçu historique sur le sionisme*, par E. F. Braunstein. Paris, 1917, p. 13.

2. E.-F. Braunstein, *op. cit.*, p. 18-19.

3. « Ce n'est pas seulement pour rendre aux Juifs leur Jérusalem que Bonaparte a conquis la Syrie ; il avait de plus vastes desseins ; et peut-être le parti le plus glorieux et le plus salutaire qu'il puisse tirer de l'expédition d'Egypte, est-il en effet de marcher sur Constantinople pour jeter l'épouvante dans Vienne et dans Pétersbourg, *Moniteur* du 9 Messidor, an VII (1799) p. 1137 (David).

moins catégorique dans son plaidoyer pour « la reconstitution de la nationalité juive ».

« Mais dans cet arrangement de la question orientale, nous avons ménagé sa page à la Palestine, pour demander avec elle au monde et aux conciliateurs des peuples, si l'antique Judée ne pourrait pas de nouveau prendre sa place et son nom sous le soleil.

« A diverses époques cette question a été mise en avant ; on a parlé du rachat de la Palestine par les financiers juifs, aujourd'hui répandus dans tout l'univers, ou bien du rachat par souscription, ce qui eût été plus noble et plus digne. On ne sait pas pourquoi ces patriotiques projets ont avorté. Pourtant ce n'est pas de l'indifférence, car au souvenir de l'antique patrie, bien des larmes ont coulé des yeux des Israélites, bien des cœurs ont battu chez eux, en songeant à la terre des ancêtres. »

.....

« Quelle puissance s'opposerait à ce que les Israélites, réunis en Congrès délibérassent et arrêtaient le rachat de la mère-patrie. Qui s'opposerait à ce qu'ils jetassent à la face du Turc, décrépît, des monceaux d'or, en lui disant : Rends-moi mes foyers et va consolider avec cet or ce qui te restera d'Empire » (1). Et il lance ce vibrant appel aux Juifs : Vos capitaux feront revivre les vallées improductives, votre travail et votre industrie obligeront la terre à se couvrir de verdure. En avant Juifs de tous les pays ! L'antique patrie vous appelle.

En Suisse, Henri Dunant, le fondateur de la Croix-Rouge, prit à cœur la question de la colonisation de la Palestine avec

1. Ernest Laharanne, *La nouvelle question d'Orient. Empires d'Egypte et d'Arabie, Reconstitution de la nationalité juive*. Paris, 1860, p. 33.

des éléments juifs. Il fonda même pour cela un Comité à Paris, et désireux d'obtenir l'adhésion de personnalités anglaises il adressa à la presse anglaise une lettre dont voici le contenu : « Vous trouverez ci-inclus, deux copies d'une notice qui vient d'être publiée par un Comité formé à Paris, pour la colonisation de la Palestine, Comité dont je suis membre et que Sa Majesté l'Impératrice a daigné honorer de son patronage... »

« J'espère que vous voudrez bien me faire connaître les noms et adresses des personnes que vous supposez susceptibles de sympathiser avec l'idée de la reconstitution morale et économique de l'ancien peuple des Hébreux, car notre organisation soutenue par les plus grands noms aristocratiques chrétiens, n'en sympathise pas moins avec les Israélites dont les droits à la Palestine sont supérieurs à tous les autres (1). »

En Amérique, John Adams, le deuxième président des Etats-Unis (1797-1801), fut un des « avocats les plus enthousiastes de l'idée sioniste ». Dans une lettre adressée au Major Mordecai Manuel il disait : « Je souhaite réellement le retour des Juifs en Judée, en tant que nation indépendante..., une fois restaurés en un gouvernement indépendant, où ils ne seraient plus persécutés, ils feraient bien vite disparaître quelques-unes des aspérités et des particularités de leur caractère... » Afin qu'on ne le suppose pas à tort capable de vouloir de cette façon éloigner les Juifs de l'Amérique ou de restreindre leurs droits dans ce pays il ajoute : « Je souhaite que votre nation soit admise à tous les privilèges des citoyens dans tous les Etats du monde. Ce pays (l'Amérique) a fait beaucoup dans ce sens ; je souhaite qu'il fasse plus et qu'il

1. Sokolow, *op. cit.*, vol. I, p. 203-204.

arrive à faire disparaître les idées étroites en matière de religion, de gouvernement et de commerce (1). »

Le sionisme moderne a suscité d'unanimes approbations notamment parmi les hommes politiques de tous les Etats.

Dans une interview accordée au rédacteur de la *Saturday Review*, en 1898, Lord Salisbury s'exprimait comme suit : « Je n'ai pas encore eu suffisamment le temps d'étudier le mouvement sioniste au point de vue tant théorique que pratique. Mais pour celui qui raisonne il ne devrait pas exister le moindre doute que la nation juive ayant résisté à tant de souffrances et de persécutions ne soit capable d'accomplir de hautes missions. Le sionisme bien qu'il compte quelques rêveurs doit être sûr du succès. Les Juifs sont certainement appelés plus que tous les autres à défendre en Palestine les lieux saints de la chrétienté ; ils y pourraient fonder un Etat modèle, et grâce à leurs capacités ils sauraient dans le centre de l'Asie-Mineure faire atteindre le commerce à une floraison telle qu'il n'a jamais connue. Il dépend naturellement des Juifs eux-mêmes de réaliser cette idée (2)... »

En 1901 parut un recueil contenant les opinions d'un grand nombre de personnalités sur le mouvement de libération du peuple juif. En voici quelques-unes d'entre elles : Lord *Gwin-dir*, maître de cérémonies de la Cour anglaise : « Je suis convaincu que le sionisme est près d'atteindre son but. Le noble plan du baron de Hirsch (3) devait échouer, le sol de la Palestine étant destiné à la merveilleuse race juive. » M. *Léon Bourgeois*, actuellement président du Sénat français et du Conseil de la Société des Nations : « Nous devons soutenir le

1. Sokolow, *op. cit.*, vol. I, p. 59.

2. Interview reproduite par la *Welt*, n° 41 de 1898.

3. D'établir des colonies juives en Argentine. *Kronberger Zionisten und Christen*. Leipzig, 1901.

sionisme... C'est la nation juive composée d'éléments intelligents et talentueux qui est de nouveau appelée à enrichir la culture universelle. »

Le baron autrichien *Manteufel*: « Mon voyage en Palestine ainsi que ma présence au Congrès (sioniste) comptent parmi les moments les plus remarquables de ma vie et je crois à présent plus que jamais dans le triomphe du sionisme. Mon voyage en Palestine m'a prouvé que les Juifs n'aiment pas ce pays moins qu'un fiancé ne saurait aimer sa fiancée. »

En 1903, de Plehve, l'ancien ministre de l'Intérieur russe, dans sa lettre à Th. Herzl disait entre autres ceci : « Tant que le sionisme consistait à vouloir créer un Etat indépendant en Palestine, et promettait d'organiser l'émigration de Russie d'un certain nombre de ses sujets juifs, le Gouvernement russe pouvait parfaitement lui être favorable. » A condition que le sionisme revint à ce qu'il appelait son ancien programme, Plehve promettait tout son appui.

Jusqu'à la guerre de 1914-1918 le sionisme eut à enregistrer l'adhésion d'un grand nombre de non Juifs. Herzl dans ses démarches rencontra la plus vive sympathie. Plus d'une fois des gouvernements se sont fait représenter dans diverses conférences sionistes au Canada, aux Etats-Unis, dans l'Afrique du Sud et ailleurs. Personne ne contestait la légitimité des aspirations juives concernant la Palestine, pas même le gouvernement russe, comme nous venons de le voir par la lettre de Plehve.

Depuis la guerre de 1914-1918 on ne peut plus compter les manifestations non juives en faveur du sionisme. En voici tout de même quelques-unes. M. Arthur Meighen, solicitor-général, membre du cabinet canadien s'exprimait comme suit à la conférence des Juifs du Canada, tenue à Montréal en 1916 :

« Je crois que je puis parler au nom des chrétiens en expri-

mant le vœu que Dieu veuille hâter le jour où le pays de vos pères redeviendra le vôtre. Cette œuvre je l'espère, sera réalisée par le champion de la liberté dans le monde entier : « l'Empire britannique. » Le parti travailliste américain votait au Congrès de septembre 1917 à Minéapolis la résolution suivante :

« L'alliance américaine pour le travail et la démocratie... considérant que parmi toutes les petites nationalités, les Juifs seuls n'ont pas une patrie à eux, nous engageons le président (Wilson) et le Congrès international qui négociera la paix à accueillir les aspirations légitimes du peuple juif concernant le rétablissement de son foyer national en Palestine sur la base du self-government. »

Déclaration de Camille Huysmans secrétaire de l'internationale ouvrière :

« Au cours de la guerre actuelle, la question juive doit également être résolue. Je crois que l'Allemagne pourra exercer son influence sur la Turquie afin qu'elle permette l'établissement en Palestine, d'un Etat Juif autonome, dans lequel le peuple juif pourra finalement se reposer de ses longues pérégrinations (1). »

Des associations surgirent en France : Ligue Franco-sioniste en 1915 et Ligue des Amis du sionisme fin 1917; en Italie : Associazione non israelitica per la difesa dei diritti ebraici; en Angleterre : The British Palestine Committee. Ainsi un courant irrésistible se formait dans tous les pays alliés.

1. Hagani, *op. cit.*, p. 228.

CHAPITRE V

Reconnaissance par les gouvernements de l'Entente des droits du peuple juif sur la Palestine.

Le 4 juin 1917 M. Jules *Cambon*, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères de France écrivait à M. Sokolow : « Le gouvernement français qui est entré dans la présente guerre pour défendre un peuple injustement attaqué et qui poursuit la lutte pour assurer le triomphe du droit sur la force, ne peut éprouver que de la sympathie pour votre cause dont le triomphe est lié à celui des Alliés ».

Le 2 novembre 1907 M. Balfour, ministre des Affaires étrangères d'Angleterre déclarait dans une lettre adressée à Lord Rothschild : « Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un *foyer national* pour le peuple juif (His majesty's government views with favour the establishment in Palestine of a national home for the jewish people) ».

La déclaration du gouvernement anglais reçut l'approbation unanime de l'opinion publique anglaise. Ministres, membres du clergé, députés, leaders travaillistes, s'empressèrent d'exprimer leur satisfaction. « La guerre actuelle, déclara le vicomte *Bryce*, offre la meilleure occasion qui se soit présentée depuis des siècles de délivrer la Palestine du joug des-

tructeur des Turcs, et d'y établir ceux qui sont ses habitants naturels et dont la fidélité à ses souvenirs antiques n'a jamais été ébranlée (1). »

« Je souhaitais depuis longtemps qu'il fût possible de faire une semblable déclaration. (Marquis de Crewe). »

Le parti travailliste espère « qu'à la fin de la guerre l'on aboutira à une entente par laquelle la Palestine deviendra terre libre et formera un Etat — après un accord international — où la nation juive pourra retourner et « faire son salut », sans intervention de la part d'une race ou d'une religion étrangères (Arthur Henderson). »

« Quel lecteur de l'Ecriture Sainte, et quel ami de la liberté ne se réjouirait à la pensée de voir les Israélites retourner dans leur patrie ? Que Dieu les accompagne ! Ils sont éloignés depuis si longtemps de leur pays ! Ils vont redevenir une nation de fermiers, rendre la Terre Sainte fertile, prospère et en faire le séjour d'un peuple libre et heureux (L'évêque de Lincoln). »

En ouvrant le 21 novembre 1917, la trente-troisième année du cours qu'il professe à l'Ecole pratique des Hautes Etudes, M. Maurice Vernes, président de l'Ecole, sciences religieuses, disait entre autres : « Nous saluons aussi la résurrection de la nation juive, appelée à se reconstituer sur le sol occupé par ses ancêtres. » Un grandiose meeting se déroula le 2 décembre 1917, à l'Opéra de Londres où à côté de Lord Robert Cecil et des représentants sionistes, les représentants des Arabes, des Arméniens et des chrétiens de Syrie apportèrent leur adhésion au projet du rétablissement de la Palestine juive.

1. Citations d'après la brochure : *la Grande-Bretagne, la Palestine et les Juifs*, 1918, pp. 3 et 9.

Voici en outre une Résolution du « Conseil de la nationalité arménienne » : « Le Conseil des sociétés unifiées arméniennes de Londres, ayant appris, par la voie de la presse, que le gouvernement britannique avait exprimé formellement ses sympathies au projet de la reconstitution de la Palestine comme foyer national du peuple juif, a décidé, dans sa réunion du 10 décembre, d'exprimer leur sincère joie et de transmettre leurs félicitations cordiales de bons voisins : au président, Dr Ch. Weizmann, au Comité, aux membres de la Fédération sioniste de la Grande-Bretagne et, en même temps, à tous les autres chefs et organisateurs sionistes et principalement à ceux des Etats-Unis, de Russie, de France, d'Italie, de Pologne et de Roumanie, au sujet de la reconnaissance de la nationalité juive et de leurs justes et inaliénables droits sur le sol et le pays de leurs ancêtres. »

Le 14 février 1918, la France par l'organe de M. Stéphen Pichon, ministre des Affaires étrangères renouvelait une fois de plus les assurances déjà données le 4 juin 1917 par M. Cambon. « Je saisis avec empressement, disait M. Pichon en s'adressant à M. Sokolow, l'occasion de vous féliciter du généreux dévouement avec lequel vous poursuivez la réalisation des vœux de vos coreligionnaires, et de vous remercier du zèle que vous apportez à leur faire connaître les sentiments de sympathie que leurs efforts éveillent dans les pays de l'Entente et notamment en France. »

Le 9 mai 1918 le marquis Imperiali, ambassadeur d'Italie à Londres dans une lettre à M. Sokolow affirmait une fois de plus « qu'il est disposé à s'employer avec plaisir en vue de faciliter en Palestine, l'établissement d'un centre national juif »...

Dans une lettre du 31 août 1918 à M. Stephen Wise, le Président Wilson se rallia à son tour aux autres gouverne-

ments de l'Entente. « Je me réjouis, disait-il, de l'occasion qui m'est donnée de vous exprimer ma satisfaction, du progrès que le mouvement sioniste a fait aux Etats-Unis et dans les peuples alliés, depuis la déclaration faite par M. Balfour, au nom du gouvernement anglais. » Nous croyons inutile d'ajouter que tant en France, qu'en Italie et aux Etats Unis de nombreuses personnalités manifestèrent leur approbation du sionisme et que des cérémonies furent organisées pour fêter la renaissance de la Palestine.

Comme premier acte positif ayant suivi la déclaration du 2 novembre, il faut enregistrer l'envoi en Palestine, sous les auspices du gouvernement britannique d'une Commission présidée par le Dr Weizmann pour prendre sur place diverses mesures urgentes d'organisation.

A la suite des déclarations des gouvernements de l'Entente, les empires centraux eurent hâte de prendre position au sujet du sionisme. L'Autriche d'abord, l'Allemagne ensuite émirent des opinions favorables quoique modérées. La Turquie par l'organe de Talaat Pacha s'empressa de faire connaître qu'elle était résolue à abolir tous les règlements restrictifs pesant sur l'immigration et l'établissement des Juifs en Palestine.

« En ce qui concerne les aspirations du judaïsme et particulièrement des sionistes pour la Palestine déclarait von den Busche nous saluons la récente déclaration du grand vizir exprimant l'intention du gouvernement turc, suivant son attitude traditionnelle de bienveillance envers les Juifs, de promouvoir un établissement florissant juif dans les limites et la capacité du pays, avec un self-gouvernement en accord avec les lois du pays, et avec le développement de leur civilisation. »

Les puissances centrales envoyèrent en Palestine une Com-

mission spéciale qui devait dresser des projets détaillés pour la colonisation des pays avec des immigrants juifs.

On comprend cependant que le geste de ces gouvernements n'était pas sincère. Leur attitude favorable était en quelque sorte forcée par suite des bonnes dispositions de l'Entente à l'égard du sionisme. Quoiqu'il en soit il n'en reste pas moins acquis qu'ils ont été obligés de reconnaître la légitimité des aspirations sionistes.

Le 27 février 1919, la Conférence de la paix de Paris entendit une délégation sioniste composée de MM. Sokolow, Weizmann, Usischkin et Spire.

A l'occasion du deuxième anniversaire de la déclaration de l'Angleterre en novembre 1910, lord Curzon, le nouveau ministre des Affaires étrangères britannique confirma la première déclaration par une nouvelle lettre.

Les pourparlers entre les chefs sionistes et les gouvernements de l'Entente, particulièrement l'Angleterre et la France, se poursuivirent sans interruption. Ils viennent d'aboutir à l'insertion dans le projet de traité avec la Turquie d'une clause concernant l'établissement du Foyer national juif en Palestine.

La déclaration originairement faite le 2 novembre 1917 par le gouvernement britannique et adoptée par les autres gouvernements alliés, en faveur de la création d'un foyer national juif en Palestine, est confirmée.

Le 24 avril 1920 la Conférence de San-Remo en décidant l'insertion de cette clause dans le projet de traité consacrait officiellement, publiquement et définitivement le droit imprescriptible du peuple juif à la Palestine.

CHAPITRE VI

Conclusion

Il est constant que le fait de la conquête n'a jamais été accepté par les Juifs. Les révoltes noyées dans le sang prouvent qu'à aucun moment il n'y a eu consentement tacite à la domination étrangère.

Il est constant, en outre, qu'il n'y a pas eu abandon volontaire de la part des Juifs ; la Palestine ne s'est pas trouvée en état de déreligion. La dernière rébellion se place au VII^e siècle, ce qui prouve qu'à ce moment-là le nombre des Juifs était encore assez grand en Palestine. L'histoire nous montre chaque levée de boucliers juifs suivie d'une répression effroyable qui obligeait les Juifs à se chercher un refuge dans les pays voisins à moins qu'ils n'aient été arrachés par la force à leur territoire. Le nombre des habitants juifs de la Palestine a pu varier depuis la dispersion ; à aucun moment elle ne fut totalement délaissée par eux.

Nul ne peut reprocher aux Juifs, après des tentatives malheureuses à main armée pour reconquérir leur liberté, de s'être finalement retranchés dans la religion et le mysticisme. Chaque peuple est libre d'exprimer ses sentiments et sa volonté de la manière qu'il croit bonne. Ce qui nous importe, c'est que le Messianisme, avec le caractère politique de restauration de l'Etat juïque, date de la chute de celui-ci et

qu'il s'est maintenu chez les Juifs de tous les pays, à travers tous les siècles sans interruption.

Le Sionisme, qui a succédé au messianisme en ce qui concerne l'idée de restauration de la nation juive en Palestine a eu pour premier soin d'affirmer publiquement les aspirations nationales des Juifs. L'organisation sioniste n'est pas une association secrète ; tout au contraire, par les congrès, les réunions, la presse, le livre et la brochure, la publicité la plus large fut donnée au mouvement moderne juif de libération.

L'esprit de retour du peuple juif en Palestine a été connu de tous les autres peuples et encouragé par eux.

Les droits incontestables de la nation juive sur la Palestine viennent d'être officiellement reconnus par les puissances alliées. Le projet de traité avec la Turquie adopté par la Conférence de San-Remo les consacre formellement.

Il n'y a pas de prescription des droits du peuple Juif sur la Palestine.

De l'idée de l'imprescriptibilité des droits des Juifs sur la Palestine découlent les conséquences suivantes :

Il ne peut être question de la *création* d'un Etat juif en Palestine, mais de la *restauration* de l'antique Etat juif ;

Il ne peut pas être question d'une *immigration* juive en Palestine, et de la *colonisation* de ce pays avec des Juifs, mais du *rapatriement* des descendants de ceux qui ont été brutalement arrachés à leur foyer et dispersés à travers le monde ; c'est la *réintégration* de la *nation* juive dans ses droits historiques ; c'est le *retour* du peuple juif dans son antique patrie.

Dès lors :

Nul ne peut invoquer un droit supérieur à celui qu'a le peuple juif sur la Palestine ;

Tous autres droits doivent lui être subordonnés.

CHAPITRE II

Effets du principe de l'imprescriptibilité des droits du peuple juif sur la Palestine

SECTION I

Frontières de la Palestine

Lors de l'occupation de la Palestine par les douze tribus, une étroite bande tout le long du littoral, de Gaza jusqu'à Acco, était entre les mains des Philistins et, à partir de ce dernier point jusqu'à Sidon, entre les mains des Phéniciens. Au temps du roi David, le royaume des douze tribus s'étendait depuis Gaza jusqu'à l'Euphrate y compris Damas. Le roi Salomon conserva les conquêtes de son père ; il y ajouta la ville d'Ailat sur la mer Rouge où les Juifs s'établirent par suite du commerce qu'ils faisaient avec les Indes. Les successeurs de Salomon ne surent pas garder ces acquisitions sauf sous le roi Osias qui rentra de nouveau, mais pour peu de temps, en possession de la ville d'Ailat.

Dans la suite le territoire du peuple juif subit diverses modifications avec la dispersion des dix tribus, l'exil babylonien, les guerres malheureuses. Sous la domination romaine on trouve les quatre grandes provinces de la Palestine peuplées par les Juifs, et la population atteignait une certaine

densité. La Galilée à l'époque de la guerre de 70 comptait plus de trois millions d'âmes (1). Les forteresses défendues par les Juifs en 70 comme en 134 se trouvaient dans le Nord de la Galilée aussi bien qu'à l'est du Jourdain.

Le premier principe que nous posons, c'est que pour déterminer les limites de la Palestine il ne faut se placer pas plus à l'époque des douze tribus qu'aux époques où la domination juive s'étendait jusqu'à Ailat et l'Euphrate, ou à celles où le territoire, entre mer et Jourdain, se trouvait lui-même en partie délaissé. C'est de la moyenne de toutes ces situations qu'il faut s'inspirer dans la fixation des limites de la Palestine. Celles-ci comprendraient la Judée, la Samarie, la Galilée et le pays d'au delà du Jourdain. Ces quatre provinces sont intimement liées par la vie historique du peuple juif, aucune d'elles ne saurait être détachée des autres ; elles constituent un tout indivisible. Leur mutilation ou leur englobement dans la Syrie serait une atteinte aux droits du peuple juif. L'accord de 1916, dit accord Sykes-Picot, intervenu entre l'Angleterre et la France et fixant comme frontières entre la Palestine et la Syrie une ligne allant de Jaffa à la mer Morte, violait l'unité de la Palestine et était par conséquent non avenu aux yeux du peuple juif. La seule excuse, du point de vue où nous nous plaçons ici, pour justifier cet accord, serait qu'en 1916 le sionisme était moins connu et que ce n'est qu'à partir de 1917 que les Etats alliés publient leurs déclarations favorables au sionisme. Mais ce qui était encore excusable en 1916 ne l'est plus en 1920.

Un nouvel accord entre la France et l'Angleterre fixe la frontière nord de la Palestine à la hauteur d'une ligne allant de Chaïfa au lac de Tibériade. La Palestine est privée des

1. Graetz, vol. II, p. 375.

sources du Jourdain et de la partie nord de la Galilée. Cet accord porte encore une fois, quoique dans une moindre mesure, atteinte aux droits du peuple juif. Il devrait être révisé non seulement parce que la Palestine n'est pas restituée dans ses frontières historiques, mais encore parce qu'il importe que le futur Etat juif possède de bonnes frontières qui lui assurent sa vitalité et sa prospérité. A la veille du retour des Juifs en Palestine, il ne faut pas qu'une nouvelle division les attende.

Dans la fixation des frontières de la Palestine il y a lieu de tenir compte également d'autres facteurs que les facteurs historique et juridique. Le nombre des Juifs est aujourd'hui de 14 à 15 millions d'âmes. Sans les persécutions qu'il a dû subir le peuple juif serait aujourd'hui trois à quatre fois plus nombreux. Le sionisme envisage le retour de tous les Juifs qui ne veulent ou ne peuvent pas rester dans le Goluth, mettons environ les deux tiers du peuple juif, soit 10 millions. Il va sans dire que si les Juifs n'avaient pas été dispersés par la force et s'ils étaient restés en Palestine, par suite de l'accroissement de la population les frontières de ce pays ne seraient pas restées ce qu'elles ont été dans l'antiquité.

On connaît en outre le caractère prolifique du peuple juif. Ajoutons aussi la faible densité de la population locale et le fait que bien des territoires qui entourent la Palestine sont désertiques, mais que les Juifs ne manqueraient pas de mettre quand même en valeur.

C'est de cet ensemble qu'il faut tenir compte pour déterminer les frontières de la Palestine. Une Palestine allant de la Méditerranée jusqu'à une certaine distance de la ligne du chemin de fer du Hedjaz et de la rivière Lathanie jusqu'à un point assez au sud de Gaza et de la mer Morte y compris cette dernière répondrait parfaitement aux besoins du peuple juif.

SECTION II

Du respect de l'exercice dans de justes limites des droits légitimement acquis

§ 1. — LES LIEUX SAINTS

Si en ce qui concerne les frontières le sionisme ne saurait admettre aucune mutilation du territoire, en ce qui concerne les divers points de la Palestine considérés comme Lieux saints il ne saurait non plus admettre aucune extension qui porterait visiblement atteinte aux droits du peuple juif. La Palestine tout entière étant sainte, il faut nécessairement entendre restrictivement les prétentions des religions chrétienne et musulmane à la possession des endroits qu'elles considèrent comme sacrés. D'ailleurs, le terme même qu'on emploie de lieux semble bien indiquer qu'il s'agit plutôt de certains points particulièrement chers aux croyants. Quant à ceux-ci, le sionisme n'a jamais formulé aucune prétention. Il ne demande qu'une chose ; c'est que quel que soit le règlement international qui intervienne à ce sujet les droits du peuple juif soient sauvegardés. De la sorte, il ne pourra pas être question de Jérusalem tout entière comme lieu saint ; il faudra dans Jérusalem délimiter les quelques emplacements, comme l'Eglise du Saint-Sépulcre, etc., qui ne tomberaient pas sous la souveraineté juive.

Même procédé pour les autres localités. La chrétienté, le monde musulman et le peuple juif devront arriver à une entente satisfaisante pour tous.

Les difficultés, d'ailleurs, ne viendront jamais du côté des Juifs ; ils savent le respect qu'il faut accorder à la piété ; ils apprécient trop l'amour que l'on a pour les endroits vénérés.

« Nos idées, disait Herzl, ne menacent ni le droit ni les sentiments de personne. Nous comprenons et respectons la piété que toutes les confessions professent pour la terre qui est aussi le berceau de la religion de nos ancêtres (1). »

Vingt années plus tard, en 1918, dans un discours qu'il fit à Jérusalem le professeur Weizmann s'exprimait comme suit : « La ville de Jérusalem est sacrée pour les Juifs. Pour cette raison au moins ils sauront respecter les sentiments des autres peuples pour qui Jérusalem est sacrée. Les Sionistes ne veulent s'occuper en aucune façon des Lieux saints chers aux musulmans et aux chrétiens. Ils veulent vivre en Palestine, en paix avec tout le monde sur la base du respect et de la considération réciproques (2). »

Théodore Herzl considérait les Lieux saints comme étant *extra commercium* et préconisait dès 1876 dans son *Etat juif* le système de la neutralisation ou de l'exterritorialisation. Dans un de ses écrits postérieurs, revenant sur cette question, il complétait comme suit sa pensée : « Nous croyons que ceux-ci (les Lieux saints), ne viendront jamais en la possession de quelque puissance que ce soit. Au point de vue du droit des gens ils sont pour toujours extra-commercium. Ce qui appartient à tous ne peut appartenir à personne. Il est impossible de s'imaginer que les différentes confessions chrétiennes s'entendent pour mettre l'une d'elle en possession des Lieux saints (3). »

Sur la question des Lieux saints l'opinion du sionisme n'a jamais varié (4) ; elle est restée jusqu'à aujourd'hui la même

1. H. Z. S. *Ansprache an den deutschen Kaiser in Jerusalem*, t. II, p. 58-59.

2. Voir *Bulletin sioniste*, nos 9-10, 1918.

3. H. Z. S., Anatole Leroy-Beaulieu, *Über den Antisemitismus*, t. I, p. 205.

4. Les Lieux saints sont « depuis longtemps *de facto* sinon *de jure* exterritorialisés et continueront de l'être aussi à l'avenir ». Arthur Ruppin dans *Die Juden der Gegenwart*, 1911, p. 293.

que Herzl avait exprimée dans l'*Etat juif*. La délégation sioniste a proposé cette solution dans son mémoire à la Conférence de la paix de Paris (27 février 1917). Le projet de traité avec la Turquie prévoit qu'une « commission spéciale, avec un président nommé par la Société des Nations, sera chargée d'étudier et de régler toutes les questions et toutes les réclamations relatives aux différentes communautés religieuses en Palestine ». Il est à espérer que cette commission saura trouver le moyen de donner satisfaction aux légitimes velléités des différentes religions, sans empiéter sur les droits du peuple juif.

En ce qui concerne la garde des Lieux saints on a parfois proposé qu'elle fût confiée aux Juifs (Herzl, Salisbury, etc.). Nous estimons que ce serait un véritable malheur tant pour les Juifs de la Palestine que pour ceux du dehors ; il suffirait d'un incident infime, pour que le fanatisme des foules, rendant responsable les Juifs, se donnât libre carrière à de nouveaux excès.

§ 2. — LA POPULATION ARABE DE PALESTINE

La Palestine contient une population arabe d'environ 600.000 âmes. Le degré de culture actuel de l'élément arabe nous importe peu ; le droit et le degré de civilisation sont deux choses tout à fait distinctes. Ce n'est pas parce que la Palestine est à l'heure qu'il est une terre de désolation qu'il faille dénier son droit à la population arabe. Mais celui-ci ne peut venir qu'après le droit du peuple juif à restaurer l'antique Etat palestinien. Le droit de la population arabe est pour ainsi dire un droit de second degré, ce qui veut dire que la Palestine ne constituera ni un Etat arabe, ni peut-être un Etat arabo-juif, mais

un Etat juif dans lequel les Arabes devront certainement jouir du maximum de liberté en tant que *groupement national*.

Aucune entrave ne saura être mise au libre développement de la population arabe. La déclaration Balfour du 2 novembre affirme qu'il est *clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine*. Cette déclaration a été endossée comme on le sait par les autres puissances. Celles-ci ne permettraient donc pas qu'il fût porté atteinte aux droits de la population arabe, tant qu'ils sont exercés dans leurs justes limites si par impossible les Juifs se permettaient eux-mêmes de les méconnaître.

Non seulement les sionistes respecteront les droits acquis de la population arabe qui vit dans le pays depuis le VII^e siècle, mais ils favoriseront par tous les moyens son relèvement économique et intellectuel.

Les sionistes nourrissent les meilleures intentions à l'égard des Arabes de Palestine. Jusqu'à peu d'années avant la guerre leurs relations avaient presque toujours été amicales. Il est d'ailleurs de leur intérêt réciproque que Juifs et Arabes vivent en bonne intelligence et en sincère amitié. Leur amitié constitue la condition essentielle d'un paisible développement du pays. Malheureusement depuis quelques années une agitation chauvine d'origine syrienne se fait jour dans certains cercles arabes de Palestine. Elle a abouti tout récemment à un véritable pogrome à Jérusalem. Dans leur aveuglement ces éléments de nationalisme outrancier ne se rendent pas compte que le retour des Juifs signifie la prospérité pour tous les habitants. Les Arabes seront les premiers à bénéficier de l'intelligence et de la préparation technique des Juifs comme de leurs capitaux. Ainsi le sionisme provoquera le relèvement économique et intellectuel des habitants actuels

de la Palestine. Ceux-ci, disait Herzl « ne pourront que prospérer, par suite de l'introduction du travail, du commerce et de la civilisation dans leur pays appauvri (1). »

La colonisation provoque tout d'abord une hausse du revenu de la terre. « En 1890, dans la colonie de Petah-Tikwah. un hectare de terrain irrigable coûtait environ 200 francs : aujourd'hui on n'y trouve pas de terrain semblable à moins de 2.000 francs. » Elle introduit ensuite dans le pays les instruments les plus modernes, les méthodes de culture les plus avancées, d'où un rendement supérieur de la terre. « Ainsi dans la culture des céréales le rendement brut annuel moyen des fellahs arabes est à peu près de 62 francs par hectare, tandis que dans les bonnes colonies juives il varie de 150 à 200 francs. Dans les orangeries arabes, on considère comme un très bon rendement moyen 900 caisses d'oranges par hectare ; les planteurs juifs obtiennent régulièrement de 1.300 à 1.400 caisses, et au cours de la dernière année avant la guerre une récolte de 1.900 caisses fut obtenue.

Les vignobles arabes ne donnent en moyenne qu'un produit brut de 375 à 450 francs par hectare ; les vigneronns juifs obtiennent de 750 à 825 francs. Les vaches laitières des fellahs arabes donnent 6 à 800 litres de lait par an ; celles des colons juifs donnent jusqu'à 2.000 litres et plus (2). »

Il faut considérer que ce ne sont encore que des résultats de début mais qui permettent de prévoir ce que sera la Palestine dans quelques dizaines d'années par suite de l'afflux de l'élément juif. Déjà des recherches scientifiques poursuivies méthodiquement procurent de nouvelles possibilités économiques à la Palestine. Un seul exemple suffira : Il existe en Palestine une *station expérimentale juive* qui possède

1. H. Z. S. Leroy-Beaulieu, *Über den Antisemitismus*, t. I, p. 205.

2. Tolkovsky, *op. cit.*, pp. 24-25.

des laboratoires et des champs d'expériences. Cette station a réussi à acclimater en Palestine une variété de raisin de table mûrissant trois semaines plus tôt que les variétés précoces de la région. Il peut donc arriver sur le marché égyptien trois semaines plus tôt que le raisin de table provenant de Smyrne et de Chypre (1).

L'accroissement de la population urbaine constitue un débouché pour les produits de la population paysanne. La main-d'œuvre arabe trouve un emploi rémunérateur. Les colonies de Judée occupent à elles seules 5.000 ouvriers arabes. L'hygiène se répand grâce entre autres au dessèchement des marais au moyen d'eucalyptus dont les bienfaits sont incalculables. Les Juifs ont entrepris la lutte contre le paludisme en plantant des centaines de mille de ces arbres. Les Arabes appellent l'eucalyptus : *Sadjar al Jahud* (arbre juif) (2).

Le bien-être prendra la place de la pauvreté actuelle de l'Arabe. Quel contraste entre les misérables petites cabanes des fellahs et les maisonnettes riantes et propres des villages juifs dotés de routes larges et de beaux jardins ! D'un côté la misère ; de l'autre, la prospérité. Loin de nous l'idée de vouloir faire miroiter devant les yeux des Arabes un avenir d'absolue félicité ! Mais il est impossible de ne pas être d'avis que l'Arabe qui en est encore à la charrue de bois profitera largement, comme d'un véritable bienfait, du retour du peuple juif en Palestine.

1. Tolkovsky. *La Colonisation Juive en Palestine*, p. 29.

2. Zurissaday, *La Palestine et la renaissance du peuple juif*, p. 15.

CHAPITRE VIII

L'État juif et la soi-disant double nationalité des Juifs

La déclaration Balfour a pris soin de mentionner qu'il est clairement entendu que par la création d'un foyer national juif en Palestine *rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits et aux statuts politiques dont les Juifs jouissent dans tout autre pays*. Cette phrase a été insérée pour tranquilliser les Juifs assimilés des pays occidentaux qui craignent que la naissance d'un Etat juif ne porte atteinte à leurs droits en leur conférant notamment une double nationalité. La précaution prise par la déclaration est *juridiquement* inutile comme nous l'allons voir tout de suite ; cependant elle a montré qu'*en fait* elle avait son importance, car il s'est trouvé des Juifs assimilés, tels que M. Sylvain Lévi en France, pour répandre la légende de la double nationalité.

M. Sylvain Lévi, qui a été présent à la Conférence de la paix et y a pris la parole, lors de l'audition de la délégation sioniste, dans les nombreuses interviews qu'il donna aux journaux après le 27 février 1919, ne se fit pas faute d'assimiler la future situation légale des Juifs, qui resteront en Europe, à celle créée, pour les Allemands émigrés, par la loi *Dellbrück*.

Cette loi institue l'allégeance perpétuelle ; l'individu de nationalité allemande qui émigre et se fixe sur n'importe quel point du globe reste allemand malgré l'acquisition d'une nationalité étrangère. Aux yeux de la loi allemande, la nouvelle nationalité est inexistante. Mais qu'y a-t-il d'analogue entre cette situation et celle qui serait créée par suite de la restauration de l'Etat juif ? Qui nous dit qu'une seconde loi Dellbrück existera dans le futur Etat juif de Palestine ? Il ne faut pas oublier en outre que la loi Dellbrück tient simplement pour non avenue l'acquisition par un *Allemand* d'une nationalité *nouvelle*. Supposons que demain, l'Etat juif institue une pareille loi ; elle ne pourra évidemment s'appliquer qu'aux citoyens juifs *ressortissants* de l'Etat juif qui iront s'établir à l'étranger où ils seraient susceptibles de perdre leur nationalité juive d'origine. Mais on ne voit pas bien comment l'Etat juif pourra légiférer à l'égard des Juifs qui seraient restés dans leurs pays respectifs actuels. Si par suite de nous ne savons quelle folie nationaliste, il voulait mettre à exécution un pareil plan, il se heurterait non seulement au refus des Juifs demeurés au dehors, mais surtout il entrerait en conflit ouvert avec les autres Etats eux-mêmes.

L'absurdité de cette assimilation à la loi Dellbrück ressortira mieux encore si nous envisageons la façon dont pourrait s'opérer l'acquisition de la nationalité juive. A l'heure actuelle les Juifs sont les nationaux des pays qu'ils habitent ; ils sont Français, en France, Anglais, en Angleterre, Polonais, en Pologne, etc., etc. Comment ceux d'entre eux qui immigreront en Palestine acquerront-ils la nationalité juive ? On peut imaginer un grand nombre de modalités. En voici une qui nous paraît la plus simple et la plus conforme en même temps aux principes que nous avons exposés dans cette

troisième partie de notre travail : déclarer comme ayant fait acte de volonté en vue de devenir nationaux de l'Etat juif tous les Juifs qui immigreraient *en groupes* en Palestine. L'immigration en groupes constituerait une présomption en faveur de l'idée que l'on a l'intention de se fixer définitivement dans le pays ; de ceux qui s'y rendraient individuellement, exiger une déclaration écrite dans ce sens. C'est l'acquisition sans aucun stage préalable, instantanée, de la nationalité juive. Une objection pourrait être faite à ce système : que deviendront ceux des Juifs immigrés en Palestine venus dans l'intention de s'y fixer à demeure, et ayant acquis la nationalité juive, qui pour une raison ou une autre désireront s'expatrier de nouveau ? Ils conserveront à l'étranger la nationalité juive jusqu'au jour où ils auront de nouveau acquis une nouvelle nationalité. Seulement au lieu d'être sujets polonais, russes, roumains, etc., ils seront sujets juifs. Avec ce système un Juif qui ne serait pas immigré en groupe ou qui n'aurait pas fait une déclaration d'établissement définitif, conservera sa nationalité d'origine. Ceci fait que dans l'Etat juif il pourra y avoir des Juifs de nationalité étrangère.

Quand l'Etat juif commencera d'exister, la situation du peuple juif ressemblera beaucoup à celle des Roumains, d'avant la guerre de 1914-1918. Seuls les Roumains du royaume étaient des nationaux roumains ; les Transylvains étaient sujets hongrois ; ceux de Bukovine, autrichiens ; ceux de Bessarabie, russes. La création d'une Roumanie indépendante en 1878 n'a exercé aucune influence sous la nationalité des Roumains de Transylvanie, Bukovine, etc. Jamais il n'est venu à l'esprit du Parlement roumain l'idée de voter une loi qui aurait transformé en citoyens roumains tous les frères des provinces *irredente*.

L'idée de la double nationalité dont serait dotée les Juifs

le jour de la création de l'Etat juif en Palestine, ne résiste pas au plus sommaire examen. C'est une légende engendrée par la peur des Juifs assimilés qui se croient sans raison menacés dans leurs situations actuelles.

QUATRIÈME PARTIE

LE PROGRAMME DE BALE. — UNE PATRIE POUR LE PEUPLE JUIF EN PALESTINE GARANTIE PAR LE DROIT PUBLIC.

CHAPITRE PREMIER

Le sionisme Herzlien

SECTION I

Le Programme de Bâle

§ 1^{er}. — BUTS IMMÉDIATS DU SIONISME

Les organisateurs du premier Congrès sioniste (1897) avaient à tenir compte de circonstances qui constituaient autant d'obstacles à la réalisation de l'idéal intégral, c'est-à-dire de l'Etat juif indépendant. C'était l'état de dispersion, l'inimitié des Juifs assimilateurs se croyant menacés dans leur propre quiétude, la méfiance de certains des Chowewe-Sion, à l'égard d'une entreprise de grande envergure : la peur des formules trop hardies. Mais l'obstacle le plus sérieux à craindre résidait en le maître même de la Palestine. Le Sultan considérait évidemment ce pays comme lui appartenant et il ne se serait jamais dessaisi de la souveraineté au point de consentir à une séparation. Il pouvait refuser de traiter, s'opposer à

une colonisation même dépourvue de toute visée politique ; ou interdire l'accès du pays aux Juifs étrangers. Pour avoir gain de cause, en cas de refus obstiné de la Porte, on ne possédait aucun moyen de coercition ; pas de pression diplomatique, pas de menaces de guerre ou de boycottage, pas même de menaces de révolte, car on ne pouvait pas songer à une rébellion de la part des quelques dizaines de mille de Juifs palestiniens pour la plupart extrêmement pauvres et dépourvus de toute préparation ni de la part des Juifs ottomans répandus sur toute l'étendue de l'empire. Les massacres d'Arméniens pouvaient donner une idée de ce que serait devenu le sort de ces Juifs en cas d'inimitié du sultan. Il fallait par conséquent obtenir la confiance et la bienveillance de celui-ci. Le programme positif du sionisme devait être nécessairement réduit. Herzl fut le premier à le comprendre. Comparant sa brochure, *l'Etat juif*, à ce qui fut élaboré à Bâle, il disait que les délégués conscients du peuple juif s'y étaient réunis en vue d'arrêter les buts immédiats du sionisme (1).

Il n'y a pourtant là rien d'inaccoutumé. Toutes les fois qu'un peuple ne s'est pas trouvé dans des conditions lui permettant de traiter d'égal à égal, il a été obligé de formuler des prétentions bien au-dessous de son idéal. Mais à la première occasion favorable, il a exigé le plus qu'il était possible. Souvent la modération est nécessaire surtout de la part de groupements à tendances séparatistes, pour éviter les persécutions et obtenir des concessions.

§ 2. — LA POLITIQUE TURQUE DU SIONISME

Obligés de traiter avec la Porte les sionistes devaient avant tout la rassurer sur leurs intentions. Ceci nous fait com-

1. H. Z. S., *Rede in Berlin*, vol. II, p. 16.

prendre le langage prudent aussi bien de Herzl que des autres chefs sionistes. « Il ne s'agit pas de prendre une province au sultan, disait Herzl, mais simplement de créer une patrie garantie par le droit des gens pour ceux des Juifs qui ne peuvent pas vivre ailleurs (1). » Plus tard, dans un rapport au VII^e Congrès le professeur Otto Warburg dira : « Notre premier devoir est toujours et partout d'appuyer sur ce point que l'autonomie administrative à laquelle nous aspirons n'a rien à faire avec des désirs de séparatisme politique (2). »

Cette thèse, du développement de la nation juive sur le territoire palestinien dans le cadre de l'empire ottoman fut la politique constante de l'organisation sioniste depuis 1897. Elle a même dû être renforcée depuis le régime des jeunes turcs. Ceux-ci se montrèrent des nationalistes chauvins et opposés à tout démembrement de la Turquie, dont l'intégralité était pour eux un dogme. Le sionisme constituait aux yeux de la plupart d'entre eux, un mouvement séparatiste, donc dangereux pour l'empire. Les sionistes se virent dans la nécessité de réitérer leurs déclarations loyalistes.

Les circonstances rendaient donc impossible la réalisation des aspirations nationales juives sous leur forme la plus radicale : l'Etat juif indépendant. Il fallait se contenter d'un établissement en Palestine jouissant de l'autonomie et entouré de garanties juridiques, ceci en attendant des événements imprévus permettant d'augmenter les demandes sionistes. Il ne pouvait pas être question de *revendications* juives. Au gouvernement ottoman on devait faire entrevoir tous les bénéfices qu'il aurait tiré d'une semblable entreprise.

La Turquie avait besoin d'argent ; ses finances étaient mauvaises ; la culture de la terre très arriérée et l'industrie pres-

1. H. Z. S., Leroy-Beaulieu, *Über den Antisemitismus*, vol. I, p. 206.

2. St. Pr., VII, K., p. 201.

qu'inexistante. Pendant ce temps, « par l'Égypte, la Perse, les Indes, les puissances européennes, l'Angleterre notamment et aussi la Russie tissent autour de l'Empire ottoman un réseau de protectorats et d'influences tel que, tôt ou tard, la Turquie devra se résigner ou bien à perdre son prestige de puissance musulmane ou bien à entrer elle-même dans le mouvement civilisateur et à procéder à la mise en valeur des territoires qu'elle a su conquérir par l'épée et qu'elle ne saurait plus longtemps retenir uniquement par elle » (1). Seulement la Turquie devait se hâter pour profiter du répit que les puissances, incapables de s'entendre sur son partage, lui offraient. Une Turquie économiquement forte devenait capable de tenir tête aux puissances. Seuls les Juifs pouvaient lui rendre de semblables services, car ils ne représentaient les intérêts d'aucune puissance étrangère. Quel immense bienfait pour ce pays que l'introduction d'une population laborieuse et au courant de la technique et de la civilisation modernes comme la population juive ! Cet argument ne manqua pas d'être employé par Herzl. « Les Turcs, disait-il, ont les plus éminentes qualités ; ils sont vaillants, généreux, capables de sacrifices, cependant ils n'ont précisément pas les qualités qui leur permettraient de cultiver et d'industrialiser un pays. Ceci est un fait. C'est pourquoi l'introduction d'un pareil élément pacifique et entreprenant possédant les qualités qui lui font défaut serait un enrichissement pour la Turquie (2). » A l'aide des Juifs ce pays serait sorti du marasme économique et financier dans lequel il se débattait pour connaître une réelle prospérité. « Les Juifs seraient pour la Turquie le donneur d'énergie (3). » Même le simple accroissement de la

1. Hagani, *op. cit.*, p. 129.

2. St. Pr., II, K., disc. d'ouverture.

3. St. Pr., I, K., Herzl, disc. d'ouverture.

population au moyen de l'immigration aurait suffi pour procurer de nouvelles ressources à l'impôt sans parler éventuellement d'un tribut. « Le Sultan, disait Herzl, peut améliorer ses finances par le seul moyen efficace et sincère : une entente avec les Juifs et notamment avec des Juifs qui font de la politique juive et non de la politique de cabinet (1). » C'était la méthode du *do ut des*. « Nous n'aurions aucun intérêt, disait Théodore Herzl, à insuffler une nouvelle force économique à la Turquie si nous n'attendions rien en retour. Il faut y procéder d'après la règle la plus élémentaire, c'est-à-dire : *do ut des* (2). »

1. H. Z. S. *Rede in der Union*, vol. I, p. 161.

2. St. Pr., II, K., p. 8.

Le développement ultérieur de la colonisation juive en Palestine apportera une preuve tangible en faveur de l'idée de Herzl que la Turquie avait à retirer des énormes profits de l'afflux d'un grand nombre de Juifs. Voici quelques renseignements très édifiants fournis par El Salahi, rédacteur du journal arabe *Palestine*, de Jaffa, et reproduits dans *l'Aurore* de Constantinople du 17 mars 1911 :

« Notre gouvernement reconnaît bien que la colonisation juive est d'une grande utilité pour le pays et pour les Ottomans. Des endroits inhabités ont été repeuplés par les Juifs. Grâce à ceux-ci, toute la plaine déserte et les dunes de sable de Jaffa ont été transformées en paradis. Cet endroit, qui, avant l'arrivée des Juifs, était dévasté et désolé, rapporte maintenant des sommes énormes au Trésor. La colonie *Petah-Tikwah*, qui, comme on le sait, était presque une solitude où il n'y avait que des animaux sauvages, où personne n'avait le courage de s'installer et qui ne rapportait annuellement au Trésor que 3.000 piastres d'impôt, rapporte maintenant, après l'installation des Israélites, 263.000 piastres et est devenue un centre plein de vie et de mouvement où les voyageurs se rendent pour jouir de la douceur du climat. *Rischon-le-Zion* qui, en 1300 (ère de l'Hégire), rapportait 3.000 piastres de revenus par an, donne actuellement 332.000 piastres. *Hedera*, qui avant l'installation des colons juifs, était un repaire de bêtes féroces, a commencé à rapporter au Gouvernement, à partir de 1303, 110.000 piastres d'impôt annuel et 120.000 piastres de *verghi*. Les revenus annuels du gouvernement pour les trois colonies sus-mentionnées sont de 717.000 piastres. Combien rapportent les autres colonies dont nous n'avons pas encore une statistique détaillée ? » (Cité d'après Valensi, *Sion et Liberté*, p. 25-26).

L'argument des bonnes relations du passé : accueil hospitalier que les Juifs reçurent en Turquie lors de l'expulsion générale d'Espagne, de Portugal, d'Italie et même de Bohême et d'Allemagne : les services que ceux-ci avaient rendus à l'empire, de même que leur profond attachement, devait apporter une note de confiance réciproque dans les pourparlers diplomatiques.

Une politique philoturque « tel fut le premier postulat », du sionisme herzlien.

§ 3.— NÉCESSITÉ DE GARANTIES PRÉALABLES A TOUT ÉTABLISSEMENT JUIF EN PALESTINE

La situation intérieure et extérieure de la Turquie imposait aux sionistes le devoir de s'entourer de garanties préalables à toute tentative de colonisation en masse.

La vénalité de l'administration turque était bien connue de tous ; rien ne se faisait dans l'empire ottoman sans le bakschich ou pourboire. La législation en général très arriérée présentait au point de vue agraire de sérieux inconvénients. L'acquisition des terres par des étrangers était très difficile et presque impossible pour les personnes morales étrangères. Certaines mesures comme celle qui ordonnait le retour à l'Etat des terres restées en jachère pendant trois ans, pouvaient devenir une source de difficultés pour la jeune colonisation juive. Il y avait aussi à redouter le fanatisme de la population musulmane et surtout l'absolutisme du sultan. Les massacres d'Arméniens et de Grecs étaient à l'ordre du jour aux alentours de 1897, date à laquelle se déclancha le mouvement sioniste moderne. L'Europe entière retentissait des clameurs de ces deux peuples. De semblables excès

n'étaient-ils pas à craindre à l'égard des immigrants juifs ? Il fallait à tout prix éviter que les échappés des pogromes ne tombassent sous le coup de nouveaux massacres dans le pays où ils aspiraient à trouver la liberté et la sécurité. Les garanties n'étaient pas moins nécessaires du côté du sultan. En cas d'inexécution de la convention qui serait intervenue entre lui et les sionistes, qui aurait pu l'obliger à en respecter les clauses ? D'autre part disposant de la force armée et pouvant à tout moment faire éclater les haines religieuses, qui aurait empêché le sultan d'augmenter ses exigences, de se faire attribuer de nouveaux avantages ? Pour toutes ces raisons il était évident que des garanties juridiques étaient indispensables et que ces garanties ne pouvaient être fournies que par le droit des gens.

Ce recours à des garanties du droit des gens se justifiait encore par la situation internationale de la Turquie. Tout ce qui touchait à la question d'Orient de près ou de loin intéressait les grandes puissances. L'installation des Juifs en Palestine était de nature à affecter par plus d'un côté les rapports de la Turquie avec les puissances : du point de vue des capitulations ; du point de vue financier ; de celui du maintien de l'intégrité de l'empire ottoman ; de la répercussion qu'une concession aux Juifs pouvait avoir sur les divers éléments arabes de l'empire turc ou du dehors ainsi que de la question des Lieux Saints qui intéressaient des centaines de millions de chrétiens et de musulmans.

Il nous reste à examiner une dernière raison non plus d'ordre général, mais d'ordre particulier : l'attitude de la Turquie envers l'immigration juive en Palestine qui avait commencé notamment après 1880. Dès 1891, le gouvernement turc interdit l'accès des ports palestiniens aux Juifs russes et roumains. On défendit de leur vendre des biens

immobiliers et aux colons déjà installés de construire des maisons.

L'acquisition des terres par les particuliers, même par le baron de Rotschild et l'Îca fut prohibée (1). Coup sur coup de nouvelles défenses contre les émigrés juifs partaient de Constantinople. « Nulle part, affirmait Herzl l'arrivée des Juifs n'est aussi vite signalée comme dans la patrie historique précisément parce qu'elle est la patrie historique (2). » Toutes ces défenses ne furent éludées que grâce aux aptitudes bien connues des fonctionnaires turcs au pourboire. Par suite de l'intervention des puissances la défense d'entrée fut adoucie. Il fut permis aux pèlerins de visiter le pays et d'y rester seulement trois mois. Ceux-ci en échange de leurs papiers recevaient un passe-port rouge valable pour trois mois (3). Pour être juste, il faut reconnaître que l'administration turque fermait les yeux lorsque des Juifs russes continuaient à demeurer au delà du délai imparti et même se fixaient définitivement en Palestine. Cependant, il n'en est pas moins vrai, que c'était là une mesure humiliante et que les Juifs installés dans ces conditions ne jouissaient pas d'une sécurité absolue.

§ 4. — ELABORATION DU PROGRAMME DE BALE

Le premier Congrès sioniste fut précédé d'une conférence restreinte dirigée par Herzl laquelle se mit d'accord sur tous les points sauf sur la formule même du programme. La conférence nomma une commission spéciale de cinq juristes (4) à

1. Dr J.-B. Sapir. *Der Zionismus*, p. 75.

2. Pr. I, K., p. 7.

3. J. H. Kann, *Eretz Israël*, pp. 101-192.

4. Les cinq premiers membres de la Commission furent MM. Rosenberg, Bodenheimer, Birnbaum, S.-R. Landau et Mintz.

laquelle furent adjoints le Dr Max Nordau et le professeur Schapira de l'Université de Heidelberg pour s'entendre à ce sujet. Le projet de la Commission fut présenté à l'approbation du I^{er} Congrès.

Il était libellé comme suit : « Le sionisme tend à la création pour les Juifs, en Palestine, d'une patrie garantie *juridiquement*. » (*Der Zionismus erstrebt für das jüdische Volk die Schaffung einer rechtlich gesicherten Heimstätte in Palæstina*).

L'emploi d'un terme souple comme le mot : *juridiquement* sans aucune spécification particulière devait dans la pensée de la Commission éviter en premier lieu les suspicions de la Turquie. En second lieu, les organisateurs du Congrès voulaient, par l'emploi d'une formule plus large, obtenir le vote de l'unanimité des délégués, afin de prouver au monde que le peuple juif était uni autour de ses aspirations nationales.

Le désir de la Commission d'obtenir l'unanimité autour du programme ne fut pas si vite exaucé. Certains délégués profondément pénétrés par les idées que Herzl avait émises dans l'*Etat juif* demandèrent que fut précisée la nature des garanties. Ils proposaient de dire : « garanties du *droit des gens* » (*völkerrechtlich*). « Sans garanties du droit des gens, disait le délégué Fabius Schach, jamais notre patrie ne pourra acquérir la sécurité nécessaire. Aucune concession ne doit être faite qui soit de nature à ébranler le principe fondamental de nos aspirations. Le mot qui manque dans le programme est la colonne d'appui du sionisme, il nous est impossible d'y renoncer. C'est le mot innocent : *droit des gens* (1). »

Vu le grand nombre des orateurs inscrits pour cette

1. St. Pr, I, K., p. 114.

question on en nomma un de chaque côté. M. Motzkin de Kiew parla au nom de ceux qui eussent désiré que l'expression : droit des gens, figurât dans le programme (1). Pour lui et ses amis il s'agissait non pas d'un mot mais de toute la tactique future du mouvement sioniste. Quelles assurances a-t-on contre un changement de tactique si on ne mentionne pas dans le programme qu'il s'agit d'une patrie garantie par le droit public. A son avis, la précaution qu'on prenait était inutile ; le gouvernement turc était sûrement informé des intentions des sionistes ; mieux valait, étant donnée la pensée de tous, employer l'expression la plus adéquate. Après que le Dr Mintz eut défendu la thèse de la Commission, le Dr Herzl fit une proposition transactionnelle. « Dans le désir d'obtenir un vote unanime, dit-il, les membres de la Commission se sont mis d'accord sur la motion *maxima*, laquelle, suivant l'adage *qui peut le plus peut le moins* doit comprendre logiquement la motion *minima*. C'est pourquoi ils n'ont pu faire connaître de combien ils étaient éloignés du cas *minimum* sur la question du droit des gens ; ils se sont réservés, sans toutefois abandonner entièrement ce point de vue. Si nous sommes plus près que nous ne pensons de la réalisation de notre idée, alors certains motifs d'opportunité nous permettront une formule plus prudente (2). »

Après avoir donné cette explication, il proposa comme moyen terme : « en conformité du droit public » (*oeffentlich-rechtlich*). La Commission se retira pour délibérer et lorsqu'elle revint en séance, Max Nordau fit en son nom la déclaration que voici : « La Commission ayant délibéré à nouveau s'est convaincue qu'il n'existait aucune raison pour qu'elle

1. St. Pr. I, K., pp. 116 et 117.

2. St. Pr. I, K., p. 118.

changeât son point de vue et que l'addition du mot : *public* à celui de *droit* n'exprime rien en fait qui ne soit déjà contenu dans le texte primitif. Cependant afin de montrer l'exemple nécessaire de difficile empire sur soi-même, dans l'intérêt de l'unité qui est à désirer, la Commission a décidé d'accepter la proposition qui consiste à ajouter ce mot (1). »

Le Congrès vota alors à l'unanimité le texte suivant : « Le sionisme tend à la création pour le peuple juif, en Palestine, d'une patrie garantie par le *droit public*. » (Der Zionismus erstrebt für das jüdische Volk die Schaffung einer *öffentlich-echtlich* gesicherten Heimstätte in Palästina.)

§ 5. — EXAMEN DES FORMULES : RECHTLICH, VÖLKERRECHTLICH,
ÖFFENTLICH-RECHTLICH

Des trois formules mises en avant : une patrie garantie par le *droit* ; une patrie garantie par le *droit des gens* ; une patrie garantie par le *droit public*, la deuxième exprimait sans doute le mieux la pensée des promoteurs du sionisme politique. Herzl l'avait employée non seulement dans l'*Etat juif*, mais encore dans beaucoup de ses écrits même postérieurs au premier Congrès. Elle avait la haute signification de faire de la question sioniste un problème essentiellement international, la garantie en droit international public étant « l'engagement que prennent un ou plusieurs Etats *tiers* d'assurer, par les moyens en leur pouvoir, l'exécution intégrale ou partielle d'un traité conclu entre d'autres Etats (2) ».

L'expression : une patrie garantie par le *droit*, comportait un sens très large ; elle permettait de poursuivre aussi bien l'établissement d'un régime jouissant de l'autonomie avec

1. St. Pr. I, K., p. 118.

2. Bonfils, *op. cit.*, p. 538.

l'intervention d'une ou de plusieurs puissances comme garantes, que celui d'un régime de droit quelconque tel que levée de l'interdiction d'entrée dans le pays et réforme de la législation agraire, etc., une simple autorisation de colonisation sans privilèges ; l'octroi de certains privilèges, etc.

La formule transactionnelle à laquelle on s'était arrêté avait un double avantage. Tout d'abord elle rendait plus exactement la pensée des sionistes. Ceux-ci voulaient faire intervenir entre eux et le Sultan une *convention*. C'était là ce qui les différençait surtout de leurs prédécesseurs les Chowewe-Sion. Cette convention ne devait pas se rapporter à une concession ou un privilège quelconque, mais à l'établissement complet de la patrie juive en Palestine. Ce n'était donc pas le droit privé qui devait régler le contrat entre les sionistes et le sultan, mais bien le droit public. En second lieu il n'y avait aucune précision pour savoir quel était le droit public applicable : interne ou externe (1). Cette formule assez souple permettra aux sionistes de s'adapter aux circonstances.

§ 6. — PORTÉE DU PROGRAMME DE BÂLE

Comme nous l'avons vu le programme de Bâle n'emploie pas le terme : *Etat*, mais celui de *foyer* (*Heimstätte*), qui n'a pas de signification juridique. Le mot foyer ne retrouve son véritable sens, du point de vue où nous nous plaçons ici, que si

1. Le programme de Bâle ayant été libellé originairement en allemand et par des juristes allemands il est nécessaire de connaître les divisions de l'*öffentliches Recht*. D'après l'*Encyklopædie der Rechtswissenschaft* fondée par le Dr Franz von Holtzendorff et publiée par le Dr Joseph Kohler, (Leipzig-Berlin, 1904), voici ce qu'il faut comprendre par *öffentliches Recht* : 1° Deutsches Staatsrecht ; 2° Der Verwaltungsrecht ; 3° Arbeit-versicherungsrecht ; 4° Kirchenrecht ; 5° Völkerrecht ; 6° Deutsches Kolonialrecht. Voir aussi : *Encyklopædie der Rechtswissenschaft*, de Birkmeyer (1904).

on le considère dans la phrase même qui constitue le programme de Bâle ; *Heimstätte* est inséparable de : *öffentlich-rechtlich*. La Palestine en tant que foyer garanti par le droit public voulait dire : autonomie sous la souveraineté du sultan avec la garantie des puissances. Dans l'empire ottoman même il y avait des précédents à ce point de vue. L'île de Samos avait obtenu son autonomie en 1821, par suite de l'intervention des puissances. Elle avait son gouvernement, une armée, un pavillon. Il y avait aussi le cas du Liban.

« L'autonomie garantie en 1860 aux Chrétiens du Liban grâce aux efforts de l'Angleterre et de la France, dit M. Sokolow, était de même nature que le projet que le sionisme envisage pour les Juifs en Palestine. L'idée était pareille à celle exprimée dans le programme de Bâle : la sécurité d'un libre développement, garantie par le gouvernement du pays et les autres puissances (1). »

Une Palestine, juive, autonome, sous la suzeraineté du sultan, avec la garantie des puissances, telle était la signification exacte du programme de Bâle.

SECTION II

De la Banque Coloniale Juive en tant que personne juridique du sionisme destinée à obtenir la Charte

§ 1. — ORGANES PROJETÉS PAR HERZL DANS SON « ETAT JUIF »

Au moment où Th. Herzl écrivait sa brochure : *l'Etat juif*, le peuple juif manquait d'une organisation universelle et d'un représentant qualifié. Or, pour traiter avec la Porte et les grandes puissances en vue de réaliser la concentration

1. *History of Zionism*, vol. I, p. 311.

des Juifs en Palestine, il fallait créer des organes appropriés. Herzl en imagina deux : la *Society of Jews* et la *Jewish Company*. La *Society of Jews*, constituée par les « meilleures et les plus honnêtes personnalités juives », devait devenir le représentant du peuple juif au point de vue du droit des gens. Son rôle était celui d'un *gestor* puisant son autorité dans la libre adhésion d'un grand nombre de Juifs. Ses devoirs étaient de deux sortes : politiques et scientifiques. Elle devait tendre à être reconnue comme pouvoir d'Etat (*staatsbildende Macht*) et traiter comme tel avec les puissances pour l'obtention du territoire. Elle devait aussi procéder aux travaux préparatoires nécessités par la transplantation de millions d'hommes : établir une statistique complète de tous les Juifs, organiser l'émigration, assumer provisoirement l'administration des communautés établies sur le territoire concédé lequel devait être préparé d'après les méthodes scientifiques à recevoir les immigrants.

La *Jewish Company* traduit en pratique ce que la *Society of Jews* a préparé scientifiquement et politiquement. C'est l'organe financier, « une entreprise commerciale qui doit toujours rester soigneusement distincte de la *Society of Jews* (1) » suivant le principe que la politique et les affaires ne doivent pas être mêlées. C'est une institution temporaire qui ne trouve sa raison d'être que pendant le temps nécessaire pour effectuer la concentration territoriale des Juifs. Son rôle est de s'occuper de la liquidation de tous les biens des émigrants, afin d'éviter les crises économiques dans les pays habités par les Juifs et de faciliter l'accession des chrétiens aux places précédemment occupées par les Juifs. La *Jewish Company* aurait en outre à s'occuper de l'organi-

1. H. Z. S., *Judenstaat*, vol. I, p. 71.

sation de la vie économique dans le pays Juif. Elle serait en partie calquée d'après les Compagnies à Charte : une Compagnie juive à Charte (jüdische Chartered Company) sans toutefois jouir de droits souverains ni posséder des devoirs purement coloniaux (1).

La Jewish Company serait une société par actions au capital d'un milliard de marks avec le siège à Londres constituée en conformité du droit anglais (2).

§ 2. — LA BANQUE COLONIALE JUIVE ET SA DESTINATION

Une fois le sionisme né que deviennent ces deux organismes prévus par Herzl ? La Society of Yews se réalise sous la forme du *Comité d'Action*. Mais se rendant compte de la difficulté, voire même de l'impossibilité qu'il y avait de faire admettre par les puissances soit le Comité d'Action soit le Congrès comme organe représentatif du peuple juif investi de la personnalité du droit des gens, Herzl eut recours au système d'une Compagnie à Charte. L'essentiel c'était de créer un être juridiquement capable de contracter avec le maître du pays à coloniser (3), c'est-à-dire avec le sultan. Cet être fut

1. *H. Z. S. Judenstaat*, vol. I, p. 71.

2. A titre documentaire nous mentionnons ici les idées émises par Pinsker dans sa brochure *l'Auto-émancipation*, parue en 1882, concernant les organismes à qui devrait incomber la charge de réaliser le plan de libération du peuple juif. Les diverses grandes associations juives organisent un Congrès national dont elles forment le noyau ou si elles s'y refusent elles doivent tout au moins constituer dans leur sein un *Institut national* ou un *Directoire* composé des plus grands hommes du peuple juif. Cet Institut prendrait énergiquement en main la conduite des affaires nationales juives (p. 25). Sa première tâche consisterait à trouver un territoire (p. 26), morceler en parcelles le terrain acquis et procéder à sa vente, créer une caisse de secours aux immigrants pauvres à l'aide du produit de la vente et au besoin au moyen d'une souscription nationale (p. 28). Edition de Kadiman, Brünn, 1903.

3. St. Pr. III, K., p. 7. St. Pr. V, K., discours d'ouverture de Herzl, St. Pr. V, K., p. 96, discours du Dr Farbstein.

le *Yews Colonial Trust* (Banque coloniale juive). Ainsi la *Society of Yews* se dédoublait en deux organes différents : le Comité d'Action sioniste et la Banque coloniale juive.

Le promoteur du sionisme moderne était un grand administrateur des Chartered et de leurs fondateurs tels que Cecil Rhodes, sir George Taubman Goldie, sir William Mackinnon (1). Les Compagnies à Charte avaient repris dans le dernier quart du xiv^e siècle une faveur dont elles n'avaient plus joui depuis la fin du xviii^e siècle par suite des abus et des conflits survenus du fait de leurs monopoles. L'initiative partit d'Angleterre et fut suivie par d'autres pays. En 1881 se fondait la « British North Borneo Company », en 1886 la « Royal Niger Company », en 1888 l'« Imperial British East Africa Company » et en 1889 la « British South Africa Company (2) ». L'Allemagne, le Portugal, la Belgique suivirent l'exemple. La France disposait à entrer dans la même voie (3). Quoiqu'elles n'eussent pas le monopole général du Commerce comme les Compagnies des xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles, les nouvelles possédaient encore des droits politiques très étendus qui faisaient d'elles « de véritables organismes souverains (4) ».

Le II^e Congrès sioniste décida la création de la Banque coloniale juive au capital nominal de 2 millions de livres sterling divisé en actions de 25 francs chacune (5). Bien que fondée

1. Hagani, *op. cit.*, p. 135.

2. Sur ces Compagnies : Carton de Wiart, *Les Compagnies coloniales anglaises au XIX^e siècle*.

3. *Ibid.*, avant-propos, p. 17.

4. *Ibid.*, p. 18.

5. La Banque coloniale Juive est à coup sûr la banque la plus populaire du monde entier ; le nombre de ses actionnaires est d'environ 140.000. On comprend qu'il s'agit généralement de possesseurs d'un nombre très réduit d'actions. Malheureusement le capital entièrement versé jusqu'en 1914 n'atteignait que la sixième partie du capital nominal. Un grand effort a été commencé notamment depuis l'armistice en vue d'en faire une puissante institution financière.

comme une banque ordinaire devant s'occuper d'opérations de crédit, d'encouragement à l'agriculture, au commerce et à l'industrie, en Palestine et en Orient (1), elle poursuivait néanmoins un but essentiellement politique. Déjà au premier Congrès, lorsqu'elle n'existait encore que dans la pensée de quelques-uns, le Dr Bodenheimer la désignait comme « organe le plus approprié pour entrer en négociations avec le gouvernement turc pour la concession et l'achat de terrains (2) ». Dans un discours prononcé à Vienne, Herzl déclara que les négociations de la Banque avec le gouvernement turc devaient avoir pour objet « l'acquisition d'une grande concession, avec tous les droits souverains qu'on a l'habitude de consentir aux Compagnies à Charte (3) ». Dans un rapport au II^e Congrès, le Dr Bodenheimer citait, comme entreprises financières visant des buts politiques, la Landbank de Berlin qui poursuivait la diffusion de l'influence allemande dans les provinces polonaises de la Prusse et surtout la « Société allemande de colonisation » (Deutsche Colonial-Gesellschaft) (4) ; celle-ci obtenait dans des pays d'outre-mer des privilèges, titres de possession, droits souverains et s'occupait de plantations et de chemins de fer. Il rappelait aussi des entreprises françaises telles que la Banque pour le Chemin de fer d'Anatolie. Cependant les Chartered anglaises demeurèrent le modèle d'après lequel fut créée la Banque coloniale juive. Mais d'importantes différences existaient entre cette dernière et les Compagnies à Charte. Ces différences furent mises en lumière au IV^e Congrès par le professeur Belkowski dans un rapport sur la Banque (5).

1. St. Pr. II, K., p. 149.

2. St. Pr. I, K., p. 127.

3. N. Z. S., t. II, p. 161.

4. St. Pr. II, K., p. 140.

5. St. Pr. IV, K., pp. 251-261.

Les voici : 1° Les Compagnies à Charte étaient destinées à créer des colonies, la Banque coloniale juive devait fonder une patrie ou si l'on veut une colonie sans mère-patrie ; 2° Les Compagnies à Charte étaient des sociétés privées, elles sentaient derrière elles s'exercer la protection d'un Etat ; derrière la Banque juive il y avait bien un peuple, mais il n'y avait pas un Etat ; 3° Si les Compagnies à Charte subissaient des revers, les gouvernements n'en souffraient pas toujours ; la Banque coloniale devait absolument réussir dans ses entreprises car son échec aurait eu des conséquences incalculables pour tout un peuple ; 4° Une différence importante consistait en ce que la Banque juive devait obtenir la Charte non pas de l'Etat où elle a été fondée mais de l'Etat qui lui offrirait les concessions, droits et privilèges qu'elle désirait obtenir.

Sur ce dernier point la Banque coloniale juive présentait une forte analogie avec la « British Borneo Company ». Seule la Charte octroyée à cette compagnie concernait un territoire non soumis à la souveraineté de l'Angleterre, tandis que le territoire des autres compagnies était déjà soit sous la souveraineté anglaise, soit dans la sphère d'influence de l'Angleterre (1). La British Borneo Company était une société privée à la tête de laquelle se trouvait un anglais, M. Dent. Celui-ci avait obtenu du sultan de Brunei, moyennant une redevance annuelle, la concession d'un vaste territoire avec la jouissance de véritables droits régaliens. Le gouvernement anglais confirma cet état de choses par une Charte d'incorporation du 1^{er} novembre 1881. « La Charte royale, dit M. Carton de Wiart auquel nous empruntons ces renseignements, ne fit en réalité que confirmer les concessions des sultans de Brunei et de Sulu, mais en leur donnant par cette confirmation une valeur

1. Voir aussi Jèze, *Etude théorique et pratique sur l'occupation*, p. 192

et une importance qu'elles étaient loin d'avoir auparavant (1). » Pourquoi M. Dent avait-il recherché la protection anglaise ? Par suite du caractère précaire de la concession qu'il avait obtenue à Borneo. Il était trop faible pour faire respecter les conditions du contrat ; d'où la nécessité d'une garantie. « Toutes les autorités civiles et militaires d'Angleterre ou des colonies, disait la Charte de 1881, sont sommées de prêter leur concours et leur appui à la Compagnie et à ses agents (2). » Le mot Charte dans le cas de la « British Borneo Company », comporte un sens particulier qui est celui de confirmation ou de garantie. Un gouvernement garantit à une société privée, la concession et les droits que celle-ci a pu obtenir sur un territoire déterminé de la part du souverain de ce territoire.

§ 3. — LA CHARTE. — SA SIGNIFICATION

Est-ce dans ce sens qu'il faut entendre la Charte réclamée par l'organisation sioniste ? Le mot Charte dans les écrits sionistes est pris dans deux sens ; le plus généralement il veut dire l'acte qui doit comprendre les droits et privilèges octroyés aux sionistes en Palestine par le maître de ce pays. Ainsi disait-on couramment de la Banque que son but était d'obtenir la Charte de la part du Sultan. Th. Herzl lui-même emploie indistinctement les mots : Charte et Concession (3). Mais il comportait aussi le sens de garantie : celle-ci ne pouvait être le fait que d'une ou de plusieurs puissances en dehors de l'auteur de la concession. C'était le sens véritable qui se

1. Carton de Wiart, *op. cit.*, p. 16.

2. *Ibid.*, p. 25.

3. Voir H.Z.S., *Rede in London*, t. II, p. 101 et *Rede in Wien*, t. II, p. 161.

cachait derrière la formule : une patrie garantie par le droit public. Si un doute pouvait subsister à ce sujet les déclarations de Th. Herzl au III^e Congrès suffiraient pour les dissiper. Dans son discours d'ouverture il avait déclaré textuellement ceci au sujet du résultat qu'il fallait obtenir : « Nos efforts tendent à l'obtention d'un *Charter* de la part du gouvernement turc, d'un *Charter* sous la souveraineté de Sa Majesté le Sultan. Ce n'est que lorsque nous serons en possession de ce *Charter*, lequel doit contenir les sécurités de droit public indispensables, que nous pourrons commencer une grande colonisation pratique (1). »

Cette déclaration fut relevée par un délégué, le Dr Werner, soucieux de faire affirmer publiquement qu'elle ne contenait aucun amoindrissement du programme de Bâle, de façon à éviter les idées erronées qui auraient pu naître d'une fausse interprétation. « Je pense, dit-il, que ce passage (du discours) pourrait peut-être impliquer une diminution du programme adopté par le premier Congrès et confirmé par le deuxième. Si tel est le cas, je désire avoir une confirmation de M. le Président. En ce qui me concerne, j'ai cru comprendre que le « résultat » mentionné est le premier auquel nous devons aspirer, qu'il s'agit tout d'abord du *Charter* turc, c'est-à-dire de quelque chose qui émane uniquement du gouvernement turc et dans laquelle on pouvait penser que les autres puissances n'avaient pas à s'immiscer, mais qu'il ne saurait être en tout cas que notre premier résultat, et que notre programme de sécurités de droit public demeure néanmoins intangible. Si je me suis trompé, j'espère que M. le Président voudra bien me donner les éclaircissements nécessaires (2). » Le Dr Herzl lui dit qu'il répondrait dans la discussion au

1. St. Pr. III, K., p. 7. Discours d'ouverture.

2. St. Pr., III, K., p. 57.

sujet de la Banque. Voyant que le chef de l'organisation sioniste tardait à apporter l'explication qu'il lui avait demandé, le Dr Warner pose de nouveau la question et cette fois avec plus de précision. Se référant de rechef au passage du discours d'ouverture que nous venons de reproduire, il prie le Dr Herzl « de répondre d'une façon précise s'il constitue un rétrécissement du programme lorsqu'il parle d'un *Charter turc*, tandis que le programme de Bâle parle de garanties de droit public, c'est-à-dire de la garantie de toutes les puissances, ou bien s'il s'agit simplement de déterminer quel est le but immédiat de notre mouvement. Je demande une réponse non parce que j'ignore si notre programme demeure aujourd'hui tel qu'il a été établi au premier Congrès, mais afin de détruire dans l'œuf tout malentendu qui pourrait naître à ce sujet ». Voici la réponse que Herzl fit à cette question : « Le discours d'ouverture a été lu au Comité d'Action et approuvé par lui. Naturellement il ne peut pas être question d'un rétrécissement de notre programme, auquel nous sommes liés, qui est notre *magna charta*. Il s'agit simplement du premier pas pratique que nous pensons entreprendre, que nous désirons ardemment voir réussir, et qui doit contenir ce que nous entendons par les mots : garanties du droit public (2). »

Par conséquent la Charte (concession) turque devait être suivie de la Charte européenne (garantie). Ceci nous confirme dans ce que nous avons dit précédemment : dans la pensée des premiers sionistes politiques : garanties de droit public voulait dire : garanties de droit international public.

1. St. Pr., III, K. p. 140.

2. St. Pr. II, K., p. 140.

§ 4. — MESURES POUR CONSERVER LE CARACTÈRE POLITIQUE DE LA
BANQUE COLONIALE JUIVE

La Banque coloniale juive était par conséquent un instrument d'ordre purement politique. Une autre institution : la *Landgesellschaft*, à constituer avec un capital bien supérieur aurait dû s'occuper de l'achat des terrains et de l'œuvre de colonisation (1). C'est sous cette dénomination que Herzl présentait ultérieurement le projet de la Yewish Company dont nous avons déjà parlé. Le rôle de la Banque coloniale était précisément de créer la *Landgesellschaft* « destinée à traduire en pratique le plan sioniste (2) », mais non à se confondre avec elle.

Le caractère politique de la Banque coloniale fut plus d'une fois affirmé dans les Congrès sionistes. « Nous sommes parfaitement d'accord sur ce point, déclarait le Dr Katzenelsohn au V^e Congrès, que ce doit être un instrument destiné à obtenir une patrie garantie par le droit (3). » Il fallait donc prévoir les moyens susceptibles d'éviter que la Banque ne tombât sous l'emprise des non sionistes qui auraient pu la faire dévier de son but.

Les statuts de la Banque prévoient un Comité de surveillance nommé par le Congrès, qui se compose d'un certain nombre d'actionnaires en possession, chacun, de cent actions dites parts de fondateurs. Ce Comité a la haute direction des opérations de la Banque avec voix prépondérante dans l'Assemblée générale. Afin d'opérer une séparation absolue entre

1. *H. Z. S. Rede in Wien*, t. II, p. 161 et St. Pr. III, K., discours d'ouverture de Herzl, p. 8.

2. *H. Z. S. Die Aufgaben der Bank*, vol. II.

3. St. Pr. V, K., p. 86.

la politique absolue et les affaires, les porteurs de parts de fondateurs ne participent ni aux bénéfices, ni aux dividendes et ne délibèrent sur ce qui concerne ni les uns ni les autres (1).

En somme c'est le Congrès sioniste qui a la haute main sur la Banque coloniale. A chaque Congrès il est fait un rapport sur l'activité de cette institution.

De son caractère politique découlait pour la Banque la nécessité d'avoir des capitaux toujours disponibles. Le V^e Congrès décida la mise de fonds ou de crédits à la disposition du Comité d'Action (2). C'était pour la Banque l'obligation d'investir de telle façon ses capitaux qu'elle pût toujours les retirer au moment opportun (3).

Cet instrument une fois créé va servir dans les négociations politiques. Chaque fois que Herzl ira à Constantinople il sera accompagné d'un des directeurs de la Banque coloniale. Celle-ci était le seul organe sioniste juridiquement capable de contracter, celui qui devait obtenir le *Charter* (4).

1. St. Pr. III K., p. 33, rapport de Oscar Marmorek.

2. St. Pr. V, K., p. 372, proposition du D^r Farbstein. Voir aussi Herzl, p. 373 et Bernstein-Kohan, p. 375.

3. St. Pr. VI K, pp. 265-266 et St. Pr. VIII K, p. 160.

4. Il en fut question dans les négociations avec le gouvernement anglais au sujet de la concession d'un territoire dans l'Afrique Orientale. « M. Chamberlain a communiqué au marquis de Landsdowne la lettre que vous lui avez adressée le 13 du mois dernier, contenant le projet d'un traité proposé par le D^r Herzl, pour être conclu entre le *Gouvernement de Sa Majesté et la Banque coloniale juive*, dans le but d'établir une colonie juive dans l'Afrique Orientale. » Lettre de Sir Clement Hill, chef du Département colonial au Foreign Office adressée à M. L.-J. Greenberg. Voir St. Pr. VI, K., p. 218. Nous l'avons reproduite *in extenso* dans notre troisième partie.

SECTION III

Efforts tentés par Théodore Herzl pour réaliser le programme de Bâle. — Démarches auprès des puissances et négociations avec la Porte.

Théodore Herzl se rendit une première fois à Constantinople en 1896. Il y acquit la conviction que le sultan était favorablement disposé envers les Juifs et que ceux-ci pouvaient le considérer comme leur meilleur ami (1). Mais vis-à-vis d'une entreprise de l'envergure de celle que le Dr Herzl avait projetée Abdul Hamid avait des raisons de se méfier, malgré les avantages qu'elle paraissait lui présenter. Pour obtenir sa pleine confiance il fallait constituer une forte organisation et se procurer de l'argent et l'appui des puissances. Le premier Congrès avait créé l'organisation sioniste et le second la Banque coloniale juive. En vue d'obtenir l'appui des puissances Th. Herzl commença une série ininterrompue de démarches auprès des gouvernements de l'Europe.

En 1898, Guillaume II ayant été faire une visite au sultan, Herzl qui avait déjà pu approcher l'empereur allemand et le mettre au courant du sionisme par l'intermédiaire du grand duc de Bade, se rendit à Constantinople accompagné de quatre de ses collaborateurs : MM. Schnirer, Wolffsohn, Bodenheimer et Seidener. L'empereur le reçut à Yldiz Kiosk en présence du chancelier de Bülow, dans une entrevue de plus d'une heure qui porta sur toute les questions concernant le sionisme. La députation se rendit ensuite à Jérusalem le 2 novembre, elle y fut reçue en audience solennelle par Guillaume II. Herzl demanda son appui pour réaliser le sionisme

1. H. Z. S., t. I, p. 135. *Rede in Makkabæer-Klub* (London, 6 juli 1896).

dans l'intérêt de la Turquie et de la civilisation. L'empereur déclara en réponse «... que toutes les aspirations ayant pour but le relèvement agricole de la Palestine au mieux de la prospérité de l'empire turc et complètement respectueuses de la souveraineté du Sultan, pouvaient compter sur son intérêt bienveillant (1). » « Il ne devait pas lui déplaire... de passer aux yeux du monde comme le grand protecteur des Juifs en même temps que celui des Musulmans (2). »

Malgré le retentissement qu'eut cette démarche son résultat demeura purement moral. Alors Herzl décida de se mettre directement en rapport avec le sultan. Il exposa au III^e Congrès comme nous le savons déjà, sa politique tendant à l'obtention d'une Charte. Après le IV^e Congrès sioniste qui se tint en 1900 à Londres, lequel avait provoqué l'intérêt du gouvernement anglais et en particulier celui de Lord Salisbury, Herzl rédigea son projet de Charte en vue de le soumettre au sultan.

Ce n'était pas chose facile que d'approcher ce dernier. Pour y arriver, le chef sioniste eut recours à un ami et confident du sultan, le célèbre orientaliste Hermann Vambéry de Budapest. Celui-ci se rendit spécialement à Constantinople afin de faciliter l'entrevue de Herzl avec Abdul Hamid. Vambéry ayant réussi dans sa mission Herzl alla à Constantinople accompagné de Oscar Marmorek et de David Wolffsohn. Le vendredi 17 mai 1901 il fut reçu par le sultan en une audience qui dura deux heures et quart, au cours de laquelle il lui exposa ses plans. A l'issue de cette audience Herzl fut décoré du grand cordon de l'ordre de Medsjidié. Le lendemain nouvelle entrevue qui dura de dix heures et demie du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi. Le soir il participait à un

1. *Die Welt*, n° 44, année 1898.

2. Hagani, *op. cit.*, p. 144.

dîner officiel auquel assistaient entre autres le conseiller intime du sultan, le grand vizir, etc. Le troisième jour le chef sioniste fut de nouveau mandé au Palais où il resta de neuf heures du matin jusqu'à cinq heures du soir. Abdul Hamid lui fit cadeau d'une épingle en brillants. Au cours de cette dernière entrevue il fut convenu que Herzl ferait parvenir au sultan un exposé. Le chef sioniste retourna à Vienne d'où il alla ensuite à Paris et à Londres. Dans cette dernière ville il prépara le mémoire et le fit parvenir au sultan qui l'eut entre ses mains le 24 juin 1901. Cette besogne terminée, Théodore Herzl pensa s'attacher les concours financiers indispensables. Dans un discours qu'il fit le 11 juin 1901 à la société des Macchabéens de Londres, il donna à comprendre que le résultat ne dépendait plus que de l'argent. La somme qu'il demandait n'était pas énorme : deux millions de livres sterlings.

Malheureusement les financiers juifs n'étaient pas prêts à ouvrir leur bourse. Alors Herzl pensa à Carnegie, Cecil Rhodes et autres chrétiens. L'argent n'arrivait toujours pas. Certains financiers juifs promettaient de l'argent à condition que la Charte fût d'abord obtenue. Chose impossible. La foule devenait de son côté impatiente. Cependant le président de l'organisation sioniste ne désespéra pas. En octobre 1901 plusieurs firmes sionistes se rallièrent à la Banque. Le V^e Congrès décida qu'une certaine partie des fonds disponibles fût mise à la disposition du Comité d'Action pour des besoins politiques. Le sultan ayant répondu à un télégramme de remerciements du même Congrès, on y vit le signe d'une reprise possible de la conversation. Le 22 juillet les négociations recommencèrent à Thérapia où Herzl fut de nouveau l'hôte du sultan. Elles furent conduites du côté turc par le grand vizir Saïd, le grand maître des cérémonies, Ibrahim bey et par le premier secrétaire privé d'Abdul Hamid, Cahsim-

bey. Le 29 juillet, Herzl remit à Yldiz Kiosk un document contenant tous les desiderata du sionisme. Il demandait notamment l'autorisation du sultan pour une colonisation sur la base d'une charte en Palestine et dans les pays limitrophes, c'est-à-dire sur un territoire bien spécifié et d'un seul tenant. Cependant le sultan n'acceptait qu'une colonisation éparpillée dans l'empire et les négociations demeurèrent encore une fois sans résultat.

Devant cet échec Herzl pensa à un biais : d'une part faire croire au sultan qu'il pouvait se passer de la Palestine ; de l'autre lui inspirer la crainte de voir l'argent juif lui échapper. Un des collaborateurs de Herzl, M. Greenberg, émit l'idée d'une concession territoriale à El Arisch, dans la presqu'île du Sinaï. Ce projet reçut l'approbation du gouvernement anglais. Le représentant de celui-ci en Egypte, Lord Cromer, l'appuya à son tour auprès du gouvernement égyptien. Mais avant toutes négociations il était nécessaire de s'assurer par une commission d'exploration si ce territoire se prêtait à une vaste colonisation. Muni de lettres de recommandation de Lord Landsdowne, M. Greenberg se rendit en Egypte en octobre où l'y suivit bientôt pour se rendre à El Arisch la Commission d'exploration ainsi composée : le colonel Goldsmith, l'ingénieur Kessler, l'architecte Oscar Marmorck, MM. Soskin, Joffé, le professeur Laurent, l'ingénieur Stephens et M. Humphreys, ce dernier en qualité de commissaire du gouvernement. Pendant que la Commission poursuivait ses travaux, M. Greenberg négociait au Caire et obtenait le consentement du gouvernement égyptien à une administration propre du pays, à la jouissance de droits municipaux, etc. Toutes ces concessions étaient, bien entendu, subordonnées au résultat de l'exploration.

L'expédition revint au commencement de mars rapportant

un avis favorable. Alors, Herzl se rendit en Egypte afin de conduire personnellement les négociations. El Arisch était colonisable à condition de lui fournir une grande quantité d'eau. Toute la difficulté consistait à obtenir du gouvernement égyptien qu'il autorisât les sionistes à utiliser une partie des eaux du Nil pour l'irrigation de la Pelusinische Ebene, la seule contrée propre à la colonisation. Sur ce point on se heurta à un refus de la part du gouvernement égyptien ; celui-ci déclara ne pouvoir consentir à l'utilisation d'une partie des eaux du Nil (1). Le projet échoua, mais Herzl n'abandonna pas l'espoir de renouer les négociations.

Depuis sa dernière entrevue avec le sultan, Herzl avait cru comprendre qu'une certaine opposition lui était faite du côté de la Russie et du côté du pape. Tout d'abord il pensa à la nécessité d'aplanir ces difficultés.

Depuis longtemps, en outre, le grand chef sioniste nourrissait le désir de connaître de plus près le peuple juif de Russie qu'il avait appris à aimer et à admirer à travers ses ardents représentants aux Congrès sionistes. Enfin, pour la prospérité du sionisme en Russie il était nécessaire d'obtenir du gouvernement russe que l'organisation sioniste pût se développer sans entraves en Russie. Le 5 août 1903, accompagné de Katzenelsohn, Théodore Herzl partit pour Saint-Petersbourg. Il y fut reçu quatre fois par Plehwe, ensuite par le ministre des Finances Witte, le ministre Lambsdorff et le chef du département Hartwig. Le Président de l'Organisation sioniste arriva à convaincre Plehwe qu'il était de l'intérêt de la Russie d'encourager le Sionisme. Les résultats de la conversation furent communiqués au tzar et résumés dans une lettre que Plehwe adressa à Th. Herzl le 30 juillet

1. St. Pr. VI, K., discours de Th. Herzl.

(12 août) 1903 (4). Le ministre des Finances lui promit l'autorisation pour l'ouverture de filiales de la Banque Coloniale juive, en Russie; Lambsdorff et Hartwig l'assurèrent également de leur appui.

Après avoir quitté Saint-Petersbourg, Théodore Herzl se

1. Voici cette lettre :

Ministère de l'Intérieur,

Monsieur,

Vous avez exprimé le désir de conserver des traces de notre entretien. J'accède volontiers à ce désir, afin d'écarter tout ce qui pourrait faire naître des espérances exagérées ou des doutes inquiétants.

J'ai eu l'occasion de vous faire connaître le point de vue auquel le gouvernement russe envisage actuellement le sionisme. Ce point de vue peut, en effet, très facilement lui inspirer la nécessité de changer sa politique de tolérance contre des mesures dictées par la sauvegarde nationale. Tant que le sionisme consistait à vouloir créer un Etat indépendant en Palestine et promettait d'organiser l'émigration de Russie d'un certain nombre de ses sujets juifs, le gouvernement russe pouvait parfaitement lui être favorable.

Mais du moment où ce but principal du sionisme se trouve être abandonné et remplacé par une simple propagande de concentration nationale juive en Russie, il est naturel que le gouvernement ne puisse dans aucun cas, tolérer cette nouvelle voie du sionisme. Ce dernier n'aurait d'autre résultat que de créer des groupes d'individus parfaitement étrangers, et même hostiles aux sentiments patriotiques, qui font la force de chaque Etat.

Voilà pourquoi la confiance ne pourrait être rendue au sionisme, qu'à la condition qu'il revienne à son ancien programme d'action. Il pourrait, dans ce cas, compter sur un appui moral et matériel, au jour où certaines de ses mesures pratiques serviraient à diminuer la population juive en Russie. Cet appui pourrait consister à protéger les mandataires sionistes près du gouvernement ottoman, à faciliter l'action des sociétés d'émigration, et même à subvenir aux besoins de ces sociétés, évidemment en dehors des ressources de l'Etat, au moyen de contributions prélevées sur les Juifs. Je crois nécessaire d'ajouter que le gouvernement russe, obligé de conformer sa manière d'agir dans la question juive aux intérêts de l'Etat, n'a néanmoins jamais dévié de grands principes de la morale et de l'humanité. Tout dernièrement encore, il vient d'élargir les droits de demeure dans les confins des localités destinées à la population juive, et rien n'empêche d'espérer que le développement de ces mesures servirait à améliorer les conditions d'existence des Juifs russes, surtout si l'émigration diminue leur nombre.

Veuillez agréer l'assurance de mes sentiments distingués.

DE PLEHVÉ

Voir Compte-rendu du VI^e Congrès. Edition de l'*Echo Sioniste*, Paris, 1903.

rendit à Vilna où il eut l'occasion de connaître de près les terribles souffrances des Juifs russes. C'est dans cette ville qu'il reçut la lettre de Sir Clement Hill adressée à L.-Y. Greenberg et concernant le projet d'une colonie juive en Afrique Orientale. Herzl crut y voir une issue momentanée. On connaît les péripéties de cette affaire ; nous n'y reviendrons donc plus. Disons seulement que le chef sioniste pensa se servir de cette nouvelle offre de l'Angleterre de la même façon que de celle d'El-Arisch pour amener le sultan à se montrer plus conciliant.

Le dernier voyage de Herzl eut lieu à Rome où il fut reçu par le roi Victor Emmanuel, M. Tittoni, ministre des Affaires étrangères, le cardinal Merry del Val, secrétaire d'Etat au Vatican et par le pape lui-même.

Les divers échecs dont le plus dur était celui subi auprès de la Porte et les attaques dont il fut l'objet de la part de certains sionistes, aggravèrent sa maladie de cœur et il mourut le 4 juillet 1904.

Nous verrons un peu plus loin quelle fut la méthode que les sionistes adoptèrent non sans luttes ardentes après la disparition du grand chef.

SECTION IV

Le sionisme herzlien et la colonisation en Palestine

La conséquence logique qui découlait du programme de Bâle était que rien ne devait être entrepris en Palestine sans bases légales, sans sûretés juridiques. « La colonisation en masse, que nous tenons pour souhaitable, ne peut être imaginée, disait Th. Herzl, que si elle jouit de sa propre sécurité

et de son autonomie, autrement nous transportons en quelque endroit qu'il s'agit, de nouveaux Arméniens (1). »

On tomba ainsi d'accord pour combattre toute infiltration en Palestine, toute création nouvelle de colonies dans ce pays jusqu'au jour où les garanties nécessaires auraient été acquises. Ce qui avait été créé devait être maintenu et alimenté non plus par l'immigration, mais seulement par l'élément local. « De la sorte aucune occasion ne sera plus donnée au gouvernement turc pour rendre plus difficile l'immigration (2). » C'était le point de vue le plus radical que Herzl défendit énergiquement jusqu'à sa mort (1904) et que certains de ses amis les plus fidèles observèrent après lui, malgré un très fort courant contraire.

Non pas que le mouvement sioniste politique n'ait compris dès sa naissance des partisans de la petite colonisation, car la plupart des Chowewe-Sion s'étaient ralliés à lui. Mais ceux-ci, comme tout le monde, croyaient en Herzl et attendaient les meilleurs résultats de son action diplomatique. Tous les sionistes connaissaient d'ailleurs les mille difficultés auxquelles s'étaient heurtés les essais de colonisation, depuis l'année 1880. Aussi étaient-ils tous d'avis qu'il ne fallait point suivre l'exemple du Chowew-sionisme, son manque de méthode et de plan d'ensemble, son manque de toute base juridique certaine.

Les premiers Congrès se sont occupés néanmoins de la colonisation en Palestine, mais ce problème fut toujours envisagé du point de vue herzlien.

Dans un rapport sur la situation en Palestine le délégué au I^{er} Congrès Adam Rosenberg affirmait la nécessité d'opérer une réforme radicale en ce qui concerne la colonisation juive

1. *H. Z. S. Rede in der Union*, vol. I. p. 161.

2. *H. Z. S.*, t. I, p. 236. *Ergebnisse de Kongresses*.

en Palestine. Naturellement les colonies existantes devaient être maintenues et encouragées mais aucun pas en avant ne devait être fait tant qu'il n'aura pas été créé une situation juridique sûre (1). Au II^e Congrès le professeur Mandelstamm de Kiew ne se montra pas moins catégorique à ce sujet. « Nous ne devons pas pousser plus loin notre colonisation, déclarait-il, tant que nous n'aurons pas le terrain, sur lequel nous voulons bâtir, assuré par le droit public. » D'ailleurs vu l'interdiction d'immigration strictement observée à ce moment-là par les autorités turques il ne pouvait même pas être question d'une colonisation avec des Juifs du dehors, mais tout au plus d'une infiltration dans le pays par infraction aux édits. « Mais nous ne voulons pas passer en fraude, s'écriait-il ; nous ne voulons pas nous infiltrer comme des contrebandiers, mais nous voulons avoir la conscience que nous nous y installons pour toujours et que nous sommes en état de nous assurer un foyer (2). » Fallait-il se croiser les bras en attendant d'obtenir les garanties de droit public ? Non, répondait Mandelstamm, car il y avait une tâche à laquelle il était possible de s'atteler tout de suite : c'était de fortifier la situation économique des Juifs qui se trouvaient déjà en Palestine et en Syrie.

Cependant dès le deuxième Congrès on voit poindre l'impatience de certains sionistes. Les souffrances du peuple juif étaient trop grandes, trop pénibles pour se résigner à attendre le jour où la Charte serait octroyée. On sentait le besoin de coloniser tout de suite. Loin d'abandonner l'idéal de donner au peuple juif tout entier une patrie, mais plutôt pour faciliter l'accomplissement de ce dessein, des propositions de colonisation furent faites, basées sur un plan

1. St. Pr. I, K., p. 177.

2. St. Pr. II, K., p. 88.

méthodique, lequel ne devait être mis en pratique qu'après obtention d'une autorisation de la part du gouvernement turc.

Le II^e Congrès vota une résolution nommant une commission de colonisation de dix membres originaires de divers pays, avec le siège à Londres. Le Congrès déclarait en outre dans cette résolution qu'il considérait avec sympathie la colonisation déjà commencée en Palestine et il exprimait le désir d'encourager la création de nouvelles colonies. On se rappelle que parmi les moyens envisagés par le 1^{er} Congrès pour attendre le but poursuivi par le mouvement sioniste figurait au premier paragraphe du programme dit de Bâle l'encouragement de *la colonisation rationnelle de la Palestine, par des agriculteurs, des artisans et des industriels juifs* (2). La résolution dont nous venons de parler fournit l'explication de ce qu'il faut comprendre par colonisation rationnelle (zweckdienlicher Besiedlung) : « celle qui sera entreprise avec la permission du gouvernement turc, d'après le plan et sous la direction d'une Commission nommée par le Congrès (1). » Au troisième paragraphe de la résolution votée par le II^e Congrès il était spécifié que les premières colonies devaient être établies avec les Juifs qui habitent déjà la Turquie et au quatrième que la Banque coloniale devait collaborer à l'obtention du permis de colonisation.

Ce compromis n'eut pas de lendemain. La Commission resta inactive faute de ressources. Elle fut d'ailleurs oubliée ; les sionistes se préoccupèrent de plus en plus des démarches diplomatiques de Herzl dont ils espéraient voir aboutir la réalisation intégrale du programme de Bâle. Les partisans de la

1. « Die Zweckdienliche Förderung der Besiedlung Palastinas durch jüdische Ackerbaner, Handwerker und Gewerbetreibende. »

2. St. Pr. H, K., p. 179.

petite colonisation et de la colonisation à tout prix demeurèrent silencieux, mais dès le lendemain des échecs de Herzl ils levèrent la tête et demandèrent un changement de méthode.

CHAPITRE II

Le sionisme post-herzlien

SECTION I

Réaction contre la méthode de Herzl

Le sionisme pratique

L'échec des négociations amena dans le mouvement sioniste une crise qui éclata au VI^e Congrès. Théodore Herzl n'avait pas réussi à obtenir l'acte assurant aux Juifs des privilèges et des garanties pour un établissement autonome en Palestine. Personne n'espérait l'obtenir de sitôt. D'autre part l'offre de l'Angleterre d'un territoire dans l'Afrique Orientale avait été *en fait* écartée. Il fallait pourtant agir. Comment ?

Trois voies s'ouvraient devant les sionistes : 1^o Maintenir intégralement la méthode et les idées de Herzl ; 2^o Agir par degrés ; essayer d'obtenir des concessions, lesquelles s'ajoutant les unes aux autres auraient au bout d'un certain temps rapproché du but final, c'est-à-dire ce que l'on comprenait par garanties de droit public (1) ; 3^o Entrer dans la voie de la colonisation sans s'assurer au préalable des garanties nécessaires, tout en faisant cependant des efforts pour obtenir des concessions ou des privilèges.

1. Voir Pasmanik dans *Die Stimme der Wahrheit*, p. 71 et suiv.

Les partisans de la première méthode conservèrent la dénomination de sionistes politiques ; ceux de la troisième furent appelés sionistes pratiques ; ceux de la deuxième ne constituèrent pas un courant distinct des deux autres.

Les sionistes politiques suivaient rigoureusement les principes herzliens. Ils préconisaient en outre l'attente du mouvement international favorable, la fortification de l'organisation sioniste et conseillaient la poursuite des pourparlers avec la Porte. Nous attendrons patiemment, déclarait Max Nordau au VI^e Congrès, jusqu'à ce que des circonstances plus favorables se produisent, et nous ne cesserons de formuler nos doléances jusqu'au jour où les puissances seront désireuses de nous entendre. Entre-temps, ajoutait-il, nous ne cesserons un seul instant de soulever la question juive et de la présenter comme une brûlante actualité, devant le monde et devant les gouvernements (1).

Fortifier la Banque coloniale juive, le Fond national et conquérir les communautés juives au sionisme, pour transformer ce mouvement en une puissante organisation, maintenir et faire prospérer tout ce qui a été créé en Palestine, s'abstenir de toute nouvelle action pratique dans ce pays en l'absence des garanties de droit public, reprendre si possible les pourparlers avec le sultan, continuer les démarches auprès des gouvernements et profiter du premier moment politique favorable, tel était le programme que s'étaient tracés les partisans de la doctrine herzlienne.

Pour se défendre contre le grief de manquer d'esprit pratique, les sionistes politiques représentaient la Banque coloniale (2), le Fonds national, l'Anglo-Palestine Company, œuvres

1. St. Pr. VI, K., p. 68.

2. « La Banque Coloniale juive de Londres, dont la création constitue la pre-

d'ordre essentiellement pratique, comme étant le produit de leur initiative et de leur travail. Les sionistes politiques défendaient l'idée sioniste de tout rapetissement, car ce qu'ils voulaient c'était la libération de tout le peuple juif et non pas simplement la fondation de quelques petites colonies. Ils reprochaient à leur tour aux sionistes pratiques d'avoir oublié précisément ce grand but et de constituer une tentative de retour au Chowewe-sionisme. Voici à ce sujet les paroles que Max Nordau adressait aux délégués réunis au VII^e Congrès à Bâle en 1903 : « L'aspiration profonde, disait-il, mais réfléchie vers le pays de nos ancêtres qui anime sans aucun doute chaque sioniste, qui en fait justement un sioniste, a pris chez une partie de nos camarades d'idées la forme d'une impatience nerveuse qui prétend ne plus pouvoir attendre. Et puisqu'il ne dépend pas de nous d'obtenir sans délai le pays de nos rêves dans les seules conditions qui nous permettraient de faire en sorte que le retour dans l'antique patrie soit un bienfait pour notre peuple et constitue en même temps la solution de la question juive, ces sionistes prétendent avoir de nouveau recours aux méthodes, déjà condamnées par l'expérience, de la petite colonisation dépourvue de garanties de droit public et sans la conclusion préalable d'un contrat bilatéral avec le gouvernement de Sa Majesté le Sultan. Vous avez à prendre position au sujet de cette question vitale, à savoir si le sionisme doit retourner à ses origines antérieures à Herzl, s'il doit redevenir un soi-disant Chowewe-sionisme pratique destiné à aboutir par un effort gigantesque de tout le peuple juif à l'installation en Palestine de quelques douzaines de familles de colons subventionnés — ou bien s'il

mière action pratique du sionisme politique... » *H. Z. S.*, t. II, p. 75. *Die Aufgaben der Bank*, Herzl répondait comme par avance à des griefs qui n'allaient se faire jour que cinq ou six ans plus tard.

doit continuer la route tracée par Herzl et demeurer un grand mouvement politique universel qui ne trouve de répit tant qu'il n'aura pas créé avec l'approbation et l'aide des puissances des conditions normales de vie nécessaires au peuple juif tout entier pour le salut de celui-ci et le bien de la civilisation.

« Je me permets d'exprimer l'espoir que votre sagesse aura trouver un moyen terme qui nous donnera la possibilité de tranquilliser les impatients au moins en partie, sans cependant laisser le sionisme retomber dans les formes rudimentaires qu'il avait vers 1880 (1) ».

Partant de l'idée qu'un peuple ne vit pas d'abstractions, mais de réalités tangibles et que le peuple juif ne pouvait pas attendre indéfiniment la Charte, les sionistes pratiques réclamaient l'établissement de colonies juives même en l'absence de toutes sécurités et de tous privilèges. Ils pensaient que c'était d'ailleurs là le meilleur moyen pour arriver à obtenir les garanties de droit public. Ils s'élevaient contre la qualification de Chowewe-sionistes et par suite contre toute idée de poursuivre un retour en arrière. Ils posaient le principe nouveau que les sionistes ne deviendraient une force dont on tiendrait compte que pour la possession en Palestine d'un grand nombre de colonies et de toutes sortes d'institutions, ce qu'ils appelaient eux-mêmes les *positions* sionistes dans ce pays. Bien entendu les partisans de ce système n'excluaient pas les interventions auprès de la Porte ; ils se proposaient autant que possible et parallèlement au travail pratique d'agir auprès du sultan afin d'en recevoir privilèges et autorisations. Cependant l'idée s'était faite lentement dans l'esprit d'un nombre de plus en plus grand de sionistes qu'il

1. St. Pr. VII, K, p. 22.

n'était pas tout à fait impossible de coloniser en Palestine ; que les obstacles relatifs à l'achat des terres pouvaient être en partie contournés (1) ; que les sécurités ne manquaient pas à tel point que toute entreprise fut vouée d'avance à un échec certain ; que d'une façon générale les circonstances n'étaient pas aussi défavorables ; que par conséquent on pouvait entreprendre l'œuvre de colonisation même en dehors de toutes sûretés juridiques. Contre la guerre et la révolution la Charte ne sert à rien, disait au VII^e Congrès un des leaders du nouveau courant, le professeur Otlo Warburg (2). Les sionistes pratiques ne manquaient pas de faire remarquer en outre que l'établissement de colonies en Palestine comme la fondation de toutes sortes d'autres institutions, pouvait avoir une signification politique de la plus haute importance ; de cette façon le gouvernement turc aurait eu une preuve tangible de la capacité créatrice et organisatrice des Juifs ; il aurait plus facilement compris l'incalculable avantage qu'il en pouvait retirer en échange de l'octroi des droits réclamés par les sionistes. « Si le sultan voit ce dont nous sommes capables et ce que nous faisons au profit du pays, disait au VII^e Congrès le professeur Warburg, futur Président de l'organisation sioniste, il exaucera plus facilement nos vœux et de même les puissances qui doivent nous appuyer pour obtenir le Charter. Ma profonde conviction est que nous n'arriverons à obtenir le Charter qu'après que nous aurons jeté les bases du travail économique en Palestine (3). » Ainsi dans la pensée des adeptes de la nouvelle méthode, le sionisme pratique était le moyen et le sionisme politique le but (4). Si certains sio-

1. Voir Ussischkin, *Unser Programm*. Wien-Leipzig 1905. Voir aussi, Rapport du Prof. Warburg. St. Pr. VII, K., p. 201.

2. St. Pr. VII, K., p. 201.

3. St. Pr. VIII, K., p. 200.

4. St. Pr. VIII, K., p. 278, discours de Adolphe Stand.

nistes étaient hypnotisés par l'idée qu'il n'y avait plus rien à faire que d'agir directement en Palestine, d'autres prêchaient une politique de juste milieu et appelaient leur sionisme, sionisme synthétique. « Je conçois le sionisme politique, disait le D^r Weizmann au VIII^e Congrès, comme une synthèse des actions conduites dans tous les domaines, le travail pratique comme un moyen pour atteindre le but politique : la Charte (1). » Puisqu'en dernier lieu ils pensaient devoir aboutir par leur méthode à réaliser le programme de Bâle, c'est-à-dire à obtenir les garanties de droit public, les sionistes *pratiques* étaient arrivés à se considérer comme les vrais sionistes *politiques*.

La conséquence logique de l'idée que chaque introduction d'un nouvel habitant juif, chaque établissement d'une nouvelle école, d'une nouvelle colonie constituait un pas de plus vers le but final, était que l'Organisation sioniste devait participer directement à tout travail d'ordre pratique en Palestine.

La lutte entre le sionisme politique et le sionisme pratique qui s'était seulement dessinée au VI^e Congrès se poursuivit de plus en plus avec acharnement dans les réunions, la presse et les Congrès postérieurs. Mais les sionistes pratiques gagnèrent constamment du terrain. David Wolffsohn, qui avait succédé à Herzl après la mort de celui-ci, s'était efforcé au cours des six années (du VII^e au X^e Congrès) pendant lesquelles il avait été à la tête de l'Organisation sioniste de sauvegarder les principes herzliens, tout en faisant une certaine place aux doléances des pratiques qui lui avaient paru légitimes. Dans un discours prononcé à Paris en 1913 Max

Nordau caractérisait comme suit l'œuvre de Wolffsohn :

« Après la mort prématurée du grand Herzl, disait-il, son héritage a été géré par un homme de bonne volonté, dont le nom restera impérissable dans l'histoire du sionisme, ne serait-ce que pour le mérite d'avoir eu le courage d'accueillir l'héritage du mort. M. Wolffsohn a été un fidèle administrateur, il s'est toujours inspiré des idées directrices, des idées-forces contenues dans le programme sioniste de Herzl ; il a affirmé nettement le caractère politique du mouvement. En même temps, il a continué de faire cette œuvre pratique, qui à ses yeux, comme aux yeux de beaucoup de bons sionistes politiques, était justement la seule œuvre pratique actuellement possible : l'entretien des choses créées en Palestine. Les six années d'administration de Herzl nous ont donné les institutions dont nous venons de parler (1) ; les huit années d'administration de son successeur n'ont en somme rien gâté, elles ont tout tenu en état ; c'est à peu près tout ce qu'on pouvait lui demander (2). »

Au X^e Congrès l'élément pratique l'emporta définitivement et David Wolffsohn dut se retirer du pouvoir (3). Le Petit Comité d'Action qui fut nommé à ce Congrès se composait

1. Nordau dans son discours avait parlé des institutions telles que la Banque, le Fonds national, etc. créées par les sionistes politiques.

2. Voir *l'Echo sioniste* n° 8 du 10 août 1913 : discours *in extenso* prononcé par Nordau à une réunion organisée à l'occasion du neuvième anniversaire de la mort de Théodore Herzl.

3. Voici l'opinion de Nordau sur les causes qui ont déterminé Wolffsohn à abandonner ses fonctions : « Sous les assauts incessants des sionistes pratiques, il s'est découragé et, fatigué, il s'est démis de sa propre initiative et a laissé la place à d'autres. Je souligne ceci : il n'a pas été renversé ; ses adversaires n'en auraient pas eu la force, ils étaient en minorité au Congrès qui a marqué leur victoire ; cette victoire a été rendue possible par l'abandon, par la reddition, par la mise bas des armes de la part de Wolffsohn, et par la résignation de ses partisans, qui ne pouvaient pas continuer la lutte du moment que leur chef abandonnait la ligne du feu. » *L'Echo sioniste*, n° 8 du 10 août 1913.

uniquement de représentants de la nouvelle tendance; ce furent MM. Otto Warburg, Arthur Hantke, Schmarja Lewin et Nahum Sokolow.

Les politiques passèrent donc en opposition, mais ils ne se tinrent pas pour battus; ils entendaient au contraire mener franchement la lutte et affirmer hautement leurs principes. Pour diverses raisons que nous n'avons pas à examiner ici, les Docteurs Max Nordau et Alexandre Marmorek, les deux leaders du sionisme politique s'abstinrent de participer au XI^e Congrès de Vienne, mais ils prononcèrent à Paris à une réunion organisée à l'occasion du neuvième anniversaire de la mort de Herzl, deux grands discours dans lesquels ils présentèrent la défense de leurs idées et critiquèrent en même temps vigoureusement la nouvelle direction. Nordau constate dans son discours que dès qu'ils se sont trouvés au pouvoir, les sionistes *pratiques* se dénommèrent *politiques*. Ni sous Wolffsohn, ni sous la nouvelle administration rien n'a été obtenu de la Turquie; le passeport rouge est toujours en vigueur, les difficultés légales pour acquérir le moindre lopin de terre n'ont pas disparu; et comment penser établir une Banque agraire dans un pays où il n'y a pas d'hypothèques?

Nordau n'est pas contre les expériences qu'on tente en Palestine et il se rend bien compte que lorsqu'on entreprend quoique ce soit on court des risques; mais ce qu'il n'admet pas et ce contre quoi il s'élève, c'est la manière dont l'administration s'efforce de cacher les mauvais résultats au lieu de les avouer franchement. Il ne faut pas en outre se lancer dans toutes sortes d'entreprises. « Soyons pratiques, disait-il, comme l'a été Herzl et comme l'a été Wolffsohn. Cherchons à ne pas trop embrasser, pour mieux étreindre, à ne pas entreprendre des choses que nous savons ne pas pouvoir

achever. Soyons pratiques dans ce sens que nous n'entreprenions que des choses réellement utiles, d'abord à notre renommée, et ensuite à notre œuvre (1). » Nordau est loin de sous-estimer l'utilité de ce qui a été déjà fait en Palestine car dit-il « nous pouvons montrer quelque chose, nous pouvons dire au monde qui, lui, ne comprend pas notre idée, ne comprend pas notre espoir, mais a des yeux pour voir, nous pouvons lui dire : Voyez, nous ne sommes pas seulement des découvreurs dans le bleu ; nous sommes des gens qui créons des choses positives. Nous ne sommes pas uniquement des rêveurs, nous avons un programme, nous avons commencé à le réaliser. Voilà ce que cela a déjà donné (2) ». Ce travail ne doit pas être poussé plus loin ; il ne doit avoir qu'un caractère démonstratif. « Entretenons tout cela, rendons-le le plus prospère possible, mais ne l'augmentons pas, puisque ce n'est pas actuellement possible (3). » Voici comment Nordau résumait toutes ses critiques à l'adresse des sionistes pratiques : « La nouvelle administration qui est arrivée au pouvoir en combattant le sionisme politique, se dit maintenant politique. Elle a pu obtenir peu de résultats positifs. Ce n'est pas de sa faute. Mais je constate avec plaisir que sa tendance est devenue ce qu'elle doit être. Elle est arrivée aux affaires avec la promesse de faire du sionisme pratique, nous voyons qu'elle n'a rien ajouté à l'œuvre qu'elle a trouvée. Elle a sans doute projeté certaines choses, mais qui sont dangereuses, parce que nous n'avons les moyens de les réaliser. Elle suit là une tendance pleine de périls, qui consiste à dire : « Commençons toujours, Dieu enverra les moyens. » Je crois que ce n'est pas très pratique.

1. Voir *L'Écho sioniste*, n° 8, du 10 août 1913, p. 157.

2. *Ibid.*, n° 8 du 10 août 1913.

3. *Ibid.*

« Quant à nous, nous sommes sûrs d'une chose. Nous restons fidèles à l'idée de Herzl, qui est de travailler pour la collectivité du peuple juif. Et cette idée ne peut pas faire faillite, alors que des tentatives, imprudentes, intempestives, faites sans tenir compte des possibilités et des moyens, courent le risque de la faillite, qui serait un désastre pour le sionisme (1). »

Au sein même du XI^e Congrès ce fut le délégué Jean Fischer d'Anvers qui défendit le sionisme politique et présenta les critiques des sionistes herzliens à l'activité des sionistes pratiques (2). Fischer rappela en quoi consistait le sionisme politique, tel qu'il avait été conçu par Herzl et dont lui-même, ni ses amis ne s'étaient jamais départis : écarter tous les obstacles qui barraient la route aux aspirations sionistes, créer non pas des choses, des objets matériels, mais des *conditions* qui faciliteraient aux Juifs leur immigration en Palestine. Cette conception n'empêchait pas d'avoir un point de vue pratique ; celui-ci consistait à laisser libre jeu à l'initiative privée ; ce n'était pas au sionisme en tant qu'organisation à entreprendre pour son compte la création des œuvres pratiques en Palestine. Si les entreprises privées ne prospèrent pas cela ne regarde que ceux qui les ont fondées, tandis que les entreprises officielles de l'organisation sioniste risquent en cas de non réussite d'exercer une influence négative et l'Organisation elle-même est menacée de perdre son crédit. D'autre part les particuliers ne sont pas disposés à imiter une organisation parce que si celle-ci réussit ce n'est pas encore une preuve qu'un particulier puisse réussir à son tour.

Parmi les discours des sionistes pratiques prononcés au

1. *Echo Sioniste*, déjà cité.

2. Voir. St. Pr. XI, K., pp. 93-103.

XI^e Congrès, les plus remarquables furent ceux du Dr Tschlenow et du professeur Weizmann. Le premier (1) déclarait, en substance, que le sens politique du travail réel en Palestine devait être de montrer par des faits, tant au peuple juif qu'à la Turquie et au monde entier ce que les sionistes étaient capables de créer en Palestine. Il constatait avec joie l'intérêt pour la Palestine qu'a su réveiller la nouvelle direction, intérêt qui se manifestait même dans des cercles non sionistes et étrangers. Il exprimait sa conviction que le travail pratique serait le moyen le meilleur pour prouver au gouvernement turc de quelle utilité le sionisme pouvait devenir pour la Palestine et l'empire ottoman en général. « Nous pensons, disait-il, que les éléments responsables de la Turquie se rendent compte bien mieux et plus clairement aujourd'hui de la force civilisatrice que nous introduisons dans le pays et des grands avantages que nous pouvons procurer à cette région négligée. Nous pensons que les Turcs ont pu, par la vue de notre travail, se convaincre le mieux du monde que nous ne sommes les avant-postes d'aucune nation ou puissance, mais que nous combattons uniquement pour la réalisation de nos propres aspirations (2). » C'était là le sens politique de ce « petit travail palestinien ». Plein de confiance, Tschlenow proclamait son espoir qu'en suivant cette voie, le sionisme arrivera à obtenir les deux conditions indispensables à sa réussite : *des droits et du crédit*.

Le professeur Weitzmann (3) s'attaqua plutôt à réfuter les arguments des sionistes politiques. Qu'est-ce qu'une condition, se demande-t-il ? « Une *condition*, c'est quelque chose de tout à fait abstrait, tant qu'elle ne repose pas sur un *substratum* ;

1. St. Pr. XI, K., p. 124-129.

2. St. Pr. XI, K., p. 129.

3. St. Pr. XI, K., p. 154-160.

les conditions dérivent des *choses*. Des conditions en soi sont inconcevables ; pour les obtenir il faut créer des choses matérielles (1). » Dès lors même une simple école constitue parfois un acte politique. Si en Palestine les Juifs possédaient 4 0/0 au lieu de 2 0/0 des terres, le sionisme serait une expression politique d'une valeur deux fois plus grande. « La force de conviction au point de vue politique croîtra proportionnellement à nos positions en Palestine. C'est pourquoi — que vous nommiez cette entreprise Achad-Haamisme, sionisme de colonisation ou Chowewe sionisme — il en résulte comme une conséquence logique que toute notre politique doit consister principalement à rendre toujours plus forte notre position dans ce pays (2). » Quant à savoir si l'organisation sioniste doit participer directement aux tentatives en Palestine, la réponse du professeur Weizmann était pour l'affirmative. Son argument, qu'il opposait à celui contraire des sionistes politiques, était qu'une collectivité peut faire des expériences, mais que les individus ne peuvent pas s'y prêter. Libre à l'initiative privée de se produire, mais en tout cas l'organisation sioniste doit donner l'exemple.

Malgré l'opposition des sionistes politiques, le mot d'ordre de l'organisation sioniste sera, après le XI^e Congrès, celui que le professeur Warburg donnait dans son discours d'ouverture ; « C'est au travail en Palestine que sera réservée à l'avenir notre principale attention (3). »

1. St. Pr. XI, K., p. 155.

2. St. Pr. XI, K., p. 157.

3. St. Pr. XI, K., p. 11.

La guerre de 1914-1918 a provoqué un retour complet au sionisme herzlien en ce qui concerne l'obtention préalable des garanties de droit public. Le sionisme pratique ne trouvait plus aucune raison de se continuer, étant donné que toute action colonisatrice en Palestine, quelle qu'elle fût, était devenue complètement impossible du fait même de la guerre. Le devoir des dirigeants sionistes était de proclamer hautement les droits acquis du peuple juif à rentrer en possession de son antique patrie et d'en obtenir la reconnaissance par les puissances alliées qui justement se proclamaient les champions du droit et de la liberté.

Aujourd'hui ces droits sont reconnus et des pourparlers se poursuivent en ce moment pour établir les conditions définitives dans lesquelles le rétablissement des Juifs en Palestine devra s'effectuer.

Si le « foyer national Juif » dont il est question signifie une patrie garantie par le droit public en Palestine pour *tous les Juifs* qui ne *veulent* ou ne *peuvent* s'assimiler, qui ne veulent ou ne peuvent pas rester dans leurs pays actuels, alors seulement il est permis de dire que le rêve de Herzl est sur le point de se réaliser.

Nous espérons que les dirigeants du sionisme sauront mettre largement à profit les circonstances actuelles et obtenir le

maximum de conditions favorables qui, tôt ou tard, permettront au peuple juif d'atteindre son but final : *la restauration de l'Etat juif indépendant en Palestine.*

Le Président de la thèse,

A. GEOUFFRE DE LAPRADELLE

Le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. POINCARÉ

BIBLIOGRAPHIE

- A. B. C (Buch. Zionistisches)*. — Köln und. Leipzig, 1908.
- Allemand (Léon)*. — Etude sur la condition des Juifs en Russie.
Thèse pour le doctorat politique et économique. Montpellier, 1907.
- Aram (Kurt)*. — Der Zar und seine Juden. 2^e éd. Berlin, 1914.
- Bambus (W.)*. — Die jüdischen Döerer in Palästina. Berlin, 1896.
- Palastina : Land und Leute. Berlin, 1898.
- Bérard (Victor)*. — L'empire russe et le tsarisme. Paris. 1905.
- Bericht des Actions-Comités der zionistischen organisation au den
zehnten Kongress. Basel.
- An den XI, Zionisten-Kongress. Wien.
- Bernard (Lazare)*. — L'antisémitisme, son histoire et ses causes.
Paris, 1890.
- Le nationalisme juif. Conférence. Paris, 1897.
- Les Juifs de Roumanie. Cahier de la Quinzaine.
- Bernstein (D^r S.)*. — Le sionisme, ses tendances et son organisation.
Lausanne, 1919.
- Les persécutions des Juifs en Roumanie. Copenhague, 1917.
- Besser (Max)*. — Die Juden in der modernen Rassentheorie. Köln,
1911.
- Bluntschli*. — Théorie générale de l'Etat, trad. par Riedmatten,
1877.
- Bonfils (H.)*. — Manuel de droit international public, 2^e éd. Paris,
1912.
- Borouchov (B.)*. — Die idische Emigrations politik (idisch). Cracovie,
1911.
- Braunstein (E.-F.)*. — Aperçu historique du sionisme. Paris, 1917.
- Brun (H.-L.)*. — La condition des Juifs en France depuis 1789.
Paris, 1900.
- Calvo*. — Le droit international théorique et pratique.

- Carton de Wiart (Ed.)*. — Les Compagnies coloniales anglaises du XIX^e siècle. Paris, 1899.
- Chalom (J.)*. — Les Israélites de la Tunisie. Leur condition civile et politique. Thèse à la faculté de droit de Paris, 1908.
- Dagan (H.)*. Les massacres de Kichineff, Paris, Cahiers de la Quinzaine, oct. 1903.
- Darmesteter (James)*. — Les prophètes d'Israël. Paris, 1892.
- Delahaches (G.) et Eberlin*. — Les Juifs russes. Paris, Cahiers de la Quinzaine, déc. 1904.
- Demidoff San Donato (Prince)*. — La question juive en Russie Bruxelles 1884.
- Dimidow (Paul)*. — Wo hinaus? Mahnwort an die westeuropäischen Juden, 2^e éd. Charlottenburg, 1891.
- Erez Israël* — Mitteilungen des Hauptbüros des Jüdischen Nationalfonds. Heft, 2 mai 1917.
- Errera (Léo)* — Die russischen Juden. Vernichtung oder Befreiung. Leipzig, 1903. Edition française : Bruxelles, 1903.
- Esmein*. — Eléments de droit constitutionnel.
- Fiore*. — Nouveau dr. int. publ, 2^e éd. Paris, 1885-1886.
- Friedmann (Adolf)*. — Das Leben Theodor Herzls. Jüdischen Verlag. Berlin, und Leipzig.
- Geouffre de Lapradelle*. — Cours de droit constitutionnel, 2 vol. Paris, 1914
- Gradowsky (Nicolas de)*. — La situation légale des Israélites en Russie. Paris, 1890.
- Graetz*. — Histoire des Juifs en cinq volumes trad. franç. par Wogue et Bloch. Paris. Le dernier volume a paru en 1897.
- Hagani (Baruch)*. — Le sionisme politique et son fondateur. Paris, 1917.
- Halpern*. — Die jüdischen Arbeiter in London. Stuttgart, 1903.
- Heman (F.)*. — Das Erwachen der Juden. Der Weg zur endgültigen Lösung der Judenfrage. Basel, 1897.
- Hersch (L.)*. — Le Juif errant d'aujourd'hui. Paris, 1913.
- Herzl (Théodor)*. — Zionistische Schriften. Herausgegeben von Prof. Dr Léon Kellner, 2 vol. Jüdischer Verlag Berlin-Charlottenburg.
- Hess (Moses)*. — Rom und Jerusalem. Edition du « jüdischer Verlag ».

- Hyamson (Albert)*. — Palestine. The rebirth of an ancient people. London, 1917.
- Jellinek*. — L'Etat moderne et son droit, trad. Fardis, 1904.
- Jèze (Gaston)*. — Etude théorique et pratique sur l'occupation. Paris, 1896.
- Judenpogrome in Russland*. Jüdischer Verlag, 2 vol., 1910.
- Kann (J.-H.)*. — Erets Israël. « Le pays juif ». Bruxelles, 1910.
- Kahn (Dr Léopold)*. — Durch Wahrheit zum Frieden ! Ein Mahnwort an den VII Kongress. Wien, 1905.
- Katzenelebogen (Dr S.)*. — L'émigration juive. Bruxelles, 1918.
- Klausner (Dr J.)*. — Der geistige Zionismus und seine Hauptvorsteher, 1901.
- Kovalsky*. — L'antisémitisme polonais. Lausanne, 1919.
- Kronberger (Emil)*. — Zionisten und Christen. Leipzig, 1900.
- Laharanne (Ernest)*. — La nouvelle question d'Orient, 1840.
- Loeb (Isidore)*. — La situation des Israélites en Turquie, en Serbie et en Roumanie. Paris, 1877.
- Le Juif de l'histoire et le Juif de la légende. Paris, 1890.
- Loewe (H.)*. — Die Sprachen der Juden. Berlin, 1911.
- Leroy-Beaulieu (A.)*. — L'Empire des tzars et les Russes. Paris, 1881-1882-1889.
- Israël chez les nations. Paris, 1893.
- Les droits nationaux des Juifs en Europe Orientale. Recueil d'études publié par le Comité des Délégations juives auprès de la Conférence de la paix. Paris, 1919.
- Les Juifs et la guerre*, mémoire de la Confédération ouvrière socialiste juive Poalé-Zion, au Bureau socialiste international. La Haye, 1916.
- Lichtheim (Richard)*. — Das Programm des Zionismus. Berlin. Charlottenburg, 1911.
- Matter (André)*. — Le Juif russe. Paris, 1905.
- Monzie (A. de)*. — La Politique religieuse des indifférents. Conférence faite au Sociétés Savantes le 7 avril 1919. Paris, 1919.
- Navratzki (Kurt)*. — Die jüdische Kolonisation in Palästina. Berlin, 1914.
- Nordau (Max)*. — Zionistische Schriften-Herausgegeben vom zionistischen Aktionskomitee. Köln und Leipzig, 1909.
- Nordau (Dr Max)*. — Les Juifs et le Judaïsme au XIX^e siècle. Paris, 1913.
- Recueil des matériaux sur la situation économique des Israélites

- de Russie d'après l'enquête de la Jewish Colonisation Association. Paris, 1906.
- Reinach (Th.)*. — Histoire des Israélites depuis la ruine de leur indépendance nationale jusqu'à nos jours, 4^e éd. Paris, 1910.
- Renan (Ernest)*. — Histoire du peuple d'Israël en cinq volumes. Paris, 1887.
- Qu'est-ce qu'une nation ? 1882.
- Ruppin (Dr Arthur)*. — Die Juden der gegenwart. Köln, 1911.
- Syrie: an economic survey trad. New-York, 1918.
- Oettinger (J.)*. — Jewish Colonization in Palestine. Method and Capital.
- Pasmanik (Dr Daniel)*. — Die Seele Israëls. Zur Psychologie des Diasporajudentums. Jüdischer Verlag. Köln und Leipzig, 1911.
- Pinès*. — Histoire de la littérature judéo-allemande. Thèse à la Faculté des Lettres. Paris, 1911.
- Pinsker (Dr Leo)*. — Autoemanzipation. Mahnruf an seine Stammesgenossen von einem russischen Juden. Brünn, 1903.
- Pinkus (Lazar-Félix)*. — Vor der Gründung des Judenstaates. Zürich, 1918.
- Politische Zionismus (Der)* — Sein Ziel, seine Organisation, seine Institutionen. Wien, 1906.
- Pradier Fodéré*. — Traité de droit international public.
- Sachse (Dr H.)*. — Zionistenkongress und Zionismus... eine Gefahr ? Berlin, 1897.
- Sapir (Dr J.-B.)*. — Der Zionismus. Eine populär wissenschaftliche Darlegung des Wesens und der Geschichte der Zionistischen Bewegung. Trad. de l'hébreu. Brünn, 1903.
- Schiffer (S.)*. — La fondation d'un Etat juif en Palestine. Jouve et C^{ie}, éd. Paris, 1917.
- Séailles (Gabriel)*. — Le principe de nationalité et ses applications. Paris, 1919.
- Sincerus (Edmond)*. — Les Juifs en Roumanie, depuis le traité de Berlin (1878) jusqu'à ce jour. Londres, 1901.
- Slousch (N.)*. — La renaissance de la littérature hébraïque. Essai d'histoire littéraire. Thèse présentée à la faculté des Lettres de Paris, 1902.
- La poésie lyrique, hébraïque, contemporaine. Mercure de France. Paris, 1912.

Sokolow (Nahum). — History of Zionism, 1600-1918, in two volumes. London, 1919.

Soloweitschik (L.). — Un prolétariat méconnu. Bruxelles, 1898.

Sombart (Werner). — Die Yuden und das Wirtschaftsleben. Leipzig, 1911.

— Die Zukunft der Juden, 1912.

Spire (André). — Quelques Juifs. Paris, 1913.

— Les Juifs et la guerre. Paris, 1917.

Steed (W.). — La monarchie des Habsbourgs. Paris, 1917.

Stambler (B.). — L'Histoire des israélites roumains et le droit d'intervention. Thèse à la faculté de droit de Paris, 1913.

Stenographisches Protokoll der Verhandlungen des Zionisten-Kongresses, 11 volumes se rapportant chacun à l'un des onze Congrès sionistes qui ont eu lieu jusqu'à ce jour.

Stimme der Wahrheit (Die). — Jahrbach für wissenschaftlichen Zionismus Erster Jahrgang. Würzburg, 1903.

Tchlenoff (D^r J.). — Le sionisme et la révolution russe avec une introd. par André Spire. Ed. de la soc. « Harnoledeth ». Paris, 1917.

Tenenbaum (D^r J.). — La question juive en Pologne. Paris, 1919.

Tolkowsky (S.). — La colonisation juive en Palestine. Paris, 1919.

Ussischkin. — Unser Programm. Wien-Leipzig, 1903.

Valensi (Alfred). — Sion et Liberté. Tunis, 1919.

Vattel. — Le droit des gens. Nouvelle éd. en 3 vol. par Pradier Fodéré. Paris, 1863.

Cuinet (Vital). — Syrie, Liban et Palestine. Paris, 1886.

Weiss (André). — Manuel de droit international privé.

Werner Amram (David). — A Jewish State in Palestine. New-York, 1918.

Zangwill (Israël). — L'avenir commercial de la Palestine. Discours trad. de l'anglais. Ed. de l'Echo Sioniste. Paris, 1901.

— Le principe des nationalités, trad. de l'anglais. Paris, 1918.

Zollshan. — Das Rassenproblem unter besonderer Berücksichtigung der theoretischen Grundlagen der jüdischen Rassenfrage. Wien, 1909.

Zurissaday (M.-F.). — La Palestine et la renaissance du peuple juif. Lausanne, 1918.

PÉRIODIQUES : *Die Welt*, organe officiel de l'organisation sioniste. A cessé de paraître en 1914. Collection des 18 années : *die jüdische Rundschau*, Berlin ; *The Zionist Review*, the

organ of the english zionist federation, Londres ; *Palestine*, Manchester ; *The Maccabean*, magazine, New-York ; *Dos jidische Volk*, New-York ; *Le Peuple juif*, publication de la Fédération sioniste de France, etc., etc.

ABRÉVIATIONS

H. Z. S. : Herzls Zionistische Schriften.

St. Pr. K. : Stenographisches Protokoll der Verhandlungen des... Zionisten-Kongresses.

Bull. du C. D. J. : Bulletin du Comité des Délégations juives auprès de la Conférence de la Paix.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	9
INTRODUCTION	15
I. — 1° 70-1870.	15
2° Déclarations des puissances alliées. Clause sur le sionisme dans le traité avec la Turquie.	17
3° Foyer national ou concentration territoriale ?	22
Nombre des Juifs	24
II. — 4° Idées essentielles du sionisme.	27

PREMIÈRE PARTIE

LA NATION JUIVE

CHAPITRE PREMIER. — Communauté religieuse ou nation. Position de la question.	29
CHAPITRE II. — Critérium de l'idée de nation.	33
CHAPITRE III. — La nation Juive depuis la dispersion jusqu'à la fin du XVIII ^e siècle.	39
CHAPITRE IV. — Atteintes à l'idée de nation juive aux XVIII ^e et XIX ^e siècles.	51
<i>Section I.</i> — Première atteinte. L'époque mendelsohnienne.	51
<i>Section II.</i> — Deuxième atteinte. La Révolution française et l'émancipation des Juifs en Occident.	53
CHAPITRE V. — Evolution nationale des Juifs de l'Europe orientale	60
<i>Section I.</i> — Les Juifs de l'Europe orientale jusqu'en 1880.	60
<i>Section II.</i> — Influence du réveil des nationalités.	64
<i>Section III.</i> — Première réaction contre l'antisémitisme et l'assimilation. Le Chowewe-sionisme.	66

CHAPITRE VI. — Reconstitution de l'unité nationale juive par le sionisme.	70
<i>Section I.</i> — Seconde réaction contre l'antisémitisme et l'assimilation. Le sionisme.	70
<i>Section II.</i> — Affirmation de la volonté et de l'unité nationales par le premier Congrès sioniste.	79
<i>Section III.</i> — Principaux aspects du sionisme.	80
§ 1. — Le sionisme et la religion.	80
§ 2. — Le sionisme et l'hébreu.	83
<i>Section IV.</i> — Les adversaires juifs du sionisme.	93
CHAPITRE VII. — Nouvelle forme d'affirmation du sentiment national juif. L'autonomie nationale.	105
<i>Section I.</i> — Revendication des droits de minorité nationale par les Juifs de l'Europe orientale et centrale.	105
<i>Section II.</i> — Reconnaissance juridique des populations juives des pays de l'Europe orientale et centrale en tant que minorités nationales.	113
CHAPITRE VIII. — Reconstitution extérieure de l'unité nationale juive par le sionisme.	120

DEUXIEME PARTIE

L'ETAT JUIF EN TANT QUE NÉCESSITÉ JUIVE ET UNIVERSELLE

CHAPITRE PREMIER. — De la tendance de la nation juive vers une organisation d'Etat.	123
<i>Section I.</i> — Tendance de la nation à se constituer en Etat.	123
<i>Section II.</i> — Le principe des nationalités.	126
<i>Section III.</i> — Tendance de la nation juive à se constituer en Etat.	128
§ 1. — Organisations autonomes des Juifs depuis leur dispersion.	129
§ 2. Préparation du peuple juif par le sionisme en vue de la future vie d'Etat. L'organisation sioniste.	132
A) Le Congrès.	134
B) Le Comité Central. La Conférence annuelle.	140
C) Le Comité d'Action.	141
D) Fédérations.	144
E) Etat de l'organisation sioniste en 1913.	145
F) Etat de l'organisation sioniste pendant la guerre de 1914-1918 et depuis.	148

<i>Section IV. — Reconnaissance de la légitimité des aspirations du peuple juif vers le self-government. . . .</i>	150
CHAPITRE II. — De l'établissement d'un régime de droit et de sécurité pour la nation juive par son organisation en Etat.	152
<i>Section I. — Dix-huit siècles d'oppression. Un régime sans droit.</i>	152
§ 1. — Empire romain.	153
§ 2. — Babylonie.	154
§ 3. — Arabie et empire arabe.	155
§ 4. — Espagne.	157
§ 5. — Portugal.	161
§ 6. — France. Algérie. Tunisie.	161
§ 7. — Angleterre.	169
§ 8. — Italie.	171
§ 9. — Allemagne. L'antisémitisme.	172
§ 10. — Autriche-Hongrie.	181
§ 11. — Russie.	184
§ 12. — Roumanie.	207
§ 13. — Pologne.	226
§ 14. — Ukraine.	236
§ 15. — Territoires occupés par les armées de Denikine.	240
§ 16. — Pays divers.	242
<i>Section II. — De l'établissement d'un régime de droit et de sécurité pour la nation juive.</i>	245
§ 1. — La création d'un cadre territorial et juridique, unique solution de la question juive. Arguments	245
§ 2. — L'indestructibilité de l'antisémitisme.	246
§ 3. — Causes de l'antisémitisme.	247
A) Les Juifs constituent partout une minorité.	247
B) Minorité étrangère.	247
C) Minorité religieuse.	248
D) Minorité nationale.	251
E) Causes économiques.	252
F) Causes sociales.	253
G) Causes psychologiques. Haines et préjugés séculaires.	253
§ 4. — Aucune protection efficace ne saurait être accordée aux Juifs dans leur état de dispersion.	257
A) Mesures de protection dans le passé.	257
B) L'émancipation civile et politique.	257

C) Intervention des Etats occidentaux et de l'Amérique en faveur des Juifs de l'Europe orientale.	258
D) La protection des droits de minorité par la Société des Nations	262
a) La question juive et les droits de minorité nationale.	262
b) La protection de la Société des Nations.	265
CHAPITRE III. — La création de l'Etat juif correspond à des nécessités économiques, physiques, intellectuelles et morales du peuple juif.	268
Section I. — Situation économique des Juifs de l'Europe orientale et centrale.	268
Section II. — La solution au problème économique.	275
A) Impossibilité d'amélioration sur place.	275
B) Le retour à la terre. But essentiel du sionisme.	276
Section III. — Une nécessité physique.	281
Section IV. — Une nécessité intellectuelle et morale.	281
CHAPITRE IV. — La création de l'Etat juif correspond à une nécessité d'ordre public international.	283
OBSERVATION	283
Section I. — Le problème de l'émigration juive	283
§ 1. — Etude sur l'émigration des Juifs de l'Europe orientale.	283
§ 2. — L'émigration juive en tant que véhicule de propagation de l'antisémitisme	289
§ 3. — Mesures prohibitives à l'immigration	291
Section II. — Le sionisme offre la solution au problème que pose l'émigration juive.	294
Section III. — L'intérêt des Juifs concorde respectivement avec l'intérêt des Etats qu'ils habitent.	295
CHAPITRE V. — Des conditions que doit remplir la concentration territoriale des Juifs pour correspondre à l'intérêt commun des Juifs et des Etats du monde entier.	296
Section I. — La transplantation en masse.	296
Section II. — Le territoire	297
Section III. — L'organisation politique.	297
Section IV. — Professions des Juifs transplantés.	297
CHAPITRE VI. — Du règlement international de la question juive	299

<i>Section I.</i> — La question juive objet d'une discussion internationale	299
<i>Section II.</i> — De l'assistance des Etats	301
<i>Section III.</i> — Une dette morale	304

TROISIÈME PARTIE

DE LA RESTAURATION DE L'ÉTAT JUIF EN PALESTINE

CHAPITRE PREMIER. — Le territoire : la Palestine	307
<i>Section I.</i> — Notions historiques	307
<i>Section II.</i> — Notions géographiques	309
CHAPITRE II. — Justifications du droit du peuple juif à rentrer en possession de la Palestine	312
<i>Section I.</i> — Arguments de fait	312
<i>Section II.</i> — Arguments de droit	314
CHAPITRE III. — Protestations. — Esprit de retour	318
<i>Section I.</i> — Révoltes	416
<i>Section II.</i> — Le messianisme	325
<i>Section III.</i> — Manifestations diverses d'attachement à la Palestine	329
<i>Section VI.</i> — Les précurseurs du sionisme au XIX ^e siècle jusqu'en 1880	332
<i>Section V.</i> — Le Chowewe sionisme	336
<i>Section VI.</i> — Le sionisme politique ou moderne	341
<i>Section VII.</i> — Le sionisme politique affirme l'indestructible attachement du peuple juif à la Palestine	343
La question de l'Afrique orientale dite de l'Ouganda	343
<i>Section VIII.</i> — L'œuvre sioniste en Palestine	356
§ 1. — Institutions diverses	356
§ 2. — Les villages juifs	359
<i>Section IX.</i> — L'effort militaire	364
CHAPITRE IV. — L'esprit de retour connu du monde non juif et encouragé par lui	367
CHAPITRE V. — Reconnaissance par les gouvernements de l'Entente des droits du peuple juif sur la Palestine	378
CHAPITRE VI. — Conclusion	383
CHAPITRE VII. — Effets du principe de l'imprescriptibilité des droits des Juifs sur la Palestine	385

<i>Section I. — Frontières de la Palestine</i>	385
<i>Section II. — Du respect de l'exercice dans de justes limites des droits légitimement acquis.</i>	388
§ 1. — Les Lieux Saints	388
§ 2. — La population arabe	390
CHAPITRE VIII. — L'Etat juif et la soi-disant double nationalité des Juifs.	394

QUATRIÈME PARTIE

LE PROGRAMME DE BÂLE

<i>Une patrie pour le peuple juif en Palestine garantie par le droit public.</i>	399
CHAPITRE PREMIER. — Le sionisme herzlien	399
<i>Section I. — Le programme de Bâle.</i>	399
§ 1. — Buts immédiats du sionisme	399
§ 2. — La politique turque du sionisme	400
§ 3. — Nécessité de garanties préalables à tout établisse- ment juif en Palestine	404
§ 4. — Elaboration du programme de Bâle	406
§ 5. — Examen des formules : rechtlich, völkerrechtlich, öffentlich-rechtlich	409
§ 6. — Portée du programme de Bâle	410
<i>Section II. — De la Banque coloniale juive en tant qu'être juridique du sionisme destiné à obtenir la Charte.</i>	411
§ 1. — Organes projetés par Herzl dans son « Etat juif » . . .	411
§ 2. — La Banque coloniale juive et sa destination	413
§ 3. — La Charte. Sa signification	417
§ 4. — Mesures pour conserver le caractère politique de la Banque coloniale juive	420
<i>Section III. — Efforts tentés par Théodore Herzl pour réa- liser le programme de Bâle.</i>	422
Démarche auprès des Puissances et négociations avec la Porte	422
<i>Section IV. — Le sionisme herzlien et la colonisation en Palestine.</i>	428
CHAPITRE II. — Le sionisme post-herzlien	433
Réaction contre la méthode de Herzl. Le sionisme pra- tique	433

IMPR. JOUVE ET C^{ie}, 15, RUE RACINE, PARIS. — 4664-20
